

Portfolio

Solidarité
EN PRIMEUR(S)
avril 2019

RAPPORT FINAL DE LA RECHERCHE-ACTION PARTICIPATIVE SOLENPRIM

Auteurs : Lotte Damhuis, Deborah Myaux, Matthias Rosenzweig, Catherine Rousseau et Alexia Serré

Avec les contributions de : Rachida Attalibi, Anissa Ayadi, Nasera Boudouasel, Annick Debuck, Khadija Elasri, Brigitte Grisar, Catherine Grolambert, Jean-Benoît Hoet, Hugues-Olivier Hubert, Jonathan Poncelet, Pierre-Michel Rousseau, Jeroen Smet, Juan Miguel Piet, Sébastien Van Daele, Justine Vleminckx, Marie-Françoise Van Lil et Grégoire Van Zeebroeck

Communication et graphisme : Fabienne Bonnoron et Joëlle Van Laethem

Rapport final : Le portfolio Solidarité en primeur(s)



Présentation du portfolio



Solenprim, une réponse à l'appel à projets Co-Create en alimentation durable.



Journal des activités réalisées

PARTIE I.

AIDE ALIMENTAIRE ET ACCÈS À L'ALIMENTATION : QUELS ENJEUX ?



L'aide alimentaire en région bruxelloise : modalités et finalités



Aide alimentaire et travail social – regards de professionnels



Aide alimentaire et alimentation durable – des ponts pertinents ?



Stratégie bruxelloise en matière d'accès à l'alimentation : un regard critique



Expo photo *Les réalités de l'aide alimentaire*

----- Légende



Analyses



Retours d'expérience



Documentaire sonore



Fiches-outils



Synthèses



Expo photo

PARTIE II.

ALIMENTATION ET INÉGALITÉS



Un contexte normatif autour de l'alimentation



Les 6 dimensions du « bien se nourrir » – une définition co-construite



Les freins dans l'accès au « bien se nourrir »



Carnet de bord de la phase de diagnostic

PARTIE III.

LES EXPÉRIMENTATIONS DE SOLENPRIM - UN ACCÈS PLUS DURABLE À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ ?



La boîte à graines – une grainothèque au CPAS d'Ixelles



Solidair'prêt – un service de prêt au CPAS de Berchem-Sainte-Agathe



Le GAC1050 – un groupe d'achats en commun à Ixelles



Des ateliers cuisines repensés – la Porte Verte-Snijboontje à Molenbeek



Le projet LOCO – logistique collaborative pour soutenir l'approvisionnement en aide alimentaire



Documentaire sonore – un outil pédagogique à partir de l'expérience Solenprim



Carnet d'expériences – les enseignements des projets locaux

----- Légende



Analyses



Retours d'expérience



Documentaire sonore



Fiches-outils



Synthèses



Expo photo

PARTIE IV.

L'ÉQUIPEMENT D'UNE RECHERCHE EN CO-CRÉATION



Créer les conditions du croisement des savoirs : le défi de la première année de projet



De l'utilité de produire des « objets intermédiaires »



Produire un diagnostic collectif : retour sur le dispositif déployé



Déroulé d'animation des diagnostics locaux



Co-construire des projets – le rôle des séances « inspiration », « émergence » et « implémentation »



Déroulé d'animation des séances « émergence »



Quels projets inspirants pour le comité culturel d'Ixelles ?



Déroulé d'animation des séances « implémentation »



Quand l'analyse se fait à plusieurs voix – réflexion sur les formats de restitution

---- Légende



Analyses



Retours d'expérience



Documentaire sonore



Fiches-outils



Synthèses



Expo photo

PARTIE V.

PARTICIPATION ET APPROCHE COMMUNAUTAIRE DANS LE CHAMP DE L'AIDE ALIMENTAIRE ?



Participer / Faire participer – quelle place pour les personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire ?



S'adapter à de nouvelles modalités d'action – quels enjeux pour les organismes d'aide alimentaire ?



Dynamique de groupe et gouvernance d'un projet participatif



Une recommandation – favoriser le travail social communautaire pour concrétiser le droit à l'alimentation

CONCLUSION



Durabilité de l'accès à une alimentation de qualité ? Enseignements d'un projet mené dans le champ l'aide alimentaire

----- Légende



Analyses



Retours d'expérience



Documentaire sonore



Fiches-outils



Synthèses



Expo photo



Présentation du portfolio Solidarité en primeur(s)

Portée par des sociologues et des acteurs de première et de seconde lignes du champ de l'aide alimentaire bruxellois, la recherche-action participative Solenprim a débuté en janvier 2016, avec l'ambition de repenser – avec des bénéficiaires de l'aide alimentaire et des personnes qui fréquentent des organismes d'aide sociale – un accès plus durable à l'alimentation. Ce portfolio revient sur l'ensemble des activités et expérimentations menées durant les 3 années du projet¹, ainsi que sur les enseignements qui en sont issus.

En guise d'introduction, nous présenterons dans un premier temps brièvement les raisons qui nous ont amené à préférer au format du rapport de recherche « classique », celui du « portfolio », pour rendre compte du travail réalisé. Nous en exposerons le concept, puis détaillerons les différents types de documents qu'il contient. Dans un second temps, nous entrerons plus en profondeur dans les contenus présentés, et tisserons le fil qui a guidé l'agencement des 33 pièces qui le composent.

1 LE PORTFOLIO : QUELQUES PRÉCISIONS SUR LE (NON) CHOIX D'UN FORMAT

Solenprim s'est fixé pour but de permettre à des acteurs de statuts différents – usagers des organismes partenaires, acteurs de terrain de première ligne (salariés ou volontaires), acteurs de terrain de seconde ligne (coordinateurs de services, chargés de projets) et chercheurs – de co-construire, à partir de leurs expertises et savoirs respectifs, des dispositifs innovants capables d'agir favorablement sur l'enjeu de l'accès à l'alimentation des personnes en situation de précarité.

Si le parti-pris a été de rendre compte des savoirs des différents acteurs impliqués dans le projet, le défi était de trouver des formats qui permettent leur expression et anticipent l'enjeu de les rendre audibles. Tout au long du projet, différents supports ont été testés, du rapport écrit classique aux interviews filmées en passant par le « carnet de bord » ou la restitution orale². Les réflexions sur le sujet ont amené les partenaires à considérer que, plutôt que de privilégier l'un d'eux, c'est l'exploration d'une « multitude d'outils et de formats » qui méritait d'être valorisée et cultivée, puisque, comme le soulignait un partenaire de terrain, elle permet que « tout le monde [puisse] à un moment donné y trouver son compte ». A l'heure de produire un rapport final visant à dresser le bilan des travaux réalisés au cours des trois années d'expérimentation, le format du portfolio s'est imposé comme le plus pertinent.

Le « portfolio »³ est traditionnellement utilisé dans le milieu scolaire pour documenter le parcours d'éducation d'un élève, dans le milieu artistique comme outil de présentation de soi (et de ses travaux), et récemment sur le marché du travail, comme support de promotion d'un portefeuille de compétences personnelles ; mais il nous paraît adapté pour valoriser la dimension plurielle des savoirs produits dans le projet Solenprim. La pertinence de cet outil tient au fait qu'il peut se lire et être utilisé de façons

1 Pour une vue d'ensemble concernant le déroulement du projet Solenprim et les différents jalons qu'il s'est fixé, voir parmi les pièces introductives de ce portfolio le texte intitulé « *Journal des activités réalisées* », rédigé à partir des rapports d'activités produits tous les 6 mois au cours de la recherche-action.

2 Sur le sujet, voir dans ce portfolio l'analyse « *Quand l'analyse se fait à plusieurs voix – Réflexion sur les formats de restitution* ».

3 Pour une recension de définitions relatives à la notion de portfolio, voir Edusol, (2009) « Notion de portfolio – Etymologie et définitions », *Portfolio numérique*, ebook archivé en septembre 2009, consultable sur <http://eduscol.education.fr/numerique/dossier/archives/portfolionumerique>



diverses, puisqu'il est composé d'une pluralité d'« objets intermédiaires » (Vinck, 1999) à mobiliser ensemble ou isolement, potentiellement appropriés par différents acteurs dans différents contextes ou arènes, en restant cohérents avec le sens que chacun veut y mettre.

Concrètement, le portfolio Solidarité en primeur(s) se compose de 6 types de documents distincts :

- Les « analyses » (6) proposent des contenus originaux qui approfondissent, dans une perspective sociologique, les principales questions de recherche et les grands enjeux théoriques et méthodologiques qui ont traversé le projet Solenprim.
- Les « synthèses » (3) valorisent sous une nouvelle forme des contenus analytiques déjà publiés ou « à paraître ». Elles résument dans un style rédactionnel qui se veut simple et concis des articles publiés ou destinés à être publiés dans des revues ou des chapitres d'ouvrage collectif.
- L'appellation générique « fiches-outils » (12) rassemble les documents et supports que le partenariat Solenprim souhaite mettre au service des acteurs de terrain, afin de les équiper dans leurs pratiques d'accompagnement ou dans les réflexions qu'ils mènent dans le cadre de leurs activités. La plupart de ces fiches proposent une grille de lecture ou une démarche méthodologique adaptée pour qu'un groupe s'approprie collectivement une thématique ou engage une dynamique de co-création. Plus rarement, elles s'adressent directement au politique, auquel elles proposent des clefs d'interprétation critique et suggère une série d'orientations pratiques.
- Les « retours d'expérience » (9) mettent en récit une (ou plusieurs) étape(s) spécifique(s) du projet. Dans un style essentiellement descriptif – mais non dénué d'analyse – ils mettent en lumière des « moments » d'histoire collective (par exemple celle qui peut entourer l'organisation d'une rencontre ou la mise en place d'un dispositif local), les intentions visées, les activités réalisées et/ou les résultats obtenus. Leur but est entre autres de transmettre des apprentissages en s'adressant aux acteurs qui envisagent d'initier des démarches similaires.
- A la croisée des deux formats précédents, un « documentaire sonore » (1), fruit d'une collaboration entre le GSARA et le partenariat Solenprim, permet de découvrir trois des quatre projets locaux lancés dans le cadre du projet, leurs participants et quelques enseignements de la recherche-action. Il est accompagné d'une fiche pédagogique qui invite à réaliser une animation en s'appuyant sur l'écoute du documentaire.
- Dernier format proposé, une « expo photo » (1) convie l'art comme chemin complémentaire à la démarche de recherche, afin de dénoncer les réalités – souvent méconnues – de l'aide alimentaire.

Bien qu'ils soient de natures différentes et s'adressent potentiellement à des destinataires variés, ces 33 documents contribuent chacun à leur niveau à rendre compte des expérimentations menées et des connaissances produites par l'ensemble des co-chercheurs investis dans Solenprim. Ce portfolio, conçu dans le but de mettre à disposition du plus grand nombre un ensemble de ressources (théoriques, empiriques et méthodologiques), est structuré en 5 grandes parties thématiques. Retisser la trame qui les traverse fait apparaître, en filigrane, une synthèse des questionnements, activités et résultats qui sont au centre de Solenprim.



2 LA TRAME DU PORTFOLIO

Retour sur la naissance d'un projet

L'impulsion de départ de Solenprim est émise par l'équipe de la Fédération des services sociaux qui coordonne les secteurs de l'aide alimentaire bruxellois et wallon, et par les chercheurs de sa cellule de recherche-action. À partir de leurs expériences de concertation et de recherche avec les acteurs de l'aide alimentaire, ces équipes proposent aux organismes bruxellois de construire le projet Solenprim, dans le but de penser ensemble, puis d'expérimenter, des solutions alternatives à l'aide alimentaire classique. Conformément aux exigences de l'institut financeur dans le cadre de son programme « co-create », la spécificité centrale de la démarche est de le faire *avec* et pas seulement *pour* les personnes les plus éloignées de la sécurité alimentaire.

La proposition est faite lors des réunions plénières qu'organise l'équipe de la Concertation aide alimentaire (CAA) avec les acteurs du secteur. Les organismes qui s'engagent alors dans le projet ont en commun de vouloir questionner la possibilité de penser d'autres formes d'aide alimentaire. Pour le Centre social protestant (CSP), à Ixelles, le projet rejoint le questionnement d'un travailleur social qui a mis en place un groupe d'achats en commun avec des personnes qui fréquentent le centre social. L'asbl La Porte verte, à Molenbeek, venait d'inaugurer une nouvelle cuisine au sein même de son centre de distribution de colis et était en questionnement sur la façon d'y organiser des ateliers cuisine. Les CPAS d'Ixelles et de Berchem-Ste-Agathe étaient tous deux impliqués dans des activités d'aide alimentaire au moyen notamment d'épicerie sociale (sur le point d'être ouverte, du côté du CPAS d'Ixelles) et d'expériences de distributions de colis, et voulaient compléter l'offre de modèles innovants en matière d'aide alimentaire.

Pourquoi Solenprim ?

Solenprim s'est construit au croisement de deux interrogations que la [Partie I de ce portfolio](#) intitulée « Aide alimentaire et accès à l'alimentation : Quels enjeux ? » remet en contexte et ouvre au débat.

La première porte sur l'inquiétude concernant l'insécurité alimentaire grandissante à Bruxelles et en Wallonie. Les organismes d'aide alimentaire (qui proposent des distributions de colis alimentaires, des repas dans des restaurants sociaux ou des denrées alimentaires disponibles à bas prix dans des épicerie sociale) font en effet le constat d'une augmentation des demandes ces dernières années. S'ils tentent, à partir des moyens dont ils disposent, d'y apporter des réponses, ils sont eux-mêmes confrontés à des difficultés, notamment en matière d'approvisionnement et de logistique. Le secteur peine par ailleurs à sortir d'une dépendance de sentier quant au statut donné aux personnes qui viennent toquer à sa porte. La philosophie historiquement dominante de l'assistance aux pauvres via un service pensé pour eux, marque encore de son empreinte les pratiques actuelles en matière d'aide alimentaire. L'analyse « [L'aide alimentaire en région bruxelloise : modalités et finalités](#) », et (dans un format alternatif éminemment critique), l'[Expo photo « Les réalités de l'aide alimentaire »](#) contribuent plus généralement à poser le décor, et permettent d'en saisir les traits les plus saillants. La synthèse « [Aide alimentaire et](#)



travail social - Regards de professionnels »⁴ souligne que l'analyse de ce système ne peut se restreindre à l'identification de ses limites : les organismes d'aide alimentaire sont souvent également des lieux qui permettent de faire de l'accompagnement social, dans lesquels les gens peuvent parfois se poser, et dans lesquels l'aide sociale peut se révéler moins conditionnée que dans d'autres services sociaux.

La seconde interrogation est celle que porte la Région Bruxelles-Capitale à propos des possibles à construire pour favoriser la transition régionale vers un système d'alimentation durable. Cette interrogation s'est notamment concrétisée en 2015 dans l'appel à projets « co-create » d'Innoviris, l'institut bruxellois pour la recherche scientifique et l'innovation.

Au carrefour de ces deux questions, l'intention initiale de Solenprim était l'idée de « ne pas oublier les pauvres » dans cette transition alimentaire durable et d'imaginer des projets innovants en matière d'accès à l'alimentation, en y associant les acteurs les plus proches des réalités vécues en matière d'insécurité alimentaire – c'est-à-dire les personnes elles-mêmes ainsi que les acteurs de l'aide alimentaire qui les accueillent quotidiennement. Comme l'illustre notamment la fiche « **Solenprim – une réponse à l'appel à projets Co-Create en alimentation durable** »⁵, cet appel a constitué une opportunité de se mettre au travail en prenant pour point de départ le souhait de certains acteurs du secteur de repenser leurs modalités d'action, en envisageant des alternatives aux dispositifs classiques de l'aide alimentaire. Le statut accordé aux personnes, les regards portés sur l'insécurité alimentaire, les rôles des organismes d'aide alimentaire... représentaient dès lors des éléments à questionner autrement, en situant les réponses imaginées par rapport à l'enjeu plus large du développement d'un système alimentaire bruxellois juste et durable.

Si la question initiale peut être résumée par « comment ne pas oublier les pauvres dans la transition alimentaire ? » en supposant que le modèle de la transition alimentaire tel qu'il est porté par nombre d'acteurs représente un horizon « idéal », les résultats de Solenprim permettent de voir en quoi il est potentiellement exclu, et comment la transition alimentaire peut se faire au détriment de la justice sociale. La synthèse « **Aide alimentaire et alimentation durable – des ponts pertinents ?** » revient, entre autres, sur les limites d'un tel rapprochement. En effet, force est de constater que, sur le plan sociologique, il ne serait pas logique de penser le système alternatif comme un système qui supplanterait l'existant (comme on a souvent tendance à le faire). Par ailleurs, ce système alternatif ne peut être pensé indépendamment d'une lutte – profonde et politiquement première – contre la pauvreté et les inégalités sociales. Adoptant le ton du plaidoyer, le billet « **Stratégie bruxelloise en matière d'accès à l'alimentation : un regard critique** », véritable fiche-outil à usage du politique, propose une lecture engagée des écueils et perspectives à considérer pour avancer en matière d'accessibilité des systèmes alimentaires durables.

La **partie II** de ce portfolio (intitulée « **Alimentation et Inégalités** ») rappelle que les pratiques alimentaires des personnes en situation de pauvreté doivent se comprendre à partir de la pluralité des enjeux sous-

4 Pour nourrir les analyses de Solenprim, la question des liens entre les pratiques d'aide alimentaire et le travail social a été explorée avec 12 travailleurs de terrain, engagés dans des associations ou institutions proposant une aide alimentaire. Une « méthode d'analyse en groupe » (Van Campenhoudt et al., 2005) leur a permis d'étudier collectivement les enjeux centraux qu'ils rencontrent dans leur travail.

5 Cette fiche compte parmi les pièces « introductives » du portfolio.



jacents à l'acte alimentaire. La montée actuelle que connaît le mouvement pour une alimentation durable n'est pas neutre. Penser l'accès à une alimentation « de qualité » pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire ne se fait donc pas *ex nihilo*, mais à partir de référentiels normatifs tels que ceux du « manger sain » et du « manger responsable ». Déconstruire le « [Contexte normatif autour de l'alimentation](#) » (pour reprendre le titre de l'une de nos analyses) permet de mieux saisir en quoi les approches qui ciblent exclusivement des changements de comportements individuels se révèlent, sur bien des aspects, inefficaces.

Pour pouvoir traiter ces enjeux dans toute leur complexité, les acteurs impliqués dans Solenprim ont travaillé à co-construire une définition du « bien se nourrir » qui reflète la diversité de significations et de sens que peut prendre l'acte alimentaire « idéal » (voir la fiche « [Les 6 dimensions du "bien se nourrir" - une définition co-construite](#) »), mais aussi à identifier et analyser la pluralité des facteurs qui entravent les possibilités de consommer selon cet idéal (voir : « [Les freins dans l'accès au "bien se nourrir"](#) »). Ainsi, en mutualisant des expertises d'horizons variés (expertises ordinaires, citoyennes, professionnelles, militantes, sociologiques), la réalisation d'un diagnostic collectif a permis au partenariat Solenprim de repenser l'aide alimentaire à partir d'une vision élargie du « bien se nourrir », qui ne se limite pas au contenu de l'assiette. Le « [Carnet de bord de la phase de diagnostic](#) » garde trace de l'expérience et des données collectivement élaborées.⁶

Quelles expériences ont été mises sur pied pour répondre à l'enjeu de l'accès durable à une alimentation de qualité ?

« [Les expérimentations de Solenprim \(...\)](#) » – quatre initiatives locales et un projet de logistique transversal – sont présentés sous forme de « retours d'expérience » dans la partie III de ce portfolio.

« [La boîte à graines – une grainothèque au CPAS d'Ixelles](#) » a été développée par des membres du comité culturel qui existait depuis quelques années déjà au sein de l'institution. Sur la même commune, « [Le GAC1050 – un groupe d'achats en commun \(...\)](#) » rassemblant des personnes qui fréquentent ou ont fréquenté le Centre Social Protestant a tenté de se pérenniser en mettant au travail son organisation interne. A Molenbeek-Saint-Jean, ce sont des « [Ateliers cuisines repensés, à La Porte Verte-Snijboontje](#) » qui ont été testés. Destinés aux personnes bénéficiaires des colis alimentaires, ces ateliers ont évolué d'une forme plus classique d'apprentissage de recettes et d'information sur la façon de cuisiner certains produits (des colis alimentaires) vers une co-construction des contenus de ces ateliers à partir des savoirs et des idées des participants. À Berchem-Sainte-Agathe, des personnes qui fréquentaient les services culturels ou d'aide alimentaire du CPAS ont constitué un comité citoyen. Ce dernier a créé « [Solidair'prêt – un service de prêt au CPAS de Berchem-Sainte-Agathe](#) » grâce auquel la mise à disposition d'ustensiles de cuisine et de jardinage vient compléter l'offre existante en matière d'aide alimentaire. Enfin, la mise sur pied de la plateforme régionale du « [Projet LOCO, Logistique collaborative pour soutenir l'approvisionnement en aide alimentaire](#) », qui a vu le jour en 2017, s'est déroulé en lien étroit avec le projet Solenprim, en particulier concernant la co-construction d'une « antenne locale

⁶ Pour une description exhaustive de la méthodologie du diagnostic et des profils des participants aux différentes séances, voir le rapport intermédiaire de recherche 2016 (Serré et al., 2016, p.10-49).



LOCO » à Ixelles. Le travail a été coordonné par le CPAS d'Ixelles et la Concertation aide alimentaire (CAA) et a impliqué un large éventail d'acteurs de la commune.

Les expérimentations locales et l'ensemble du processus déployé ont été analysés au moyen de différents dispositifs. Les sociologues investis dans le projet ont réalisé 26 entretiens semi-directifs, à différents moments du projet, avec une diversité d'acteurs impliqués dans Solenprim. Ils ont aussi produit des notes d'observation à l'issue de réunions organisées dans les différents lieux d'expérimentation. Des séances d'évaluation (locales et croisée) et des moments de mise au vert ont également été mis à profit pour faire émerger le regard du collectif de co-chercheurs sur les processus expérimentés et les résultats obtenus. Les principaux enseignements qui en sont issus alimentent (dans un style rédactionnel qui se veut accessible à tout acteur susceptible de s'engager dans des démarches similaires) le second volet du « [Carnet d'expériences](#) » de Solenprim. Conçu en collaboration avec le GSARA dans ce même souci de faciliter l'appropriation des outils, questions et résultats issus de ces 3 années de partenariat, un « [Documentaire sonore – un outil pédagogique à partir de l'expérience Solenprim](#) » complète la partie de ce portfolio consacrée à la présentation des expérimentations réalisées.

Retour sur le processus et l'équipement d'une recherche en co-création

En utilisant la co-création à une échelle locale et dans une démarche expérimentale, Solenprim a voulu observer ce qui se passe lorsque différentes personnes – principalement des bénéficiaires de l'aide alimentaire, des travailleurs sociaux d'organismes d'aide alimentaire, des acteurs de seconde ligne du secteur et des sociologues – se mettent ensemble pour repenser la question de l'accès à une alimentation de qualité.

L'ossature du projet a été pensée de façon linéaire, avec un phasage en 5 étapes, impliquant systématiquement l'ensemble des acteurs du projet : faire un diagnostic collectif ; s'inspirer auprès d'initiatives alternatives existantes en matière d'alimentation et laisser émerger des idées ; dessiner les contours du projet à expérimenter et l'implémenter pour mettre au travail une ou plusieurs dimensions liées à l'« acte alimentaire⁷ » (Ramel et Boissonnat, 2018) ; évaluer les projets locaux quant à leur impact sur la problématique de l'insécurité alimentaire mais aussi tout le processus de mise en place d'une approche – celle de la co-création – qui s'écarte des habitudes de travail dans le champ de l'aide alimentaire.

Dans quels outils et postures cette approche s'est-elle traduite concrètement ? Les différents documents qui composent la [partie IV de ce portfolio](#) abordent et illustrent la manière dont le partenariat Solenprim s'est doté de dispositifs méthodologiques *ad hoc*, et a pu au travers d'eux définir « [L'équipement d'une recherche en co-création](#) ».

⁷ Parler d'acte alimentaire plutôt que d'alimentation permet de mettre la focale sur les pratiques de consommation alimentaire, qui englobent non seulement l'idée de « se nourrir » - qui relève de la « satisfaction d'un besoin biologique et vital permettant de préserver la santé » - mais aussi celle de « nourrir » - qui fait référence au rôle social de la nourriture (Ramel et Boissonnat, 2018).



La première année du projet a été consacrée à la réalisation, avec les différents participants – qu'ils soient bénéficiaires, acteurs de première ou de seconde ligne, de l'aide alimentaire ou d'autres secteurs – d'un diagnostic réalisé en trois temps. La fiche-outil « [Produire un diagnostic collectif : retour sur le dispositif déployé](#) » décrit les étapes de réalisation de cette phase de la recherche et des points d'attention ayant permis de garantir une co-production des savoirs. Le « [Déroulé d'animation des diagnostics locaux](#) » donne un exemple des techniques d'animation qui ont été mobilisées pour formaliser une définition collective, co-construite, de ce que « bien se nourrir » veut dire, et mettre en exergue les freins qui limitent les possibilités d'y parvenir. L'aide alimentaire y a aussi été mise sous la loupe. A partir de la question, « pour moi, l'aide alimentaire c'est... », sont apparus les représentations et les usages qu'en font ses bénéficiaires, mais aussi le regard des professionnels qui la mettent en œuvre au quotidien.

Comme l'aborde la synthèse « [Créer les conditions du croisement des savoirs : le défi de la première année de projet](#) », le second objectif de cette première phase était de créer un collectif et les conditions de réappropriation d'une recherche-action initialement essentiellement pensée par les seuls porteurs de projet que sont les cellules « recherche-action » et « aide alimentaire » de la Fédération des services sociaux. En effet, les autres partenaires n'ont décidé de s'associer à la démarche qu'une fois l'essentiel du projet rédigé. Il s'agissait aussi de dépasser l'apparente contradiction initiale du projet qui mettait à la fois l'accent sur la nécessité d'impliquer les principaux concernés – les personnes en situation de précarité alimentaire – dans les solutions à mettre en œuvre pour un meilleur accès à l'alimentation de qualité, tout en montant le projet sans les avoir impliqués. Ce souci de créer les conditions de participation et d'implication de ces personnes a été soigné à toutes les étapes du projet. Ce qui n'empêche pas des résultats nuancés sur l'effectivité de la participation et des questionnements qui restent en suspens quant à sa pertinence ou ses effets. S'est ajouté à cela le maintien constant d'une « [Réflexion sur les formats de restitution](#) » et de valorisation des connaissances coproduites, comme en témoigne par exemple l'analyse « [De l'utilité de produire des "objets intermédiaires"](#) » (Vinck, 1999) capables à la fois de garder trace des travaux réalisés, de fédérer un collectif, de crédibiliser ses membres, et d'être éventuellement mobilisés différemment par des acteurs différents, au gré des contextes, des intérêts et des besoins de chacun.

La phase de prospective (inspiration et émergence) envisagée dans l'architecture du projet reposait sur l'idée – théorique – que chaque groupe local de participants pourrait visiter des initiatives existantes remettant en question le système agro-industriel dominant. De telles visites devaient permettre aux participants de s'informer à propos de pratiques alternatives dont ils n'avaient pas connaissance, d'ouvrir des horizons de possibilités, de se positionner en identifiant les aspects qui leur parlent ou pas, et d'impulser, sur ces bases, l'émergence d'un projet collectif capable d'améliorer, d'une façon ou d'une autre, l'accès des participants à une alimentation de qualité. Au sein des deux CPAS partenaires, et avec le groupe d'achats en commun GAC1050, des visites et rencontres ont eu lieu auprès de plusieurs initiatives : un système d'échange local (SEL), un service de prêts visant la lutte contre la surconsommation, un potager collectif, une grainothèque, un compost urbain, une cantine de quartier, etc. Cette idée de visiter des projets inspirants avec les groupes de participants a été particulièrement



appréciée au sein de certaines organisations⁸, et a permis d'inscrire le processus Solenprim dans une continuité, en faisant émerger des idées de projets pour ensuite en développer un. C'est ce qui s'est passé au sein des deux CPAS partenaires.

La fiche-outil « [Co-construire des projets – le rôle des séances "inspiration", "émergence" et "implémentation"](#) »⁹ présente le « protocole » imaginé et rappelle qu'il n'a pas pu être mis en œuvre de la même façon dans toutes les organisations. C'est que celles-ci se distinguent, entre autres, sur le plan des problématiques vécues par les personnes qu'elles accompagnent, sur l'existence préalable ou non d'un groupe prêt à s'engager dans le projet, sur le fait d'avoir déjà développé un projet alternatif à l'aide alimentaire (tel le GAC1050 au sein du Centre Social Protestant), ou sur les ressources logistiques, matérielles et organisationnelles disponibles et mobilisables.

Un renouveau des pratiques ?

Les documents qui composent la partie V de ce portfolio (intitulée « [Participation et approche communautaire dans le champ de l'aide alimentaire ?](#) ») contribuent à interroger, à partir d'entrées différentes, le potentiel et les limites des démarches expérimentées dans Solenprim en matière de participation, de renouveau des modalités d'action et de pratiques d'accompagnement privilégiées par un secteur.

Les expérimentations locales de Solenprim tendent à transformer le regard porté sur les personnes auxquelles s'adresse l'aide alimentaire. Le « pauvre » est réhabilité en tant que citoyen compétent, disposant d'un savoir, d'une compétence critique et décisionnelle ; et c'est au dispositif mis en place de donner les conditions de son expression. Mais comme le rappelle aussi l'analyse « [Participer / Faire participer - quelle place pour les personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire ?](#) », tout dispositif participatif impose des charges et des conditions de participation, sans que celles-ci ne soient toujours nommées. La participation ne va pas de soi et se heurte à certains seuils. Il existe dès lors, aussi, des (bonnes) raisons de « ne pas participer ». Ces raisons sont liées à la situation de précarité, mais aussi au cadre – celui de l'organisme d'aide alimentaire – dans lequel l'invitation à participer prend place. Et il peut y avoir une forme de violence symbolique à proposer aux personnes de prendre le temps de la réflexion sur l'alimentation, alors qu'elles ont le ventre vide.

Pour les « pas de côté » relativement conséquents que cela implique, mettre en œuvre un processus participatif a aussi un coût pour les organismes d'aide alimentaire. Impliquer les bénéficiaires dans une démarche de co-création de projets n'est pas courant dans un secteur où prévaut une logique d'offre de service ou de don compensatoire (financier ou matériel). C'est notamment la réflexion qu'approfondit le texte « [S'adapter à de nouvelles modalités d'action - quels enjeux pour les organismes d'aide alimentaire ?](#) », en revenant sur les contextes institutionnels spécifiques dans lesquels des travailleurs désireux d'explorer de nouvelles voies ont tenté de changer leurs habitudes de travail. La recherche a

⁸ Un « retour d'expérience » intitulé « [Quels projets inspirants pour le comité culturel d'Ixelles ?](#) » témoigne, en format vidéo, des premières visites inspirantes que le groupe du comité culturel d'Ixelles a réalisées pendant la phase de prospective du projet.

⁹ Deux déroulés d'animation sont proposés dans cette partie du portfolio en complément de cette fiche-outil : le « [Déroulé d'animation des séances "émergence"](#) » et le « [Déroulé d'animation des séances "implémentation"](#) ».



souhaité observer ce que Solenprim a fait (et fait faire) aux institutions porteuses des projets locaux mais aussi à leurs travailleurs. Car accompagner un groupe de bénéficiaires de l'aide alimentaire à développer un projet en co-création nécessite des compétences spécifiques et implique, pour ces animateurs, d'occuper une place particulière par rapport au groupe. Illustrée par les propos de participants et de professionnels, la fiche-outil « [Dynamique de groupe et gouvernance d'un projet participatif](#) » souligne certains enjeux à prendre en compte dans la mise en place de tout projet participatif (aspects relationnels, rapports de pouvoir, rôle de l'accompagnateur ou encore fin de l'accompagnement).

Un enjeu fondamental de la démarche de co-création expérimentée dans Solenprim était de parvenir à partir des demandes et des représentations des personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire pour construire avec elles des solutions adaptées aux difficultés qu'elles rencontrent, rejoignant en substance l'ambition émancipatrice de l'approche dite « communautaire »¹⁰ en travail social.

Si donner la possibilité à des bénéficiaires de prendre part aux débats qui les concernent et de proposer des projets qu'ils estiment utiles pour eux et pour d'autres implique d'avancer dans une forme d'incertitude et d'inconfort, les séances de co-évaluation de la recherche-action ont avant tout souligné les écueils qu'une telle démarche a permis d'éviter, par exemple celui que représentait le risque « d'innover pour innover », en déconnexion vis-à-vis des besoins réels des personnes concernées. Conscients du potentiel que cette piste d'action représente, – à savoir : mieux tenir compte des pratiques et savoirs des personnes confrontées à des situations d'insécurité alimentaire ; associer les populations à l'élaboration des réponses à apporter aux difficultés qu'elles rencontrent ; renforcer les potentiels et le pouvoir d'agir des habitants et des acteurs locaux sur les questions d'alimentation ; élaborer des politiques sociales et alimentaires plus justes – c'est par une recommandation intitulée « (...) [favoriser le travail social communautaire pour concrétiser le droit à l'alimentation](#) » que se clôture cette dernière partie du portfolio.

Dernière « pièce » de ce portfolio, [la conclusion](#) intitulée « [Durabilité de l'accès à une alimentation de qualité ? Enseignements d'un projet mené dans le champ l'aide alimentaire](#) » revient sur les grands apprentissages que Solenprim a permis de formaliser, tant en matière de démarches de co-création que de transition alimentaire et d'accès à l'alimentation en région bruxelloise. Elle esquisse pour finir les perspectives qui se dessinent pour l'action comme pour la recherche sur l'enjeu de la sécurité alimentaire.

¹⁰ « L'action communautaire désigne toute initiative, issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (géographique, locale, régionale, nationale ; d'intérêts ; d'identités) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun. (...) Ces actions sont menées avec un souci d'éducation et de fonctionnement démocratique afin de favoriser l'autonomie des personnes et des communautés (empowerment) » (Lamoureux et al, 2013, p.10).



-
- Edusol (2009), « Notion de portfolio – Etymologie et définitions », *Portfolio numérique*, ebook archivé en septembre 2009, en ligne : <http://eduscol.education.fr/numerique/dossier/archives/portfolionumerique>
 - Lamoureux H, Lavoie J, Mayer R & Panet-Raymond J (2013), *La pratique de l'action communautaire*, Éditions Presse de l'université du Québec, 3^e édition actualisée.
 - Ramel M, Boissonnat H (2018), « Nourrir ou se nourrir. Renouveler le sens que l'on porte à l'acte alimentaire pour renouveler nos pratiques face à la précarité alimentaire », *Forum*, vol1 (n°153), p.53-61.
 - Serré A, Vleminckx J, Ayadi A & Rousseau C (2016), *Solidarité en primeur(s). Rapport scientifique intermédiaire*, Bruxelles, FdSS.
 - Van Campenhoudt L, Chaumont J-M & Franssen A (2005), *La Méthode d'analyse en groupe. Applications aux phénomènes sociaux*, Paris, Éditions Dunod.
 - Vinck, D (1999), « Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales », *Revue française de sociologie*, 40-2. p.385-414.



Solenprim

une réponse à l'appel à projets Co-Create en alimentation durable

QU'EST-CE QUE C'EST ?

Solenprim – pour « Solidarité en primeur(s) » – est une recherche-action participative, développée collectivement par des organisations d'aide alimentaire, une plateforme d'achats solidaire et la Fédération des Services Sociaux. Elle a pour objectif de favoriser un accès plus durable à une alimentation diversifiée et de qualité pour les personnes qui en sont le plus éloignées.

Elle a été menée en co-création, c'est-à-dire que tous les participants – usagers et travailleurs sociaux de l'aide alimentaire, chercheur·e·s, chargé·e·s de projets – étaient considérés comme capables, sous certaines conditions favorables, de contribuer à l'action et à la réflexion à partir de leurs expériences et de leurs propres savoirs.

Qui a participé à Solenprim ?

- 4 organisations offrant des services d'aide alimentaire :
 - La Porte Verte / Snijboontje
 - Le CPAS d'Ixelles
 - Le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe
 - Le Centre Social Protestant (CSP)
- 1 groupe d'achats en commun : le GAC1050 (né au sein du CSP)
- La Fédération des Services Sociaux :
 - La Cellule Recherch'action
 - La Concertation Aide alimentaire
- La Plateforme Soli-Food

Cette recherche-action s'est inscrite dans l'appel à projets « co-create » 2015 lancé par Innoviris, l'institut de la recherche et de l'innovation de la Région de Bruxelles-Capitale. L'appel 2015 visait à financer des projets cherchant à soutenir la transition de Bruxelles vers des systèmes alimentaires durables. Face à cet appel, les partenaires de Solenprim ont souhaité mettre l'accent sur la durabilité de l'accès à l'alimentation, en particulier pour les personnes en situation de pauvreté ou de précarité.



Fiche-outil

UN PROJET VISANT À EXPÉRIMENTER DES DISPOSITIFS INNOVANTS

En Belgique, plus de 450.000 personnes recourent à l'aide alimentaire. Bien qu'elle permet d'accéder à des produits alimentaires, ceux-ci sont souvent insuffisants tant en termes de quantité, de qualité que de diversité. Comment améliorer l'accès à une alimentation de qualité pour les personnes précarisées ? Le développement de systèmes alimentaires durables offre-t-il une opportunité de favoriser l'accès à une alimentation de qualité pour tous ?

Les acteurs impliqués dans Solenprim ont exploré de nouvelles pistes d'action, au sein des organismes d'aide alimentaire, pour favoriser un accès plus durable à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour tous. La recherche-action visait à travailler ces pistes avec des personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Plus précisément, les organisations du partenariat Solenprim souhaitaient collaborer à la création, au développement et à l'évaluation d'initiatives pilotes, permettant :

- du côté des publics les plus précaires : d'accéder durablement à une alimentation diversifiée de qualité, d'élargir les possibilités de choix en matière d'alimentation, de se connecter à des systèmes alimentaires qui promeuvent de nouvelles formes de solidarités, de coopérations et d'échanges ;
- du côté de l'approvisionnement, aux organismes d'aide alimentaire : d'accroître leurs capacités de récolte de produits de qualité en particulier de produits frais (légumes et fruits) et de s'associer davantage à la transition vers des systèmes d'alimentation durable.

Les 3 phases de Solenprim

- **Phase de diagnostic** (2016) : L'objectif était d'identifier les freins qui empêchent les personnes recourant à l'aide alimentaire d'accéder à une alimentation de qualité et en quantité suffisante. Cette phase posait aussi la question suivante : dans quelle mesure l'offre de produits dans les organisations d'aide alimentaire permet-elle (ou non) aux personnes de « bien se nourrir » ? Pour y répondre, une définition collective du « bien se nourrir » a été produite par des usagers, des professionnels et des chercheurs¹.
- **Phase de prospective** (2017) : En s'appuyant sur les résultats du diagnostic, des groupes (composés d'usagers de l'aide alimentaire et d'accompagnateurs) se sont réunis pour concevoir des projets locaux permettant de favoriser un accès plus durable à une alimentation de qualité. Pour affiner leurs projets, ils ont rencontré des initiatives inspirantes autour de l'alimentation (durable).
- **Phase d'implémentation** (2018) : Les groupes, en lien étroit avec l'ensemble des partenaires Solenprim, ont mis en place les projets locaux et ont établi leurs règles de fonctionnement.

¹ <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-oct-2017/> page 12



Fiche-outil

Au terme de 3 ans de recherche-action, 4 projets locaux sont en fonctionnement : un groupe d'achats en commun à Ixelles, une grainothèque hébergée par le CPAS d'Ixelles, un service de prêts d'ustensiles de cuisine et de jardinage au sein du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe et des ateliers-cuisine participatifs à la Porte Verte à Molenbeek.²

DES EXPÉRIMENTATIONS ADOSSÉES À UN PROJET DE RECHERCHE

La question de départ du projet Solenprim était la suivante : « *En quoi et comment des dispositifs innovants, associant le secteur de l'aide alimentaire à la transition vers un système alimentaire durable, permettraient d'accroître durablement la liberté de choix et le champ des usages alimentaires des publics défavorisés ?* »

À partir des processus mis en place et des expérimentations menées localement, 4 thématiques ont plus particulièrement été documentées et analysées :

- **L'aide alimentaire actuelle comme réponse aux freins dans l'accès au « bien se nourrir » ?** En définissant collectivement ces freins, il s'agissait d'identifier et de comprendre à la fois les spécificités des situations d'insécurité alimentaire et la façon dont l'aide alimentaire classique permet – ou non – d'y apporter des réponses.
- **Le paradigme de l'alimentation durable, un modèle transposable pour équiper l'aide alimentaire ?** En partant de la lecture que font les personnes en situation de précarité des espaces d'alimentation durable existants, il s'agissait de mettre en exergue en quoi ces derniers permettent ou non de répondre aux difficultés liées à l'insécurité alimentaire.
- **Des projets alternatifs en matière d'alimentation, quels effets ?** En expérimentant de nouvelles réponses concrètes visant à lever certains freins qui réduisent l'accès au « bien se nourrir », l'objectif était d'identifier la portée et l'impact des dispositifs locaux implémentés sur les bénéficiaires, tant en termes d'accès à une alimentation de qualité et qu'au regard des dimensions qui importent dans le « bien se nourrir ». C'est également à l'observation du rôle que peuvent prendre les organismes d'aide alimentaire dans ces innovations que la recherche s'est consacrée.
- **La co-création avec les bénéficiaires de l'aide alimentaire, une méthodologie de travail pertinente ?** La recherche Solenprim avait enfin pour objectif de tirer les enseignements de la mise en œuvre d'une méthodologie de travail spécifique – la co-création – qui s'écarte des approches plus couramment mobilisées dans les organismes d'aide alimentaire.

² S'ajoute à cela une implication forte dans le développement de la plateforme régionale « LOCO, Logistique collaborative pour soutenir l'approvisionnement en aide alimentaire », en particulier concernant la co-construction d'une « antenne locale LOCO » à Ixelles.



Solidarité en primeur(s) - Solenprim Journal d'activités Janvier 2016 - avril 2019

Auteur : Catherine Rousseau

Avec les contributions de : Anissa Ayadi, Lotte Damhuis,
Brigitte Grisar, Jean-Benoît Hoet, Jeroen Smets,
Pierre-Michel Rousseau, Matthias Rosenzweig, Alexia Serré, Sébastien Van Daele, Marie-Françoise Van Lil, Justine Vleminckx.

Partenaires

La Fédération des Services Sociaux - FdSS (Cellule Recherche/Action et Concertation Aide Alimentaire) ;
Le Centre Social Protestant – CSP ;
La Porte Verte / Snijboontje et Snijboontje bis ;
L'épicerie sociale du CPAS d'Ixelles ;
L'épicerie sociale du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe ;
Soli-Food, plateforme d'achats solidaire pour le secteur de l'aide alimentaire.





TABLE DES MATIERES

Résumé de la proposition acceptée par Innoviris 3

Introduction 7

Activités 7

Jalon 1 : Mise en route 7

Jalon 2 : Contribution au développement de compétences collectives 8

Jalon 3 : Phase de diagnostic « les racines des difficultés » 12

Jalon 4 : Phase de prospective « des branches aux solutions » 14

Jalon 5 : Living-labs 17

Jalon 6 : Analyse et suivi des processus d'accès durable à l'alimentation 24

Jalon 7 : Suivi du processus de co-création 26

Jalon 8 : Valorisation et diffusion des résultats 27

Jalon 9 : Coordination et gestion de projet 32

Conclusion 34



RESUME DE LA PROPOSITION ACCEPTEE PAR INNOVIRIS

Contexte

A Bruxelles, le secteur de l'aide alimentaire joue un rôle non négligeable au sein du système d'alimentation. En effet, plus de 55.000 personnes y recourent pour se nourrir, en fréquentant les distributions de colis, les restaurants sociaux ou les épiceries sociales.

L'alimentation durable poursuit des objectifs écologiques, économiques et sociétaux : elle vise un système alimentaire plus respectueux de l'environnement et des acteurs économiques qui y contribuent (des producteurs aux distributeurs), mais aussi le développement d'un système capable de garantir l'accès durable à une alimentation saine et de qualité pour tous, y compris pour les populations pauvres et précaires.

En ce sens, le secteur de l'aide alimentaire a un rôle à jouer comme acteur clef de la transition vers un système alimentaire durable à Bruxelles.

Cependant, les organismes d'aide alimentaire (une bonne centaine à Bruxelles) sont tributaires de la faiblesse des moyens dont ils disposent et sont bien souvent, malgré leurs efforts :

- contraints de limiter l'aide dans le temps, faute de quantités de produits suffisantes pour répondre aux demandes croissantes ;
- trop dépendants de l'industrie agro-alimentaire (produits du FEAD, mécanismes de marché public, etc.) ;
- dans l'incapacité d'offrir des denrées alimentaires en suffisance sur le plan de la quantité, de la qualité et de la diversité. Parmi les produits les plus difficiles à obtenir et à distribuer, on compte les produits frais et principalement les fruits et les légumes.

Ce faisant,

- au terme de l'aide qui leur est accordée, un grand nombre de personnes dont la situation socio-économique ne s'est pas améliorée se retrouvent à nouveau confrontées à l'insécurité alimentaire, continuant ainsi à questionner l'effectivité du droit à un accès durable à l'alimentation pour tous ;
- l'accès et l'éventail de choix de consommation en matière d'alimentation de qualité restent limités pour les populations défavorisées, davantage confrontées à une mauvaise nutrition et aux problèmes de santé qu'elle génère ou aggrave.

Le développement d'un système alimentaire durable qui ne profiterait qu'à certaines franges de la population, à l'exclusion d'autres, entretiendrait la dualisation du système d'alimentation et passerait à côté de ses ambitions de transition tant environnementales que sociétales.



Projet et objectifs visés

Les organismes d'aide alimentaire (travailleurs salariés et volontaires), leurs publics bénéficiaires, la FdSS (Fédération des services sociaux) et Soli-Food (la plate-forme d'achats solidaire) souhaitent collaborer à la création, au développement et à l'évaluation d'initiatives pilotes permettant :

- premièrement, aux publics les plus précaires :
 - de bénéficier de l'accès durable à une alimentation de qualité et diversifiée,
 - d'être sensibilisés à la promotion d'une alimentation saine,
 - d'être connectés à des systèmes alimentaires alternatifs qui promeuvent de nouvelles formes de solidarités, de coopérations et d'échanges en mettant en place de nouveaux collectifs ;
- deuxièmement, du côté de l'approvisionnement, aux organismes d'aide alimentaire :
 - d'accroître leurs capacités d'accès à des produits de qualité en particulier de produits frais (légumes et fruits),
 - en s'associant davantage à cette transition vers des systèmes d'alimentation durable, par exemple :
 - * en participant eux-mêmes à une production urbaine (via des potagers sociaux par exemple),
 - * en luttant contre le gaspillage alimentaire et en structurant mieux la récupération d'invendus,
 - * en systématisant les collaborations avec des producteurs, transformateurs et distributeurs de denrées qui proposent des alternatives favorables au développement d'une alimentation durable.

Enjeux de connaissance et question de recherche

La question de recherche principale est : *En quoi et comment des dispositifs innovants, associant le secteur de l'aide alimentaire à la transition vers un système alimentaire durable, sont-ils susceptibles d'accroître durablement la liberté de choix et le champ des usages alimentaires des publics défavorisés ?*

Dans l'esprit de la co-création, c'est avec les bénéficiaires de l'aide alimentaire et les travailleurs salariés et volontaires du secteur, que :

- Dans un premier temps (« les racines des difficultés »), nous diagnostiquerons le poids des contraintes qui réduisent les capacités d'accès à une alimentation variée et les possibilités d'usages variés des aliments.
Outils : méthode Ishikawa, diagnostics locaux, transversaux et croisés.
- Dans un second temps (« des branches aux solutions »), de façon prospective, nous imaginerons différents scénarios privilégiés pour réduire le poids de ces contraintes et accroître les possibilités de choix alimentaires des personnes défavorisées. Plus concrètement, il s'agira d'imaginer différents



dispositifs, afin de promouvoir des usages différenciés des produits alimentaires frais tels que les fruits et les légumes. Ce travail prospectif sera mené avec les organismes d'aide alimentaire et leurs publics, ainsi qu'avec les acteurs périphériques (secondaires ou intermédiaires) susceptibles d'apporter un soutien utile (associations agricoles, Mabru, etc.).

Outils : méthode d'extrapolation rétrospective et travail en « charrettes ».

- Dans un troisième temps (« la récolte »), nous implémenterons ces dispositifs pilotes au sein des associations partenaires et nous évaluerons leurs limites et leurs bénéfices respectifs avec les acteurs concernés. Sans préjuger de la créativité du travail prospectif qui sera mené avec les acteurs dans la seconde phase, on peut déjà citer entre autres dispositifs-pilotes : diffusion de fiches thématiques, ateliers cuisine, diététique, échange de savoirs, potagers collectifs, mini-potagers sur balcons, cueillettes collectives directement chez le producteur, collectifs d'achats d'usagers, GASAP « sociaux », etc.

Outils : méthode de suivi et évaluation participatifs (SEP) et méthode d'analyse en groupe (MAG).

- Transversalement, les aides alimentaires étant généralement octroyées pour une durée limitée, nous nous intéresserons aussi au caractère durable des dynamiques et changements initiés à travers le suivi de cohortes de bénéficiaires.

Valeur socio-économique ajoutée

Un renforcement des collaborations entre le secteur de l'aide alimentaire et le système d'alimentation durable est une opportunité de développement pour ce dernier, à la fois pour les producteurs, mais aussi pour les projets alternatifs de distribution (GASAP, Soli-Food, Mabru, etc.). L'augmentation de consommation de fruits et de légumes peut constituer un débouché pour les denrées issues de l'alimentation durable et favoriser la création d'emploi dans leur production, leur transport et leur distribution.

L'accès à une alimentation saine et équilibrée contribue à l'amélioration de la santé et du bien-être des personnes qui influencent positivement l'insertion sociale et dans le monde du travail, tout en réduisant le coût des soins de santé.

Les impacts de ce projet sont aussi environnementaux par la préférence accordée aux circuits courts, aux productions locales et saisonnières (réduction du bilan carbone), à la lutte contre le gaspillage alimentaire (récupération d'invendus et de surplus alimentaires), aux productions écologiques (production biologique, intégrée), etc.

Ceci dit, la valeur ajoutée de ce projet est avant tout sociale :

- Il permet en priorité de garantir l'effectivité du droit à une alimentation saine et de qualité accessible durablement pour tous, y compris pour les publics qui ne disposent que de faibles moyens économiques.



- Il permet de réduire les effets de dualisation du système d'alimentation et rencontre ainsi les ambitions sociétales de la transition vers des systèmes d'alimentation durable.
- De plus, les systèmes alternatifs de production, de transformation et de distribution des aliments se développent pour la plupart dans un logique d'économie plus coopérative. Le potentiel environnemental se double ici d'un potentiel de régénération du social. Associer les publics précarisés à des collectifs collaboratifs, d'échange, de partage et de solidarité offre des opportunités supplémentaires et innovantes de lutte contre les processus d'exclusion et d'isolement qui accompagnent bien souvent leurs conditions de dénuement.



INTRODUCTION

Ce rapport, volontairement succinct, retrace le parcours d'activités du projet Solenprim tel que co-construit par l'ensemble de ses partenaires ; il se base sur les rapports d'activités remis tous les 6 mois à Innoviris et ne retient que les grandes lignes du travail en renvoyant le lecteur vers les rapports d'activités semestriels pour les détails.

Le projet s'est développé sur base de la proposition acceptée par Innoviris mais, au fur et à mesure de son avancement, de nouvelles questions ont surgi, qui, pour la plupart, ont entraîné des adaptations du partenariat, du planning, des méthodes ... Ainsi, partant d'un planning bien séquencé, identifiant des phases successives, nous sommes passés à un planning dans lequel les phases se sont superposées, avec des contours plus flous, plus fluides, passant d'une phase à l'autre de manière progressive, à des rythmes qui se sont différenciés selon les partenaires en fonction de leurs contraintes de terrain et des projets mis en place.

ACTIVITES

Jalon 1 : mise en route

Objectif

- Consolidation du partenariat/définition des modes de fonctionnement du partenariat ainsi que des droits et devoirs de chacun des partenaires

Livrables

- Accord de collaboration signé

Le projet Solenprim a démarré le 1/01/2016.

L'Accord de collaboration n'avait pas pu être signé avant le démarrage du projet. Il a été finalisé et validé par l'ensemble des partenaires puis mis à la signature.



Jalon 2 : contribution au développement de compétences collectives

Objectif

- Collaborer et co-créeer avec d'autres projets, notamment les projets « Co-create en alimentation durable », développer des compétences en co-création.

Livrables

- Dispositifs d'animation pour les phases de diagnostic, prospective, émergence
- Forum co-create
- Publication d'articles et d'une brochure

Collaborations

Dès la conception du projet, le partenariat Solenprim a collaboré avec les autres projets de l'appel « co-create en alimentation durable », notamment en participant activement aux rencontres proposées par le Centre d'appui. D'autres collaborations se sont poursuivies avec certains projets co-create et d'autres projets, en fonction de questions/thèmes particuliers et des possibilités de synergies.

C'est ainsi que des collaborations se sont nouées avec les équipes du projet Choud'Bruxelles sur les questions de logistique alimentaire, du projet Cosyfood sur les critères de durabilité d'un système alimentaire, du projet Falcoop sur l'accessibilité pour tous à une alimentation de qualité. La collaboration avec Falcoop s'est aussi concrétisée par la coordination d'un spectacle de théâtre-action « Chère planète ». Des collaborations ont également été menées avec le RABAD, Réseau Bruxellois pour l'Alimentation Durable (RABAD), dans le cadre d'un groupe de travail sur le thème « Accès à une alimentation durable pour les publics précarisés » ; les associations membres de la Fédération des Services sociaux ; les associations de la Concertation Aide alimentaire ; le CREMIS, Centre de Recherche de Montréal sur les Inégalités sociales et les discriminations et la stratégie Good Food de la région bruxelloise.

Groupe d'intervision

Le partenariat Solenprim a participé au groupe d'intervision sur la co-création, animé par le centre d'appui.

Ce groupe a fourni un cadre pour le partage et la co-construction de pratiques en co-création entre tous les membres des projets co-create 2015. Différentes questions ont été abordées à partir des situations rencontrées par les projets, par exemple la planification de la co-création, la co-création avec des acteurs hors consortium, les objets intermédiaires et leurs rôles dans la co-création, les objectifs et les formats d'un rapport scientifique, la valorisation du travail collectif et la co-production d'objets.

C'est dans ce cadre que les partenaires des projets ont décidé de croiser et de valoriser l'ensemble



des résultats obtenus lors d'un forum co-construit qui s'est tenu les 22, 23 et 24 octobre 2018.

Solenprim a également participé à l'évaluation du centre d'appui en vue de développer une proposition de structure d'appui plus pérenne pour le soutien des projets co-create.

Autres événements organisés par le Centre d'appui

Le Centre d'appui a organisé à diverses reprises des Co-create Days, journées dédiées à la rencontre des projets menés en co-création, qu'ils aient été sélectionnés en 2015 ou dans une année ultérieure et aux questions relatives à la mise en œuvre de processus collaboratifs et co-creatifs. Les attentes vis-à-vis de ces collaborations étaient importantes car nous considérons le groupe des porteurs de projet, appuyé par le centre d'appui, comme un living-lab supplémentaire permettant d'explorer la collaboration entre équipes de recherche. Ce groupe rassemble des acteurs, des compétences, des dynamiques susceptibles de contribuer réellement à la transition en Région de Bruxelles-Capitale.

Collaboration avec le projet Falcoop

Dans le cadre de collaborations entre projets co-create, l'équipe Solenprim (Brigitte Grisar) a été invitée à animer un atelier de théâtre-action pour le projet Falcoop. Solenprim a ainsi pris en charge un module d'animation théâtrale avec un groupe mixte composé de stagiaires de l'asbl EYAD de Saint-Josse, d'une chercheuse de l'ULB et d'une coopératrice de la Bees-Coop afin de monter un spectacle en rapport avec l'accès à une alimentation saine pour tous et le supermarché coopératif la Bees-Coop qui s'est implanté à Saint-Josse. Ce projet a permis au groupe de porter un regard critique sur les enjeux de l'alimentation saine et les personnes en situation de vulnérabilité économique. Le spectacle « Chère planète » a été joué le 23 janvier 2018 au Centre Culturel de Schaerbeek et le 28 avril 2018 au Théâtre de la Vie à St Josse.¹

Concertation Aide Alimentaire (CAA)

La Concertation Aide Alimentaire regroupe, à Bruxelles et en Wallonie, des organisations qui distribuent des colis alimentaires, tiennent un restaurant social ou encore une épicerie sociale. Ces organisations se rassemblent afin de travailler ensemble à améliorer la qualité de l'aide alimentaire.

La Concertation Aide Alimentaire se réunit tous les 2-3 mois. Elle a été impliquée dans Solenprim dès le montage du projet : c'est au travers de cette Concertation que le partenariat s'est noué avec les CPAS d'Ixelles et de Berchem-Sainte-Agathe, La Porte verte et le Centre Social Protestant autour des questionnements sur l'aide alimentaire et le droit à l'alimentation. Les réunions de la Concertation sont l'occasion de faire un retour sur l'avancement du projet Solenprim mais également de nourrir Solenprim de débats avec les organisations de terrain. La Concertation Aide Alimentaire est animée par une cellule de la FdSS qui porte le même nom « Concertation Aide Alimentaire », partenaire de Solenprim.

« Solenprim fournit à notre cellule un cadre de réflexion pour questionner les pratiques d'aide alimentaire au regard du Droit à l'alimentation et pour rechercher des alternatives permettant d'offrir un réel accès durable à une alimentation de qualité »

¹ Un extrait du spectacle est disponible en vidéo sur le site du projet Falcoop (voir plus précisément la page : <http://falcoop.ulb.be/pas-si-facile-la-bees-doit-faire-des-choix/#Home>).



à tous. Notre cellule se réunit de manière régulière, de préférence hors des lieux de travail, sous forme d'ateliers, pour construire peu à peu une note de réflexion et de propositions. » Catherine, CAA, juin 2017.

Ralliement des fourchettes

Le 17 juin 2018, 5 restaurants sociaux et la Concertation Aide Alimentaire ont organisé un événement sur le Mont des Arts pour mettre en avant le challenge quotidien que rencontrent les restaurants sociaux pour proposer un repas de qualité à petit prix. L'évènement s'intitulait « Bien manger devient un luxe, vaincre la pauvreté est un choix de société » et a été soutenu par l'équipe de Solenprim. A cette occasion, une carte blanche a été rédigée et signée par différents acteurs de l'aide alimentaire, de la promotion de la santé et des centres de service social généraliste.

CREMIS

Le CREMIS, Centre de Recherche de Montréal sur les Inégalités Sociales anime le Réseau des Villes et Régions Laboratoires, lieu d'échanges et de réflexions sur la sécurité alimentaire globale. Ce réseau réunit des chercheurs et des professionnels du social du Québec (Université de Montréal, Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux du Centre-sud-de-l'Île-de-Montréal, Cégep du Vieux-Montréal, Cégep de Victoriaville), de Catalogne (Université de Barcelone), de Toscane (Université de Sienna), et d'Alsace (Institut social supérieur de Mulhouse).

En avril 2017, la FdSS a collaboré avec le CREMIS pour organiser en Belgique un atelier de 3 jours intitulé « Des bouches à nourrir ? Sécurité et autonomie alimentaire » qui s'est clôturé par un séminaire ouvert auquel ont participé les partenaires de Solenprim. L'atelier et le séminaire se sont déroulés dans les locaux de Ras El Hanout, un organisme dédié à l'intervention sociale, culturelle et théâtrale situé dans la Commune de Molenbeek.

Dans la suite de cette activité, la FdSS a formellement intégré le Réseau des Villes et Régions Laboratoires, avec pour objectifs de :

- Renforcer l'expertise sur les questions de sécurité et d'autonomie alimentaire à travers une démarche comparative et d'échanges sur les recherches et les pratiques ;
- Bénéficier des méthodes, concepts et approches de recherche mobilisés par le Réseau des Villes et Régions Laboratoires.

En novembre 2017, la FdSS a participé au colloque international du Réseau des Villes et Régions Laboratoires du CREMIS, organisé à Mulhouse, qui avait pour thème « Réduction identitaire et approche globale ». Les représentantes de la FdSS ont participé aux ateliers et présenté des résultats issus du projet Solenprim.

En juin 2018, la FdSS s'est rendue à Montréal pour poursuivre les travaux du Réseau des villes et régions laboratoires sur le thème de l'approche globale de la sécurité alimentaire. Nous avons pu découvrir un projet d'approche globale mené dans la région des Appalaches et différents projets de sécurité alimentaire menés à Montréal. Nous avons pu échanger avec les acteurs de terrain que sont les organisateurs communautaires et avons participé à l'organisation d'un colloque sur le thème de l'approche globale en matière d'aide alimentaire.



Les rencontres du CREMIS se sont, enfin, répétées à Barcelone en octobre 2018. Un colloque avec et à l'attention des personnes en situation d'insécurité alimentaire y a été tenu avec pour objectif à la fois de partager les réflexions issues d'expérimentations innovantes en matière d'accès à l'alimentation, en France, à Montréal et au Québec, à Bruxelles (via le projet Solenprim), et à Barcelone. Les échanges sur les ponts possibles entre ces différentes expérimentations se sont donc poursuivis.

Stratégie Good Food

La stratégie Good Food vise un système alimentaire plus durable en Région de Bruxelles-Capitale. Elle a été adoptée par le gouvernement bruxellois le 18 décembre 2015 et est pilotée essentiellement par Bruxelles Environnement. Dans le cadre de cette stratégie, un Comité consultatif a été mis sur pied, auquel participe la Concertation Aide alimentaire de la FdSS, en lien avec les objectifs poursuivis par Solenprim : faire des acteurs fragilisés des parties prenantes de la transition des systèmes alimentaires. Cette participation aux travaux de la Stratégie Good Food offre l'opportunité à Solenprim de valoriser les acquis du projet auprès d'acteurs bruxellois impliqués dans la réflexion sur la transition des systèmes alimentaires, de rencontrer et de partager des expertises nouvelles sur les questions qui animent notre projet mais aussi de travailler concrètement à un système alimentaire plus juste et inclusif, en questionnant tous les aspects de la stratégie du point de vue de l'accessibilité et de l'inclusion.

D'avril à juin 2018, le partenariat Solenprim a participé à l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie Good Food, en se penchant spécifiquement sur les questions d'accessibilité.

Accès à une alimentation de qualité pour tous – Nantes

La FdSS a participé à un « séjour d'accès digne à l'alimentation 2018 » organisé par le Secours Catholique français (Caritas France). Ce séjour de trois jours a été articulé en ateliers et visites de terrain. La FdSS y a présenté le projet Solenprim et le carnet de bord de la phase de diagnostic.

Une vidéo de ces échanges est disponible sur youtube :

<https://www.youtube.com/watch?v=Jc30m77XMIs&feature=youtu.be>

Développement de compétences

Depuis le démarrage du projet, le partenariat Solenprim s'est inscrit dans une démarche de renforcement des compétences pour mener à bien le travail de co-création avec l'ensemble des participants : travailleurs salariés et bénévoles du secteur de l'aide alimentaire, bénéficiaires de l'aide alimentaire, chercheurs et chargés de projet.

Formations suivies :

- Techniques d'animation en intelligence collective, formation donnée par l'asbl Collectiv-A (ensemble des partenaires)
- Formation en Recherche Action Participative (RAP organisée par le Centre d'appui et donnée par Jacques Chevalier et Michelle Bourassa, chercheurs en RAP (ensemble des partenaires)
- Colloque sur la sécurité alimentaire organisé par l'AFSCA (Epicierie sociale du CPAS d'Ixelles)



- Outils et pratiques de la gouvernance partagée organisée par l'Université du Nous (Concertation Aide Alimentaire, FdSS)
- Formation Good Food pour les publics précarisés (Porte verte)
- Formation AFSCA sur les règles de sécurité alimentaire à respecter dans le secteur de l'aide alimentaire (Porte verte)
- Formation « Espace communautaire : Lieux de vie et/ou terrain d'actions - Formation en pratiques communautaires » - organisée par « Repères asbl » (Cellule Recherche Action, FdSS)
- Formation « Monter un évènement d'éducation populaire, ou les ressorts de la participation des publics » organisé par la Direction Générale des Affaires Culturelles du Hainaut (Cellule Recherche Action, FdSS)
- Atelier « Travailler le social » autour de projets qui permettent de questionner le social, les mondes sociaux à partir de média comme le son, l'illustration, la photographie... organisé par les Ateliers de la Rue Voot (Cellule Recherche Action, FdSS)
- Formation sur la prévention du diabète et des maladies liées à l'alimentation pour les personnes vivant des situations de précarité, organisée par la Concertation Aide Alimentaire et le Réseau Santé-diabète
- Formation à la réalisation d'un film collaboratif organisée par le Centre d'appui (FdSS)

Jalon 3 : phase de diagnostic « les racines des difficultés »

Objectif

- Etablir un diagnostic des contraintes qui réduisent les capacités d'accès à une alimentation variée et les possibilités d'usages variés des aliments

Livrables

- Rapport scientifique et diagnostic
- Objet-trace
- Publication d'articles

Initialement, il était prévu de réaliser le diagnostic en organisant un World café rebaptisé « World Smoothies ». Cette méthode consiste à organiser des tables-rondes, entre lesquelles les participants circulent, pour débattre et co-construire le diagnostic.



En entamant le projet, l'équipe a souhaité adapter le schéma de diagnostic pour garantir un espace de parole à tous les participants et tenir compte, autant que possible, de la diversité des situations de terrain rencontrées par les organisations partenaires. Dès lors le schéma a été adapté de la manière suivante :

- Rencontre des équipes et des bénéficiaires, dans leur organisation respective, pour présenter le projet Solenprim et solliciter leur participation aux séances de diagnostic.
- Réalisation de deux diagnostics locaux dans chaque organisation partenaire, l'un avec des membres du personnel, salariés et/ou bénévoles, l'autre avec les bénéficiaires. Sept diagnostics locaux ont ainsi été organisés.
- Réalisation de deux diagnostics transversaux : l'un rassemblant des représentants des équipes de toutes les organisations partenaires, l'autre rassemblant des représentants des bénéficiaires de toutes les organisations partenaires.
- Réalisation d'un diagnostic avec les membres du comité élargi (composé de personnes ressources non directement impliquées dans le projet).
- Réalisation d'un diagnostic avec la cellule Recherch'Action et la cellule Concertation Aide Alimentaire de la Fédération des Services Sociaux. L'animation de cette séance a été confiée à l'asbl Collectiv-A et s'est déroulée selon un canevas hybride, conçu à partir de ceux utilisés pour les diagnostics locaux et transversaux.
- Réalisation d'un diagnostic croisé permettant de mutualiser les perceptions et avis des personnes ayant participé aux phases antérieures du diagnostic. Pour préparer cette séance, nous avons consulté M. François Jegou, expert en strategic design (<http://www.strategicdesignscenarios.net/>) et Chloé Crockart de l'asbl Collectiv-A. Ce diagnostic croisé s'est déroulé le 24 octobre 2016 et a mis en présence une trentaine de participants.

L'élaboration du diagnostic repose sur la méthode Ishikawa¹ et des techniques d'animation en intelligence collective. La méthode Ishikawa consiste, avec la participation des acteurs concernés par une problématique, à dessiner le diagramme des causes de celle-ci (diagramme en arêtes de poisson). Ces causes se répartissent en 5 arêtes (ici, racines primaires), les 5 M pour Matière, Matériels (Moyens et/ou Machines), Méthode, Main d'œuvre et Milieu.

Chaque séance de diagnostic a fait l'objet d'un rapport et de photos. Ces rapports sont factuels mais laissent la place aux ressentis et aux questionnements, de manière à ce que ces rapports puissent à la fois nourrir le « carnet d'observation empirique » des chercheurs et éventuellement constituer la base d'un récit de projet. De nombreux matériaux ont été produits qui constituent autant de données qui viennent alimenter l'élaboration du diagnostic. En particulier, lors du diagnostic croisé, les participants ont pu donner leur avis sur le damier des représentations de l'aide alimentaire, partager leurs conceptions de l'alimentation de qualité, visualiser les freins qui empêchent l'accès à une alimentation de qualité comme autant de « racines des difficultés », rêver

¹ Ishikawa K (2007), *La gestion de la qualité : Outils et applications pratiques*, Paris, Dunod



ensemble un système alimentaire plus durable et concevoir des projets qui favorisent l'accès à une alimentation de qualité. Tout ce matériel collecté, outre qu'il ait nourri les analyses, a également été utilisé pour produire un objet-trace, le Carnet de bord du diagnostic. Diffusé en format papier et en format électronique, cet objet permet à chacun de se rappeler et de communiquer le travail accompli lors de cette rencontre.

Jalon 4 : phase de prospective « des branches aux solutions »

Objectif

- Développer collectivement des scénarios concrets de projets visant un accès durable des personnes en situation de précarité à une alimentation de qualité

Livrables

- Scénarios concrets

L'objectif de la phase de prospective est d'élaborer des scénarios de projets (dispositifs innovants) qui visent à améliorer l'accès à une alimentation de qualité pour les personnes fréquentant les services d'aide alimentaire et l'accès à des approvisionnements variés et de qualité pour ces services.

Au cours de la séance de diagnostic croisé, organisée le 24/10/2016, les participants ont été invités à rêver un système alimentaire plus juste et plus durable, puis à concevoir des projets permettant d'élargir l'accès à une alimentation de qualité aux personnes en situation précaire. Ces premiers projets constituent un matériau de base pour le travail effectué pendant cette phase.

La phase de prospective s'articule autour de séances créatives mobilisant des outils et méthodes d'intelligence collective (Séances "émergence") et de séances d'inspiration permettant de découvrir des projets menés ailleurs. Ces séances sont organisées de manière à pouvoir faire des allers et retours entre le travail mené sur le terrain par chaque organisation partenaire (avec ses équipes et bénéficiaires) et le collectif de partenaires.

Séances « émergence »

Le dispositif d'animation de ces séances associe une séance d'animation avec le public des bénéficiaires et un rapportage par les bénéficiaires vers l'équipe de l'organisation.

Dans un premier temps, le groupe des bénéficiaires :

- se réapproprie les résultats de la phase de diagnostic,
- choisit une ou deux dimensions du « bien se nourrir » qu'il souhaite travailler,



- identifie des projets visant un accès à une alimentation variée et de qualité auxquels il aimerait participer dans son organisation.

Dans un deuxième temps, les participants rencontrent des membres de l'équipe de l'organisation pour leur faire part de leurs idées/envies de projet et en discuter.

Les contenus discutés lors de ces séances ont fait l'objet de prises de notes complètes, auxquelles s'est ajouté l'enregistrement audio de certains débats.

Les séances "émergence" organisées avec les CPAS d'Ixelles et de Berchem Sainte-Agathe se sont déroulées selon le dispositif décrit.

Il n'y a pas eu d'organisation des séances "émergence" avec le GAC issu du Centre Social Protestant, dans la mesure où le projet est déjà relativement bien défini. Par contre des séances de développement de projet ont eu lieu régulièrement, notamment, pour relancer le processus de collaboration, trouver un local, élaborer une charte, passer des commandes ... (voir Jalon 5 Living-labs).

A La Porte verte, ces séances ont été remplacées par un dispositif d'accueil proposant aux personnes qui viennent chercher un colis de s'installer autour d'une table offrant biscuits et boissons et d'entamer une discussion autour de l'alimentation. En effet, le public qui fréquente le service « colis » de La Porte verte est un public qui vit des situations de grande précarité, parle peu ou pas le français, est très souvent en situation irrégulière ou fragile au niveau administratif. Il s'est révélé difficile de les faire participer à un processus de réflexion et de construction de projet. Dès lors, il a été décidé de travailler les séances d'émergence et d'inspiration avec l'équipe de La Porte verte qui encadre les ateliers cuisine (diététicienne, aide cuisinière, interprète, le coordinateur).

Séances « inspiration »

Différentes séances d'inspiration ont été organisées par les partenaires au cours de l'automne 2017.

Pour soutenir ces séances d'inspiration, l'équipe de la Concertation Aide alimentaire a repéré et documenté des projets susceptibles d'être inspirants pour les équipes des partenaires, situés en région bruxelloise.

Pour garder une trace des rencontres et collectiviser les bonnes idées et points d'attention de façon plus systématisée, la cellule Recherche Action a conçu une grille d'observation. Cet outil, proposé et mis à disposition par les chercheurs (sans imposer son utilisation) n'a finalement que peu été mobilisé sur le terrain, car les partenaires lui ont souvent préféré une observation spontanée, décidant de se concentrer sur les commentaires et questions émis par les membres du groupe qui participaient à la visite. Néanmoins, la fiche témoigne des réflexions qui ont été menées en amont des séances, dans le cadre des réunions du comité Solenprim, sur les critères qui méritent d'être observés lorsqu'on interroge l'intérêt et le caractère transposable de projets existants pour de nouveaux publics ou contextes institutionnels.

Le GAC1050 a lui aussi organisé des activités de découverte d'initiatives diverses.



Les membres du Comité culturel du CPAS d'Ixelles, ont manifesté le souhait de poursuivre les visites, considérant que la rencontre d'autres projets et acteurs constituent en soi un projet contribuant à enrichir leurs connaissances en matière de système alimentaire.

Difficultés rencontrées

La co-création avec les publics des organisations d'aide alimentaire est au cœur des questions du projet Solenprim et fait l'objet d'analyses approfondies dans les rapports scientifiques. Néanmoins les observations suivantes peuvent être faites ici :

- L'animation des séances "émergence" a fait surgir une réflexion sur la diversité des publics bénéficiaires de l'aide alimentaire et sur la nécessité, ce faisant, de questionner la possibilité de leur participation aux projets imaginés non pas à travers de leur (non) disposition à pouvoir s'y engager, mais bien à partir d'une réflexion sur les dispositifs adéquats à développer pour rencontrer cet objectif. Les personnes rencontrées dans les 4 organisations de terrain vivent des situations très différentes, tant dans « la vie » que dans leurs relations à l'organisation d'aide alimentaire. Dès lors, il est apparu qu'il était nécessaire de revoir notre dispositif de co-création et de l'adapter pour rencontrer les situations spécifiques des publics des différentes organisations, voire à abandonner – temporairement – l'idée de co-création avec certains d'entre eux.
- Le développement d'un projet, *a fortiori* en co-création, nécessite du temps. Une temporalité que ne partagent pas, ou difficilement, les personnes fréquentant les organisations d'aide alimentaire. En effet, souvent, l'aide alimentaire est temporaire, limitée dans le temps ; certaines personnes n'y recourent que sporadiquement... Il est donc difficile de maintenir un groupe stable de personnes pour co-créer des projets. Le fait que les groupes se renouvellent nécessite de consacrer du temps à réexpliquer les contextes et l'appropriation des résultats du diagnostic.
- La co-création repose sur l'idée d'une possibilité, pour chacun des participants / co-créateurs, d'exprimer et de faire valoir son point de vue : non seulement les expertises des uns et des autres devraient être reconnues et non hiérarchisées *a priori*, mais chacun devrait aussi disposer d'une même liberté de proposition et de contribution aux décisions par rapport à l'objet de la co-création. Or, cette vision s'affronte à l'organisation – souvent verticale – des institutions et même des associations. Dès lors les projets proposés par les bénéficiaires ont peu de chance de se voir réalisés s'ils ne cadrent pas avec les limites précisées par les institutions et associations. D'autant plus si les participants représentant les organisations ne disposent pas de la possibilité de prendre des décisions et doivent se référer à leur hiérarchie avant de revenir vers le groupe de co-création.



Jalon 5 : living-labs

Objectif

- Implémentation des projets par les partenaires de terrain, évaluation du processus et des impacts

Livrables

- Projets
- Rapport d'évaluation

Au terme de la phase de diagnostic, le Comité Solenprim a validé l'idée de prioriser le développement de projets locaux, dans et par les organisations partenaires plutôt que de mettre l'accent sur un projet collaboratif transversal impliquant les différents partenaires. Ce choix a été posé pour garantir, autant que faire se peut, l'implication des publics des organisations partenaires. En effet, la phase de diagnostic nous a montré qu'il était difficile pour les personnes fréquentant les organisations d'aide alimentaire de se déplacer et de collaborer avec des personnes et des organisations qu'elles ne connaissent pas ; la volonté de co-crédier les dispositifs avec ces personnes implique donc un travail local dans les organisations qu'elles fréquentent. Si le pilotage des projets s'effectue au niveau local, un retour sur l'évolution des projets locaux est fait à chaque comité Solenprim de manière à soutenir les collaborations transversales et faire profiter chaque projet local de l'expérience de tous les partenaires. Ainsi, par exemple, l'épicerie sociale de Berchem-Sainte-Agathe est un modèle qui inspire l'équipe de l'épicerie sociale d'Ixelles qui a ouvert ses portes beaucoup plus tard. La Porte verte et l'épicerie sociale de Berchem-Sainte-Agathe organisent des ateliers cuisine et peuvent échanger utilement sur leurs expériences respectives ...

2018, année des séances d'implémentation et d'élaboration de plans d'action

Suite aux séances "émergence" et aux séances d'inspiration, les différents living-labs ont pu s'inspirer auprès d'autres organisations et commencer à mettre en œuvre un projet concret au sein de leur organisation.

Afin de faciliter cette mise en œuvre, des séances « implémentation » ont été organisées au sein de chacun des living-labs pour co-élaborer le projet et ses objectifs mais aussi pour concrétiser un plan d'action avec un retro planning et une distribution des tâches.

Pour les CPAS, ces séances ont rassemblé des bénéficiaires des organisations, des travailleurs, une chargée de projet de la CAA et un ou une chercheur(e). A La Porte verte, cette séance s'est déroulée uniquement en présence de l'équipe des ateliers cuisine.

Ces séances ont été organisées entre janvier et juin 2018.



GAC1050 - Groupe d'achats en commun issu du Centre Social Protestant (Ixelles)

Le projet « bien-être » naît au Centre Social Protestant en 2009 et se donne pour objectifs d'offrir aux usagers et aux usagères des outils pour lutter contre l'isolement social, partager des moments de convivialité et être en bonne santé (cours de gymnastique, sorties culturelles, ...).

Le GAC1050 naît dans la continuité de ce projet en janvier 2014, à l'initiative de Jeroen Smets, un travailleur social du centre, aidé d'usagères et usagers qui participent activement au projet bien-être. Ce GAC – Groupe d'achats en commun (également nommé "groupement d'achats collectifs") - veut garantir l'autonomie des usagers, dans leurs achats en produits d'hygiène et en produits alimentaires. Au bout de deux ans, le GAC1050 devait se constituer en association de fait ; le Centre Social Protestant aurait garanti la viabilité du projet en offrant un soutien aux membres et en participant à l'assemblée générale. Comme de nombreux groupes d'achats, le GAC1050 permet, entre autres avantages, d'acheter en commun chez un fournisseur de fruits et légumes produits localement, de diminuer les intermédiaires entre les consommateurs et les producteurs, de tisser des liens entre ses membres mais aussi avec d'autres acteurs et actrices du quartier, de la commune, tout en bénéficiant de prix attractifs.

En septembre 2016, le GAC1050 comprenait entre 40 et 50 ménages ou personnes isolées disposant de faibles revenus, répartis en deux groupes (ceux du lundi et ceux du mardi). Fin 2016, suite au départ de Jeroen Smets, le Centre Social Protestant ne souhaite plus maintenir le GAC en son sein et décide de préparer son autonomie ; les membres sont invités à anticiper leur nouveau mode d'existence. Par exemple, le Réseau des Consommateurs Responsables est sollicité pour faciliter une réunion pour distribuer des rôles parmi les membres. Un conseil d'administration est constitué mais n'aura jamais l'occasion de se réunir. En effet, très rapidement, le GAC1050 s'est retrouvé confronté à un problème qui bloque l'avancement du nouveau projet : la recherche d'un local sans qu'aucune piste concrète n'aboutisse.

Comme le Centre Social Protestant désire se retirer de Solenprim, estimant qu'il n'a plus les moyens de poursuivre ce projet, le partenariat propose alors de maintenir le GAC au sein de Solenprim et de lui fournir un soutien adapté, notamment en engageant dans le projet une accompagnatrice.

En février 2017, la recherche d'un local redémarre et se concrétise. Celui-ci doit être situé sur la commune d'Ixelles (pour garantir un accès facile aux paniers) et doit pouvoir accueillir une distribution de paniers composés de fruits, légumes et produits d'hygiène (une fois par mois) et un stock de marchandises (non périssables).

Le GAC1050 compte de multiples profils, des ménages comme des personnes isolées, des travailleurs, des personnes sans emploi, des allocataires sociaux, des personnes retraitées, ... Tous bénéficient de faibles revenus et l'approvisionnement grâce au GAC permet d'alléger leurs dépenses. L'avantage financier est déterminant pour les membres. Outre cette motivation, le projet du GAC1050 permet également de rompre avec l'isolement et l'exclusion sociale en réunissant des citoyens et des citoyennes autour d'un projet commun. Pour certains des membres, le GAC1050 permet de ne plus exclusivement dépendre de l'aide alimentaire. Enfin, le caractère innovant et expérimental du GAC1050 tient aussi en ce que ce type d'initiatives citoyennes et locales (GAC,



GASAP, SEL...) sont rarement investies par des personnes qui disposent de faibles revenus.

Avec le redémarrage des commandes, le GAC a dû faire face à de nouveaux défis :

- Le GAC1050, qui bénéficiait auparavant du statut d'asbl du CSP, est devenu une association de fait. Il doit trouver un nouvel équilibre vis-à-vis du partage des responsabilités (signature de conventions, par exemple) et de la répartition de la charge de travail entre tous les membres du groupe. Par ailleurs, en tant qu'association de fait, le GAC1050 doit gagner la confiance de ses partenaires qui peuvent hésiter à travailler avec des associations de fait. C'est le cas du partenariat avec Goods2give, par exemple.
- Communiquer efficacement avec les membres du GAC1050 dans et en dehors des réunions n'est pas toujours aisé. En effet, tous les membres du GAC1050 ne disposent pas d'une connexion Internet et d'une adresse email pour recevoir des documents, remplir des bons de commandes, ... De plus, certains membres ne peuvent que rarement assurer une présence aux réunions et être tenus au courant de l'état d'évolution du projet. L'information circule très bien entre certains membres du GAC1050 (amis, famille) mais pas entre tous les membres.
- Face au temps et aux ressources disponibles, tous les membres du GAC1050 ne sont pas égaux. Le manque d'investissement de certains est présenté comme une difficulté majeure. Le défi consiste à garantir que chaque membre puisse assumer un rôle et des tâches dans le GAC1050, selon leur disponibilité, leurs compétences et leurs envies.
- Les critères d'accès au groupe doivent être redéfinis. Les membres du GAC1050 ont intégré le projet en tant qu'usagers disposant d'un pouvoir d'achat faible (sur base d'une enquête sociale menée par une assistante sociale du Centre social protestant). Pour les nouveaux membres, sur base de quels critères accepter de nouvelles personnes dans le groupe ? Comment garantir un accès juste pour tous les membres du groupe en fonction de leurs besoins ?
- La confiance entre les membres du GAC1050 doit être instaurée et/ou restaurée. Un climat de méfiance est parfois perceptible au sein du GAC1050, lié à certains épisodes du passé (crainte de vols ...). Cela n'encourage pas les membres à prendre des responsabilités pour le groupe comme celui d'assumer certains rôles (comptabilité, par exemple) ou de signer des conventions au nom du groupe.

2018 a été, pour les membres du GAC, une année de questionnements et de remise en question du soutien fourni par la FdSS. En effet, les membres souhaitent pouvoir être autonomes dans leurs choix de mode de gouvernance ainsi que pour la réalisation des commandes.

Le GAC a également demandé que les vidéos qui le concernent liées au rapport de recherche 2017 ne soient pas largement publiées sur le net, n'ayant pas été consulté en amont sur leurs contenus et n'étant pas d'accord avec certains propos tenus à son égard. Dès lors, l'accès à ces vidéos a été limité aux personnes disposant d'un code d'accès.

La FdSS a accepté de se retirer momentanément de l'accompagnement et a demandé au GAC de faire des propositions pour que la collaboration puisse se poursuivre. Après une période de retrait



de part et d'autre, de nouvelles modalités de collaboration ont été décidées. Une convention de collaboration a été réalisée pour clarifier les besoins et attentes de chaque partie.

CPAS de Berchem-Sainte-Agathe

Le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, dans le cadre de son épicerie sociale, mène des activités qui visent une alimentation de qualité pour tous.

Des ateliers cuisine sont organisés tous les mois sur le principe d'une animation par les participants eux-mêmes. Chaque participant, à son tour, propose une recette et anime l'atelier en collaboration avec le responsable de l'épicerie sociale.

Des ateliers jardinage se déroulent les jeudis de 9h à 11h30 sur le potager collectif qui se trouve en face de l'épicerie sociale.

« Un potager collectif, c'est aussi un laboratoire de démocratie locale. Chacun doit apprendre à faire passer son intérêt et son avis après l'intérêt du groupe. » (Sébastien Van Daele, coordinateur du pôle alimentation, CPAS de Berchem-Sainte-Agathe)

Le souhait du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe est de fédérer un groupe d'usagers (rap)porteur de projets en vue d'une amélioration constante des services qui leur sont proposés.

Bien que le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe travaille depuis plusieurs années la question alimentaire, Solenprim a permis de faire du lien entre ces différents projets et de mettre en place un comité citoyen composé d'usagers. Ce comité a vu le jour en juin 2017 à la suite d'une séance « émergence », pour répondre aux envies des usagers d'être ensemble, de partager des idées et des savoirs. Ces derniers ont décidé de se réunir une fois par mois pour mettre en place des projets et donner leurs avis sur les services et activités déjà proposés par le CPAS.

Ce groupe, composé au départ de 12 femmes, a souhaité mettre en place un Service d'Echange Local. Pour cela, elles ont rencontré des citoyens berchèmois qui ont mis en place un SEL afin d'échanger sur les bonnes pratiques et partager des astuces pour le démarrage. L'éventualité de s'associer à ce projet existant a été évoquée mais non retenue. Elles ont également listé leurs « compétences » particulières et se sont échangés leurs numéros de téléphone.

Même si le comité ne traite pas directement de la thématique « accès pour tous à une alimentation de qualité », il contribue à la réflexion et met en place une concertation pour l'amélioration des activités liées à l'alimentation (épicerie sociale, colis alimentaires, ateliers cuisine, ateliers jardinage, formation à la cuisine végétale).

Finalement, le comité a décidé de monter un projet de « prêterie » – un service de prêt d'ustensiles de cuisine et de jardinage – appelé SOLIDAIR'PRÊT. Il a travaillé à la mise en place d'une charte, d'un plan d'action, d'un planning, d'un modèle de financement et d'un plan de valorisation. Le groupe a finalisé sa charte qu'il a appelé « guide de fonctionnement ».

Le projet consiste à mettre à disposition de tous les membres des ustensiles de cuisine et d'autres



articles domestiques, ces ustensiles provenant de dons et d'achats. Mais le projet va au-delà d'un simple dispositif de prêt et répond au besoin de faire et vivre ensemble. D'ores et déjà il est prévu de diversifier les activités qui seront organisées autour du local de prêt (séances d'infos, auberge espagnole, ateliers DIY, formations...)

Solidair'prêt a été inauguré en septembre 2018.

CPAS d'Ixelles

Le CPAS d'Ixelles a ouvert une épicerie sociale en 2016 pour permettre à des usagers de se fournir en produits alimentaires à petits prix. La volonté est de passer progressivement à une offre de meilleure qualité et d'associer les bénéficiaires plus étroitement au projet. C'est à partir de ce projet d'épicerie sociale, que le CPAS d'Ixelles est devenu partenaire de Solenprim.

« Etre partenaire du projet Solenprim est une opportunité pour le CPAS d'Ixelles de travailler ces questions d'accès à une alimentation saine grâce au partage des expériences d'autres acteurs de terrain, mais aussi en co-création avec le public. La mise en place de l'épicerie sociale n'était que la première étape d'un programme plus large sur l'alimentation saine et durable, intitulé "FeelFood". Avec ce programme, le CPAS souhaite sensibiliser les usagers à l'alimentation saine au travers de différents ateliers (cuisine, santé et nutrition) et la création d'un potager collectif. Il s'agit ici par ces différentes actions de proposer au public des infos, outils, conseils... pour favoriser un accès durable à une alimentation saine. A ce jour, le défi pour nous est de faire évoluer ces différents projets en impliquant le public. Le projet Solenprim nous y conduit. » (Pierre-Michel Rousseau, CPAS D'Ixelles, juin 2017).

Les bénéficiaires participant aux séances de travail de Solenprim (diagnostic, émergence, inspiration...) sont des clients de l'épicerie sociale et/ou des membres du comité culturel du CPAS. Dès la phase de diagnostic, quelques-uns des participants se sont montrés particulièrement actifs et impliqués. Ils ont participé aux différentes étapes du diagnostic, ont relu le projet de journal-trace et participé aux séances "émergence" avec le souhait de vérifier sur le terrain que les situations évoluent.

Partant des souhaits exprimés lors d'une séance "émergence", le groupe a prospecté des projets à aller visiter pour s'inspirer (potager et compost collectifs, épicerie sociale et coopérative, frigo partagé, ateliers de cuisine, ...) et a voté pour en sélectionner certains. Différentes visites ont alors été organisées : potager collectif de la rue Gray, grainothèque de Jette, la Beescoop, le Tour du monde en 183 assiettes, la ferme No Pilifs, les jardins de Pomone... Les participants souhaitent continuer à organiser ce type de visites par la suite, voir au-delà du projet Solenprim.

Suite à ces visites inspirantes, les participants ont réfléchi aux projets qu'ils souhaitaient développer ensemble dans l'objectif de favoriser un accès durable à une alimentation de qualité pour tous. Trois projets ont été plébiscités : une grainothèque, un marché bio et un compost collectif.

Le projet de grainothèque, ayant obtenu le plus de suffrage, a été mis au travail en premier lieu. Le



principe d'une grainothèque est basé sur l'échange de graines entre participants. Cette grainothèque s'articule parfaitement avec les autres actions menées au CPAS autour de la thématique de l'alimentation, comme les ateliers potager et les ateliers cuisine.

Le groupe projet s'est réuni tous les mois pour concevoir et organiser la mise en place du projet.

En mai 2018, La Boite à graines tient une permanence hebdomadaire.

Le « carnet de bord » retraçant le travail de l'année de diagnostic a été diffusé auprès des bénéficiaires et professionnels du CPAS. Ce journal était très attendu au CPAS d'Ixelles, car il donne un caractère concret au projet Solenprim dans lequel ses acteurs s'impliquent, et qu'ils souhaitent voir aboutir par des actions sur le terrain. Ils ont souligné la qualité de cette publication à laquelle ils ont contribué, et qui les motive à continuer de s'impliquer dans le projet.

Co-créer avec le public au sein d'une institution telle que le CPAS est un réel défi novateur, qui bouscule l'organisation du CPAS et les rapports entre aidants et aidés.

Par ailleurs, le CPAS d'Ixelles participe au groupe de travail « Logistique collaborative » qu'anime la FdSS au sein de la Concertation Aide alimentaire. Ce groupe de travail a élaboré en 2016 un diagnostic des contraintes logistiques que rencontrent les acteurs du secteur de l'aide alimentaire. Dans la suite de ce diagnostic, le groupe de travail a étudié différentes pistes de logistiques collaboratives et a proposé une esquisse de plateforme logistique collaborative. Afin de tester ce modèle, le groupe de travail a souhaité développer des pilotes. Le CPAS d'Ixelles s'est proposé pour soutenir un pilote mené en co-création avec tous les acteurs concernés par le projet (organisations d'aide alimentaire de première ligne et de seconde ligne, fournisseurs, CPAS, Commune ...). Ces acteurs ont participé à plusieurs réunions au cours desquelles ils ont validé le diagnostic logistique en le précisant pour le territoire d'Ixelles. Ensuite, ils ont précisé les besoins auxquels devrait répondre une plateforme logistique et ont esquissé des schémas de fonctionnement.

Le CPAS a également remis un dossier dans le cadre d'un appel de la Loterie nationale pour obtenir des équipements, a sollicité et obtenu un espace dans les anciennes casernes d'Ixelles-Etterbeek pour mettre en place leur antenne locale et a engagé un coordinateur de projet.

La Porte verte

La Porte verte organise deux services différents d'aide alimentaire : la distribution de colis et un restaurant social. La Porte verte souhaite que Solenprim soutienne le développement de projets pour le public fréquentant la distribution de colis, public plus fragilisé que celui fréquentant le restaurant social et pour lequel moins d'activités sont proposées.

La Porte verte organisait déjà des ateliers cuisine mais jusqu'à présent sans passer par un processus de co-création. Solenprim a fourni l'occasion de repenser ces ateliers comme des activités de convivialité et de cuisine de liens. Les personnes venant chercher un colis sont invitées à participer aux ateliers cuisine en leur précisant bien qu'il n'y a aucune obligation, que leur participation est gratuite et n'est en aucun cas une condition à l'obtention de l'aide. L'invitation se fait lors d'un



accueil « thé/café » convivial. Ces accueils thé/café sont organisés de manière hebdomadaire, chaque lundi et vendredi.

L'accueil et les activités ont été facilités par l'engagement d'un agent d'accueil qui parle de nombreuses langues. L'agent d'accueil invite les usagers, leur remet des folders et attire leur attention sur les affiches apposées dans les locaux auxquels ils ont accès. Les folders explicatifs sont également disponibles sur le bureau des assistants sociaux.

Lors de ces ateliers, des thématiques et questions diverses sont abordées telles que : « Comment utiliser au mieux des vivres frais intégrés aux colis alimentaires distribués », « Quelle alimentation est adaptée aux enfants ? », « La cuisine de plats typiques selon les origines des bénéficiaires »...

Une ouverture et une attention particulières sont réservées aux propositions des bénéficiaires eux-mêmes.

Ces actions créent une dynamique positive parmi les bénéficiaires qui apprécient d'être invités et de s'asseoir autour de la table du local qui sert d'espace d'accueil, se mettent à se parler les uns aux autres et partagent leur vécu, leur situation, leurs besoins, leurs souhaits... Un mouvement positif s'installe, générant davantage d'ouverture, de dialogue. Certaines personnes se proposent pour animer un atelier et apprendre comment préparer certains plats, voire s'échanger des recettes.

Les ateliers cuisine permettent de poursuivre les discussions et d'impliquer tous les participants dans la réalisation d'un repas, partagé ensemble.

Les ateliers cuisine, ce sont :

- 6 à 8 participants et 2 encadrants.
- Différentes nationalités : Maroc, Algérie, Syrie, Turquie, Albanie, Guinée Conakry, République Démocratique du Congo, Bangladesh, Rwanda et Belgique.
- 70% de femmes et 30% d'hommes, accompagnés éventuellement de leurs enfants.

Les participants prennent en charge le nettoyage, le découpage et la préparation des légumes, la préparation et la cuisson du riz, de la viande. Chacun y ajoute les saveurs de sa culture.

De toute évidence, les usagers sont heureux d'être ensemble et de pouvoir s'exprimer librement hors du cadre habituel de la maison, des entretiens avec les services sociaux ou d'autres démarches administratives.

Participants et encadrants se retrouvent ensuite autour de la table pour partager le repas préparé et découvrir de nouveaux plats et de nouvelles manières de les préparer. Vaisselle et nettoyage sont également assurés par les participants à la fin du repas.

La thématique alimentaire a également été intégrée dans le programme du Centre d'alpha de La Porte verte via des ateliers thématiques. Depuis octobre 2016, des ateliers d'éducation permanente sur le thème de l'alimentation sont dispensés durant les cours de FLE à raison de deux fois par mois. En plus de ces ateliers théoriques, des ateliers pratiques sont organisés mensuellement. Différents thèmes y sont abordés : notamment les habitudes alimentaires en matière de santé, les



habitudes culturelles de chacun et l'impact des contraintes du quotidien. Mais aussi des thèmes qui permettent de comprendre l'actualité mondiale, la consommation, les relations Nord-Sud et la nécessité du recyclage sans se vouloir exhaustifs pour autant. Chacun des participants amène ses connaissances et convictions dans la grande marmite.

Jalon 6 : analyse et suivi des processus d'accès durable à l'alimentation

Objectif

- Mieux comprendre les trajectoires des bénéficiaires de l'aide alimentaire
- Analyser le caractère durable des dynamiques et changements initiés dans le cadre des projets

Livrables

- Rapport
- Articles scientifiques

Il était prévu de réaliser des entretiens semi-directifs avec des bénéficiaires de chacun des 4 organismes partenaires, dans le but initial de réaliser un suivi de cohorte de bénéficiaires. Nous avons attendu les premières séances « émergence » pour les commencer, car elles permettaient d'identifier des bénéficiaires qui, *a priori*, allaient participer aux initiatives pilotes. En effet, c'est à partir de ce moment-là que, dans la plupart des organisations partenaires, on a pu identifier ou voir se constituer des groupes locaux de participants au projet Solenprim. Dès lors, certaines de ces personnes ont été rencontrées en entretiens semi-directifs.

Ces entretiens ont permis d'interroger le regard que les personnes portent sur le projet Solenprim (Qu'en savent-elles ? Quel est son objectif ? Quelle est leur implication ? Quel est l'intérêt d'un tel projet selon elles ? Quelles sont leurs attentes ? Quel rôle pour le(s) intervenant(s) qui accompagne(nt) le groupe ? Quel rôle pour eux, en tant que membres du groupe ? etc.)

Par la suite, le projet de suivi de cohorte de bénéficiaires a été revu. Si les entretiens réalisés ont été analysés et si certains bénéficiaires ont été re-rencontrés, l'objectif n'a plus été de suivre leur évolution individuelle. La focale a davantage été mise sur la collaboration entre travailleurs sociaux et usagers, sur l'évolution des living-labs et sur la manière dont les participants abordent la question de l'accès durable à l'alimentation. Les entretiens ont abordé les questions : Comment ces initiatives s'insèrent-elles, ou non, dans les pratiques quotidiennes liées à l'alimentation des membres des living-labs ? Quels rapports les membres des living-labs entretiennent-ils avec les démarches d'alimentation durable ? Comment des politiques favorisant des modèles d'alimentation durable peuvent-elles être réappropriées par des usagers de l'aide alimentaire et des organismes du secteur ? Qu'est-ce que le projet Solenprim et les initiatives qui lui sont associées, induisent-ils comme déplacements dans le fonctionnement des organismes d'aide alimentaire ?

Des entretiens ont également été réalisés avec différents intervenants impliqués dans les projets



(voir le jalon 7). Au total, tous statuts d'interviewés confondus (participants, professionnels, chercheurs), 26 entretiens semi-directifs ont été réalisés, retranscrits et analysés. La cellule Recherche-Action de la FdSS a également participé en tant qu'observateur à des réunions des groupes de bénéficiaires au sein des 4 living-labs.

Les entretiens et les observations ont servis de base à la réalisation de monographies des différents living-labs et d'une analyse comparative.

Parallèlement à ces interviews, une Méthode d'Analyse en Groupe (MAG)¹ a été réalisée les 6, 20 et 27 février 2018 avec des travailleurs sociaux dans le but d'approfondir une série de questions plus générales, relatives à l'accès à l'alimentation des personnes précarisées, et de faire entendre la voix des travailleurs de terrain, qui accompagnent et soutiennent des publics pour lesquels s'alimenter au quotidien peut être une difficulté.

Cette MAG a permis d'explorer certains liens et certaines tensions survenant entre aide alimentaire et travail social. L'aide alimentaire est tantôt considérée comme un espace de stigmatisation et de contrôle des usagers sociaux, tantôt comme un espace d'accueil, de rencontre et d'entrée vers un accès plus large à l'aide sociale. Les participants à la MAG ont questionné le cloisonnement de l'aide alimentaire et de l'aide sociale dans son ensemble, ainsi que le caractère durable de l'aide alimentaire : si celle-ci est pensée comme une aide complémentaire et temporaire, elle peut faire partie intégrante d'un mode de vie pour certaines personnes. A travers ces réflexions, les travailleurs sociaux ont tenté de situer les niveaux auxquels ils interviennent, les marges de manœuvre qu'ils ont ou peuvent avoir dans la réalisation de leur mission ainsi que l'éventuelle portée politique de leur travail.

Cette MAG a alimenté le contenu d'un article rédigé pour un ouvrage collectif, coordonné par la FdSS, visant à initier un débat public concernant le système d'aide alimentaire en Belgique. Ce livre doit paraître en 2019.

¹ La méthode d'analyse en groupe est une méthode de recherche-action, de formation, d'animation de réseau et d'intervention. Elle a pour spécificité de proposer de faire participer les acteurs de terrain à la production d'une analyse de certaines situations rencontrées dans leur quotidien professionnel. Elle est réalisée en groupe d'une douzaine de personnes et se base sur l'analyse de récits d'expériences. L'objectif étant de dégager les convergences et divergences dans les analyses. Elle permet ainsi de prendre en compte le caractère relationnel et conflictuel des phénomènes sociaux. Elle se déroule selon un dispositif précis animé par 2 chercheurs. (Pour plus de précisions sur cette méthode, voir : Van Campenhoudt L., Chaumont J-M. & Franssen A. (2005), *La Méthode d'analyse en groupe. Applications aux phénomènes sociaux*, Paris, Éditions Dunod.)



Jalon 7 : suivi du processus de co-creation

Objectif

- Suivre, analyser et évaluer, de manière dynamique, le processus de co-crédation

Livrables

- Rapport scientifique
- Articles et autres publications

La mise en œuvre de la co-crédation au sein du partenariat est devenue une question de recherche à part entière, dont le traitement a nécessité des temps de réflexion et des prises de distance particulières. L'observation et l'analyse continues du processus de co-crédation ont été essentielles à sa pleine réalisation. Le défi de la co-crédation tient en grande partie au fait de construire ensemble en répondant aux attentes, parfois différentes, de chacun. Prendre le temps de déconstruire le sens que Solenprim revêt pour les différents partenaires a été nécessaire pour réaliser les ajustements adéquats, et par là maintenir l'intérêt et l'investissement de tous. Pour cette raison, et même si ce n'était pas prévu dans le programme de recherche initial, des entretiens semi-directifs ont été conçus et réalisés avec (au moins) un représentant de chaque partenaire du projet.

Parallèlement à ces entretiens individuels, des moments de rencontre collective se sont révélés être des espaces de questionnements particulièrement riches pour alimenter les analyses concernant le processus de co-crédation expérimenté, en particulier : les rencontres et séances d'intervision animées par le centre d'appui, la formation en technique d'animation d'intelligence collective, la formation en Recherche Action Participative, et enfin, la première réunion du comité d'accompagnement avec Innoviris.

Au terme de la première année de co-crédation nous avons souhaité évaluer le processus de co-crédation avec l'ensemble des partenaires. Nous avons demandé la contribution du centre d'appui pour mener à bien cette évaluation que nous voulions participative et constructive. Lors de la réunion de préparation de cette évaluation avec le centre d'appui, il est apparu que la demande d'évaluation de la co-crédation concernait essentiellement la collaboration entre les deux cellules de la FdSS impliquées dans Solenprim. En effet, au départ du projet, les rôles des collaboratrices de la FdSS intervenant dans Solenprim n'ont pas été définis avec précision. Dès lors, malgré la conscience partagée qu'il s'agissait d'un écueil à éviter, la co-crédation s'est souvent confondue avec une participation de toutes à la réalisation de toutes les tâches. Il s'en est suivi des situations chronophages, difficiles à gérer, des tensions, voire même des interrogations identitaires (les chargés de projets peuvent-ils être des co-chercheurs ? qui coordonne quoi ? qui définit les protocoles d'animation ? animateurs ou chercheurs ? qui suis-je dans ce projet et que dois-je y faire ?). Dès lors, nous avons organisé avec le centre d'appui une journée de réflexion, recourant aux méthodes de l'intelligence collective pour revoir et préciser les rôles des unes et des autres dans la mise en œuvre du projet. Nous ne sommes pas parvenues au terme de la journée à finaliser la



réflexion et sommes reparties avec une discussion qui a été poursuivie par la suite. Cette journée a permis de mettre à plat, de nommer les difficultés rencontrées et de prendre certaines décisions. Par exemple, c'est à partir de cette discussion que l'organisation de la phase prospective a pu s'envisager sur base de nouvelles modalités de répartition des tâches.

En 2018, au temps de l'action s'est ajouté le temps de la coévaluation. Les participants au projet se sont rassemblés à diverses reprises pour retracer l'histoire des projets, croiser les enseignements, confronter les impressions et élaborer collectivement le bilan des expérimentations menées.

Des séances de co-évaluation locales ont réuni les participants aux différentes expérimentations réalisées dans les living-labs pour retracer collectivement le processus mené depuis 2016 et travailler sur un ensemble de questions de fond soulevées tout au long du projet.

Les représentants des organisations partenaires, rejoints par 3 membres du GAC1050, se sont retrouvés pour deux journées de mise au vert. L'objectif était de répondre collectivement aux questions suivantes : En quoi ces projets apportent-ils des réponses à l'enjeu d'un accès plus durable à une alimentation de qualité ? Quels enseignements sont à tirer de ce travail de co-création ? Quelles perspectives pour ces projets après Solenprim ?

Les co-chercheurs de Solenprim (professionnels, sociologues, animateurs, citoyens impliqués dans les projets locaux) ont ensuite croisé leurs regards au cours d'une demi-journée de travail collectif intitulée « Regards croisés sur les projets Solenprim ». Les quatre initiatives ont été présentées et discutées. Suite à cela, les participants ont approfondi, dans des tables de discussion, certains enjeux communs à l'ensemble des projets.

Les enseignements issus de ce processus ont fait l'objet d'une synthèse présentée dans un second objet-trace : le « Carnet d'expériences » de Solenprim (à télécharger sur le site solenprim.com).

Jalon 8 : valorisation et diffusion des résultats

Objectif

- Valoriser toutes les connaissances co-construites tout au long du processus

Livrables

- Articles, publications, communications, ...
- Productions d'outils : Carnet de bord, Carnet d'expériences, Documentaire sonore, Expo photo, « Portfolio Solidarité en primeur(s) »...

Tout au long des 36 mois de projet, différentes communications et publications ont valorisé les résultats de Solenprim. Ci-dessous, une liste, non exhaustive reprenant certaines de ces références.

Articles, chapitres d'ouvrage et rapports

- Myaux D, Serré A, & al. (2016), « Recherche-action participative et accès à l'alimentation durable :



Des terrains bruxellois au sol fécond », In *La revue du CREMIS*, Vol. 9 No. 1, Printemps 2016, pp.11-18 » Lire l'article http://www.cremis.ca/sites/default/files/revues/revue_cremis_vol_9_no1_version_web.pdf (p.11)

- Serré A, Vleminckx J & al. (2016)., « Solidarité en primeur(s) – Rapport scientifique intermédiaire », décembre 2016 <https://www.fdss.be/fr/publication/solidarites-en-primeurs-solenprim-rapport-scientifique-intermediaire-2016/>
- Damhuis L (2017), « Améliorer l'accès de tous à l'alimentation : Faire germer les possibles », *Rapport intermédiaire de recherche – projet Solenprim*, décembre 2017 <https://www.fdss.be/fr/publication/ameliorer-laces-de-tous-a-lalimentation-faire-germer-les-possibles-rapport-intermediaire-solenprim-2017/>
- Serré A, Myaux D (2018), « Les pauvres ne prêtent aucune attention à leur alimentation », in : Collectif, *Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Waterloo, Editions Luc Pire, p.153-155.
- Mcall C (dir.) & al. – Collectif en sécurité alimentaire du Réseau des villes et régions laboratoires du CREMIS, « Pour une approche globale et solidaire en sécurité alimentaire », *La revue du CREMIS*, A paraître, 2019.
- Damhuis L & Rousseau C (2019, à paraître), « Accès durable à une alimentation de qualité pour tous : promesses et limites de l'alimentation durable » (titre provisoire), in Myaux D (Dir.), *L'aide alimentaire : lignes de fuite d'un phénomène socio-politique* (titre provisoire), Editions L'Harmattan.
- Damhuis L, (2019, à paraître) « L'aide alimentaire dans le paysage de l'action sociale : le regard des travailleurs de terrain », in Myaux D (Dir.), *L'aide alimentaire : lignes de fuite d'un phénomène socio-politique* (titre provisoire), Editions L'Harmattan.
- Damhuis L, Rosenzweig M & Serré A (2020, à paraître), « Accès durable à l'alimentation et idéal d'autonomie – le processus d'une recherche-action participative dans l'aide alimentaire sous la loupe » (titre provisoire), *Anthropology of food*.
- Damhuis L. (2019, à paraître), « Alimentation durable et mixité sociale : soucis démocratiques ou idéaux élitistes ? », *Revue Démocratie*.

Les observations réalisées dans le cadre de Solenprim seront ainsi notamment valorisées dans deux articles qui contribueront à un ouvrage collectif sur le système d'aide alimentaire belge, à paraître en 2019 aux Editions L'Harmattan. L'un d'eux se base sur la Méthode d'analyse en groupe (MAG) réalisée avec des travailleurs sociaux, l'autre explore la question de savoir en quoi le modèle de l'alimentation durable peut apporter une réponse à l'accès à une alimentation de qualité pour les plus vulnérables. Plus globalement, cet ouvrage vise à questionner l'aide alimentaire telle qu'elle est pratiquée en Belgique.



Outils

Objets trace : « Carnet de bord du diagnostic » et « Carnet d'expériences »

Le matériel collecté tout au long de la phase de diagnostic, en particulier lors de la séance de diagnostic croisé du 24 octobre 2016, a été rassemblé et travaillé pour être valorisé sous la forme d'un objet ou journal-trace, un « Carnet de bord » diffusé auprès de tous les participants à l'évènement. Le projet de journal a été relu et amendé par des personnes ayant participé à la journée de diagnostic croisé (deux bénéficiaires, un animateur culturel, une chargée de mission dans une organisation d'aide alimentaire, des personnes de la Cellule recherche'action et de la Concertation Aide Alimentaire de la FdSS). L'éditorial a été rédigé par les partenaires du CPAS d'Ixelles. Ce journal-trace est diffusé par les partenaires auprès de leurs publics. Il a fait l'objet d'une présentation auprès des membres de la Concertation Aide Alimentaire, en séance plénière puis via la newsletter.

Sur le même modèle, un Carnet d'expériences a été co-élaboré fin 2018 pour valoriser les parcours des différents Living-labs. L'éditorial a été rédigé par le partenaire de La Porte verte. Ce carnet présente chacun des projets locaux et synthétise quelques grands enseignements formalisés dans différents moments de co-évaluation du projet. Son contenu accessible et sa mise en page attractive permettent à tous de s'approprier les résultats de ce travail collectif de 3 ans. Il est également disponible en ligne.

Ces deux objets-trace comptent parmi un ensemble plus large d'outils élaborés à partir de Solenprim.

Un « Portfolio » pour le rapport final

Une pluralité d'outils a été produite depuis le début du projet Solenprim. Au moment de produire un « rapport final » visant à dresser le bilan des travaux réalisés au cours de trois années d'expérimentation, c'est le format du portfolio qui s'est imposé comme le plus approprié pour les valoriser. En effet, il peut se lire et être utilisé de façons diverses, puisqu'il est composé d'une pluralité d'« objets intermédiaires¹ » à mobiliser ensemble ou isolément, qui peuvent être appropriés par différents acteurs dans différents contextes. Le portfolio se compose de différents types de documents : des analyses sociologiques, des synthèses d'articles scientifiques, des fiches-outils de styles divers (supports d'animation ou pédagogiques mais aussi billet critique à usage du politique), de retours d'expériences, d'un documentaire sonore à visée pédagogique et d'une exposition photographique.

¹ Vinck, D (1999), « Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales », *Revue française de sociologie*, 40-2. p.385-414.



- « Portfolio Solidarité en primeur(s) », *Rapport final de recherche-action*, Partenariat Solenprim, avril 2019, en ligne <https://www.fdss.be/fr/publication/rapport-final-le-portfolio-solidarite-en-primeurs/>
- « Retour sur trois expérimentations locales – un outil pédagogique à partir de l'expérience Solenprim », *Documentaire sonore & fiche pédagogique*, Réalisation du GSARA et du partenariat Solenprim, mars 2019, en ligne <https://www.fdss.be/fr/publication/rapport-final-le-portfolio-solidarite-en-primeurs/>
- « Vers un accès pour tous à une alimentation de qualité : Carnet d'expériences », Partenariat Solenprim, mars 2019, en ligne <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-mars-2019/>
- « Les réalités de l'aide alimentaire », Exposition photographique, 1ère installation au Garcia Lorca, Partenariat Solenprim, 08 février 2019, en ligne <https://www.fdss.be/fr/concertation-aide-alimentaire/ressources/expo-photo-les-realites-de-laide-alimentaire/>
- « Vers un accès pour tous à une alimentation de qualité : Carnet de bord du diagnostic », Partenariat Solenprim, septembre 2017. <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-oct-2017/>
- Affiche « Arbre des possibles : vers un accès pour tous à une alimentation de qualité », Partenariat Solenprim, septembre 2017. <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-larbre-des-possibles-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite/>

Présentations et communications

- 6/03/2017 Présentation « Enjeux sociaux d'une alimentation durable » dans le colloque « Vers une alimentation durable pour tous » organisé par la section « Santé communautaire » de la Haute Ecole Galilée – ISPG – ISSIG.
- 24-26/04/2017 Participation à l'atelier organisé par le CREMIS à Bruxelles « Des bouches à nourrir ? Sécurité et autonomie alimentaire ».
- 28/04/2017 Présentation de Solenprim dans un séminaire organisé par le RABAD sur le thème « projets de recherche menés en alimentation durable à Bruxelles ».
- 19/05/2017 Présentation dans le cadre du séminaire « Nourrir Bruxelles » organisé par Brussels Academy.
- 9/06/2017 Présentation aux organisations membres de la Fédération des Services Sociaux dans le cadre de l'Assemblée générale de la FdSS.
- 13/07/2017 Présentation de Solenprim et des résultats issus de la phase de diagnostic à l'Université d'été en Agriculture urbaine, ULB, Bruxelles.



- 26-29/11/2017 Présentation « Recherche-action participative et accès à l'alimentation durable - des terrains bruxellois au sol fécond », dans le cadre du Colloque international du Réseau des villes et régions laboratoires du CREMIS « Réduction identitaire et approche globale en alimentation », ISSM Mulhouse.
- 1-2/12/2017 Présentation des résultats de la phase de diagnostic menée dans le cadre de Solenprim et du GAC1050 à la Biennale « Ensemble pour la santé », organisée par La Plate-forme d'action santé solidarité, Bruxelles.
- 15/12/2017 Communication « L'idéal participatif comme horizon de l'action sociale : expérimentations bruxelloises dans le secteur de l'aide alimentaire » à la Journée d'études internationale « Précarité, Participation, Politique », Sciences Po, Paris.
- 8/05/2018 Présentation des résultats de la recherche Solenprim dans une réunion d'échange d'expériences sur l'accessibilité des publics à un système alimentaire de qualité, au RAWAD – Réseau wallon des acteurs pour l'alimentation durable.
- 17/06/2018 Présentation des objectifs et résultats de Solenprim à l'évènement Le ralliement des fourchettes, un évènement visant à sensibiliser le grand public sur les enjeux et difficultés rencontrés par les restaurants sociaux et le secteur de l'aide alimentaire.
- 21/06/2018 Deux présentations « Se concerter pour changer le système : expériences bruxelloises » et « Gouvernance et accessibilité : transition alimentaire durable en Wallonie » dans le cadre du séminaire « Pour une approche globale et solidaire en sécurité alimentaire » organisé par le CREMIS, Montréal.
- 23-25/10/2018 Présentation des résultats de la recherche Solenprim dans le cadre d'un Colloque international organisé par l'Université de Barcelone - École de Travail social : « (Re) penser l'alimentation depuis une perspective globale et non-réductionniste des besoins ».
- 19-21/10/2018 Présentation des résultats de Solenprim au Forum Co-create organisé par le centre d'appui en collaboration avec les projets co-create 2015, Bruxelles.
- 7/02/2019 Communication « Quand l'analyse se fait à plusieurs voix – Réflexion sur les formats de restitution d'une recherche-action dans le secteur de l'aide alimentaire », colloque international « Injustices épistémiques : comment les comprendre, comment les réduire ? » organisé par le GT21 de l'AISLF, Namur.
- 19/02/2019 Communication « Participation des publics fragilisés » au Forum « Démocratie dans l'assiette pour tous », organisé par les membres du RAWAD, Namur.

A l'automne 2018, un plan de valorisation a été co-élaboré en fonction des propositions et points d'attention proposés par Innoviris dans le cadre du « plan d'atterrissage » de la recherche. Il s'agissait de préciser comment le projet allait atterrir, quel serait l'état d'avancement des living-labs au terme du projet et comment il entendait valoriser les résultats engrangés.



Evènement de clôture : la journée de valorisation « Solenprimons-nous »

Après 3 ans de projet, le partenariat Solenprim a organisé un évènement de clôture le 8 février 2019, au Garcia Lorca. Cette journée d'échanges, de réflexions autour des expérimentations de Solenprim a rassemblé plus de 80 participants. Elle a permis aux membres du partenariat et des groupes locaux de Solenprim de présenter aux visiteurs les projets concrets qui ont été développés (grainothèque, ateliers cuisine, service de prêt et groupe d'achats en commun) et les enseignements qui en sont issus. Un lunch servi par un restaurant social et un spectacle d'improvisation (par l'asbl Ex-expression) sont venus agrémente cette rencontre.

Une vidéo et des photos de l'évènement ont été publiées sur <https://www.youtube.com/watch?v=kqV1gLRHpP8>

L'évènement a été couvert par différents médias (reportage vidéo et débat télévisé sur BX1 ; article présentant les différents projets lancés dans le cadre de Solenprim dans Vers l'Avenir ; émission en direct sur Radio panik).²

Jalon 9 : coordination et gestion de projet

Objectif

- Coordonner le projet, assurer le lien entre le pouvoir subsidiant, Innoviris et les partenaires, veiller à une bonne circulation des informations au sein du partenariat ainsi que vers l'extérieur, élaborer les rapports d'activités

Livrables

- Rapports d'activités

Gestion du projet

Pour assurer la gestion du projet, trois comités de suivi ont été mis sur pied :

- Le Comité « FdSS » permettant la coordination du travail des deux équipes de la Fédération des Services Sociaux impliquées dans le projet : Cellule Recherch'Action et Cellule Concertation Aide alimentaire. Ils ont assuré la gestion quotidienne et veillé à la bonne circulation de l'information. La communication s'est faite par mails, au cours des réunions, via les rapports de réunion, via le cloud et le site cocreate-brussels mis à disposition par le Centre d'appui.
- Le Comité « Solenprim » réunissant l'ensemble des partenaires, comité de gestion du projet, prenant toutes les décisions concernant les orientations stratégiques du projet et la co-création. Ce comité s'est réuni sur une base mensuelle.

² Le reportage vidéo de BX1 <https://bx1.be/news/laide-alimentaire-souvent-insuffisante-en-quantite-et-en-qualite/?fbclid=IwAR0pv8exK7-QpAtLrel1uddWtt9hUrhFBURwb4W7Z8qwnjx7dUDV0-gLxs>, Le débat auquel a pris part Brigitte Grisar de la Concertation Aide Alimentaire (FdSS) sur Bx1 <https://bx1.be/news/m-lalimentation-de-qualite-accessible/>,



- Le Comité « Elargi », réunissant un ensemble de personnes intéressées et/ou concernées par l'objet de la recherche-action, comité d'avis et de soutien. Ce comité a été réuni deux fois : pour contribuer à la phase de diagnostic et, plus tard, pour aider les living-labs à développer leurs projets.

En ce qui concerne le Comité Solenprim, nous n'avons pas réussi à y assurer la participation de bénéficiaires, bien que celle-ci ait été souhaitée dès le départ.

Comité d'accompagnement

Tous les 6 mois, le partenariat a eu l'occasion de discuter l'avancement du projet avec des représentants d'Innoviris. Ces rencontres ont eu lieu alternativement dans les locaux d'Innoviris et dans ceux des partenaires.

Pour la séance de discussion du rapport scientifique 2018, Innoviris a proposé d'inviter un expert de la thématique traitée. L'équipe a choisi d'inviter Camille Adamiec, sociologue à la faculté des Sciences sociales de l'Université de Strasbourg. Camille Adamiec a soutenu en 2014 une thèse intitulée : « Devenir sain. Morales alimentaires, pratiques de santé et écologie de soi » et publié en 2017, un ouvrage grand public « *Manger sain n'est pas si sain* » (aux éditions Hachette). Dans ce livre, Camille Adamiec questionne l'alimentation-santé et l'obsession du manger sain.

Retrait du partenaire Centre Social Protestant (CSP)

En décembre 2016, le Centre Social Protestant a annoncé qu'il souhaitait se retirer du projet, non que son intérêt pour le projet ait diminué mais par incapacité de pouvoir y dédier du personnel. Le Centre Social Protestant connaissait une situation difficile, suite à la réduction de ses subsides, le changement de sa direction et le départ du collaborateur qui avait jusque-là assuré la participation à Solenprim. En outre, suite au départ de ce collaborateur, le Centre Social Protestant n'a plus été en capacité de soutenir le développement du Groupe d'achats en commun – GAC - né de l'initiative conjointe du collaborateur en question et de personnes recourant aux services du CSP.

Comme il n'était pas possible de changer le partenariat en cours de projet et de transférer le subside à un nouveau partenaire, il a été proposé de sous-traiter la participation du CSP à un tiers pouvant prendre en charge le suivi et le soutien du GAC. Après avoir obtenu un accord de principe de la part d'Innoviris sur la solution proposée, plusieurs rencontres ont eu lieu avec le CSP pour préciser les termes de la sous-traitance et de la collaboration. Ces termes sont libellés dans une convention qui a été signée par les parties.

En définitive c'est la FdSS qui a repris l'accompagnement sous forme de sous-traitance. Elle a confié à une collaboratrice de la Cellule Recherche-action la mission de suivre et soutenir le GAC.



Le retrait du partenaire Centre Social Protestant a engendré des incertitudes quant à la poursuite du projet ainsi que des rencontres et des démarches chronophages, non prévues au programme de travail et donc des impacts en termes d'organisation et de calendrier du début de l'année 2017.



CONCLUSION

Le projet Solidarité en primeur(s) – Solenprim – arrive à son terme. La première phase a permis de réaliser le diagnostic des freins qui empêchent l'accès des publics en situation de précarité, en particulier des bénéficiaires de l'aide alimentaire, à une alimentation de qualité. Le travail accompli par l'ensemble des participants au cours de cette première phase est retracé, valorisé dans un journal de bord, objet-trace co-construit, qui est aujourd'hui largement diffusé. C'est enrichies par ce travail de diagnostic collectif que les équipes partenaires ont abordé la phase prospective. Au cours de cette seconde phase, les équipes se sont mises au travail afin d'identifier des projets à développer localement. Elles ont pour cela visité des projets sources d'inspiration.

Alors que la phase de diagnostic s'est déroulée sur un rythme soutenu, impliquant dans un même dispositif l'ensemble des partenaires, la phase prospective a mis plus de temps à s'organiser et a nécessité des adaptations propres à chaque partenaire pour tenir compte de leurs réalités de terrain et des spécificités de leurs publics. Peu à peu les projets se sont dessinés puis organisés. En 2018, dans le cadre de la phase « implémentation », le GAC1050 a repris ses commandes et 3 nouveaux projets locaux ont été mis sur pied : un comité citoyen ayant donné naissance à un service de prêts d'ustensiles de cuisine et de jardinage au CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, des discussions sur l'alimentation saine et des ateliers cuisine repensés à La Porte verte, une grainothèque au CPAS d'Ixelles. Ces processus d'implémentation ont fait l'objet de séances de co-évaluation locales et transversales. Si les possibilités de maintenir les dynamiques locales en place dépendront des contextes propres à chacun, aujourd'hui, les partenaires expriment tous leur souhait de pouvoir poursuivre le développement des projets locaux et le travail de valorisation des résultats transversaux issus de la recherche. Plusieurs rencontres du comité Solenprim sont d'ores et déjà prévues en 2019 afin de faire le point sur la situation et les avancées des différents projets, poursuivre la mutualisation des enseignements tirés des expériences menées et discuter d'éventuelles perspectives communes.

Les apprentissages issus de cette recherche-action participatives sont présentés dans le portfolio Solidarité en primeur(s), dont tous les contenus sont accessibles en ligne. On retiendra, pour conclure ce journal d'activités, qu'ils tiennent autant au contenu qu'à la méthode : le processus de co-création, au cœur du projet, a généré des échanges passionnants au sein du partenariat mais également de nombreux questionnements et besoins de formation. Dans ce cadre, le partenariat Solenprim a participé activement aux rencontres organisées par le Centre d'appui et y a trouvé un espace de partage et de soutien très intéressant. Le projet Solenprim a offert à tous les partenaires un cadre de collaboration mais également de formation et d'expérimentation de nouvelles manières de travailler ensemble.



L'aide alimentaire en région Bruxelloise : modalités et finalités

L'univers de l'aide alimentaire est vaste, complexe et à peine visible pour le non-initié. Bien que l'on aperçoive quelquefois en rue ou dans les stations de métro, des files de personnes attendant un colis alimentaire, la plupart des façades et vitrines des services d'aide alimentaire se veulent discrètes.

En Belgique, de nos jours, les formes d'aide alimentaire « traditionnelles » comme la distribution de bons alimentaires, de repas, de soupe ou de colis alimentaires, côtoient des formes d'aide et des initiatives qui se veulent « innovantes ». En effet, pour faire face à la précarité croissante, de nombreux projets – initiatives citoyennes ou publiques – sont régulièrement créés avec des moyens très variables (voire sans moyens du tout). Citons par exemple le cas des épiceries sociales, dont il sera question plus loin, qui ont connu un essor très important depuis le début des années 2000. Les « frigos solidaires », nés de la lutte contre le gaspillage alimentaire, apparaissent

également dans le paysage. Ces frigos permettent à des personnes d'accéder à des aliments déposés par des particuliers, des commerçants, des restaurateurs, etc. Leur contenu est accessible selon des modalités variables.

De la récolte de fruits dans les jardins au glanage de pommes de terres, en passant par toutes sortes d'opérations de collectes d'invendus auprès des commerçants, l'aide alimentaire semble se renouveler et invite les plus jeunes au ralliement et à la solidarité dans un engagement qui se situe à la croisée de préoccupations sociales et environnementales.

Mais si des initiatives d'un genre nouveau voient le jour depuis plusieurs années, les formes d'aide alimentaire les plus courantes en Belgique sont les restaurants sociaux, la distribution de colis alimentaires et les épiceries sociales.



1 LES DIFFÉRENTES FORMES DE L'AIDE ALIMENTAIRE

Les restaurants sociaux

Il existe de nombreuses formes de restaurants et de cantines à finalité sociale. Du restaurant communal au restaurant d'insertion socio-professionnelle, en passant par certains services de livraison de repas à domicile ou encore des « clubs » pour seniors, les initiatives publiques et privées sont nombreuses et certaines offrent la possibilité de manger à des prix défiant toute concurrence.

Nous définissons ici les restaurants sociaux comme des initiatives dont un des objectifs principaux est de permettre à des personnes qui connaissent des difficultés financières d'accéder à des repas.

L'activité de restauration se double bien souvent d'un travail social qui, selon les cas, est effectué au sein de l'organisation ou par des services sociaux partenaires. Pour certains restaurants sociaux, le service des repas représente surtout un prétexte pour faire de l'accueil et du travail social, jugés comme primordiaux.

Le public visé par les restaurants sociaux est très variable d'un lieu à l'autre. Certains s'adressent à des catégories de population spécifiques comme, par exemple, les personnes sans-abris. D'autres visent des publics plus larges mais conditionnent l'accès au restaurant à l'état de besoin. D'autres, enfin, recherchent surtout la mixité sociale, culturelle et générationnelle.

Une quarantaine de restaurants sociaux sont répertoriés en Région bruxelloise.



Analyse

La distribution de colis alimentaires

Selon le répertoire de l'aide alimentaire (www.fdss.be), 57 organisations distribuent des colis alimentaires en région bruxelloise. Près d'un tiers de ces services sont gérés par les volontaires de la Société de Saint-Vincent de Paul. Le reste est pris en charge par différentes associations et par quelques CPAS.

Les colis alimentaires sont distribués gratuitement ou contre le versement d'une somme très faible (de 50 centimes à quelques euros) destinée à couvrir les frais générés par l'activité et/ou à permettre un contre-don symbolique.

La distribution de colis alimentaires est sans doute la forme d'aide alimentaire la moins coûteuse pour les organisations qui la mettent en œuvre (Hubert & Nieuwenhuys, 2009). Mais elle n'en demande pas moins de déployer beaucoup de ressources, dont des ressources logistiques et un savoir-faire qui vont de la collecte des denrées alimentaires auprès des fournisseurs à la conservation de celles-ci en passant par leur manutention et leur stockage. S'ajoutent à cela les contraintes administratives, la recherche de fournisseurs, les permanences et l'accueil, les partenariats avec des services sociaux, etc.

Pour les travailleurs sociaux, la distribution de colis alimentaires ne va pas de soi et questionne les pratiques : comment faire du travail social quand "les personnes sont amenées [...] à faire la manche dans un service social" (Labiso, 2007, p.18) ? Comment mettre en place une relation d'aide alors que ce qui est dit conditionne l'accès à un colis alimentaire ? L'aide alimentaire n'est-elle pas une perte de temps pour les travailleurs sociaux dont le rôle est avant tout de résoudre des problèmes, de soutenir le changement social et l'amélioration du bien-être des personnes (Labiso, 2007) ? Ces questionnements poussent certains services sociaux à repenser les modalités de l'aide alimentaire et à aller vers d'autres formes d'action comme la création d'épiceries sociales.

Les épiceries sociales

Les épiceries sociales se définissent comme des magasins ouverts aux personnes en situation de précarité où elles peuvent acheter des produits alimentaires et des produits d'hygiène de qualité à un prix inférieur au prix du marché.

Les épiceries sociales connaissent un succès grandissant notamment auprès des équipes des CPAS et de la Croix-Rouge de Belgique. 14 épiceries sociales sont actuellement répertoriées en Région bruxelloise. D'autres sont en projet.

Les modalités d'organisation et la réalité quotidienne des épiceries sociales varient sensiblement d'un lieu à l'autre : certaines épiceries sociales fonctionnent seulement grâce au bénévolat, d'autres sont gérées professionnellement, certaines combinent les activités de vente avec d'autres services, eux aussi très divers : magasin de seconde main, travail communautaire, médiation de dettes, etc. (Maisin & Mehaut, 2016).

L'accès aux épiceries sociales est déterminé à partir de critères d'accès précis. Une fois que l'accès de l'épicerie leur est ouvert, les personnes sont considérées comme des « clients » et elles peuvent faire leurs achats parmi une gamme de produits que les organisations tentent généralement d'élargir le plus possible. La dignité, la liberté de choix et l'accueil sont trois notions centrales pour les épiceries sociales.



Analyse

Des formes d'aide qui se complètent les unes les autres

De toutes les formes d'aide alimentaire, la distribution de colis alimentaire est la forme d'aide qui suscite le plus de critiques de la part des personnes qui y ont recours, notamment pour ce qui concerne la qualité, les quantités, la diversité et le choix des produits : les produits sont « insuffisants », « pas assez variés », « pas très bons », il y a « trop de féculents et pas assez de légumes » et les possibilités de choix sont extrêmement réduites (Hubert & Vleminckx, 2016).

L'existence des différentes formes d'aide alimentaire permet de répondre aux besoins variables des personnes et des ménages qui y ont recours. Les restaurants sociaux par exemple, sont peu adaptés aux exigences d'une vie de famille. Les colis alimentaires quant à eux ne conviennent pas pour des personnes qui ne disposent pas d'une cuisine et ne peuvent donc pas préparer les produits qui sont donnés. L'épicerie sociale finalement n'est accessible qu'aux personnes qui disposent d'un pouvoir d'achat minimum. Les personnes les plus précarisées en sont donc exclues de fait.

On observe également que de nombreuses personnes combinent les différentes formes d'aides entre elles car aucune n'est suffisante à elle seule pour répondre à l'ensemble de leurs besoins.



② DES PERSONNES QUI ONT RECOURS À L'AIDE ALIMENTAIRE

En effet, les personnes qui ont recours à l'aide alimentaire partagent la caractéristique d'avoir des ressources financières trop faibles, voire nulles, et donc de connaître des difficultés majeures sur le plan matériel. En dehors de ce point commun, elles ont des origines, des profils et des parcours très variés.

Pour répondre aux besoins des personnes qui ont recours à leurs services, les organisations et les travailleurs sociaux actifs dans l'aide alimentaire mènent différents types d'actions visant à amorcer un travail social, rompre l'isolement des personnes, soulager leurs finances et aider à dégager des moyens pour payer d'autres frais — loyer, énergie, frais médicaux, remboursement de dettes, frais scolaires, etc. (Hubert et Nieuwenhuys, 2009).

Dans certains cas, l'aide alimentaire proposée s'inscrit dans une approche qui vise à offrir un service le plus inconditionnel possible afin de le rendre accessible aux personnes qui connaissent les situations de précarité les plus extrêmes. Dans ces services, on peut se procurer des repas gratuitement ou presque, on n'est pas toujours obligé de prouver son identité, les plages horaires sont larges, voire étendues, etc. Ainsi, en fonction des missions que se donnent les organisations, de leur implantation et de leurs méthodes de travail, elles touchent des catégories de population différentes.

Parmi les personnes qui fréquentent les services d'aide alimentaire les plus inconditionnels, on compte bon nombre de personnes sans-abri et mal logées. Dans la capitale — comme dans toutes les grandes villes de Belgique et d'Europe — cette population ne cesse d'augmenter, avec une accélération de cette augmentation depuis quelques années (Mondelaers, 2017).

En région bruxelloise, certaines organisations qui pratiquent une aide alimentaire ont le sentiment de ne pas « toucher ce public » et s'en inquiètent. L'aide alimentaire concerne ainsi une variété de population, confrontées à des problématiques diverses. Les personnes sans abri et mal logées n'en constitue



Analyse

qu'une petite partie¹. Pour la majorité des personnes qui ont recours à l'aide alimentaire, l'expérience de la pauvreté se vit à domicile, à l'abri des regards. Les personnes concernées vivent d'un revenu de remplacement –allocation de chômage, pension, revenu d'intégration sociale (RIS).

S'il a tendance à être structurel, le recours à l'aide alimentaire peut aussi se faire de façon ponctuelle, lorsque des personnes sont confrontées à une sanction administrative ou pour ajuster un équilibre budgétaire fragile lorsqu'elles ont un emploi, généralement précaire et/ou à temps partiel, dont le salaire ne permet pas de couvrir toutes les dépenses. Ce sont des catégories de la population pour qui l'aide alimentaire peut devenir une nécessité quand il s'agit de boucler les fins de mois ou d'aider à prévenir ou à redresser des situations d'endettement. L'aide alimentaire est alors une réponse pour aider à dégager des moyens pour payer le loyer, les frais médicaux, renflouer la carte à budget qui permettra de se chauffer, etc. Bref, pour répondre à l'urgence.

Le nombre sans cesse croissant des personnes qui ont recours à l'aide alimentaire interpelle quant aux manquements du système à maintenir les protections sociales et les salaires les plus bas à des niveaux suffisants pour prévenir la précarité et protéger les droits fondamentaux des personnes. On estime que près de 450.000 personnes bénéficient d'une aide alimentaire en Belgique (Hubert et Vleminckx, 2016).

Aide alimentaire et bien-être des populations

Si les personnes qui ont recours à l'aide alimentaire sont dans un état de besoin qui peut conduire certaines d'entre elles à une forme d'anxiété alimentaire (Llobet-Estany & al, 2016), la question de l'alimentation n'est souvent qu'un aspect secondaire de leurs préoccupations et l'aide alimentaire ne leur ouvre pas d'horizon désirable. Selon la manière dont elle est mise en œuvre, elle participe même parfois d'un système qui reproduit les rapports de domination à la base de l'exclusion et des inégalités sociales. En effet, les pratiques du champ de l'aide alimentaire s'inscrivent dans une histoire de la philanthropie et de la charité. Si une telle philosophie s'inscrit dans la volonté de répondre à un besoin, elle sous-entend également une vision du pauvre qui peut contribuer à maintenir les inégalités. Ces visions sont encore présentes auprès d'une partie des volontaires et des travailleurs actifs dans l'aide alimentaire.

C'est ce que pointent McAll & al (2015) évoquant la réduction identitaire dont sont parfois l'objet les personnes qui ont recours à l'aide alimentaire.

Les interventions en « sécurité alimentaire » se font souvent dans l'urgence avec peu de ressources. Conséquemment et malgré elles, ces interventions peuvent contribuer à réduire les personnes à des « bouches à nourrir ». Le risque encouru est de reproduire le trait marquant des rapports sociaux inégalitaires producteurs de disparités de revenus et de conditions de vie : la réduction identitaire » (McAll & al, 2015, p.28).

¹ En 2016 et 2017, environ 4.000 personnes sans-abri et mal-logées ont été dénombrées en région bruxelloise (Mondelaers, 2017). Si l'on met ce chiffre en relation avec une estimation du nombre de personnes qui ont eu recours à l'aide alimentaire à la même période, à savoir 55.000 personnes (Hubert & Vleminckx, 2016), cela permet de voir que les personnes sans-abri et mal-logées sont largement minoritaires parmi les personnes qui recourent à l'aide alimentaire.



Le Collectif en sécurité alimentaire du Réseau des villes et régions laboratoires du CREMIS (2017) propose d'observer les pratiques d'aide alimentaire à partir de la notion de « bien-être » et de 5 dimensions qui lui sont attribuées (matérielle, relationnelle, corporelle, décisionnelle et temporelle). Cette grille de lecture permettrait de placer le travail d'aide alimentaire dans une perspective plus globale et d'identifier des enjeux à mettre au travail pour les acteurs du champ.

La **dimension matérielle** du bien-être explore la question des ressources et des conditions de vie des personnes. Elle permet de voir en quoi l'aide alimentaire, fournie gratuitement ou à un prix très bas, consiste pour les populations concernées en un apport matériel utile qui permet de soulager leurs budgets et de les aider dans leurs stratégies de survie.

Dans les représentations de ce qu'est le « bien se nourrir » pour les personnes qui ont recours à des services d'aide alimentaire, la **dimension relationnelle** du bien-être est également présente. Le « bien se nourrir » c'est « manger en bonne compagnie », « en famille », « entre amis », prendre « du plaisir », « s'amuser, se découvrir », « partager des idées et des connaissances », être dans une « bonne ambiance », etc. (Serré & al, 2016). Les repas remplissent une fonction sociale essentielle, où préparer les repas, manger et boire ensemble —en ce compris l'ivresse conviviale— permettent de nouer, de forger ou de renforcer des liens (Flandrin, 1996). Certains lieux, en particulier les restaurants sociaux —mais pas uniquement— accordent une place de choix à cet aspect et sont pensés pour permettre aux personnes d'y rompre la solitude, d'y socialiser, de s'y divertir. Dans les services de distribution de colis alimentaires, l'aménagement de l'espace comme par exemple la mise à disposition de chaises, peut faciliter les contacts entre usagers ou entre usagers et intervenants et déboucher sur des liens dont les prolongements sont observables en dehors de l'organisation.

L'alimentation comporte des liens également avec la **dimension corporelle** du bien-être. Il n'est pas rare d'entendre des personnes qui ont recours

aux services d'aide alimentaire se plaindre de la qualité de l'aide alimentaire qui, selon elles, serait néfaste pour leur santé. La question des dates de péremption qui ne sont pas strictement respectées, la fraîcheur des aliments ou les procédés de conservation (congélation) sont notamment mis en cause. A l'inverse, les travailleurs et bénévoles de l'aide alimentaire évoquent fréquemment l'idée qu'il est nécessaire d'éduquer les personnes qui fréquentent les services d'aide alimentaire à une bonne alimentation (Myaux & Serré, 2018). Toutefois « il semble que ces messages ont pour effet pervers d'exclure et de stigmatiser les plus démunis qui ressentent un préjugé selon lequel les plus pauvres s'alimenteraient mal ; ils entraînent aussi une normalisation des comportements alimentaires et un jugement des personnes en fonction de leur physique. » (Ramel & al, 2016, p.56).

Le bien-être renvoie également à une **dimension décisionnelle**. Les personnes qui ont recours à l'aide alimentaire sont souvent très dépendantes de ces aides, ce qui met leur autonomie et leur liberté de décision à mal. Elles préféreraient accéder à un mode de consommation « normal », ne plus dépendre d'une forme d'aide ou de charité et avoir un pouvoir d'achat suffisant pour pouvoir choisir elles-mêmes leurs produits de consommation (Hubert & Vleminckx, 2016 ; Maisin & Méhauzen, 2016). Or les contraintes auxquelles les services d'aide alimentaire sont soumis — fortes demandes d'aide et moyens limités— ne sont pas propices à favoriser la diversité des options et l'offre proposée aux usagers. Cette limitation va parfois de pair avec une crainte d'une inégalité, parmi les bénéficiaires, du recours



à l'aide alimentaire ; certains utilisant, plus que d'autres, des formes multiples d'aide alimentaire². Cette limitation peut également être associée dans certaines organisations à une conception de l'aide alimentaire qui limite celle-ci à « donner à manger » à des personnes qui ont « faim », même si cette lecture semble moins fréquente que par le passé. Dans cette optique, nourrie par le sentiment d'urgence, les questions du choix et du bien-être peuvent apparaître comme secondaires (Hubert & Nieuwenhuys, 2009).

Il en va de même de la prise en compte de la **dimension temporelle** du bien-être. Les temps d'attente, souvent long, et les horaires imposés par les services peuvent être de véritables freins pour le recours à l'aide alimentaire. Il est intéressant de noter à cet égard que certains restaurants sociaux qui tiennent compte de cet aspect offrent aux personnes la possibilité d'accéder aux lieux durant des plages horaires étendues – par exemple l'après-midi : le service a lieu à des heures bien déterminées mais les personnes qui se présentent à d'autres moments ont quand même la possibilité de se procurer à manger.

Si on se place dans une perspective évaluative de l'aide alimentaire actuelle, en examinant la mesure selon laquelle elle permet d'offrir une réponse adéquate aux personnes au-delà de la dimension matérielle, la grille de lecture pluridimensionnelle du bien-être peut constituer un outil intéressant. Les dimensions temporelle, relationnelle, décisionnelle, corporelle et matérielle du bien-être mettent en lumière la complexité du rapport que les personnes entretiennent avec les services offerts. Elles permettent également de prendre la mesure des contraintes spécifiques qui peuvent être rencontrées par les différentes populations qui fréquentent les services d'aide alimentaire (McAll & al, 2015) : la contrainte temporelle d'un parent célibataire n'est pas la même que celle d'une personne sans-abri. Les besoins matériels, corporels ou relationnels d'une personne âgée ne sont pas les mêmes que ceux d'un étudiant, etc. Rattacher les services offerts aux différentes dimensions de la vie et du bien-être des personnes implique donc une connaissance approfondie des publics auxquels ces services s'adressent. Cela permet également aux organismes de poursuivre leurs réflexions sur l'amélioration de leurs services.

L'aide alimentaire peut représenter une « bulle d'air » précieuse pour les personnes qui y ont recours (Maisin & Méhauzen, 2016). Mais face à l'augmentation du recours à l'aide alimentaire, de nombreux travailleurs sociaux soutiennent qu'un changement social plus large doit être pensé et mis en œuvre. Ils appellent à une prise en charge collective des enjeux d'exclusion sociale et à la mise en place d'un débat démocratique concernant les réponses à apporter à l'insécurité sociale.

Pour aller plus loin, voir Myaux D (2019), « L'aide alimentaire : un état des lieux », dans un ouvrage dirigé par Myaux D, consacré à la mise en débat du système de l'aide alimentaire en Belgique (à paraître, 2019, Editions L'Harmattan).

² Ces inégalités de pratiques de recours à l'aide alimentaire parmi les bénéficiaires peuvent être jugées différemment par les professionnels et acteurs des organismes d'aide alimentaire : tantôt considérées comme une stratégie de survie légitime, tantôt perçues comme une entrave au souci d'équité entre les pauvres.



Analyse

- Centres de Service Social Autonomes Wallons (2007), « Aide alimentaire : dépasser le local ou l'histoire cachée d'un colis alimentaire », *Cahier Labiso*, p73-74.
- Collectif en sécurité alimentaire du Réseau des villes et régions laboratoires du CREMIS(2017), « Pour une approche globale et solidaire en sécurité alimentaire », *Revue du CREMIS*, Vol.10, n°1, pp.28-34. [En ligne] URL :< <http://www.cremis.ca/pour-une-approche-globale-et-solidaire-en-securite-alimentaire>>.
- Flandrin J-L (1996), « L'humanisation des conduites alimentaires », in Flandrin J L et Montanari M (dir.), *Histoire de l'alimentation*, Paris, Fayard, p19-27.
- Hubert H-O , Nieuwenhuys C (2009), *L'aide alimentaire au cœur des inégalités*, Paris, L'Harmattan.
- Hubert H-O, Vleminckx J (2016), *Recherche-Action. L'aide alimentaire aujourd'hui, le droit à l'alimentation demain*, [En ligne] URL :<http://www.fdss.be/uploads/Publications/FdSS/Aide%20Alimentaire/rapport_aide_alimentaire_aujourd'hui.pdf>.
- Llobet Estany M, Duran Monfort P, Magaña-González C (2016), "El impacto de la crisis en la alimentación y en el bienestar en la ciudad de Barcelona", paper presented at *VI Congreso Red Española de políticas sociales*, Seville.
- Maisin C, Mehaudan L, (promoteur Darquenne R) (mai 2016) « Les épiceries sociales comme modalités de l'aide alimentaire. Quels impacts sur les usagers ? », Réseau MAG asbl.
- McAll C, Van de Velde C, Charest R, Roncarolo F, McClure G, Dupéré S, Berti (2015), « Inégalités sociales et insécurité alimentaire. Réduction identitaire et approche globale », *Revue du CREMIS*, Vol.8, n°2, p28-34.
- Mondelaers N (2017), « Dénombrement des personnes sans abri et mal logées en Région de Bruxelles-Capitale, Quatrième et double édition: 7 novembre 2016 - 6 mars 2017 », Bruxelles, la Strada – Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abris. [En ligne] URL :< https://lastrada.brussels/portail/images/PDF/20171012_Strada_Denomb_Rapport_FR_V7_POUR_BAT.pdf>.
- Ramel M, Boissonnat Pelsy H, Sibué-de Caigny C, Zimmer M F (2016), « Se nourrir lorsqu'on est pauvre. Analyse et ressenti de personnes en situation de précarité », *revue Quart Monde*, n° 25.
- Serré A, Vleminckx J, Ayadi A, Rousseau C, Hubert H-O (2016), *Solidarité en primeur(s) Solenprim. Rapport scientifique intermédiaire*, Bruxelles, FdSS.
- Serré A, Myaux D (2018), « Les pauvres ne prêtent aucune attention à leur alimentation », in Le Forum – Bruxelles contre les Inégalités, *Pauvrophobie*, Waterloo, Editions Luc Pire.



Aide alimentaire et travail social

regards de professionnels

Les organismes d'aide alimentaire ont subi en 2014 un changement de cadre d'action, avec le transfert du Programme européen d'aide aux plus démunis de la politique agricole vers l'emploi, les affaires sociales et l'inclusion. Par ce transfert, les pratiques d'aide alimentaire se sont vues plus formellement liées à des missions d'accompagnement et d'activation sociale. Au-delà d'une offre de nourriture, l'aide alimentaire doit être un moyen pour initier un travail d'accompagnement social. Comment les pratiques d'aide alimentaire se positionnent-elles dans le champ du travail social ? C'est la question qui a été traitée par des travailleurs sociaux lors d'une analyse en groupe. Celle-ci a été couchée sur papier par Lotte Damhuis, au sein d'un ouvrage dirigé par Déborah Myaux consacré à la mise en débat du système de l'aide alimentaire en Belgique (à paraître, 2019, Editions L'Harmattan). Ce texte en fait la synthèse.

L'Union européenne soutient les pratiques d'aide alimentaire de ses États membres depuis les années 80. Longtemps associée à la Politique Agricole Commune – dont la logique productiviste générait d'importants surplus de production redirigés vers les « plus démunis » - cette politique relève désormais de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion.

En s'inscrivant dans le champ de l'intégration sociale, les initiatives d'aide alimentaire sont immergées dans les cadres de référence des politiques sociales. Depuis une trentaine d'années, ces politiques ont subi des changements que l'on peut résumer par le passage d'un État providence à un État social actif. D'une logique d'assistance aux personnes touchées par le chômage et la pauvreté, on est passé à une logique d'activation. Ces politiques ont des répercussions sur le terrain de l'action sociale. Les initiatives d'aide alimentaire ne font pas exception et se trouvent dès lors questionnées en regard de ces nouveaux référentiels de l'action sociale¹ : donner à manger gratuitement ou à faible coût ne peut plus être une fin « en soi » pour couvrir des besoins alimentaires, cela doit être un moyen, une porte d'entrée pour

initier un travail d'accompagnement visant à aider la personne à accéder à des droits permettant une plus grande stabilité de sa situation.

Mais si de nombreux travailleurs sociaux voient l'aide alimentaire comme une porte d'entrée pour mettre en place un travail social, dans la pratique elle semble plus souvent être un point de chute où les personnes atterrissent après être passées par un ou plusieurs services sociaux. Autrement dit, elle n'intervient souvent que dans un second temps, pour compléter ou pallier les insuffisances de l'aide et de l'accompagnement social (Hubert & Vleminckx, 2016).

La question des liens entre les pratiques d'aide alimentaire et le travail social a été explorée avec des travailleurs et travailleuses de terrain, engagés dans des associations ou institutions proposant une aide alimentaire². Ils et elles ont participé à une « méthode d'analyse en groupe » (Van Campenhoudt et al., 2005), par laquelle ils ont mis sous la loupe des situations dans lesquelles ils ont été directement impliqués, pour produire collectivement une analyse approfondie des enjeux centraux qu'ils rencontrent dans leur travail.

¹ Voir à ce sujet le rapport d'une recherche-action concernant les possibilités intégrantes et activantes de l'aide alimentaire (Belleflamme & al., 2012).

² Douze travailleurs de terrain, 3 femmes et 9 hommes, aux fonctions et statuts variés (assistants sociaux, coordinateurs, travailleurs sociaux) ont participé au dispositif durant 3 journées, en février 2018. Les volontaires, pourtant très présents dans l'aide alimentaire, n'étaient pas représentés dans le groupe des participants.



Synthèse

Entre autres constats, les analyses produites permettent de montrer la complexité des articulations entre le travail social et l'aide alimentaire. Elles soulignent la délicate question concernant la place et le rôle de l'aide alimentaire

dans le quotidien des personnes qui y ont recours mais aussi dans le système inégalitaire qui rend légitime sa pérennisation.

TRAVAIL SOCIAL ET AIDE ALIMENTAIRE : UNE DOUBLE LOGIQUE

Une double logique se dégage du regard que portent les travailleurs sociaux sur la possibilité de faire un accompagnement social des personnes dans le cadre de l'aide alimentaire. Ces logiques ne sont pas contradictoires entre elles ; elles rendent plutôt visibles des approches différentes dans le travail social.

On constate d'une part l'existence d'une logique de ségrégation de l'aide alimentaire et du travail social. Le travail social y est assimilé à l'enquête sociale menée pour permettre un accès à certains droits sociaux. L'aide alimentaire est alors généralement considérée comme une aide « en nature », permettant d'alléger une situation de difficultés financières. Dans ce cas de figure, la temporalité (même limitée) de l'aide alimentaire est envisagée comme suffisante pour tenter une amorce de lien avec une personne, et l'amener à travailler, avec l'aide d'un.e assistant.e social.e, à accéder à des droits sociaux lui permettant de stabiliser davantage sa situation. Si dans la pratique l'aide s'inscrit souvent dans la durée, ce cas de figure ne semble pas souhaitable, parce qu'il entre en contradiction avec un objectif d'émancipation de l'assistance.

L'autre lecture considère l'aide alimentaire comme un dispositif d'aide sociale à part entière. Selon cette perspective, le travail social est davantage abordé selon une définition pragmatique. L'accompagnement social y est assimilé à une approche de *care* qui se déploie en situation³. De ce point de vue, les lieux où l'aide alimentaire est offerte sont aussi des espaces où l'accompagnement social peut se déployer. Les interlocuteurs que les personnes y rencontrent – qu'elles soient assistant.e-s social.e-s, bénévoles, chargé.e.s de projet, éducateur.trice.s – sont autant de points d'appui pour venir parler de sa situation et de ses difficultés, pour bénéficier d'une écoute, pour amorcer un travail de lien nécessaire pour « faire face et s'en sortir » (Châtel & Soulet, 2002).

FACE À L'EXCLUSION SOCIALE : L'ACCUEIL, LA SOLIDARITÉ ET LE LIEN

En fonction de ces approches et de la manière dont elle est mise en œuvre, l'aide alimentaire peut revêtir des fonctions très différentes pour les personnes qui y ont accès.

Même si le travail social dans l'alimentaire est influencé par le contexte socio-politique dans lequel il s'inscrit, notamment par les politiques d'activation, les cadres institutionnels et organisationnels

³ « Le terme *care* désigne, en anglais, le soin avec une connotation d'attention bienveillante que ne possède pas le mot *cure*, réservé au traitement dans son acception technique. Il s'agit donc d'une approche centrée sur la façon de se soucier des autres qui met en exergue l'importance de la proximité en tenant compte des émotions et des affects » (Grelley, 2012, p.99).



Synthèse

de l'aide alimentaire offrent des marges de manœuvre malgré la définition de critères d'octroi. Dès lors, pour les personnes qui y ont recours, l'aide alimentaire peut parfois être moins rebutante que les démarches complexes à effectuer pour avoir accès à des droits plus stabilisants. S'il y a enquête – et même si c'est une enquête de plus pour les personnes qui la subissent – elle est minorée.

Il y a aussi une possibilité plus large, pour les travailleurs sociaux, de pouvoir « jouer avec les règles » que dans les enquêtes sociales pour obtenir un revenu d'intégration social, par exemple. Il est également possible de « créer des exceptions » pour rester pertinent par rapport aux situations rencontrées.

Et si faciliter ou permettre une accroche vers un travail social et, dans l'idéal, un accès plus durable à certains droits, est un objectif exprimé par certains travailleurs sociaux, les analyses montrent également que l'aide alimentaire peut se défendre pour elle-même. L'argument mis en avant est la solidarité et la construction du lien que certains lieux d'aide alimentaire permettent.

On n'y offre pas seulement de la nourriture, mais aussi de l'écoute, de l'échange, un lieu où se poser, temporairement ou de façon récurrente. Ces lieux sont donc aussi, aux yeux des travailleurs sociaux, des lieux d'accueil dont ils n'ont de cesse de pointer l'importance dans la construction de la relation.

L'AIDE ALIMENTAIRE : UNE BÉQUILLE POUR SURVIVRE AU QUOTIDIEN...

Si l'aide alimentaire a toujours trouvé du public en demande, son augmentation spectaculaire ces dernières années pose question. L'hypothèse la plus répandue pour expliquer cette augmentation est notamment la dégradation de l'accès aux droits fondamentaux pour les populations les plus précaires. Les récits des travailleurs sociaux pointent quant à eux la complexification des situations et des trajectoires des personnes qui viennent toquer aux portes de l'aide alimentaire. Il devient alors difficile de ne considérer l'aide alimentaire comme acceptable qu'à la condition qu'elle ouvre la voie vers un accompagnement social.

Peut-on aussi penser l'aide alimentaire comme acceptable dès lors qu'elle constitue une béquille de plus en plus sollicitée pour pouvoir (sur-)vivre au quotidien ? C'est une question que se pose les travailleurs sociaux impliqués dans ce type d'activités.

Dans les situations qu'ils racontent, l'aide alimentaire paraît être un ingrédient d'un équilibre dans les équations que fabriquent les personnes dans leurs pratiques et dépenses quotidiennes. L'aide alimentaire ne vise alors pas tant à nourrir qu'à soulager la charge du poste alimentation pour pouvoir payer d'autres frais : logement, facture, etc. Aider à maintenir cet équilibre en fidélisant certaines personnes à l'aide alimentaire peut alors être jugé pertinent. Il ne s'agit dès lors pas seulement de considérer l'aide alimentaire comme un tremplin ou une porte d'accès vers un accompagnement social permettant de trouver des réponses plus structurelles et durables aux situations de précarité rencontrées.

L'équilibre que permet l'aide alimentaire dans la vie quotidienne peut d'ailleurs renvoyer à des dimensions sociale ou encore psychologique, lorsque fréquenter un service d'aide alimentaire est synonyme de socialisation, de reconnaissance ou encore de visibilité.



Synthèse

La réflexion autour du bien-fondé des services d'aide alimentaire et de la manière dont leurs services doivent se déployer doit dès lors inclure tout ce que ces services permettent au-delà de la nourriture, dans le contexte socio-politique actuel.

L'aide alimentaire c'est la face visible de l'iceberg, mais la demande est décodée au fur et à mesure. Il y a beaucoup de situations où la personne est dans une détresse bien plus complexe que l'alimentation.

-
- Belleflamme C., Chaidron A., Depauw J. avec la collaboration de Darquenne R. et Nieuwenhuys C., (2012), *Recherche-action concernant les possibilités intégrantes et activantes de l'aide alimentaire en y associant ses bénéficiaires d'une manière active*, [En ligne] www.fdss.be.
 - Châtel V et Soulet M-H (2002), *Faire face et s'en sortir*, Fribourg, Editions universitaires de Fribourg (2 volumes).
 - Grelley P., (2012), « Contrepoint - Découvrir le care », *Informations sociales*, 2012/1 n° 169.
 - Hubert H-O. et Vleminckx J. (2016), « L'aide alimentaire à Bruxelles. Le regard des bénéficiaires », *Les Cahiers de la Recherche-action*, n°6.
 - Van Campenhoudt L., Chaumont J-M. & Franssen A. (2005), *La Méthode d'analyse en groupe. Applications aux phénomènes sociaux*, Paris, Éditions Dunod.



Aide alimentaire et alimentation durable : des ponts pertinents ?

Le mouvement actuel prônant un autre système alimentaire – plus juste et plus durable – constitue-t-il une opportunité pour un accès plus durable à l'alimentation pour les personnes qui bénéficient aujourd'hui d'une aide alimentaire ? C'est la question posée dans un chapitre – rédigé par Catherine Rousseau et Lotte Damhuis – au sein d'un ouvrage dirigé par Déborah Myaux consacré à la mise en débat du système de l'aide alimentaire en Belgique (à paraître, 2019, Editions L'Harmattan). Ce texte en fait la synthèse.

Le mouvement pour un système alimentaire plus durable s'appuie sur une critique du système agro-industriel actuel dans sa capacité à assurer un accès, pour tous, à une alimentation de qualité. Ce mouvement et le timide et récent intérêt politique pour cet enjeu, créent des espaces et des opportunités pour repenser le système actuel de l'aide alimentaire. Les critères d'une alimentation durable viennent ainsi éclairer, sous un angle nouveau, l'offre alimentaire faite aux personnes en situation de pauvreté. Des initiatives de renouvellement des sources d'approvisionnement sont testées. L'implémentation de nouveaux critères de qualité est expérimentée. Des rapprochements entre les acteurs et les pratiques de l'alimentation durable et ceux de l'aide alimentaire sont favorisés.

En quoi ce mouvement de l'alimentation durable permet-il une plus grande sécurité alimentaire

pour les personnes les plus éloignées de l'accès à une alimentation de qualité ? Ces rapprochements entre les horizons de l'alimentation durable et le fonctionnement actuel de l'aide alimentaire sont-ils féconds pour prendre à bras-le-corps la question des inégalités d'accès à une alimentation de qualité et de son choix ?

Pour répondre à ces questions, deux ensembles d'initiatives sont passés sous la loupe. Le premier concerne la façon dont les stratégies menées en matière d'alimentation durable impactent les pratiques d'approvisionnement des organismes qui proposent une aide alimentaire. Le deuxième porte sur la capacité des dispositifs d'alimentation durable actuels à fournir, à des personnes en situation de pauvreté, des propositions qui répondent à leurs attentes et à leurs besoins.

Le mouvement actuel pour une alimentation durable ne risque-t-il pas de renforcer l'exclusion des plus démunis d'un accès à une alimentation de qualité ?



1 AMÉLIORER L'APPROVISIONNEMENT DE L'AIDE ALIMENTAIRE

Les produits dits « secs » fournis par le Fonds Européen d'Aide aux Démunis (FEAD) constituent la source principale d'approvisionnement d'une majorité d'organismes d'aide alimentaire. Ces produits ne faisaient, jusqu'il y a peu, l'objet d'aucune évaluation en matière de goût, de mode de production ou d'impact environnemental ou social. De nombreuses organisations complètent cet approvisionnement par des achats, dont le critère le plus important est le prix, notamment face à la hausse de la demande d'aide alimentaire. S'ils bénéficient également de certains produits frais, en particulier les invendus des commerces locaux et grandes surfaces, l'approvisionnement reste majoritairement lié au système agroindustriel dominant.



Synthèse

Toutefois, des mesures ont été impulsées en relation avec le mouvement vers une alimentation durable. Des initiatives telles que « Solifood » (une plateforme d'achat solidaire) ou l'introduction de critères de qualité dans les produits FEAD permettent d'augmenter la qualité des produits proposés dans les canaux d'aide alimentaire. La politique de réduction du gaspillage alimentaire portée notamment par la stratégie « Good Food » (à Bruxelles) et le « Référentiel Alimentation durable » (en Wallonie) permet d'augmenter la part de produits frais tels que les fruits ou les légumes. Pour assurer les nouvelles contraintes logistiques que ces initiatives comportent, des plateformes logistiques ont été mises en place, et sont soutenues par les autorités publiques.

Si ces initiatives sont louables, elles posent néanmoins question. D'une part, si elles améliorent la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire aux plus démunis, cette amélioration pourrait encore être plus ambitieuse. D'autre part, et plus fondamentalement, en organisant des systèmes perfectionnés de collecte et de distribution, le risque existe de masquer dans l'espace public à la fois les situations de pauvreté et d'exclusion sociale qui se traduisent par les demandes d'aide et les dérives du système agroindustriel qui se traduisent par le gaspillage alimentaire.



2 DES ESPACES D'OFFRE D'ALIMENTATION DURABLE ACCESSIBLES ?

La volonté de ne pas oublier « les pauvres » dans la transition vers une alimentation durable est bien présente dans plusieurs initiatives alternatives. Elle se concrétise notamment par l'idée d'ouvrir les espaces existants – les groupes d'achats solidaires, les commerces coopératifs, les potagers urbains, certains ateliers cuisine et autres – à différents types de publics. Pourtant, leur faible « mixité sociale » continue à être constatée. Dans le cadre du projet Solenprim, des bénéficiaires de l'aide alimentaire sont allés s'inspirer auprès d'initiatives et de projets en alimentation durable. L'observation de ces visites et les discussions qui leur ont succédé permettent de comprendre pourquoi ces projets peinent à inclure certains publics malgré les valeurs d'ouverture pourtant très présentes dans les discours des acteurs de l'alimentation durable.

Si les participants au projet Solenprim soulignent leur intérêt pour certaines idées et pratiques visitées, ils pointent également en quoi ces espaces ne leur conviennent pas. Ils évoquent notamment les questions d'accès à l'information, les divergences d'intérêts pour les activités proposées, les coûts financiers (aussi bas qu'ils puissent paraître aux yeux des gestionnaires et animateurs des espaces alternatifs) ou, enfin, l'intériorisation du « stigmatisme » (Goffman, 1975 [1963]) d'émargeant au CPAS. En plus de ces barrières concrètes, les personnes disent ne pas se « reconnaître » dans ces espaces, se sentir différentes des personnes qui les fréquentent, sans nécessairement toujours pouvoir mettre des mots précis sur ces ressentis. En effet, « les narratives [récits], discours et pratiques de ces réseaux alimentaires alternatifs incluent peu les représentations et significations culturelles de l'alimentation d'autres groupes sociaux, en particulier des plus défavorisés » (Lagasse, 2017a : 3).

Si on constate que la « bonne volonté » et le souci sincère d'« inclure » les plus pauvres dans la transition vers un système alimentaire plus durable ne suffisent pas à rendre ces espaces plus « mixtes socialement », une question plus importante encore, est de s'assurer que ces convictions et cet horizon politique n'amènent pas à creuser davantage les inégalités sociales. Ce risque existe notamment dans



Synthèse

le paradigme porté par les acteurs de la transition alimentaire durable. Ce paradigme consiste à faire le pari que si chaque citoyen change ses habitudes en matière de consommation alimentaire, l'agrégation de ces efforts permettra de changer le système actuel. Le changement passe donc avant tout par un rapport à soi responsabilisé. Or ce paradigme ne tient que peu compte des enjeux de rapports de force sociaux et de la conflictualité de ceux-ci (Lagasse, 2017b).

Travailler des pistes d'accès plus durable à l'alimentation dans un tel paradigme peut conduire paradoxalement (si ces pistes réussissent) à renforcer l'idée méritocratique selon laquelle « s'en sortir » est à la portée de tous, même des plus démunis. Par un curieux mécanisme, on risque de contribuer de la sorte à cautionner des logiques économiques et politiques productrices des inégalités à l'origine de la nécessité d'une aide alimentaire.

À la question de savoir si le mouvement vers une alimentation durable et les mesures politiques qui le soutiennent permettent un accès, de tous, à une alimentation de meilleure qualité, les constats sont nuancés. Si les initiatives qui s'en réclament permettent de faire bouger certaines lignes, notamment dans l'approvisionnement des organismes d'aide alimentaire, elles ne sont pas suffisantes. Le risque existe surtout que cette transition se fasse « aux dépens » des plus précaires, en créant une offre alimentaire à deux vitesses.

-
- Goffman E (1975 [1963]), *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les éditions de Minuit.
 - Lagasse E (2017a), « Réseaux alimentaires alternatifs : élitisme ou émancipation ? », Analyse pour « Entraide&Fraternité » asbl.
 - Lagasse E (2017b), « Mouvement pour une alimentation responsable et solidaire : une démocratie renouvelée ? », Communication dans le cadre du colloque « Le développement revisité. Regards croisés : intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux », Louvain-la-Neuve.



Stratégie bruxelloise en matière d'accès à l'alimentation : un regard critique

Fiche-outil à usage du politique

En tant que coordinatrice du projet Solenprim, Catherine Rousseau a contribué, au côté d'autres équipes de recherche du co-create en alimentation durable, au travail d'évaluation à mi-parcours de la stratégie Good Food. L'occasion d'approfondir la question de l'accessibilité des systèmes alimentaires durables au prisme des apprentissages issus de Solenprim et plus généralement des réflexions de fond développées au sein de la Concertation aide alimentaire. Elle partage dans les pages qui suivent une série d'observations et de pistes à explorer pour penser un système alimentaire plus juste et durable en Région bruxelloise.

INTRODUCTION

L'appel à projets Co-create en alimentation durable trouve son origine dans l'Alliance Emploi-Environnement, en particulier dans son 4^{ème} axe dédié à l'alimentation durable. L'Alliance Emploi-Environnement se concevait comme une stratégie de transition portée par les gouvernements de la région bruxelloise (2004-2009 et 2009-2014), sous l'impulsion des Ecolos. Il s'agissait d'inviter tous les acteurs de la société (politiques, entreprises, organisations non gouvernementales, enseignement ...) à s'engager ensemble pour développer des projets qui permettaient de créer des emplois dans des secteurs porteurs pour l'environnement, à savoir la construction, l'eau, les déchets et l'alimentation durable. Dans ce cadre, Innoviris, Institut bruxellois pour la Recherche et l'Innovation, s'est engagé à soutenir des projets de recherche pour favoriser le développement de systèmes alimentaires durables en région bruxelloise et a lancé en 2014 le premier appel à projets Co-create.

De cette Alliance Emploi-Environnement, axe Alimentation durable, ont émergé de nombreux projets dont la co-construction d'une stratégie pour guider l'action politique et soutenir l'émergence de systèmes alimentaires durables. Cette stratégie appelée « Good Food » a été adoptée par le gouvernement bruxellois le 17 décembre 2015 pour une période de 5 années (2016-2020) et est pilotée par Bruxelles Environnement et la cellule « Agriculture » du Service Public de la Région Bruxelloise.

En 2018, c'est logiquement que Bruxelles Environnement a sollicité les équipes de recherche du Co-create en alimentation durable pour participer à l'évaluation à mi-parcours de la stratégie Good Food. Malgré les difficultés liées aux craintes d'instrumentalisation (l'agenda politique venait s'imposer aux agendas des recherches) et l'absence de résultats finalisés, les équipes des projets Co-create ont accepté de contribuer à cette évaluation, sous la coordination du Centre d'appui. Toutefois elles ont souhaité ne pas analyser l'entièreté du programme d'actions mais se concentrer sur les questions et thématiques mises au travail dans leurs projets de recherche.

Le travail s'est déroulé en 3 temps : au sein des équipes par projet, puis en collaboration avec d'autres projets co-create autour d'une question transversale, enfin avec l'ensemble des projets co-create et les gestionnaires de la stratégie Good Food. Il s'agissait d'analyser les propositions de la stratégie Good Food à la lumière des observations et analyses menées dans le cadre des living labs, ou terrains d'expérimentation.



Pour notre projet Solenprim, ce fut l'occasion d'approfondir la question de l'accessibilité des systèmes alimentaires durables avec le projet Falcoop (Insertion de l'épicerie collaborative Beescoop dans son milieu socio-culturel). Après avoir croisé les constats et les résultats dont nous disposions déjà, nous avons pu élaborer quelques recommandations politiques que nous livrons ci-après.

L'exercice s'est poursuivi lors du Forum Co-create organisé en octobre 2018 par le Centre d'appui pour valoriser et croiser les résultats des différents projets menés dans le cadre du Co-create 2015. Ce travail a donné lieu à une publication reprenant 11 propositions (Dévlésaver (coord.), 2019) dont une portée en particulier par l'équipe Solenprim (« Favoriser le travail social communautaire pour consacrer le droit à l'alimentation », *ibid.*, p.30-31) et une proposition commune (« Mettre en place un service politique transversal de l'alimentation capable de mobiliser les différentes compétences concernées, au niveau régional », *ibid.*, p.59-60).

Le constat partagé par les projets Solenprim et Falcoop peut se résumer de la manière suivante : les projets qui se développent dans le cadre des politiques menées en alimentation durable ne semblent pas pouvoir aujourd'hui embarquer toutes les catégories de publics, en particulier les publics les plus fragiles vivant des situations de précarité et de pauvreté. Si des alternatives au système agro-industriel dominant se développent de plus en plus, « ce sont surtout les classes moyennes supérieures qui bénéficient de ce type de services » (Serré et al, 2016, p.66).

Des questions se posent dès lors. Le développement de ces projets, de plus en plus nombreux, ne sont-ils pas susceptibles de renforcer les inégalités existantes, en distinguant les groupes qui participent à ces dispositifs donnant accès à une alimentation de qualité et d'autres qui restent captifs des systèmes alimentaires conventionnels ? L'émergence de normes de consommation dont une partie de la population est exclue ne crée-t-elle pas de nouvelles lignes de jugement et de discrimination ? Quelles sont les recommandations que nous pouvons formuler vis-à-vis des autorités publiques pour améliorer l'accès des plus fragiles à une alimentation de qualité ?



1 EVITER L'INSTRUMENTALISATION ET SOUTENIR LA PARTICIPATION

Les objectifs de la stratégie Good Food sont principalement environnementaux : les mesures visent à réduire l'impact environnemental des systèmes alimentaires, globalement et dans toutes leurs composantes : production, transformation, distribution, consommation.

Même si l'amélioration de la qualité ou la préservation de l'environnement devraient en principe profiter à la santé et au bien-être de chacun, ni la santé ni le bien-être des publics ne sont des objectifs premiers de la stratégie.

Si les publics sont concernés, c'est avant tout comme cibles/acteurs pouvant contribuer à la réalisation de la politique environnementale. L'idée sous-jacente est qu'une modification des comportements (des choix, des pratiques...), multipliée, amplifiée par la participation du plus grand nombre, constituerait un levier de changement. Les publics sont invités à agir, à devenir des consomm'acteurs, à assumer des responsabilités individuellement à l'égard du bien commun.



De nombreux messages sont délivrés sous forme injonctive : il faut consommer ceci et pas cela, moins de ceci et plus de cela ... définissant une nouvelle « norme » de consommation, s'imposant à tous, indistinctement. Il ne s'agit pas seulement d'inviter les personnes à réduire leur impact environnemental, en choisissant les pratiques et objectifs en fonction de leurs contraintes propres mais d'adopter les pratiques définies/identifiées comme bonnes pour l'environnement par les pouvoirs publics et les autres personnes de référence. Dès lors, les évaluations de la stratégie portent notamment sur les changements de pratiques et l'adoption des pratiques recommandées.

Il existe donc un risque que les publics se trouvent « instrumentalisés » (les injonctions à changer de pratiques visent davantage la réalisation de la politique environnementale que la recherche de leur mieux-être). Cela pose question pour tous les publics mais plus encore pour les publics « fragilisés » qui vivent d'autres contraintes, ont d'autres besoins et qui ne sont pas toujours en mesure de réagir et d'agir. En outre, il peut être incompréhensible, voire violent, de demander à des personnes ayant un plus faible impact environnemental du fait d'une consommation extrêmement limitée, de modifier leurs pratiques pour réduire encore davantage cet impact.

Il semble ainsi important d'éviter toute instrumentalisation mais d'inviter, d'écouter tous les publics et de construire l'action en partant de leurs besoins. Les populations les plus fragiles ne devraient pas se retrouver exclues de la transition mais au contraire, en être parties prenantes. En effet, elles ont beaucoup à dire de l'accessibilité, dans toutes ses dimensions. Néanmoins la participation peut être elle-aussi injonctive, difficile, chronophage... Il est donc essentiel de bien comprendre et mettre en place les conditions qui permettent l'écoute, la prise en compte et/ou la participation des populations les plus fragiles.

La stratégie Good Food devrait soutenir les organisations de terrain ayant l'habitude de travailler avec ces publics en utilisant des approches et méthodes adaptées qui partent des besoins et soutiennent les mises en lien et en capacité plutôt que d'envoyer des acteurs de l'alimentation durable pour sensibiliser/éduquer ces publics, certes compétents sur la question de l'alimentation durable mais souvent peu au fait des besoins et attentes des publics plus fragiles.



2 RESPONSABILITÉS COLLECTIVES

Nous l'avons déjà souligné, de nombreuses mesures de la stratégie Good Food font peser sur les individus la responsabilité du changement, sur base de l'hypothèse que la somme des changements individuels fera la différence.

Cette manière de concevoir la politique ressemble à un désaveu de capacité à prendre des mesures politiques générales. Elle se révèle souvent inefficace mais également contraire à l'éthique, quand elles s'adressent à des personnes vivant en situation de précarité ou de pauvreté devant faire face à de fortes contraintes.

La stratégie Good Food devrait s'attacher à transformer « l'environnement », c'est-à-dire le contexte dans lequel les personnes (citoyens/consommateurs) sont amenés à prendre des décisions plutôt que de leur demander d'assumer des responsabilités individuelles et de changer de pratiques pour influencer le contexte.



Par exemple, en matière de distribution d'aliments de qualité, il faut veiller à ce qu'une offre de qualité soit offerte dans les lieux que fréquentent les publics plus fragiles. Certains publics, dont ceux qui vivent en pauvreté, sont peu mobiles et ne quittent pas, ou difficilement, leur quartier. Ils doivent pouvoir y trouver des aliments de qualité adaptés à leurs besoins et préférences.

Autre exemple : vu les enjeux d'une alimentation de qualité sur la santé, le bien-être, les capacités d'apprentissage des enfants, il devrait revenir aux autorités publiques de garantir que tous les enfants puissent avoir accès à une alimentation suffisante et de très haute qualité, en assurant la distribution gratuite de repas de haute qualité dans les écoles et les structures d'accueil de la petite enfance.

3 EVALUER LES IMPACTS SOCIAUX DE LA STRATÉGIE GOOD FOOD

Comme la stratégie Good Food poursuit des objectifs environnementaux, pour assurer que les changements visés entraînent davantage de durabilité, il importe de vérifier qu'une mesure visant un progrès environnemental n'entraîne pas un recul social. Par exemple, dans les cantines, l'amélioration de la qualité des repas fournis aux enfants ne devrait pas être accompagnée d'une augmentation de coût répercutée dans le prix demandé aux parents, sous peine de créer de nouvelles exclusions.

4 BESOIN D'UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE TRANSVERSALE

L'environnement est une porte d'entrée qui reste étroite : il est difficile d'imaginer qu'une stratégie d'alimentation durable n'intègre pas les piliers santé, accessibilité, culture ... La Région devrait veiller à mettre en place une politique transversale impliquant toutes les compétences concernées par les questions alimentaires et travailler avec les autres niveaux de pouvoir. Il semble important notamment d'associer les compétences sociales et de santé au développement de cette stratégie et d'inscrire les objectifs de justice alimentaire et de lutte contre les inégalités alimentaires au même niveau de priorité que les objectifs environnementaux.

La politique alimentaire devrait veiller à partir des besoins des populations en présence pour décliner ensuite des politiques plus sectorielles concernant la production, la transformation, la mise sur le marché ... (de la fourchette à la fourche plutôt que de la fourche à la fourchette).

5 TRAVAILLER SUR TOUTES LES DIMENSIONS DE L'ACCESSIBILITÉ

L'accessibilité à une alimentation de qualité est un concept multidimensionnel, dont les différentes dimensions interagissent en une dynamique complexe, à prendre en compte lorsque l'on élabore des mesures politiques. Ces dimensions peuvent être approchées notamment au moyen du travail de diagnostic qu'ont effectué les participants au projet Solenprim. Ou encore en ces termes :

- Accessibilité financière : le prix des aliments plus qualitatifs reste plus élevé (problème des externalités financées par la collectivité : si on internalisait les externalités sociales et environnementales dans le prix des produits, les produits de meilleure qualité se révéleraient moins chers que les produits agro-industriels) ;



- Accessibilité physique : certains quartiers deviennent des déserts alimentaires, il est difficile d'y trouver des produits frais ou des produits de qualité ; les commerces de produits « locaux », « bio » s'installent d'abord dans les quartiers plus aisés ; les populations plus fragiles peuvent éprouver des difficultés à se déplacer vers d'autres quartiers ;
- Accessibilité sociale et culturelle : il est, par exemple, important de pouvoir se reconnaître, se sentir à l'aise parmi les participants/clients d'un projet alimentaire et d'y trouver des produits répondant aux attentes et préférences culturelles ;
- Accessibilité informationnelle : faire des choix sur base de la qualité demande de maîtriser de très nombreuses informations, notamment sur les produits et leur mode de production, qui ne sont pas toujours disponibles, ni compréhensibles par le plus grand nombre ;
- Accessibilité psycho-sociale : Les aptitudes à analyser, à décider, à changer influent la capacité d'agir, la capacité à faire des choix adaptés à ses besoins et à développer un regard critique sur le lien entre l'offre alimentaire et les choix possibles¹.



6 RÉFLEXION SUR LES INVENDUS ALIMENTAIRES

La stratégie Good Food, de même que d'autres stratégies en alimentation durable en Wallonie, en Flandres et ailleurs, intègre un volet important lié à la lutte contre le gaspillage. D'un point de vue environnemental, c'est un objectif essentiel puisque qu'environ 1/3 de la nourriture produite pour les êtres humains n'est pas consommée et vient grossir le flux des déchets. L'impact environnemental est considérable, non seulement du point de vue des déchets mais également de tous les autres impacts générés lors de la production, de la transformation et de la commercialisation.

Au fur et à mesure que ce gaspillage alimentaire a été mis en lumière, il a été confronté aux problèmes de faim : d'une part, la nourriture était gaspillée alors que, d'autre part, de nombreuses personnes n'avaient pas ou pas assez à manger. Il est dès lors apparu évident qu'en récupérant les denrées alimentaires pour les donner aux personnes nécessitant une aide alimentaire, on pouvait lutter de concert contre le gaspillage et la faim. Aujourd'hui, peu de monde conteste le bien-fondé des actions de récupération des invendus en vue de leur don aux organisations d'aide alimentaire. Au contraire, ces actions sont soutenues et reprises dans les stratégies visant une alimentation plus durable.

Pourtant, il convient d'interroger ces actions quant à leurs impacts réels sur le gaspillage et la plus-value pour l'aide alimentaire ainsi que de prendre en compte les questions éthiques qu'elles posent.

Les dons d'invendus alimentaires représentent une opportunité pour les organisations de l'aide alimentaire d'améliorer en quantité, qualité et diversité leur offre alimentaire, principalement par l'adjonction de produits frais, des produits qui généralement manquent dans les colis alimentaires. Ce surplus d'approvisionnement est particulièrement bienvenu puisque que les demandes d'aide semblent augmenter sur le terrain et que les organisations éprouvent de réelles difficultés à y répondre.

¹ Cette réflexion sur les différents types d'accessibilité se nourrit des déterminants identifiés sur le site <http://www.alimentationdequalite.be/accessibilite/determinants/>



Mais la collecte et la gestion des invendus ont généré de nouvelles contraintes matérielles et logistiques auxquelles les organisations, en particulier les plus petites, ont des difficultés à faire face. Non seulement parce qu'elles manquent de moyens et de compétences mais aussi parce que ces activités logistiques chronophages entrent en compétition avec les activités d'accueil et d'accompagnement.

Dès lors, on a assisté à l'émergence d'initiatives visant à collecter et redistribuer les invendus telles que des plateformes logistiques qui opèrent de manière professionnelle, permettant de capter plus d'aliments, de mieux les gérer et les distribuer. Progressivement se met en place un système performant qui capte le gaspillage et vient soutenir les acteurs de l'aide alimentaire et les personnes qui recourent à leurs services.

Pourtant, à bien y regarder, ni le gaspillage alimentaire, ni la pauvreté ne diminuent à la source suite à ces actions.

Ce faisant, n'est-on pas en train de consacrer un système profondément inéquitable où les uns gaspillent et les autres se nourrissent de leur gaspillage ? En captant, de mieux en mieux, le gaspillage pour le donner aux organisations d'aide alimentaire ne masque-t-on pas dans l'espace public les questions de gaspillage et de pauvreté ? En réduisant le gaspillage et l'expression de la faim, ne confortons-nous pas ce système qui produit gaspillage et exclusion ?

D'autant qu'il semble beaucoup plus facile pour les autorités publiques de prendre des mesures visant à soutenir des initiatives de récupération d'invendus plutôt que d'adopter des mesures plus structurelles de lutte contre la pauvreté et de lutte contre le gaspillage à la source.

En inscrivant ces actions dans la stratégie Good Food, et dans les autres stratégies d'alimentation durable, ne soutenons-nous pas une vision de l'alimentation durable à deux vitesses : le bio, local et de saison pour les uns, les produits du gaspillage pour les autres. En effet, si beaucoup d'invendus sont des denrées encore parfaitement comestibles, très peu d'entre eux répondent aux critères d'une alimentation durable et sont très largement issus de l'agro-industrie conventionnelle.

Dès lors, nous proposons aux autorités publiques de placer le soutien à ces initiatives dans une perspective d'évolution vers un système alimentaire plus juste et durable, accessible à tous : ces actions sont soutenues maintenant pour répondre aux besoins actuels des organisations d'aide alimentaire mais le programme d'action devrait inclure aussi, et davantage, et dès maintenant, des mesures visant à assurer un accès durable à une alimentation de qualité pour tous et la réduction du gaspillage à la source.

-
- Dévlésaver S. (coord.). 2019, *Manger juste et durable en Région Bruxelles-Capitale. 11 propositions issues du forum co-create*, Centre d'Appui de l'Action Co Create.
 - Serré A., Vleminckx J., Ayadi A., Rousseau C. (2016), *Solidarité en primeur(s). Rapport scientifique intermédiaire*, Bruxelles, Fédération des Services Sociaux.



Les réalités de l'aide alimentaire

Cette exposition a pour vocation d'illustrer de manière symbolique certaines réalités vécues par les personnes ayant recours à l'aide alimentaire.

Elle peut être empruntée à la demande.

Contact : Brigitte Grisar

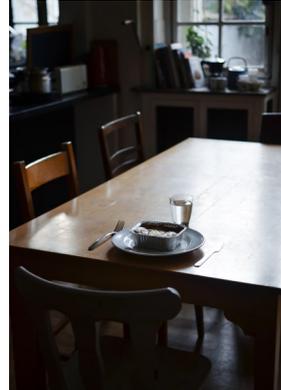
brigitte.grisar@fdss.be 02/250 09 13



Support : 10 photos imprimées sur Forex A1 avec 2 trous de suspension + Fiche d'explication (voir ci-après)



Expo photo





Un Contexte normatif autour de l'alimentation

INTRODUCTION

Solenprim est né suite à un appel à projets sur la thématique des systèmes alimentaires durables en région de Bruxelles-capitale. Ce programme s'inscrit dans un mouvement qui met en lumière l'acte alimentaire selon un paradigme nouveau, dans lequel la responsabilité individuelle et collective prend une place particulière. Il se décline plus précisément, d'une part, par l'importance donnée à l'articulation entre l'alimentation et la santé et, d'autre part, par le focus mis sur la dimension politique sous-jacente à nos pratiques alimentaires. La montée du mouvement vers une alimentation durable donne, dès lors, un cadre particulier aux orientations et aux questionnements à propos de l'enjeu de la sécurité alimentaire. Penser l'accès à une alimentation « de qualité » pour les personnes qui sont en situation d'insécurité alimentaire ne se fait donc pas *ex nihilo*, mais bien à partir de ces nouveaux référentiels que sont le manger sain et la réflexion éthique à propos des impacts de nos actes alimentaires.

L'article s'attèle à montrer comment la mobilisation de ces référentiels pour penser l'accès à l'alimentation de qualité peine à rendre compte des réalités des pratiques alimentaires quand on vit une situation de précarité. Nous verrons que, si le mouvement pour une alimentation durable cultive une attention particulière pour l'inclusion de tous dans un système alimentaire alternatif, il participe toutefois au maintien d'un « malentendu » entre les situations rencontrées par les personnes [en

situation de pauvreté] et les solutions sociétales proposées » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.60).

Dans un premier temps, l'article mettra en lumière le caractère complexe de l'acte alimentaire, qui est lié à un ensemble de variables, sociales, culturelles, économiques et identitaires. Nous montrerons comment les situations de pauvreté peuvent affecter ces dimensions. L'article poursuivra ensuite avec l'exposé des cadres normatifs contemporains qui guident les actions politiques et citoyennes en matière de transition alimentaire juste et durable. Ces cadres invitent à articuler nos pratiques alimentaires à notre état de santé et à en faire un champ d'engagement citoyen et politique. Sur ces bases, l'article mettra en lumière pourquoi, d'une part, les messages à propos du manger sain et les approches qui visent à informer et/ou à éduquer des personnes en situation de pauvreté sont insuffisants pour favoriser des pratiques alimentaires de qualité. Nous montrerons, d'autre part, comment la lecture des pratiques alimentaires comme étant le résultat d'un choix citoyen peine à rendre compte des raisons – liées aux situations de pauvreté – qui expliquent les priorisations en matière de consommation et d'affectation d'un budget.

Nous concluons l'article en pointant les limites actuelles du paradigme de l'alimentation durable pour penser l'accès de tous à une alimentation de qualité et en proposant quelques pistes d'ouverture.



Analyse

1 L'ACTE ALIMENTAIRE : DES DIMENSIONS PLURIELLES MISES À MAL EN SITUATION DE PAUVRETÉ

Les pratiques alimentaires peuvent être considérées comme un « fait social total » (Mauss, 1923-1924) dans la mesure où elles sont le résultat du croisement de plusieurs variables, et le reflet de phénomènes sociaux et d'institutions.

S'intéresser aux pratiques alimentaires nécessite dès lors de les aborder au-delà de la dimension nutritive. En effet, loin de se limiter aux contenus qualitatif et quantitatif de l'assiette, la façon dont on se nourrit est aussi liée à des facteurs biologiques, à un capital culturel, au contexte social dans lequel on évolue, aux ressources économiques dont on dispose, mais également celles qu'offre l'environnement dans lequel on vit (Poulain, 2002 ; de Saint Pol, 2014). Elle est, enfin, l'expression d'habitudes culturelles d'un pays, d'une région ou d'une communauté d'appartenance et le support d'une construction identitaire. « Lors des repas s'opèrent des mécanismes d'individualisation, de socialisation et d'identification culturelle » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.56). À travers l'alimentation se joue enfin l'expression de rapports sociaux et des rapports de pouvoir, notamment parce qu'elle est un marqueur des statuts sociaux.

Les situations de pauvreté ont une incidence forte sur ces différentes dimensions. Tout d'abord, les ressources financières limitées, les problèmes de mobilité ou les soucis de santé, réduisent la palette de choix dans les achats alimentaires et constituent des freins à la possibilité d'accéder à une alimentation diversifiée (Serré et Myaux, 2018).

La dimension relationnelle et sociale autour de l'alimentation est également mise à mal. Difficile en effet, de recevoir chez soi des invités autour d'un repas. On préfère alors, souvent, ne pas accepter d'invitation à l'extérieur lorsqu'on sait que l'on ne pourra pas rendre la pareille. « Pourtant, le partage d'un repas et le lien social qui se tisse autour des plats est reconnu comme très important, plus important que le contenu des assiettes. Ce rôle social est un moteur fondamental dans les dynamiques des plus pauvres » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.58).

Le statut de consommateur est également fragilisé. Dépendre d'une aide alimentaire pour pouvoir se nourrir et nourrir les siens limite les possibilités de choix de consommation alimentaire. Ce statut de « bénéficiaire » et non d'acteur de son alimentation « peut également venir fragiliser l'affirmation d'une place et d'un statut d'acteur citoyen dans la société » (*id*, p.59). La pauvreté affecte dès lors de manière multidimensionnelle les enjeux relatifs au « bien se nourrir ».

Les pratiques alimentaires des personnes confrontées à des situations de pauvreté doivent dès lors se comprendre à partir de la pluralité des enjeux sous-jacents à l'acte alimentaire en général et de la façon dont ces enjeux sont impactés par les situations de pauvreté. Les personnes elles-mêmes parlent d'un ensemble de freins qui pèsent sur ces possibilités d'accéder à l'alimentation de leur choix¹.

Or, les politiques et initiatives en matière d'amélioration de (l'accès à) l'alimentation des personnes en situation de pauvreté se traduisent souvent par une vision simplifiée – voire simpliste – du problème,

¹ Avoir accès à une alimentation de son choix est un des objectifs que le projet Solenprim voulait mettre au travail. En effet, les situations de pauvreté limitent la possibilité de choix alimentaires et réduisent l'éventail des possibles en matière d'alimentation. Ce « système de freins » a été identifié par les participants à la phase de diagnostic du projet.



Analyse

qui est celle d'un manque d'information ou d'éducation à une alimentation saine et/ou une incapacité à mettre les priorités « au bon endroit » dans l'affectation d'un budget limité.

2 « MANGER = PRENDRE SOIN DE SOI, DES AUTRES ET DE LA PLANÈTE »

De tout temps, l'action de « manger » a été cadrée par des normes sociales qui lui associent des significations particulières et des règles à propos de ce qu'il est bien de faire ou de ne pas faire ; normes qui dépendent des conjonctures sociales, politiques et économiques. En temps de guerre, par exemple, les curseurs quant à la qualité de la nourriture ne se placent pas aux mêmes niveaux qu'en temps de paix. Le rapport à l'offre alimentaire de la filière de la grande distribution n'est pas le même lorsqu'elle est synonyme de démocratisation de la consommation à partir des Trente Glorieuses, ou lorsqu'elle commence à être associée aux conséquences écologiques du capitalisme.

Aujourd'hui, l'alimentation est particulièrement associée à des enjeux sanitaires. Adamiec (2017) parle d'« orthorexie » - au sens de « manger droit » - pour désigner cette norme qui consiste à faire de l'association entre ce que l'on mange et notre état de santé, l'objet d'une attention particulière. Si cette articulation ne date pas d'aujourd'hui, elle a pris une importance croissante. Ce phénomène a une double assise. La première est celle d'une prise de conscience politique, individuelle et collective sur les méfaits d'une alimentation de mauvaise qualité. Des études montrent en effet que la prévalence de l'obésité est en croissance dans tous les pays du monde et que, en 40 ans, ce phénomène a transformé l'expression de la malnutrition, autrefois surtout visible par le phénomène de sous-nutrition (Boyd A Swinburn, 2019). La seconde est la transformation des pratiques de régimes alimentaires. Si hier, les régimes alimentaires étaient surtout pratiqués dans le souci d'adapter une alimentation aux besoins spécifiques d'un corps malade, ils deviennent aujourd'hui l'apanage de tous les mangeurs, sains ou non. « L'alimentation est perçue par les individus comme un des enjeux thérapeutiques du monde moderne. Se soigner par l'alimentation n'est plus simplement un vieil adage hippocratique poussièreux, mais une préoccupation quotidienne et réactualisée. [...] Un nouveau regard se crée qui consiste à considérer que la meilleure garantie de la santé tient à la nature des mets consommés » (Adamiec, 2017, p.50).

Il devient donc difficile, aujourd'hui, d'échapper aux multiples messages prônant le manger sain et de ne pas considérer ce que l'on mange comme ayant une incidence sur notre état de santé. En effet, comme le souligne Adamiec, que l'on mange dans un fast-food ou que l'on s'approvisionne en aliments sains dans un magasin bio, les indications nutritionnelles et avertissements sanitaires seront là pour nous rappeler si nous sommes plus ou moins alignés avec cet idéal du manger sain.

Cette alimentation-santé est une dimension centrale de la conception de l'alimentation durable. Mais les préoccupations en matière de consommations alimentaires durables ne se limitent pas à la volonté d'avoir des produits sains dans son assiette². Elles s'inscrivent également dans une critique du système agro-alimentaire actuel et dans une éthique de l'engagement (Lagasse, 2017a). Selon ces

² Notons au passage que les partisans du slow food, par exemple, justifient leurs pratiques également par un registre hédoniste : le plaisir des sens y est particulièrement mis en avant. Voir à ce sujet, Diestchy (2016).



Analyse

consommateurs, il faut considérer notre alimentation à partir d'une vue systémique, connectée aux activités de production, de transformation et de distribution des produits alimentaires. Dans l'acte de manger se joue la possibilité de transformer le système actuel, considéré comme nocif sur les plans de la santé, de l'environnement, et de l'éthique. Manger est un moyen d'être un citoyen responsable, soucieux de l'empreinte que génère, sur les plans sociaux et écologiques, ses pratiques de consommation.

L'alimentation devient donc à la fois l'objet du changement social – avoir accès à des aliments de meilleure qualité – et un outil pour repenser et changer le monde, puisque l'alimentation concerne a priori tout le monde. Les acteurs de l'alimentation durable font ainsi la part belle au positionnement politique au travers de l'acte alimentaire, à travers le principe de responsabilité, où chacun est invité à poser le choix du changement individuel. Dans cette perspective, c'est l'agrégation de ces changements individuels qui rendra possible la transformation vers un système alimentaire durable.

Sans se positionner sur le bien-fondé de ces horizons et valeurs, nous examinons en quoi ils influencent les actions qui visent à penser l'inclusion des personnes supposées être les plus éloignées d'une alimentation de qualité, et dans quelle mesure ils permettent ou non de favoriser l'accès de tous à la sécurité alimentaire.



3 EDUQUER LES PAUVRES AUX BIENFAITS D'UNE ALIMENTATION SAINTE : UNE PISTE PERTINENTE ?

L'attention mise sur l'accès des pauvres à une alimentation de qualité s'inscrit notamment dans un souci sanitaire. On sait que la pauvreté est un facteur déterminant dans l'accès à la santé, et que l'alimentation y joue un certain rôle (César, 2007).

Améliorer l'alimentation des personnes en situation de pauvreté se décline souvent par des opérations de sensibilisation à l'alimentation durable. Or il apparaît que ce n'est pas tant un déficit de « connaissances » sur l'alimentation durable et sur les enjeux de l'alimentation saine qui permet d'expliquer des habitudes alimentaires qui s'écartent des normes de santé.

En effet, quand on interroge des bénéficiaires de l'aide alimentaire sur ce que « bien se nourrir » veut dire³, à leurs yeux, les références sur ces normes de santé sont évoquées : « manger sainement », « écouter son corps », « manger 5 fruits et légumes par jour ». Certains disent aussi trouver préoccupant le système alimentaire agro-industriel dont ils dépendent, que ce soit au travers de l'offre classique de l'aide alimentaire⁴ ou celles des magasins qu'ils/elles fréquentent.

De ce fait, l'approche éducative n'est sans doute pas suffisante pour traiter, à elle seule, l'enjeu de l'accès des personnes précarisées à une alimentation de qualité. Ce présupposé du déficit d'information ou d'éducation au « bien se nourrir » ne tient en effet pas compte du fait que l'accès au manger sain

3 Cette définition des différentes dimensions du « bien se nourrir » a été réalisée au début du projet Solenprim et a été formalisée dans un schéma – « l'orange du bien se nourrir » – qui fait l'objet d'une fiche-outil présentée de ce portfolio.

4 Si on peut constater des améliorations de la qualité des produits offerts par les organismes d'aide alimentaire, ceux-ci restent encore essentiellement tributaires du système agro-industriel dominant. À ce sujet, voir dans ce portfolio « L'aide alimentaire en région bruxelloise - modalités et finalités » ainsi que « Aide alimentaire et alimentation durable – des ponts pertinents ? ».



Analyse

est complexe, comme montré ci-avant, et qu'il n'est pas qu'affaire de volonté individuelle ou d'auto-discipline. Par exemple, on entend souvent dire qu'« il n'est pas compliqué de cuisiner soi-même et que c'est moins cher ! », mais on pense moins aux conditions auxquelles il est possible de le faire (et qui paraissent aller de soi : avoir une cuisine équipée, un espace suffisant, etc.). Les enjeux se situent donc aussi au niveau des moyens, des situations de vie, des liens sociaux, mais aussi du contexte d'offre du système agro-industriel qui expliquent l'existence de certaines habitudes alimentaires. Par ailleurs, en se focalisant sur l'alimentation des pauvres, on en oublie souvent que « les habitudes alimentaires de la majorité de la population belge s'écartent des recommandations nutritionnelles : pas assez de fruits et de légumes, trop de viande,...⁵ » (Myaux et Serré, 2018).

De ce fait, davantage que d'avoir une incidence positive sur les actes alimentaires des pauvres, les campagnes de sensibilisation autour de l'alimentation saine peuvent être ressenties comme particulièrement infantilisantes et culpabilisantes. « Ces messages sont une source particulière de tensions pour les plus pauvres. [...] [Ils] semblent avoir pour effet pervers de rendre difficile le dialogue avec les professionnels de santé, du social ou les accompagnants bénévoles. Et, en normant les comportements alimentaires, ils contribuent à entretenir un préjugé sociétal d'une mauvaise alimentation des plus pauvres, créant alors de l'exclusion » (Ramel et Boissonnant, 2018, p.59).

« Acheter des pommes bio chez un agriculteur ne contrera pas les pratiques de production injustes et dangereuses [...]. On a créé un système alimentaire de deux poids deux mesures, avec des possibilités de choix plus sains pour les personnes les plus riches. Et l'approche missionnaire qui consiste à éduquer les pauvres à une meilleure alimentation, ou à rendre les fruits et les légumes plus abordables, n'offre qu'une réponse très limitée » (Guthman, 2011a)⁶.



4 ALIMENTATION, CITOYENNETÉ ET RESPONSABILITÉ : UNE QUESTION DE CHOIX INDIVIDUEL ?

Comme développé plus haut, à côté de l'horizon normatif de l'alimentation-santé, il en est un autre qui oriente également les pratiques alimentaires et qui est particulièrement porté et revendiqué par les acteurs de l'alimentation durable. L'acte alimentaire est considéré comme éminemment politique, en ce qu'il est le reflet de notre choix en tant que citoyen, de cautionner ou au contraire d'incarner une critique du système agro-industriel dominant en repensant la façon dont on s'approvisionne et dont on consomme des produits (alimentaires).

Selon ces lignes de conduite, manger bio, local, de saison, ce n'est pas seulement prendre soin de soi et de sa santé. C'est aussi prendre soin de la planète et du vivre ensemble. De façon plus fondamentale, il s'agit de se positionner en acteur citoyen qui assume une prise de responsabilité pour favoriser une transition vers un autre système alimentaire, plus juste et plus durable.

5 Commission européenne, 2015, « Le panier belge de produits alimentaires », en ligne : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=7832&furtherPubs=yes>, p.1-2.

6 Traduction par l'auteure. « Buying organic apples at the farmers' market won't put a lid on dangerous and unjust food production [...]. We've created a two-tier food system, with healthier choices for wealthier people. And the missionary approach to "educating" poor people about food, or making fruits and vegetables more available, is limited ».



Analyse

Le concept de « choix » y trouve une importance particulière. Un citoyen informé sur les méfaits du système agro-industriel et les désastres sanitaires qu'il occasionne sera considéré comme étant en capacité de faire des choix « en conscience » à propos de ce qu'il met dans son frigo et son assiette. C'est son statut de consommateur qu'il choisit alors de transformer. Cette « éthique du choix »⁷ s'inscrit dans un paradigme qui fait le pari que si chaque citoyen change ses habitudes en matière de consommation alimentaire, l'agrégation de ces efforts permettra de changer le système actuel. Le changement passe donc avant tout par un rapport à soi responsabilisé.

Des acteurs de l'alimentation durable ou intervenants dans le secteur de l'aide sociale proposent ainsi de sensibiliser les personnes en situation de pauvreté à la « grande arnaque » du système de consommation (agro-alimentaire). En filigrane, est jugée mauvaise la façon dont ces personnes priorisent leurs pratiques de consommation quotidiennes. Certaines réflexions à leur propos deviennent des lieux communs. « La première chose qu'ils font quand ils ont un peu plus de moyens, c'est d'acheter des produits alimentaires de marque, comme les Kellogg's, ou des biscuits, plutôt que d'acheter des produits frais ». Ou « ils disent ne pas avoir les moyens d'acheter bio, mais ils ont des smartphones... ».

Concrètement, on voit que l'alimentation sert de variable d'ajustement dans les budgets des personnes vivant des situations de pauvreté. « Après le paiement du logement et des factures, qui sont souvent les priorités dans les dépenses, il reste très peu d'argent pour l'alimentation. » (Ramel et Boissonnat, 2018, p. 54)⁸.

Par ailleurs, comme mentionné plus haut, les dimensions sociales et relationnelles, ainsi que celle du statut de citoyen (consommateur) sont mises à mal dans les situations de pauvreté. Il peut dès lors paraître plus important de mettre les pratiques alimentaires et de consommation au service du soin de ces dimensions plutôt que de celles liées à la qualité nutritive de son assiette. Faire plaisir à ses enfants, ou entretenir le sentiment d'inclusion sociale par les produits que l'on possède sont autant de raisons qui expliquent les pratiques de consommation. Quand on appréhende les modes de vie des personnes en situation de pauvreté, il faut donc prendre en compte l'importance que revêt la consommation dans notre société⁹. Le rôle social de la nourriture est donc aussi important que son rôle nutritif. « Il semble [dès lors] impossible d'appréhender l'acte de « se nourrir » sans prendre en considération les nombreux phénomènes sociaux dont il est le support » (*id*, p. 54).

7 Cette éthique de choix se comprend à l'aune de la référence à l'autonomie comme horizon de nos actions. Cet horizon normatif qui valorise la capacité à agir à partir de soi constitue une norme dominante dans le référentiel de l'action politique, dans les domaines notamment des soins de santé et du social. À ce sujet, voir les travaux de Ehrenberg A (2005, 2009), Marquis N (2014, 2015), Mol A (2009).

8 Les personnes bénéficiaires d'une aide alimentaire qui ont participé à la phase de diagnostic disent la même chose : « La priorité c'est qu'on paie d'abord son loyer et ses charges. L'alimentation vient après ».

9 Être pauvre aujourd'hui, c'est aussi et peut-être avant tout « être tenu à l'écart d'un domaine fondamental de participation sociale. [En effet] la consommation est devenue une activité [...] dont la pratique symbolise l'appartenance à la société. [...] Le smartphone, comme tout autre objet symbole ostentatoire de participation à cette société consumériste et du tout numérique, permet de gommer – pour un moment du moins – le stigmate de la pauvreté si lourdement porté. » (Brotcorne, 2018, p. 104-105).



Analyse

Enfin, on observe que, de manière générale et dans toutes les catégories socio-économiques, l'acte de consommation est étroitement lié à la dimension identitaire des personnes et des groupes. Tout le monde achète des marques, des produits et se différencie, en le faisant, des autres. Il ne s'agit pas d'une pratique de consommation réservée aux personnes les plus pauvres.

Si l'acte alimentaire est le support d'une variété d'enjeux sociaux, sanitaire, économique, identitaire, etc., les situations de pauvreté et de recours à l'aide alimentaire mettent donc à mal ces enjeux. Des discriminations doivent dès lors être opérées entre les enjeux qui valent plus la peine que d'autres, là où les situations de confort financier permettent, en tout cas théoriquement, de les combiner. La possibilité d'être acteur de son alimentation est donc socialement distribuée.

Cette double normativité de l'alimentation-santé et de la consommation responsable rend dès lors compliquée la reconnaissance des bonnes raisons que peuvent avoir les personnes en situation de pauvreté d'opérer certains choix de consommation, indépendamment de l'importance théorique qu'ils peuvent par ailleurs souligner quant à une alimentation saine et équilibrée ou de la critique que certains portent sur le système agro-industriel dominant.



5 MOUVEMENT VERS UNE ALIMENTATION DURABLE ET JUSTICE SOCIALE

Selon ce que l'on peut nommer le « paradigme du colibri » (en référence à une métaphore bien connue mobilisée par Pierre Rabhi), les consommateurs ont un pouvoir important face aux enjeux d'un accès plus juste et durable à l'alimentation. Cette vision est corollaire à une méfiance envers les institutions et la démocratie représentative, dans leurs capacités à offrir et mettre en œuvre des changements au service de causes collectives justes.

Or, cette façon de concevoir la possibilité du changement vers une alimentation plus juste et durable – par l'addition des choix individuels responsables – ne tient que peu compte des enjeux de rapports de force sociaux, de la conflictualité des rapports sociaux et de la diversité des situations socio-économiques et des statuts sociaux (Lagasse, 2017b).

Deux écueils peuvent dès lors être identifiés quant à ce référentiel de l'alimentation durable pour penser la question de la justice alimentaire en général et de l'accès à l'alimentation des personnes en situation de précarité, en particulier.

Le premier concerne le risque de maintien d'un malentendu entre des *riches bien-pensant* et des *pauvres mal-pensés*, dans leur rapport à l'alimentation. « Nous avons constaté à quel point un malentendu sur les enjeux entourant l'acte alimentaire peut entraîner un malentendu sur les solutions face aux situations de précarité alimentaire. » (Ramel et Boissonnat, 2018, p.54).

Le second porte sur le risque d'augmenter les inégalités d'accès à la sécurité alimentaire, en dépit d'une volonté sincère d'inclure les plus éloignés de cette sécurité dans le modèle de l'alimentation durable. On constate en effet que les espaces qui offrent une alimentation durable - bio, locale et de saison – restent peu accessibles à toute une frange de la population. Bien entendu le facteur financier est un élément



Analyse

central de cette non-accessibilité. Mais s'ajoutent également des facteurs culturels, des barrières liées aux enjeux technologiques et informatiques, une divergence d'intérêt pour les activités proposées, ou le sentiment de non-appartenance à ces espaces, ou l'intériorisation du stigmate (Goffman, 1975 [1963]) qui peut être vécu en situation de pauvreté. Par exemple, la piste souvent expérimentée, consistant à mettre en place des tarifs différenciés pour les personnes à revenus plus faibles peut être une réponse face aux difficultés financières rencontrées. Elle comporte toutefois le risque de reconduire une stigmatisation, quand la différenciation de prix suppose de montrer que l'on répond à des critères de pauvreté, ce qui n'est pas sans rappeler la logique de l'enquête sociale à laquelle ces personnes sont déjà confrontées dans les services sociaux qu'elles fréquentent.

Les personnes disent ne pas se « reconnaître » dans ces espaces¹⁰, se sentir différentes des personnes qui les fréquentent sans nécessairement toujours pouvoir mettre des mots précis sur ces ressentis. En effet, « les narratives [récits], discours et pratiques de ces réseaux alimentaires alternatifs incluent peu les représentations et significations culturelles de l'alimentation d'autres groupes sociaux, en particulier des plus défavorisés » (Lagasse, 2017b, p.3). Malgré de bonnes intentions, ces espaces paraissent dès lors difficilement échapper à un certain élitisme social¹¹.

La place que prend le discours à propos de la portée politique des actes alimentaires peut également participer d'un décalage avec les priorités qui guident les pratiques alimentaires quand on est en situation de pauvreté. Cela ne veut pas dire que les pauvres s'intéressent moins aux conséquences politiques de leurs pratiques, mais que les conditions d'une telle mobilisation sont inégalement réparties. Or, ce facteur est absent du paradigme du colibri. « Si ce changement par la consommation relève bien d'une critique à l'égard du modèle de société de consommation, il y a une tendance à percevoir le pouvoir d'action essentiellement à travers son rôle de consommateur individuel, le portefeuille remplaçant alors le bulletin de vote, et le consom'acteur le citoyen. Mais cela pose différents problèmes, à commencer par la difficulté de faire la différence entre une démarche de simplicité volontaire et la réalité d'une simplicité non-choisie » (Lagasse, 2017a, p.5).

L'idée d'encourager la prise de responsabilité individuelle face au système agro-industriel dominant et de poser des choix éclairés sur ses pratiques alimentaires peut dès lors conduire paradoxalement (si ces pistes réussissent) à renforcer l'idée méritocratique selon laquelle « s'en sortir » est à la portée de tous, même des plus démunis. Par un curieux mécanisme, on risque de contribuer de la sorte à occulter des logiques économiques et politiques productrices des inégalités à l'origine de la nécessité d'une aide alimentaire.

¹⁰ Durant la phase du projet Solenprim consacrée à l'inspiration auprès d'initiatives alternatives existantes, les participants ont ainsi identifié les éléments de ces projets qui leur semblaient intéressants, tout en soulignant les barrières, financières, sociales, culturelles, qui les en séparent.

¹¹ Des travaux de recherche aux Etats-Unis montrent également à quel point ces alternatives se caractérisent par leur « blancheur ». Pour une approche intersectionnelle du mouvement alimentaire durable, voir notamment les travaux de Julie Guthman (2008, 2011b).



Analyse

6 QUELLES VOIES SOUTENIR ?

Les pratiques alimentaires sont le résultat d'une multitude de facteurs – culturels, économiques, sociaux – et le reflet et support d'enjeux – identitaires, citoyens, politiques – qui dépassent la seule question du contenu de nos assiettes. Ramel et Boissonnat (2018) distinguent l'acte de « se nourrir » - qui se rapporte à un acte vital et élémentaire – de celui de « nourrir » - qui englobe cette idée de l'acte alimentaire comme fait social total¹².

Or, le contexte « orthorexique » dominant « pointe du doigt la difficulté pour l'individu de se créer une identité, en dehors de la sphère de la santé, dans une société toute tournée vers un devenir sain » (Adamiec, 2017, p.204).

La lutte pour un accès plus durable à une alimentation de qualité doit prendre acte de la complexité de l'acte alimentaire et éviter de réduire les pratiques alimentaires des personnes en insécurité alimentaire à une problématique sanitaire. À rebours d'une critique sur leur capacité à faire les bons choix, la décentration¹³ par rapport au système de priorisation d'une poignée de nantis permettrait de mieux comprendre la logique derrière d'autres façons de consommer.

Cette décentration peut aussi s'opérer sur le présupposé que l'éthique de choix est la plus opératoire pour penser les voies de changement dans la problématique de l'insécurité alimentaire. Cette logique de choix s'appuie sur un idéal : que les personnes en situation de pauvreté devraient être autorisées à faire leurs propres choix, et que les accompagnateurs sont là pour les mettre en capacité d'opérer de la sorte. Or on a vu que, dans une société centrée autour des enjeux sanitaires et écologiques, un horizon moral oriente l'évaluation des choix qui sont opérés.

L'idée n'est pas de remplacer un dogmatisme par un autre. En effet soutenir qu'il faut pouvoir reconnaître et comprendre les bonnes raisons qu'ont les personnes en situation de pauvreté de faire les choix qu'ils font en matière alimentaire, ne doit pas nous faire tomber dans un écueil populiste qui consisterait à oublier les conditions sociales qui expliquent, pour partie, ces pratiques. L'idée est plutôt de reconnaître la complexité de l'acte alimentaire pour penser des politiques plus ajustées et pertinentes, en cultivant une attention aux pratiques alimentaires plurielles plutôt qu'aux besoins alimentaires (supposés) des personnes en précarité alimentaire. Cette attention aux pratiques et aux actes est le postulat que l'on retrouve dans les démarches qui s'inscrivent dans une éthique de care. « Dans la pratique des soins [de care], les [bénéficiaires] ne sont pas du tout passifs. Ils sont actifs. Ils agissent non pas en premier lieu comme des sujets « de choix », mais comme des sujets « d'actes ». La logique du soin ne se préoccupe pas de nos souhaits ni de nos options, elle se concentre sur ce que nous faisons » (Mol, 2009, p.28). C'est une anthropologie¹⁴ différente des individus qui est alors proposée. Il ne s'agit pas

¹² Le sens élargi du concept de « nourrir » proposé par Ramel et Boissonnat est similaire à celui de « bien se nourrir » utilisé dans le projet Solenprim. Voir notamment dans ce portfolio « les 6 dimensions du « bien se nourrir » - une définition co-construite ».

¹³ La décentration désigne la capacité d'un individu à adopter, comprendre ou reconnaître un point de vue qui n'est pas le sien.

¹⁴ Le terme « anthropologie » est utilisé ici pour désigner la définition de ce qui caractérise et constitue le sujet humain, et qui est spécifique d'une société en particulier. « L'homme ne vit pas en société, mais dans une société particulière qui forme un tout concret et signifiant au sein duquel il se socialise en même temps qu'il se personnalise » (Ehrenberg, 2010, p.22).



Analyse

d'inviter ou d'accompagner les personnes en situation de pauvreté à devenir des citoyens « actifs » de leur consommations alimentaires. Il s'agit de les postuler comme actif et d'examiner dans quels types d'activités ils sont engagés. Selon cette perspective, « envisager l'accès à l'alimentation [...] conduit [alors] à préciser les dimensions éthiques essentielles que doit venir protéger la mise en œuvre du droit à l'alimentation, et à remettre en cause certaines politiques adoptées. » (Paturel et Ramel, 2017, p.50).

La lutte pour un système alimentaire juste et durable ne peut se traduire uniquement par des politiques qui tendent à soutenir et à agir sur des changements de comportements individuels. Cette lutte doit aussi se faire en reconnaissant la nécessité d'agir à plusieurs échelles. Elle doit notamment être menée à l'échelle territoriale, sur le plan de l'offre alimentaire, et s'accompagner d'une ambition plus large en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.

« Beaucoup de [citoyens] seraient surpris de savoir à quel point les substances qui vont dans notre nourriture, nos meubles, notre maquillage et notre environnement en général ne font pas l'objet d'une régulation. Il est difficile de suivre la liste de ces substances, même pour les citoyens les plus informés. Se charger de ces substances demandent de poser des choix politiques et de formuler des politiques spécifiques. Ce n'est pas une affaire de choix à propos de ce qu'il faut cuisiner, ou même, au final, de ce qu'il faut acheter » (Guthman, 2011a)¹⁵.

¹⁵ Traduction par l'auteure. « Many Americans would be surprised to know just how many of the substances that go into our food, our furniture, our makeup and our environment in general remain unregulated. It's difficult for even the most informed consumer to keep up with the list. Dealing with these chemicals requires political choices, policy choices. Not choices about what to cook, or even, ultimately, what to buy ».



Analyse

- Adamiec C (2017), *Manger sain n'est pas si sain. Raisonner l'alimentation-santé*, Vanves, Hachette Pratique.
- Boyd A Swinburn, V et al (2019), « The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change : The Lancet Commission report », *The Lancet*, vol393.
- Brotcorne P (2018), « Smartphones et écrans plats : des pauvres vraiment pauvres ? », in Collectif, *Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Waterloo, Editions Luc Pire, p103-105.
- César C (2007), « Comportements alimentaires et situations de pauvreté. Aspects socio-anthropologiques de l'alimentation des personnes recourant à l'aide alimentaire en France », *Maladies chroniques et traumatismes*.
- De Saint Pol T (2014), « Déterminants sociaux et culturels de l'alimentation », in Inserm (dir), *Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique*, Paris, Les éditions Inserm, p217-235.
- Diestchy M (2016), « La promotion du slow : entre plaisirs des sens et souci environnemental », *Hermès*, n°74, p172-175.
- Ehrenberg, A (2005), « Agir de soi-même », *Esprit*, p200-209.
- Ehrenberg, A (2009), « L'autonomie n'est pas un problème d'environnement, ou pourquoi il ne faut pas confondre interlocution et institution », in S. Laugier & Jouan M. (ed.), *Comment penser l'autonomie? Entre compétences et dépendances*, Paris, Presses Universitaires de France, 209-235.
- Ehrenberg A (2010), *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob.
- Goffman E (1975 [1963]), *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les éditions de Minuit.
- Guthman J (2008), « If They Only Knew": Color Blindness and Universalism in California Alternative Food Institutions », *The Professional Geographer*, 60(3), p387-397.
- Guthman J (2011a), « Food, Politics and Economy », <http://research.universityofcalifornia.edu/profiles/2011/09/julie-guthman.html>.
- Guthman J (2011b), « If they Only Knew. The unbearable Whiteness of Alternative Food", in Hope Alkon A, Agyeman J (eds), *Cultivating Food Justice. Race, Class and Sustainability*, Cambridge, MIT Press.
- Lagasse E (2017a), « Mouvement pour une alimentation responsable et solidaire : une démocratie renouvelée ? », Communication dans le cadre du colloque « Le développement revisité. Regards croisés : intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux », Louvain-la-Neuve.
- Lagasse E (2017b), « Réseaux alimentaires alternatifs : élitisme ou émancipation ? », *Analyse pour « Entraide&Fraternité » asbl*.
- Marquis N (2015), « L'autonomie en pratique », *La revue nouvelle*, n°3, p22-25.
- Marquis N (2014), *Du bien-être au marché du malaise. La société du développement personnel*, Paris, PUF.
- Mauss M (1923-1924), « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année sociologique*, Seconde série.
- Mol A (2009), *Ce que soigner veut dire. Repenser le libre choix du patient*. Paris, Presses des Mines.
- Paturel D, Ramel M (2017), « Éthique du care et démocratie alimentaire : les enjeux du droit à une alimentation durable », *Revue française d'éthique appliquée*, vol2 (n°4), p49-60.
- Poulain J-P (2002), *Manger aujourd'hui. Attitudes, normes et pratiques*, Paris, Editions Privat.
- Ramel M, Boissonnat H (2018), « Nourrir ou se nourrir. Renouveler le sens que l'on porte à l'acte alimentaire pour renouveler nos pratiques face à la précarité alimentaire », *Forum*, vol11 (n°153), p53-61.
- Serré A, Myaux D (2018), « Les pauvres ne prêtent aucune attention à leur alimentation », in Collectif, *Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Waterloo, Editions Luc Pire, p153-155.



Les 6 dimensions du « bien se nourrir » une définition co-construite

Le contenu de cette fiche-outil est issu du Carnet de bord de la phase de diagnostic¹.

Cette définition du « bien se nourrir » a été co-construite par l'ensemble des personnes qui ont participé au diagnostic² de la recherche-action Solenprim. Elaborée à la croisée des regards d'usagers de l'aide alimentaire, de travailleurs sociaux, de sociologues, ... elle rend compte des différentes dimensions que comprend l'acte alimentaire.

Présentée sous forme d'orange, cet outil peut être mobilisé pour explorer les enjeux liés à l'alimentation, avec des équipes d'intervenants sociaux ou des groupes d'usagers. Dans Solenprim, des groupes composés d'usagers de services sociaux se sont appuyés sur elle pour concevoir de nouveaux dispositifs autour de l'accès à l'alimentation.

Quelques outils complémentaires :

- Documentaire sonore – un outil pédagogique à partir de l'expérience Solenprim³
- Déroulé d'animation des diagnostics locaux⁴
- Les freins dans l'accès au « bien se nourrir »⁵
- Carnet de bord de la phase de diagnostic¹

« BIEN SE NOURRIR », QU'EST-CE QUE CELA VEUT DIRE ?

Le contenu de l'assiette représente, pour la majorité d'entre nous, un indicateur important du « bien se nourrir » mais il est loin d'être le seul. Le regard porté sur les pratiques alimentaires et les modes de consommation dépend de nombreux facteurs que nous avons pu mettre en évidence. Ainsi, il intègre un positionnement politique souvent associé au respect de l'environnement ou à la promotion de modes de production et de consommation plus éthiques (« Poser un acte politique pour soutenir les producteurs », « Arrêter de manger des produits de l'agro-industrie », ...). Il est également déterminé par les ressources dont on dispose (« Avoir de l'argent », « Avoir du temps », « Avoir les outils pour faire des choix éclairés », ...) et qui impactent nos possibilités de choisir notre alimentation. Il est guidé par

1 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-oct-2017/>

2 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-oct-2017/>

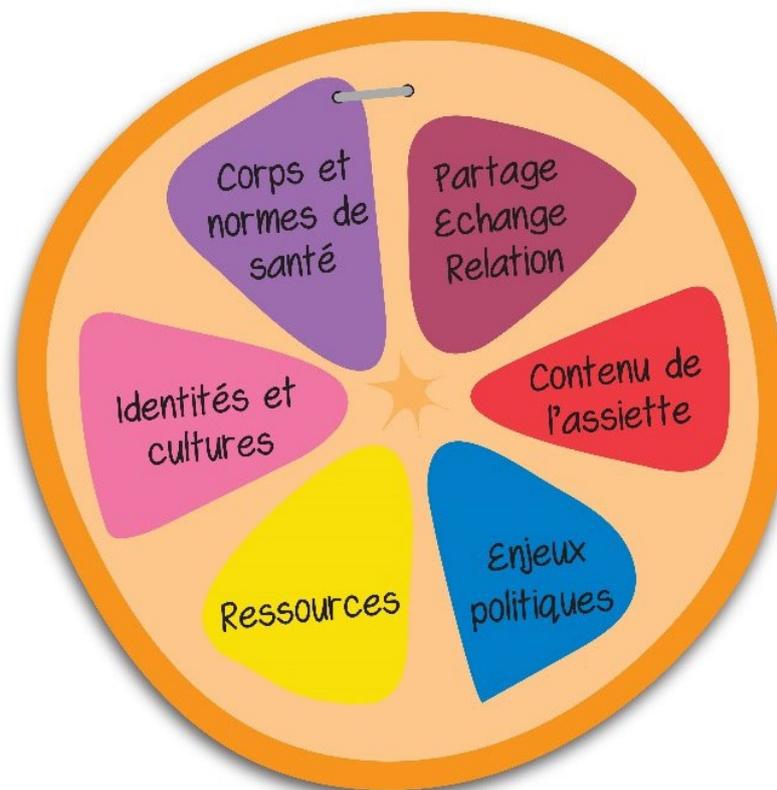
3 <https://www.fdss.be/fr/solidarite-en-primeurs/>

4 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-deroule-danimation-des-diagnostics-locaux-portfolio-2019/>

5 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-les-freins-dans-lacces-au-bien-se-nourrir-portfolio-2019/>



des normes et des valeurs liées à la santé et au soin du corps (« *Ne pas abuser de l'alcool* », « *Manger sainement* », « *Ecouter son corps* », ...), liées à notre culture et à notre éducation. Mais, tout autant qu'une manière de consommer, le « bien se nourrir » renvoie aussi à des notions telles que le plaisir, la découverte, la convivialité et le partage.



Orange du « bien se nourrir » (source : Carnet de bord du diagnostic)



CONTENU DES DIMENSIONS DU « BIEN SE NOURRIR »

Ces dimensions ont été définies à partir de l'ensemble des réponses que les participants au diagnostic de Solenprim ont donné à la question « Pour vous, bien se nourrir c'est ... ? »

Identités et cultures

- Désstresser/Ne pas être stressé
- « Je (ne) suis (pas) ce que je mange ! »
- (Ne pas trop) éviter les sucreries
- Manger épicé
- Des légumes à chaque repas
- Manger chic et pas cher
- Avoir le choix/être libre de choisir/Produits choisis
- Jolies tables/Dans un beau plateau/Jolie nappe, beau décor
- Philosophie de vie

Enjeux politiques

- Arriver à une certaine dignité/ retrouver sa dignité
- Avoir accès à l'alimentation
- La vie
- Satiété/Ne plus avoir faim/A sa faim/Avoir son ventre bien calé
- Ne pas gaspiller
- Avoir le moral
- Tout en respectant les producteurs et l'environnement
- Un droit/nourriture pour tous
- Fuir les supermarchés/ Remettre de l'humain dans l'acquisition, à l'inverse de ce qui se passe dans les supermarchés. Remettre du vivant.
- Poser un acte politique pour soutenir les producteurs
- En accord avec l'environnement/ Respecter l'environnement
- Arrêter de manger des produits de l'agro-industrie

Ressources (moyens matériels, connaissances...)

- Pas compliqué/Simplicité/ Manger des choses simples.
- Avoir de l'argent
- Cuisiner/Cuisiner soi-même/ Préparer les aliments (« aller plus loin que cuire ou disposer dans l'assiette »)
- Local (manger des produits locaux) /Liens avec l'agriculteur/Produits belges
- Avoir beaucoup d'info, s'informer, pouvoir comprendre les emballages/ Avoir les outils pour faire des choix éclairés
- Cher/luxueux/ « Le bien se nourrir est luxueux. On est déjà à un stade supérieur, après la question de se nourrir tout court »
- Difficile
- Avoir du temps/Prendre son temps
- Pas toujours évident



Corps et normes de santé

- Ne pas abuser de l'alcool
- Hygiène de vie
- Manger dans le calme/Être tranquille
- La clé de la santé/
Se maintenir en bonne santé/Vivre longtemps/
S'immuniser
- Produits de saison/Produits frais, de saison, sans pesticides/Des légumes variés et de saison
- Des produits non transformés/non chipotés
- S'écouter/Écouter son corps/
Bien se connaître
- Sain/Manger sainement
- Bien manger
- « C'est répondre aux besoins de son organisme »/
« Selon ses besoins physiologiques »/ « Satisfaire nos besoins nutritionnels »
- Varié
- « Cinq fruits et légumes par jour »

Contenu de l'assiette (goût, qualité, quantité)

- Pouvoir manger
- Pas possible pour tout le monde
- Lait/Yaourt/Fromage/
Produits laitiers
- Herbes fraîches
- Bio/Nature/ « agriculture éthique et raisonnée »
- Vitamines
- Un peu de tout
- Eviter les plats préparés
- Un plaisir/ Se faire plaisir
- Bon
- Dessert/Pâtisserie
- Mangue/Tomates/Salade
- Ne pas avoir faim/Satiété
- Agréable/ « joindre l'utile à l'agréable »
- Qualité/ « Mieux que plus »
- Eau

Partage, échange, relation

- Collectivité/Rassemblement, groupe
- « Les deux pieds sous la table »
- Du plaisir
- S'amuser, se découvrir
- A la maison
- Manger ce que je veux
- Partager des idées et des connaissances
- Bonne ambiance
- « Cuisiner et manger avec des proches » / « Manger ensemble avec la famille » / « Manger avec mes enfants » / « Manger avec quelqu'un qu'on aime » / « C'est plus important pour moi de manger en compagnie » / « Comme au restaurant social on rencontre plein de personnes, plus jeunes ou plus âgées » / « En bonne compagnie/En famille/ Accompagné (pas manger seul) / « Entre amis »
- Arrêter de manger des produits de l'agro-industrie



Les freins dans l'accès au « bien se nourrir »

Le contenu de cette fiche-outil est issu du Carnet de bord de la phase de diagnostic¹.

Les freins qui réduisent l'accès à une alimentation variée et de qualité, tant pour les usagers des services d'aide alimentaire que pour les organisations qui développent ces services ont été repérés par les participants à la phase de diagnostic² de la recherche-action Solenprim, parmi lesquels se trouvaient des usagers de services d'aide alimentaire et des travailleurs de ce secteur.

Dans un premier temps, des séances locales ont permis de répertorier une série de freins, et d'approfondir ceux considérés comme les plus importants à traiter. Les participants se sont ensuite demandé : « Est-ce un frein pour tout le monde ? D'où vient-il ? Qui/quelle en est la cause ? Comment ce frein se traduit-il au quotidien ? Qu'est-ce que ce frein produit ? Quelles seraient des pistes de solution par rapport à ce frein ? ». Lors de séances transversales regroupant des participants de plusieurs séances locales, les données ont été retravaillées en pointant les freins les plus contraignants d'une part, et ceux sur lesquels il semble possible d'agir, d'autre part.

Cette fiche recense 14 grandes catégories de freins, réparties en deux mindmaps distinctes. Elle peut être utilisée avec des travailleurs sociaux ou des usagers de services sociaux afin de repérer et d'analyser avec eux les difficultés auxquelles ils se heurtent en matière d'accès à des aliments de qualité ou plus généralement, au « bien se nourrir ».

Quelques outils complémentaires :

- Documentaire sonore – un outil pédagogique à partir de l'expérience Solenprim³
- Déroulé d'animation des diagnostics locaux⁴
- Les 6 dimensions du « bien se nourrir » - une définition co-construite⁵
- Carnet de bord de la phase de diagnostic¹
- Affiche « Arbre des possibles : vers un accès pour tous à une alimentation de qualité »⁶

1 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-oct-2017/>

2 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-oct-2017/>

3 <https://www.fdss.be/fr/solidarite-en-primeurs/>

4 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-deroule-danimation-des-diagnostics-locaux-portfolio-2019/>

5 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-les-6-dimensions-du-bien-se-nourrir-une-definition-co-construite-portfolio-2019/>

6 <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-larbre-des-possibles-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite/>

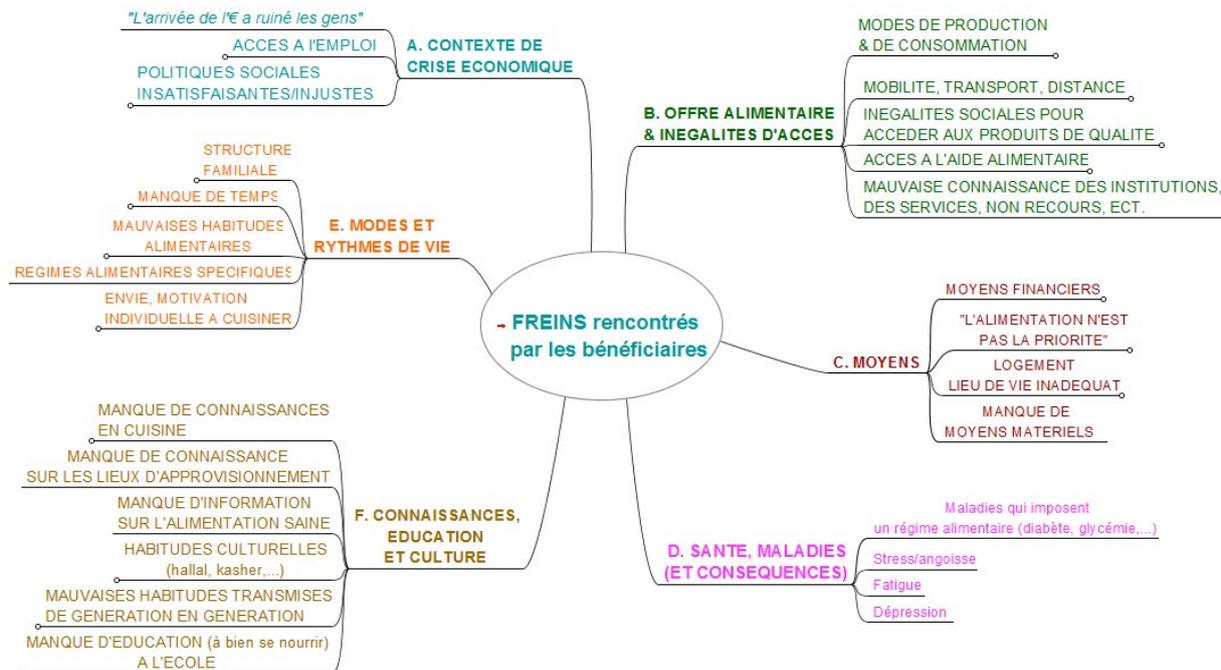


FREINS RENCONTRÉS PAR LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Près de 140 freins pesant sur les personnes précarisées ont été relevés, agissant les uns et les autres dans une dynamique complexe. Ainsi, les ressources financières et matérielles, le niveau de connaissance ou d'éducation, la culture, la santé physique, le lieu de résidence et, à un niveau plus large, les politiques génératrices d'inégalités, les prescriptions sociales sur l'alimentation ou encore, l'offre pléthorique de produits issus de la grande distribution représentent autant de facteurs augmentant ou réduisant les possibilités d'accès des personnes précarisées à une alimentation qualitative et diversifiée.

Usagers - 7 grandes catégories de freins

- Contexte de crise économique
- Modes de production et de consommation dominants
- Offre alimentaire
- Moyens financiers et matériels
- Santé
- Modes et rythmes de vie
- Niveaux de connaissance et d'éducation





Fiche-outil

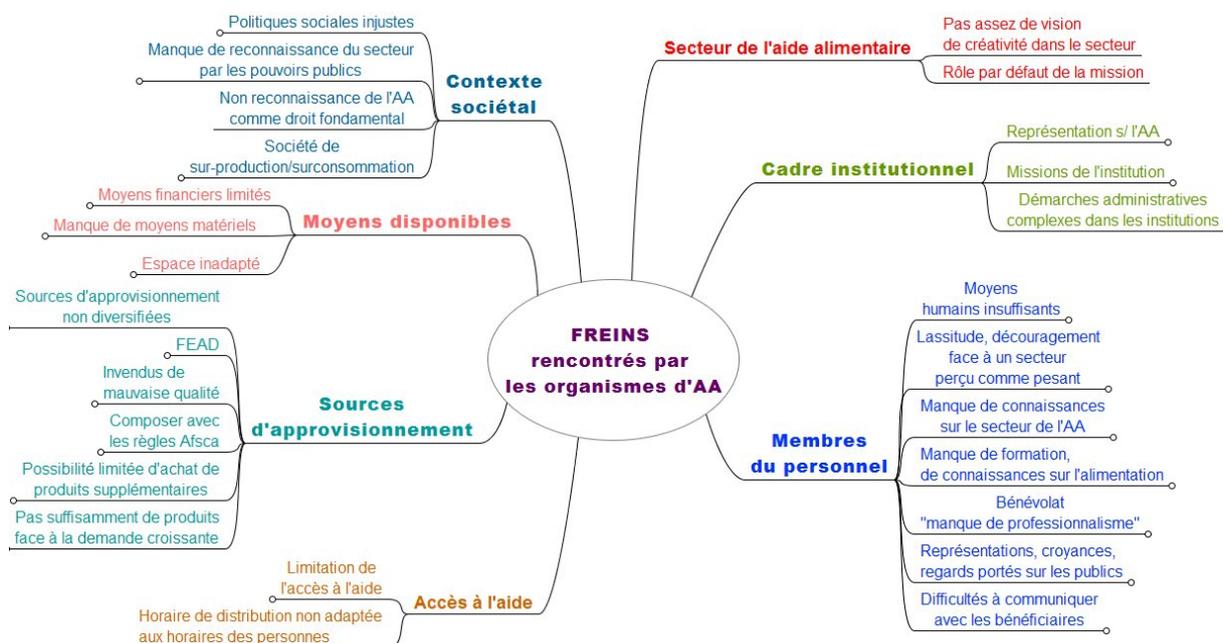
FREINS RENCONTRÉS PAR LES ORGANISMES D'AIDE ALIMENTAIRE

Le diagnostic fait aussi émerger un ensemble de freins empêchant les organismes d'aide alimentaire de garantir une alimentation qualitative et suffisante aux personnes fréquentant leurs services.

Ceux-ci portent essentiellement sur les marges de liberté particulièrement réduites dont dispose le secteur de l'aide alimentaire. Le peu de ressources dont bénéficient les organisations pour mener leurs activités génère de nombreuses contraintes financières, administratives et organisationnelles. Cela pose également des questions d'ordre éthique lorsqu'il s'agit de limiter l'accès à l'aide et de définir des critères de sélection des usagers. Ces nombreux obstacles impactent la capacité des organisations à fournir un service adéquat (en matière de qualité d'accueil, d'offre d'un accompagnement social ou de composition des vivres) ainsi que la possibilité pour les intervenants de dégager du temps et de trouver le soutien pédagogique et méthodologique nécessaire pour évaluer leurs actions, s'informer, se former.

Intervenants - 7 grandes catégories de freins

- Contexte sociétal
- Sources d'approvisionnement
- Moyens disponibles
- Accès à l'aide
- Organisation du secteur de l'aide alimentaire
- Cadre institutionnel
- Membres du personnel



Vers un
accès pour tous à
UNE ALIMENTATION
de qualité

CARNET DE BORD DU DIAGNOSTIC

Une publication du partenariat Solenprim

Edito

Bien se nourrir, qu'est-ce que c'est pour nous? S'agit-il simplement de couper la faim? De l'envie de cuisiner pour soi, pour les autres? Peut-on manger sainement avec un petit budget? Sommes-nous ce que nous mangeons? Faut-il manger local?

A priori, se nourrir semble être une question simple et banale et pourtant, il suffit de creuser un peu le sujet pour réaliser combien cet acte comporte une pluralité d'enjeux : de santé, sociaux, philosophiques, politiques et culturels. Se nourrir est un besoin indispensable qui s'exprime de manière différente selon les individus, les capacités de chacun et les priorités qui s'imposent à nos vies.

"Solenprim", pour "Solidarité en primeur(s)", est un projet qui vise à rassembler des personnes venant de tous horizons, de toutes classes sociales, et des acteurs de terrain, pour faire émerger ensemble des dispositifs innovants qui permettent un accès durable à une alimentation diversifiée et de qualité.

Le journal-traces que vous tenez entre les mains est le fruit d'échanges d'idées, d'envies, et même de rêves que nous avons partagés au fil des rencontres avec l'objectif que chacun puisse bien se nourrir. Les idées des uns ont fait écho à l'expérience d'autres, les mots partagés résonnaient du quotidien ; c'est en nous inspirant tous mutuellement que nous sommes parvenus à ce résultat.

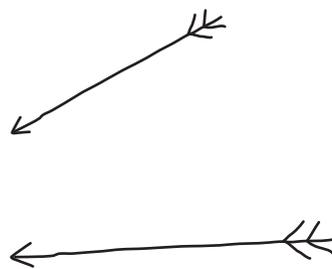
Nous vous invitons à découvrir les petits et grands projets que nous avons imaginés ensemble et à venir apporter votre brique à l'édifice actuellement en construction.

Bien se nourrir... Vous avez des idées... et si nous cherchions à les découvrir tous ensemble?

Pour le partenariat Solenprim,
Pierre-Michel Rousseau et Jonathan Poncelet

30 jan 2016

SOLENPRIM



↳ C'EST QUOI ?

- Abréviation de Solidarité en primeur(s)
- 1 projet de recherche-action
- Mené en co-création = pas de hiérarchie + chacun est expert (usagers et travailleurs du secteur de l'aide alimentaire, chercheur(e)s, chargé(e)s de projet ...)



↳ QUESTION DE RECHERCHE DE SOLENPRIM

En quoi et comment des dispositifs innovants, associant le secteur de l'aide alimentaire à la transition vers un système alimentaire durable, sont-ils susceptibles d'accroître durablement la liberté de choix et le champ des usages alimentaires des publics défavorisés ?



Objectif : accès durable pour tous à une alimentation diversifiée et de qualité.

↳ 3 ÉTAPES :

- 1 Racines des difficultés : phase de diagnostic.**
L'objectif ? Identifier les contraintes/freins qui empêchent les personnes qui recourent à l'aide alimentaire ET les organisations d'aide alimentaire d'accéder à des aliments diversifiés et de qualité.
- 2 Des branches aux solutions : phase créative.**
En s'appuyant sur le diagnostic : inventer ensemble les futurs projets concrets qui permettront de lever les freins et répondre aux attentes.
- 3 La récolte : phase de développement et d'évaluation.** Les scénarios sont mis en œuvre + des projets sont développés localement et sont évalués.

AGENDA

24 oct 2016:
diagnostic croisé

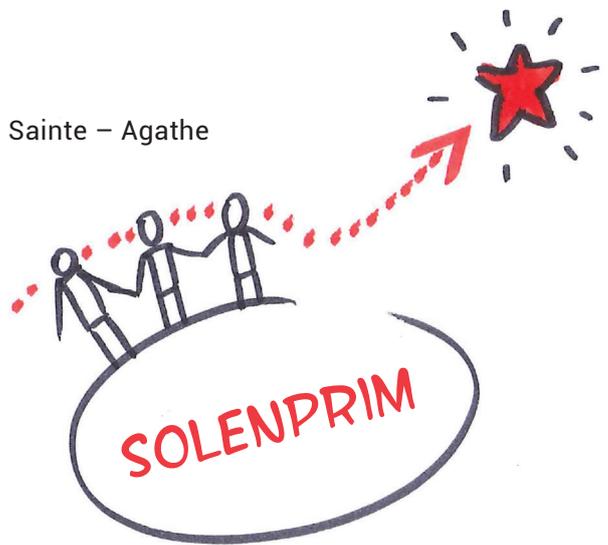
Journée d'échanges et travail collectif pour clôturer la phase 1 et démarrer la phase 2.
passer des freins aux solutions.
Pour garder une trace de notre rencontre et mettre en valeur le travail, on va construire/écrire ensemble un carnet de bord.

- occasion de rappeler le travail qu'on aura fait avant cette date ?
Oui, validé.

- le dessinateur Yakana sera là. On pourra utiliser ses dessins pour illustrer le cahier !

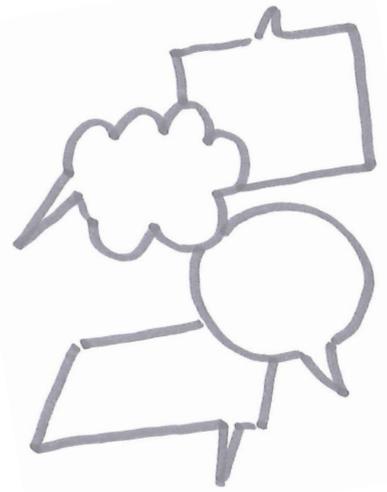
↳ QUI PARTICIPE À SOLENPRIM ?

- 4 organisations offrant des services d'aide alimentaire :
 - Le Centre social protestant
 - La Porte Verte / Snijboontje
 - Le CPAS d'Ixelles
 - L'épicerie sociale du CPAS de Berchem Sainte – Agathe
- La Fédération des Services Sociaux :
 - La Cellule Recherch'Action
 - La Concertation Aide alimentaire
- La Plateforme Soli-Food



26 sept 2016

On construit ensemble un « diagnostic »!



1^{ER} TEMPS - LOCAL :

Dans chacune des 4 organisations partenaires, deux diagnostics « locaux », c'est-à-dire dans l'organisation elle-même, ont été réalisés : l'un avec un groupe de bénéficiaires, l'autre avec un groupe d'intervenants (professionnels ou volontaires).

Rappel : pendant la 1^{ère} phase de SOLENPRIM, nous avons pour objectif d'identifier les freins qui réduisent l'accès des publics précarisés et des organismes d'aide alimentaire à des aliments variés et de qualité.

↪ nous construisons ensemble un diagnostic, en trois temps.

2^{ÈME} TEMPS - TRANSVERSAL :

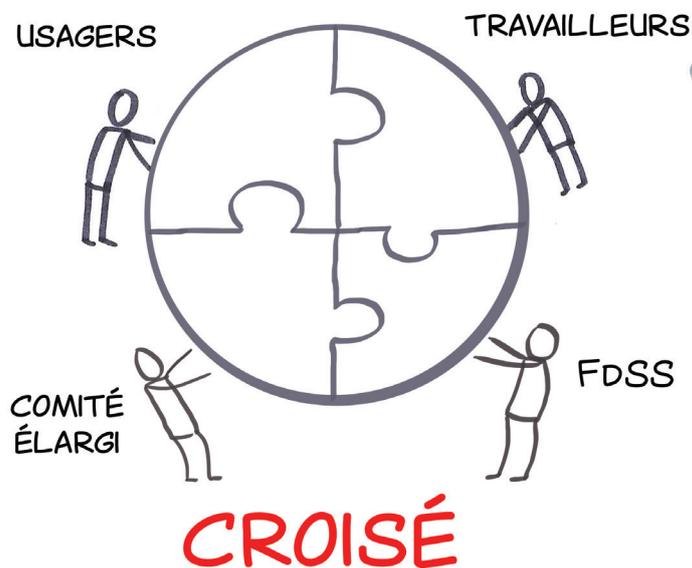
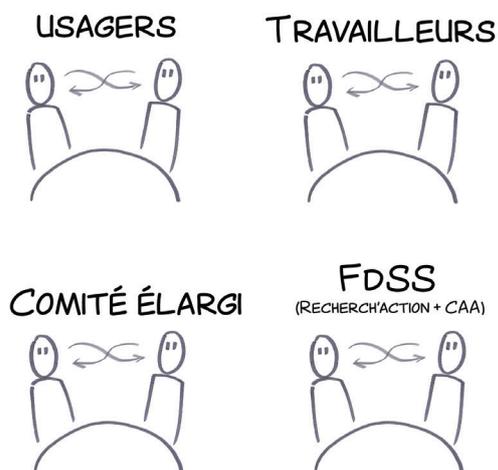
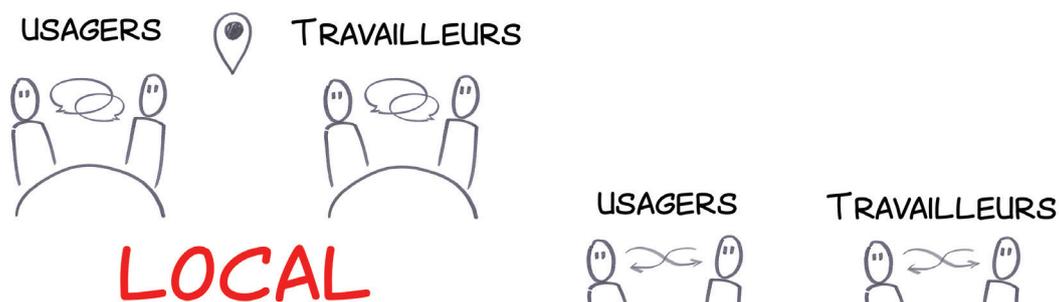
Les bénéficiaires ayant participé à l'étape locale précédente se sont rassemblés afin de partager leurs analyses. Les intervenants ont fait de même. Deux autres séances de diagnostic transversal ont été organisées : une avec l'équipe de la FdSS (Cellule Recherch'Action et Concertation Aide Alimentaire) et une autre avec les membres du comité élargi. Le comité élargi rassemble des acteurs périphériques au projet, intéressés et concernés de près ou de loin par les questions soulevées par Solenprim (RABAD, Banque alimentaire, service social généraliste, ...).

3^{ÈME} TEMPS - CROISÉ :

Le 24 octobre 2016, ce sera la journée du « diagnostic croisé » ! Les différents acteurs ayant participé aux phases précédentes (bénéficiaires, intervenants, FdSS, comité élargi) seront invités à partager leurs réflexions et à poursuivre l'écriture de ce carnet de bord, pour illustrer le travail mené tout au long de cette phase « diagnostic ». Les discussions seront structurées autour de 4 axes :

- Les représentations qu'ont les uns et les autres de l'aide alimentaire ;
- Les dimensions du bien se nourrir ;
- Les freins qui réduisent l'accès à une alimentation de qualité ;
- Les rêves et projets de systèmes alimentaires plus justes et durables.

LES TROIS TEMPS DU DIAGNOSTIC :



Pour toutes les séances de diagnostic, nous avons utilisé des méthodes d'animation en intelligence collective qui ont facilité l'émergence des idées de chacun, en accord avec notre démarche de co-création.

Participation :

Séances	Nombre de participants
Diagnostiques locaux	60
Diagnostiques transversaux	31
Diagnostic croisé	34



Ça y est, c'est la journée d'échanges!



Pour nous, l'aide alimentaire c'est ...

Le secteur de l'aide alimentaire est complexe et souvent méconnu. Pour pouvoir travailler ensemble sur le projet Solenprim, nous avons donc dû prendre du temps pour bien définir les contours de ce secteur. Lors d'une animation des séances de diagnostic, nous avons été amenés à nous poser la question : « Pour moi, l'aide alimentaire, qu'est-ce que c'est ? ».

Nous nous sommes rendu compte que les réponses étaient diverses et variées. Et leur comparaison est riche d'enseignements ! Être inscrit à l'intérieur ou à l'extérieur du secteur, le coordonner, l'observer ou le vivre au quotidien, distribuer l'aide ou la recevoir... sont autant de positions qui influencent la manière dont nous percevons et décrivons l'aide alimentaire.

Aujourd'hui, nous découvrons les représentations des un(e)s et des autres ! Elles sont affichées au mur, sous la forme d'un immense damier. Tout au long de la journée, nous pouvons marquer notre accord ou notre désaccord et commenter ces représentations.



Lors du diagnostic croisé, on pouvait mettre des gommettes pour dire...

Les représentations sont affichées au mur, sous la forme d'un immense damier.

Pas d'accord



D'accord



... et ajouter des



Pour nous, l'aide alimentaire c'est ...

Le groupement d'achats collectifs c'est manger mieux et moins cher. ●●

La possibilité d'avoir une réponse à un besoin élémentaire ●●

J'ai déjà vu des personnes qui pleurent en bas, c'est pas facile

La solitude quand on mange et prépare la nourriture des colis ●

Accès à l'alimentation pour tous

Difficile à demander

« Donner sans retour », sans contrepartie

Il devrait y avoir plus de choix et de diversité ●

Un cauchemar pour ceux qui en ont besoin ●●●●

« C'est aussi un dispositif qui maintient des personnes dans un système inégalitaire, un dispositif duquel on s'extrait difficilement »

L'aide alimentaire, ce sont des relations amicales ●

Aider les gens dans la précarité à avoir une alimentation saine

*Commentaire :
A condition de remettre en question les pratiques traditionnelles de l'aide alimentaire.
EX. Utiliser des produits sains.*

« Faciliter un lien avec ceux qui produisent » ●

Secteur méconnu dont l'aspect organisationnel est parfois discutable.

Commentaire : Normes d'hygiène - solidarité - petits magasins → revenu minimal, salaire à vie, revenu maximal (taxe sur le capital), valorisation du travail des associations

Le groupement d'achats collectifs : une organisation pour s'approvisionner, et des prix intéressants ●●●

Une pression qui s'exerce sur les travailleurs sociaux et sur les bénéficiaires

La date de péremption : les produits alimentaires (non ouverts) se consomment jusqu'à deux mois après la date affichée ●●

Et ces critères comment les définir ?

Honteux mais essentiel : un système honteux qui plonge les personnes toujours plus dans la précarité.

Aider les gens qui en ont besoin



Mal organisé, mal pensé. Avec les colis, on ne peut pas se faire un repas.

Commentaire : Continuer à améliorer le colis et encadrer les bénéficiaires (échanges, rencontres, ateliers, ...)

Le groupement d'achats collectifs permet de mettre du beurre dans les épinards. C'est un plus.



Un point d'ancrage : cela peut aider à mettre en lien avec l'AS qui réfléchit aux solutions globales à mettre en place. L'AA, ce n'est pas une solution. Les colis alimentaires sont utiles sur le court terme, pas sur le long terme.

Au plan social, il n'y a pas mieux que Molenbeek pour avoir de l'aide. C'est différent dans d'autres communes comme Uccle.



J'aimerais que les pâtes soient complètes au lieu d'être blanches, que les frites soient moins grasses, avoir parfois un plat végétarien : l'aide alimentaire devrait être améliorée (ex. les frites)



Nécessite davantage de synergies

Epuisant car l'offre ne rencontre pas la demande. L'insatisfaction est présente tant du côté des bénéficiaires de l'aide alimentaire, que de ceux dont la demande est refusée. On peut parler d'un travail énergivore.

Accessible à tous

Commentaire : Les conditions pour bénéficier de l'AA sont restrictives et limitées dans le temps



Un droit fondamental à insérer dans un suivi social. Sur quelle base pourrais-je refuser l'aide alimentaire à quelqu'un qui vient me consulter ?

Le groupement d'achats collectifs : un accès pour tous, à du bon, du frais, et sans intermédiaire. C'est plus écologique, et on participe pour l'environnement.



Le manque de certains produits

Un pansement

Commentaire : Un pansement... qui se trouve sur tout un système malade !!! Quand on tire une ficelle, toutes les autres apparaissent. → GLOBALITE

Mettre en commun des offres alimentaires : plus que la seule nourriture création de liens

C'est incroyable que ça existe alors qu'on surproduit et qu'il y a du gaspillage alimentaire. C'est illogique que des personnes aient faim.

L'aide alimentaire devrait toucher un maximum de personnes qui sont dans les difficultés



L'accès à l'aide alimentaire est possible selon les revenus



Une demande en croissance



10:15

Pour nous, bien se nourrir c'est...

Manger équilibré

Agréable

Manger local

UNE PHILOSOPHIE DE VIE

AVOIR EN QUANTITÉ

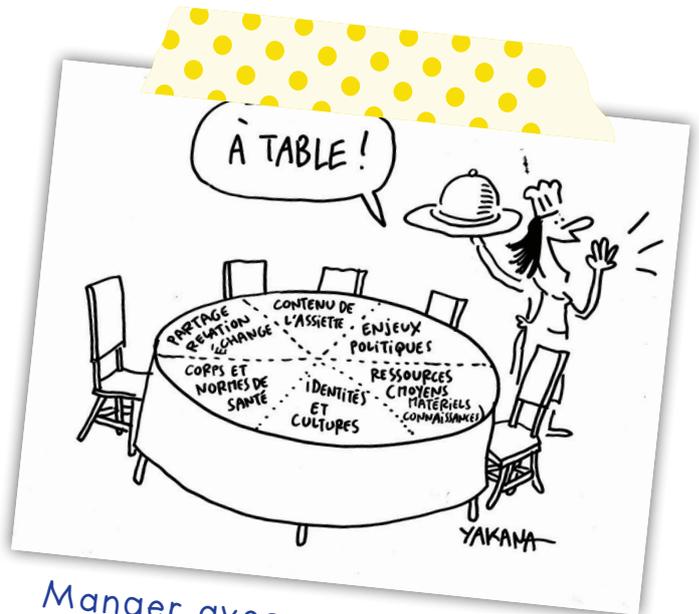
Luxeux

Avoir accès à l'alimentation

Manger dans le calme

NE PAS GASPILLER

Diversifier les aliments



Manger avec mes enfants

La liste est longue.

En tout, durant les séances de diagnostics locaux, 330 idées ont été associées à l'énoncé « Pour moi, bien se nourrir c'est... ». Certaines d'entre elles étaient partagées par les sept groupes (« Manger cinq fruits et légumes par jour », « Manger équilibré » ou encore, « Cuisiner soi-même ») ; d'autres, en revanche, n'ont été citées qu'une fois (« Manger aux heures où on a faim », « Manger un peu », « Ennuyeux »,...).

Aujourd'hui, au détour d'une animation visant à nous rencontrer, nous sommes revenus sur nos visions respectives du « bien se nourrir », de manière à définir collectivement les indicateurs de ce qu'est, pour nous, une bonne alimentation.

Plus de 140 cartons dispersés sur une grande table. 140 cartons reprenant les idées récoltées au cours des sept diagnostics locaux.





Chacun d'entre nous a choisi trois cartons significatifs de ce qu'il entend par « bien se nourrir », avant de s'installer pour en discuter en sous-groupe de six à sept participants.

Nous nous sommes présentés les uns aux autres (« Je m'appelle Untel et j'ai pris connaissance du projet Solenprim dans le cadre de... ») avant de proposer notre vision du « bien se nourrir », au départ des trois cartons choisis.

Au cours des échanges, on a pu entendre ici et là :

« Pour moi, c'est une histoire de respect... de soi-même, de l'aliment, de la personne qui l'a produit. »

« Avant tout, c'est ne plus avoir faim. »

« J'ai choisi « Je suis ce que je mange » et « Éviter les sucreries » car c'est exactement l'inverse que je pense... Je crois que ce n'est pas vrai que « Je suis ce que je mange ». Je suis sensible à l'équilibre alimentaire mais je trouve que parfois les injonctions de la société, très fort portées par les médias, vont un peu loin... Au point où on finit par croire qu'on est ce que l'on mange. »

Une fois le tour de table terminé, les cinq sous-groupes avaient pour tâche de catégoriser leurs différentes visions, en collant chacun des cartons choisis dans la part du camembert jugée la plus pertinente.

Le travail mené dans les sept groupes de diagnostic nous avait permis d'identifier six grandes dimensions du « bien se nourrir » (représentées par les six parts du camembert) ; aujourd'hui, le croisement de nos regards a donné lieu à une définition collective des ingrédients qui les composent.



LE « BIEN SE NOURRIR » : UN ENJEU MULTI-FACETTES

Le contenu de l'assiette représente, pour la majorité d'entre nous, un indicateur important du « bien se nourrir » mais il est loin d'être le seul.

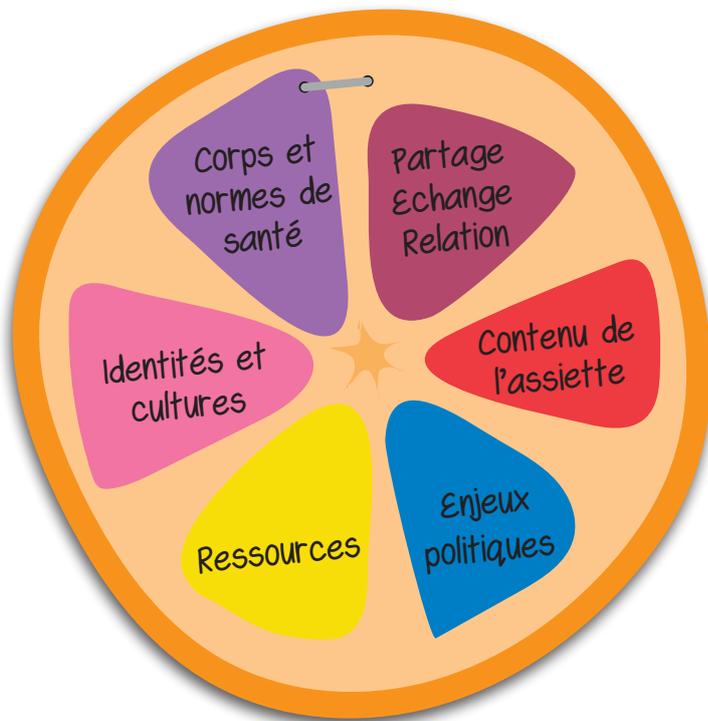
Le regard porté sur les pratiques alimentaires et les modes de consommation dépend de nombreux facteurs que nous avons pu mettre en évidence. Ainsi, il intègre un positionnement politique souvent associé au respect de l'environnement ou à la promotion de modes de production et de consommation plus éthiques (« Poser un acte politique pour soutenir les producteurs », « Arrêter de manger des produits de l'agro-industrie »,...). Il est également déterminé par les ressources dont on dispose (« Avoir de l'argent », « Avoir du temps », « Avoir les outils pour faire des choix éclairés »,...) et qui impactent nos possibilités de choisir notre alimentation. Il est guidé par des normes et des valeurs liées à la santé et au soin du corps (« Ne pas abuser de l'alcool », « Manger sainement », « Ecouter son corps »,...), liées à notre culture et à notre éducation. Mais, tout autant qu'une manière de consommer, le « Bien se nourrir » renvoie aussi à des notions telles que le plaisir, la découverte, la convivialité et le partage.

« Bien se nourrir » ne se résume pas au contenu de nos assiettes et comporte des dimensions politiques, relationnelles, identitaires, de santé,... Autant d'axes de travail à investir lorsque sera venu le temps de penser et de co-créer les projets pilotes.

IDENTITÉS ET CULTURES

(Pratiques culturelles, éducation,...)

- Désstresser/Ne pas être stressé
- « Je (ne) suis (pas) ce que je mange ! »
- (Ne pas trop) éviter les sucreries
- Manger épicé
- Des légumes à chaque repas
- Manger chic et pas cher
- Avoir le choix/être libre de choisir/Produits choisis
- Jolies tables/Dans un beau plateau/Jolie nappe, beau décor
- Philosophie de vie



ENJEUX POLITIQUES

(Sociaux, environnementaux,...)

- Arriver à une certaine dignité/ retrouver sa dignité
- Avoir accès à l'alimentation
- La vie
- Satiété/Ne plus avoir faim/A sa faim/Avoir son ventre bien calé
- Ne pas gaspiller
- Avoir le moral
- Tout en respectant les producteurs et l'environnement
- Un droit/nourriture pour tous
- Fuir les supermarchés/Remettre de l'humain dans l'acquisition, à l'inverse de ce qui se passe dans les supermarchés. Remettre du vivant.
- Poser un acte politique pour soutenir les producteurs
- En accord avec l'environnement/ Respecter l'environnement
- Arrêter de manger des produits de l'agro-industrie

RESSOURCES

(Moyens matériels, connaissances,...)

- Pas compliqué/Simplicité/Manger des choses simples.
- Avoir de l'argent
- Cuisiner/Cuisiner soi-même/Préparer les aliments (« aller plus loin que cuire ou disposer dans l'assiette »)
- Local (manger des produits locaux)/Liens avec l'agriculteur/Produits belges
- Avoir beaucoup d'info, s'informer, pouvoir comprendre les emballages/Avoir les outils pour faire des choix éclairés
- Cher/luxueux/ « Le bien se nourrir est luxueux. On est déjà à un stade supérieur, après la question de se nourrir tout court »
- Difficile
- Avoir du temps/Prendre son temps
- Pas toujours évident

CONTENU DE L'ASSIETTE

(Goût, qualité, quantité)

- Pouvoir manger
- Pas possible pour tout le monde
- Lait/Yaourt/Fromage/Produits laitiers
- Herbes fraîches
- Bio/Nature/ « agriculture éthique et raisonnée »
- Vitamines
- Un peu de tout
- Eviter les plats préparés
- Un plaisir/ Se faire plaisir
- Bon
- Dessert/Pâtisserie
- Mangue/Tomates/Salade
- Ne pas avoir faim/Satiété
- Agréable/ « joindre l'utile à l'agréable »
- Qualité/ « Mieux que plus »
- Eau

CORPS ET NORMES DE SANTÉ

- Ne pas abuser de l'alcool
- Hygiène de vie
- Manger dans le calme/Être tranquille
- La clé de la santé/Se maintenir en bonne santé/Vivre longtemps/S'immuniser
- Produits de saison/Produits frais, de saison, sans pesticides/Des légumes variés et de saison
- Des produits non transformés/non chipotés
- S'écouter/Ecouter son corps/Bien se connaître
- Sain/Manger sainement
- Bien manger
- « C'est répondre aux besoins de son organisme »/ « Selon ses besoins physiologiques »/ « Satisfaire nos besoins nutritionnels »
- Varié
- « Cinq fruits et légumes par jour mais c'est cher »/Fruits/Légumes

PARTAGE, ECHANGE, RELATION

- Collectivité/Rassemblement, groupe
- « Les deux pieds sous la table »
- Du plaisir
- S'amuser, se découvrir
- A la maison
- Manger ce que je veux
- Partager des idées et des connaissances
- Bonne ambiance
- « Cuisiner et manger avec des proches »/« Manger ensemble avec la famille »/« Manger avec mes enfants »/« Manger avec quelqu'un qu'on aime »/« C'est plus important pour moi de manger en compagnie. » /« Comme au restaurant social on rencontre plein de personnes, plus jeunes ou plus âgées. »/« En bonne compagnie/En famille/Accompagné (pas manger seul)/« Entre amis »
- Arrêter de manger des produits de l'agro-industrie



11:00

Partir des difficultés pour trouver des solutions

L'animatrice nous annonce que dans la suite de la journée, nous allons nous projeter dans le futur pour imaginer des solutions innovantes dans le secteur de l'aide alimentaire. Mais pour que nos propositions répondent à des attentes réelles, nous devons nous replonger dans le travail d'identification des freins qui réduisent l'accès à une alimentation variée et de qualité, tant pour les usagers des services d'aide alimentaire que pour les organisations qui développent ces services. Nous les avons identifiés lors des étapes précédentes du diagnostic.

Il y a quelques mois, les séances locales ont permis de répertorier une série de freins, et d'approfondir ceux que nous considérons comme les plus importants à traiter. Nous nous sommes demandé : « Est-ce un frein pour tout le monde ? D'où vient-il ? Qui/ quelle en est la cause ? Comment ce frein se traduit-il au quotidien ? Qu'est-ce que ce frein produit ? Quelles seraient des pistes de solution par rapport à ce frein ? »

Aujourd'hui pour nourrir notre réflexion, nous pouvons relire les « fiches techniques » que nous avons rédigées lors des séances transversales. Nous y avons approfondi certains freins (les plus contraignants et ceux sur lesquels Solenprim pourrait nous permettre d'agir).

Il y a aussi le dessin d'un grand arbre collé au mur du local. Les difficultés que nous avons identifiées sont collées sur les racines et cet après-midi, nous poserons les projets innovants sur les branches !



FREINS RENCONTRÉS PAR LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Près de 140 freins pesant sur les personnes précarisées ont été relevés, agissant les uns et les autres dans une dynamique complexe. Ainsi, les ressources financières et matérielles, le niveau de connaissance ou d'éducation, la culture, la santé physique, le lieu de résidence et, à un niveau plus large, les politiques génératrices d'inégalités, les prescriptions sociales sur l'alimentation ou encore, l'offre pléthorique de produits issus de la grande distribution représentent autant de facteurs augmentant ou réduisant les possibilités d'accès des personnes précarisées à une alimentation qualitative et diversifiée.

FREINS RENCONTRÉS PAR LES ORGANISMES D'AIDE ALIMENTAIRE

Le diagnostic fait aussi émerger un ensemble de freins empêchant les organismes d'aide alimentaire de garantir une alimentation qualitative et suffisante aux personnes fréquentant leurs services.

Ceux-ci portent essentiellement sur les marges de liberté particulièrement réduites dont dispose le secteur de l'aide alimentaire pour mettre en œuvre et orienter les services qu'il propose. Le peu de ressources dont bénéficient les organisations pour mener leurs activités génère de nombreuses contraintes financières, administratives, organisationnelles ou encore d'ordre éthique lorsqu'il s'agit de limiter l'accès à l'aide et de définir des critères de sélection des bénéficiaires. Ces nombreux obstacles impactent la capacité des organisations à fournir un service adéquat (en matière de qualité d'accueil, d'offre d'un accompagnement social ou de composition des colis) ainsi que la possibilité pour les intervenants de dégager du temps et de trouver le soutien pédagogique et méthodologique nécessaire pour évaluer leurs actions, s'informer, se former.

Les racines de l'arbre = les difficultés identifiées



Les feuilles de l'arbre = les solutions imaginées

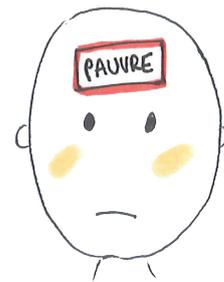
GRANDES CATÉGORIES DE FREINS

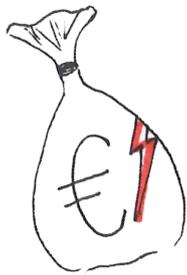


- Moyens financiers
- Manque d'information sur l'alimentation saine
- Accès à l'emploi
- Surproduction, suroffre et surconsommation
- Coût des produits de qualité
- Trop de tentations
- Pas la priorité
- Publicité, marketing
- Solitude
- Régimes alimentaires spécifiques
- Vivre seul
- Mauvaise qualité des produits facilement accessibles
- Manque de temps
- Envie, motivation individuelle à cuisiner
- Manque de moyens matériels
- Manque de connaissances en cuisine
- Logement, lieu de vie inadapté
- Regard sur les bénéficiaires
- Santé, maladies (et conséquences)
- Inégalités sociales / accès aux produits de qualité
- Mauvaises habitudes alimentaires
- Produits disponibles + organisation dans l'aide alimentaire
- Habitudes culturelles
- Goûts personnels
- Honte ressentie dans la demande d'aide
- Politiques sociales insatisfaisantes / injustes
- Peur ressentie dans la demande d'aide
- Mauvaise connaissance des institutions, des services, non recours, etc.
- Mobilité, transports, distance
- Education (/bien se nourrir) dans la famille
- Connaissance, information et accès aux services d'aide alimentaire
- Education (/bien se nourrir) à l'école
- Manque d'information sur les produits distribués
- Manque de connaissances, de sensibilisation sur l'alimentation saine dans la société

USAGERS

- Contexte de crise économique
 - Modes de production et de consommation dominants
 - Offre alimentaire
- Moyens financiers et matériels
 - Santé
- Modes et rythmes de vie
- Niveaux de connaissance et d'éducation

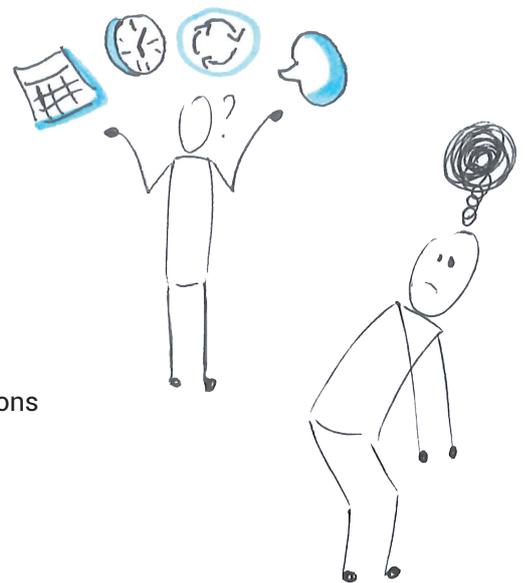




ORGANISMES D'AIDE ALIMENTAIRE

- Conditions d'accès à l'aide
- Communication avec les bénéficiaires
- Fracture numérique (accès, visibilité)
- Bénévolat : non désir de changement
- Quantité de colis distribués limitée
- Lassitude, découragement des équipes
- Manque de reconnaissance et de financement de la part des pouvoirs publics
- Locaux inadaptés pour la distribution
- Aide alimentaire non reconnue comme droit fondamental
- Accueil
- Nombre croissant des demandes d'aide
- Difficultés d'organisation interne (accès, horaires)
- Dans l'aide alimentaire: « vision politique absente »
- Dépendant des dons
- Politiques sociales injustes
- Logistique
- Disponibilité des denrées
- Mobilité et transport
- Coût des denrées de qualité
- Stockage des denrées
- Manque de moyens financiers
- Critères AFSCA
- Démarches administratives complexes au sein des institutions
- Manque de moyens matériels
- Crainte de l'abus
- Manque de coordination du secteur
- Manque de professionnalisme des organismes
- Manque de partenariats entre aide alimentaire et alimentation durable
- Manque de moyens humains (manque de temps, charge de travail...)
- Manque de visibilité des organismes
- Manque de formation / connaissances sur le secteur de l'aide alimentaire
- Philosophie caritative du secteur
- Manque de formation / connaissances sur l'alimentation
- Vision des acteurs de l'aide alimentaire sur leur secteur
- Représentations, regards portés sur les bénéficiaires
- Contexte de malbouffe facile, suroffre industrielle

- Contexte sociétal
- Sources d'approvisionnement
- Moyens disponibles
- Accès à l'aide
- Organisation du secteur de l'aide alimentaire
- Cadre institutionnel
- Regards sur les bénéficiaires



« Au départ de tout projet,
il y a un rêve, une vision vers
laquelle on souhaite tendre. »



Premiers pas vers un futur désirable

Ca y est, cette journée de « diagnostic croisé » nous permet de poser un premier pas vers la phase suivante, en rêvant les scénarios idéaux vers lesquels le projet Solenprim pourrait tendre.

SE PROJETER EN 2025

« NOUS SOMMES EN 2025, LE PROJET SOLENPRIIM CONNAIT UN FRANC SUCCÈS. IL A PERMIS D'OBTENIR DES PROGRÈS IMPORTANTS... ».



Répartis en binômes, puis en petits groupes de 4 personnes, nous avons reçu pour consigne de visualiser cette projection et de traduire notre vision sur un support, à l'aide d'images découpées dans des revues, de mots-clés ou de petits textes. Cet exercice a conduit à la réalisation de dix affiches qui reprennent plusieurs thématiques transversales :

- l'accès pour tous à une alimentation de qualité, notamment grâce à la gratuité des produits ;
- la promotion de nouveaux modes de consommation et de production décentralisés, coopératifs et solidaires ;
- la collectivisation de ressources, privées ou publiques ;
- la promotion d'une allocation universelle et la réduction du temps de travail ;
- la réduction du prix des loyers et l'accès au logement pour tous ;
- l'accès pour tous aux savoirs et savoir-faire culinaires, aux informations sur les modes de consommation alternatifs, à la formation à l'autoproduction ;
- la conscientisation des pouvoirs publics et des citoyens ;
- la mise en place de politiques plus sévères en matière de gaspillage alimentaire et l'adoption d'une réglementation stricte de « l'offre de produits préparés, gras ou remplis de pesticides » ;
- et enfin, le développement de projets en faveur de la protection de l'environnement.



NOTRE RÊVE, 2025...



EN 2025

DES PANIERS BIO LIVRÉS CHAQUE SEMAINE GRATUITEMENT À TOUS !

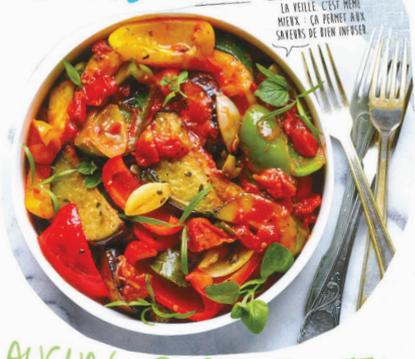


ET DES CUISINES COLLECTIVES ACCESSIBLES A TOUS POUR PRÉPARER ET PARTAGER LES REPAS



ET POUR CEUX QUI NE CUISINENT PAS...

DES PETITS PLATS SURGELÉS SAINS, SANS CONSERVATEURS, FAITS AVEC DES PRODUITS LOCAUX, PEU CHERS



PLUS AUCUN PLAT DE TRAVAILLE QUALITÉ DANS LES MAGASINS!

et

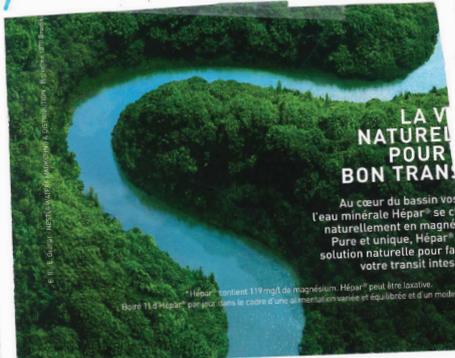
si

on

rêvait



2027.
que l'état fournisse à chaque citoyen
une parcelle de terrain pour que
chaque famille puisse avoir son propre
potager, sa propre petite ferme avec :
des poules, une vache, lepin etc...
du lait et du fromage aussi.



LE MAI, UN MOISSONNIER ET UN PAYSAN AU GOUT SÉRIeux.
JE MANÈGE COMME JE VEUX... 100
Spécial camping 3 étoiles.



provenance de
digérés par le
comme les fi
pourrait. Au
l'essentiel
lactose par
lait entier.
l'acide, qui
peut aussi
même s'il
provoque
produit
ailleurs
écrit sur
un min
caus

PARTAGE

CADEAU :

Rêve d'oxygène

L'APPRENTISSAGE

J'AI ENVIE... d'être plus optimiste

peut toutes en
notre quotidien



Allocation universelle à Toulon

TOUT POUR TOUS

POTAGERS URBAIN

LIBRE ÉCHANGE

TRANSFORME

ESPACES PUBLICS A DISPOSITION

récolter et planter

si des
dis ces
l'ha
kar
Fi



REVENONS À 2017 : ÉMERGENCE DE PERSPECTIVES

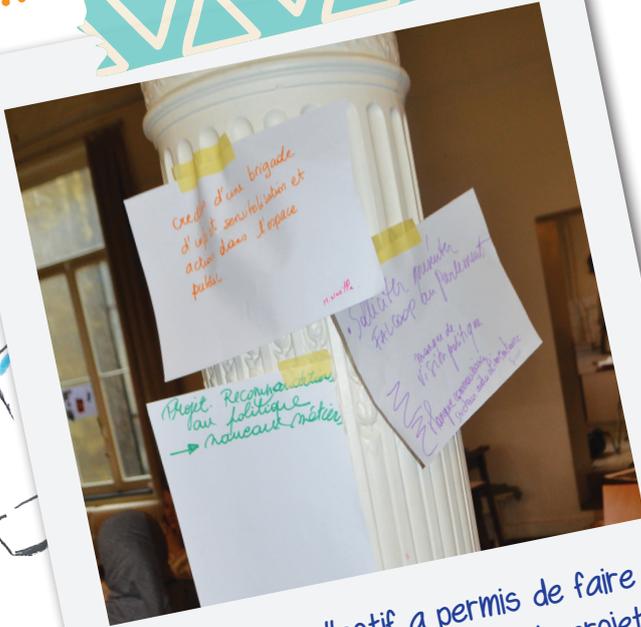
« APRÈS AVOIR RÊVÉ ENSEMBLE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES JUSTES ET DURABLES, TELS QU'ILS SE DESSINERONT EN 2025, REVENONS EN 2017, ET IMAGINONS LES PROJETS QUI PEUVENT LEVER LES FREINS RENCONTRÉS ET QUI, EN SE MULTIPLIANT, SE RÉPLIQUANT, SOUTIENDRAIENT L'ÉMERGENCE DE CES SYSTÈMES PLUS JUSTES ET DURABLES. »



PLUS DE 30 IDÉES DE PROJETS !

- Distribution de repas gratuits par les communes ;
- Chaque commune désigne un coordinateur alimentaire ;
- Potagers publics collectifs dont les produits sont cuisinés et redistribués ;
- Des lieux pour produire, cuisiner, se rencontrer ;
- Faire ensemble : potager, cuisine ;
- S'organiser : se mettre en réseau, prendre le temps ;
- Taxer les supermarchés pour un fonds alimentaire ;
- Interdiction des plats préparés ;
- Ateliers pour cuisiner des produits que l'on ne connaît pas ;
- Développer des groupes d'achats communs sociaux ;
- Eduquer dès le plus jeune âge ;
- Formation culinaire pour les travailleurs ;
- Revoir les normes de sécurité alimentaire ;
- Favoriser les magasins locaux (épicerie sociale, GASAP...);
- Faire du lobbying pour un revenu minimum acceptable ;
- Reconnecter Bruxelles et son hinterland ;
- Décloisonner le secteur/ donner la parole à tous ;
- Cantine-cuisine de quartier autogérée ;
- Grandes tables d'hôtes dans des lieux stratégiques ;
- Augmentation des restaurants sociaux de qualité (près des écoles) ;
- Présenter Solenprim au Parlement ;
- Cuisines communales mixtes ;
- Pôle Alimentation par quartier ;
- Utiliser les cuisines collectives lorsqu'elles sont vides (soir) ;
- Une épicerie sociale par commune ;
- Snacks végétariens ;
- Fabrication de plats préparés de qualité par une entreprise d'économie sociale ;
- Mise à disposition de terres cultivables par les communes ;
- Frigo dans la rue, accessible à tous ;
- Structure de dialogue communal autour de l'alimentation ;
- Création d'une brigade d'information sur l'alimentation ;
- Echange de recettes ;
- Ateliers d'information sur la conservation des produits.





Cet exercice collectif a permis de faire émerger une trentaine d'idées de projets!



5 de ces idées ont été choisies et travaillées en sous-groupes sur un support papier.



Les créations des sous-groupes ont ensuite été présentées à tous.



Présentation des 5 projets



14:15

PROJET 1 - UNE CANTINE COLLECTIVE ET AUTOGÉRÉE

« Nous avons imaginé une cantine collective et autogérée. Modestement, il nous faudrait une petite maison, avec un jardin. Un lieu mis à disposition par la commune. L'idée, c'est que dans chaque commune il y ait un lieu comme celui-ci. Mais on va commencer par une commune.

Dans ce lieu, nous avons l'espace de cantine avec sa cuisine, une concierge qui habitera au-dessus, un espace lecture et de loisir, une épicerie mixte, un potager collectif pour produire les aliments pour la cantine, un espace pour les enfants avec une cabane.

Vous pensez qu'on est dans le rêve mais nous pensons qu'on n'y est pas, que c'est possible.

Il y a aussi une école de devoirs, une niche pour les animaux (parce que nous aimons bien les animaux et que nous voulons les accueillir, pour que les gens qui ont des chiens puissent venir à la cantine), un super compost pour les déchets de la cantine, une salle de fêtes que les habitants du quartier pourraient utiliser et pour qu'il y ait des spectacles dans la cantine.

Une table d'hôtes sera organisée pour avoir des fonds propres. Le toit sera utilisé aussi (...) un potager y sera installé. Il y a aussi « l'échange de biens et de services » : un tableau sur lequel chacun peut mettre des annonces pour échanger des objets et aussi des services. Et le Repair café, où on peut réparer des objets.

Comme vous le voyez, on n'a pas du tout d'ambitions (rires) mais on pense que c'est possible !

Mais comment cela fonctionne ?

C'est un système de don/contre-don : on donne du temps à ce lieu, et en échange on peut accéder à un ou des repas, selon le temps qu'on aura donné (...)

Il y a un comité de gestion qui sera renouvelé tous les 6 mois : 5 personnes élues par l'ensemble les participants vont s'occuper de la gestion de ce lieu.

Et pour les sous : tables d'hôtes, tombolas, brocantes, crowdfunding... Le crowdfunding, ça passe par internet, c'est un système de financement participatif, et il y a aussi un échange. Par exemple, si tu donnes 5 euros au projet, en échange tu peux participer à un repas. 5 euros, 30 euros, c'est à définir. »



UNE CANTINE-CUISINE DE QUARTIER



Groupe composé de Catherine, Christiane, Dominique, France, Margot, Nassera, Véronique.

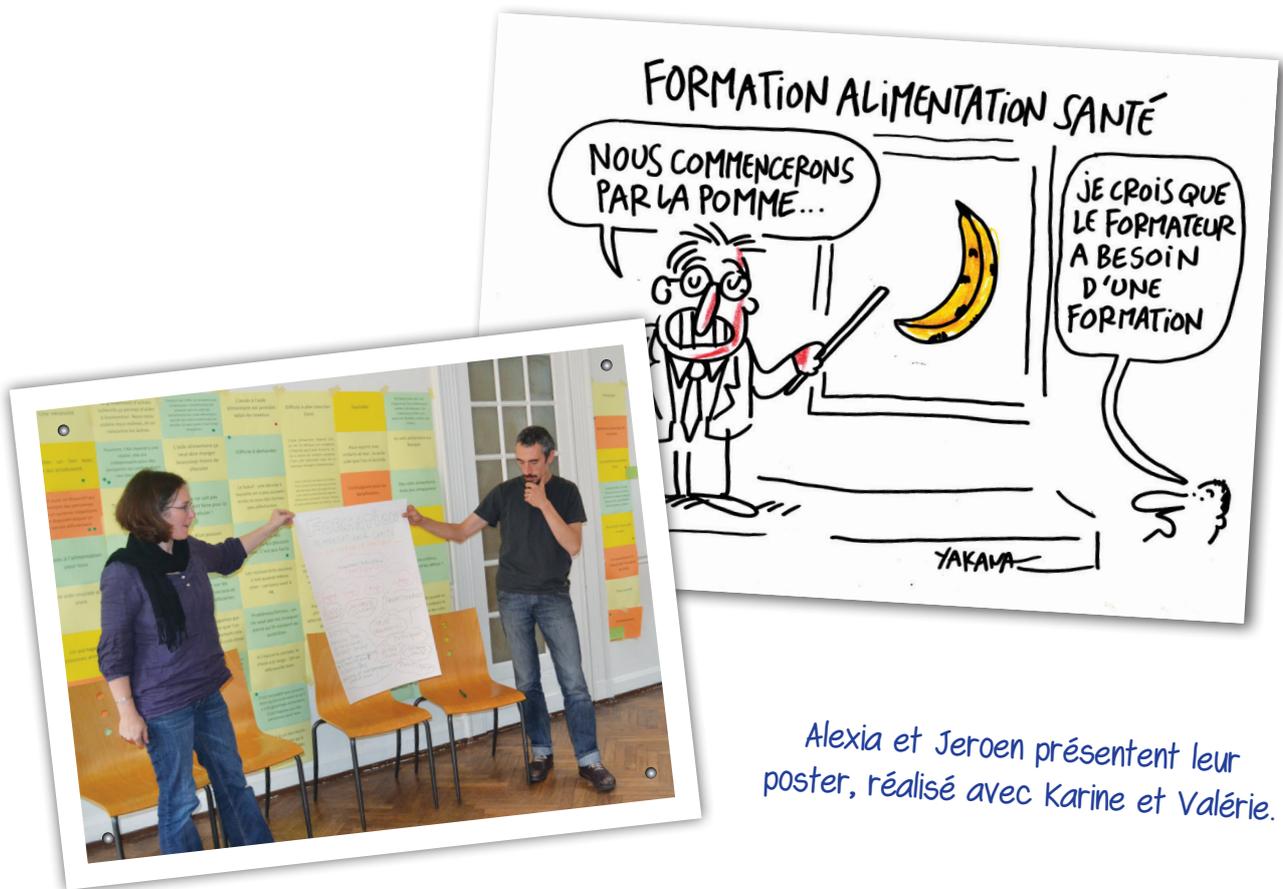
Sous :

- Table d'hôtes
- Tombolas / brocante
- crowd funding
- subside communal
- Act 60 du CPAS



- repas à prix coûtant
- récupération des invendus de quartier
- prêt de la cuisine
- projet géré par les habitantes
- comité de gestion qui change tous les 6 mois
- Auberges espagnoles de quartier

PROJET 2 - FORMATION « ALIMENTATION ET SANTÉ »



Alexia et Jeroen présentent leur poster, réalisé avec Karine et Valérie.

« Notre thème initial est la formation des professionnels en « Alimentation et santé » mais nous l'avons élargi car la formation serait utile à plusieurs niveaux : dans les écoles, pour les enfants, dans les écoles supérieures et les universités pour les étudiants, dans toutes les filières, et aussi pour les professionnels dans le privé, pour former les associations, les médecins... dans le secteur public (social, santé et aussi le politique).

Comment organiser cela ?

Pour chaque type de public, il faut prévoir des formateurs spécialisés dans différents terrains, à différents niveaux.

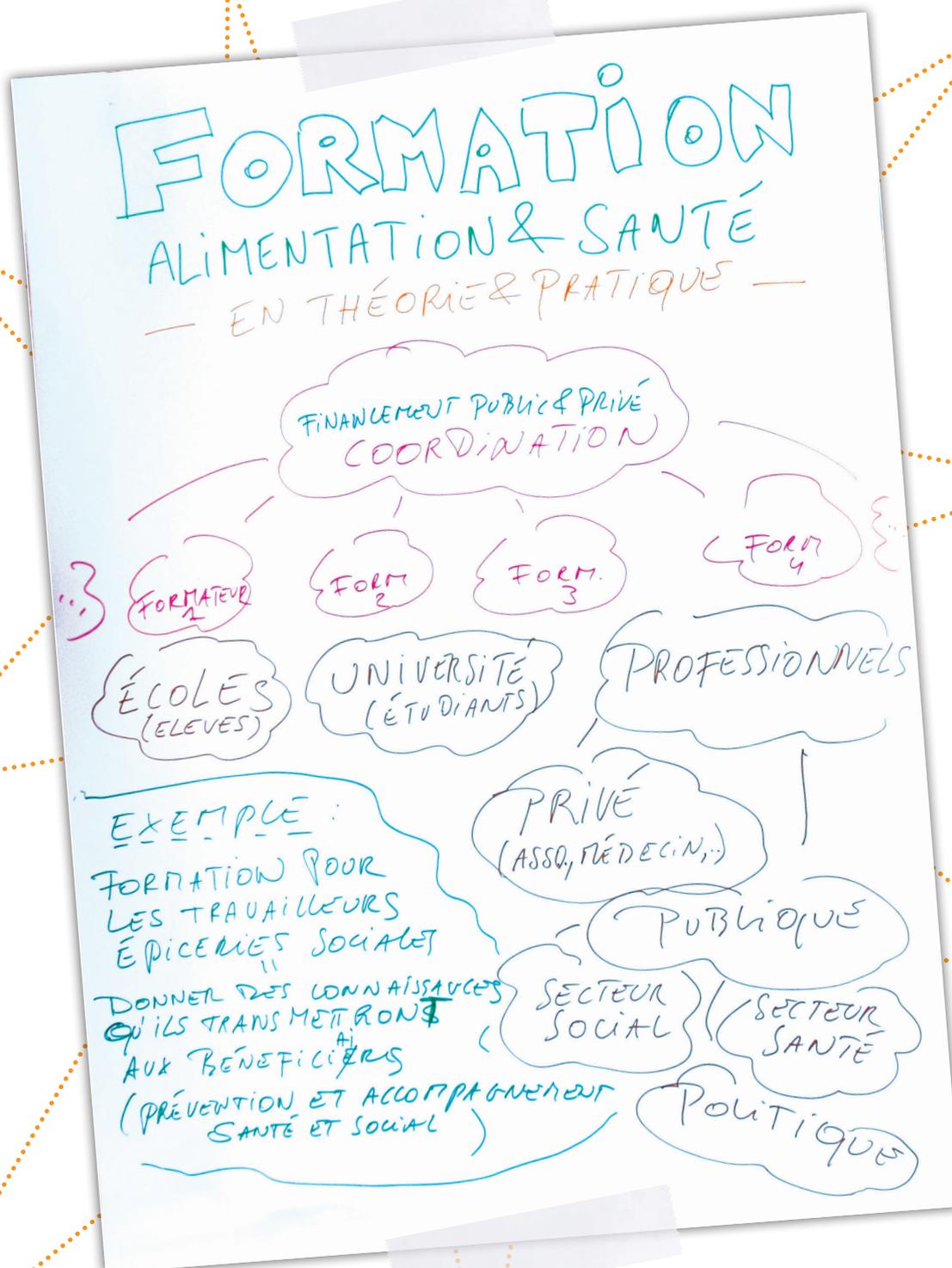
Pour financer et coordonner tout cela, on a pensé à une coordination générale constituée et financée à la fois par le secteur public et le secteur privé.

L'idée est la suivante : il y a des travailleurs sociaux qu'il faut former et un des dispositifs qu'on pourrait mettre en place, c'est la construction d'un module de formation pour ces travailleurs. Ce module doit leur permettre d'acquérir les connaissances « théoriques » et « pratiques » pour pouvoir faire de la prévention dans leur travail quotidien au contact des publics. Les connaissances théoriques, ce sont, par exemple, les connaissances nutritionnelles ; les connaissances pratiques ce sont les connaissances en préparations culinaires, etc.

Selon nous, la priorité des travailleurs sociaux - en tout cas pour les assistants sociaux - c'est assez souvent d'être dans la gestion des questions administratives et, du coup, la question de l'alimentation n'est pas abordée alors que cette compétence pourrait leur être utile dans l'accompagnement.

Nous avons eu un débat sur les dangers d'une approche moralisatrice car l'idée n'est pas de mettre en place des guidances nutritionnelles pour les gens. C'est pourquoi nous sommes revenus à l'idée que la société, en général, a besoin de plus de connaissances sur la manière dont les produits industriels sont fabriqués, pourquoi certains sont mauvais pour la santé, pourquoi d'autres peuvent être plus éthiques, plus intéressants à consommer, etc.

Nous en sommes donc arrivés à nous dire qu'il faut prévoir des dispositifs de formation pour des types de publics différents mais toujours dans l'idée de sensibiliser la société dans son ensemble. »



INSPIRANT !



Groupe composé de Anissa, Jonathan et Marie.

PROJET 3 - UN FRIGO COLLECTIF MIS À LA DISPOSITION DE TOUS

« Pour favoriser l'accès pour tous à l'alimentation, nous avons pensé à un frigo disponible dans l'espace public. Nous sommes partis du constat que ça peut être difficile pour les personnes d'aller dans les structures où on a accès à de la nourriture à bas prix, comme les restaurants sociaux. Elles peuvent avoir l'impression d'être jugées, d'être observées. Nous pensons que ce frigo peut donner l'opportunité de ne pas devoir subir ce jugement.

Ce frigo permettrait de répondre aux besoins alimentaires des personnes qui en ont besoin, d'encourager la collectivité, la solidarité et le partage, de lutter contre le gaspillage alimentaire : le frigo serait rempli d'invidus mais aussi de repas préparés par des particuliers.

Aspects pratico-pratiques :

L'accessibilité : le frigo devrait se trouver dans un lieu de passage. Un lieu vivant. Un lieu entouré de domiciles, de restaurants, d'activités liées à l'alimentation ... avec des gens qui pourraient remplir ce frigo. Nous pensons, par exemple, à des endroits comme le Piétonnier ou la place Flagey car il y a pas mal de passage, pas mal de restos aux alentours, pas mal de personnes dans le besoin.

L'espace doit être convivial et confortable. S'il est au milieu de la place, au vu de tout le monde, avec la pluie qui nous tombe dessus en permanence, on n'aura peut-être pas envie d'y aller. Le frigo pourrait être dans un cabanon richement décoré, avec de la couleur. Il ne faut pas que ce soit glauque. La convivialité est importante.

Il faudrait prévoir des espaces de rangement pour placer les plats vidés de leur contenu afin que les donateurs les récupèrent. On pourrait prévoir également une table près du frigo pour que les gens puissent s'asseoir, s'ils le souhaitent.

Une charte serait établie et signée par les donateurs. Elle contiendrait différentes règles relatives au dépôt d'aliments : « pas d'alcool », « les dates de péremption et/ou de fabrication du produit/ du plat doivent être indiquées », « les ingrédients contenus dans les plats doivent également être mentionnés » ou encore, « on ne se débarrasse pas de la nourriture déjà utilisée (ex. un pot de Philadelphia déjà entamé) ».

Un gestionnaire du frigo doit être désigné. Il veillerait au respect de la charte, du frigo collectif et à la mise à jour des denrées alimentaires disponibles.

Pourquoi ne pas créer une page Facebook qui informerait sur le contenu du frigo ? »

FRIGO collectif



Objectifs

- * accès pour tous
- * anonymat
- * contre le gaspillage alimentaire
répondre aux besoins alimentaires
- * favoriser COLLECTIVITÉ
- * SOLIDARITÉ / PARTAGE

Quoi?



- * — accessibilité : importante
en TRAM, ...
- * (LIEU) très fréquenté
entouré de commerces
de résidences } type
FLAGE
- * Protégé de la pluie
discret mais visible "pas au milieu de la place"
- * Convivial [déco] "façade enie" "festif"
- * frigo + ustensiles [dans 1 armoire + "évier"]

Comment

"publicité" lors
d'événements de
quartier

- * Contenu : surplus des
restaurants, des particuliers
(plats préparés) : les invendus
- * Coordinateur : mise à jour
des denrées alimentaires +
veille au bon
déroulement

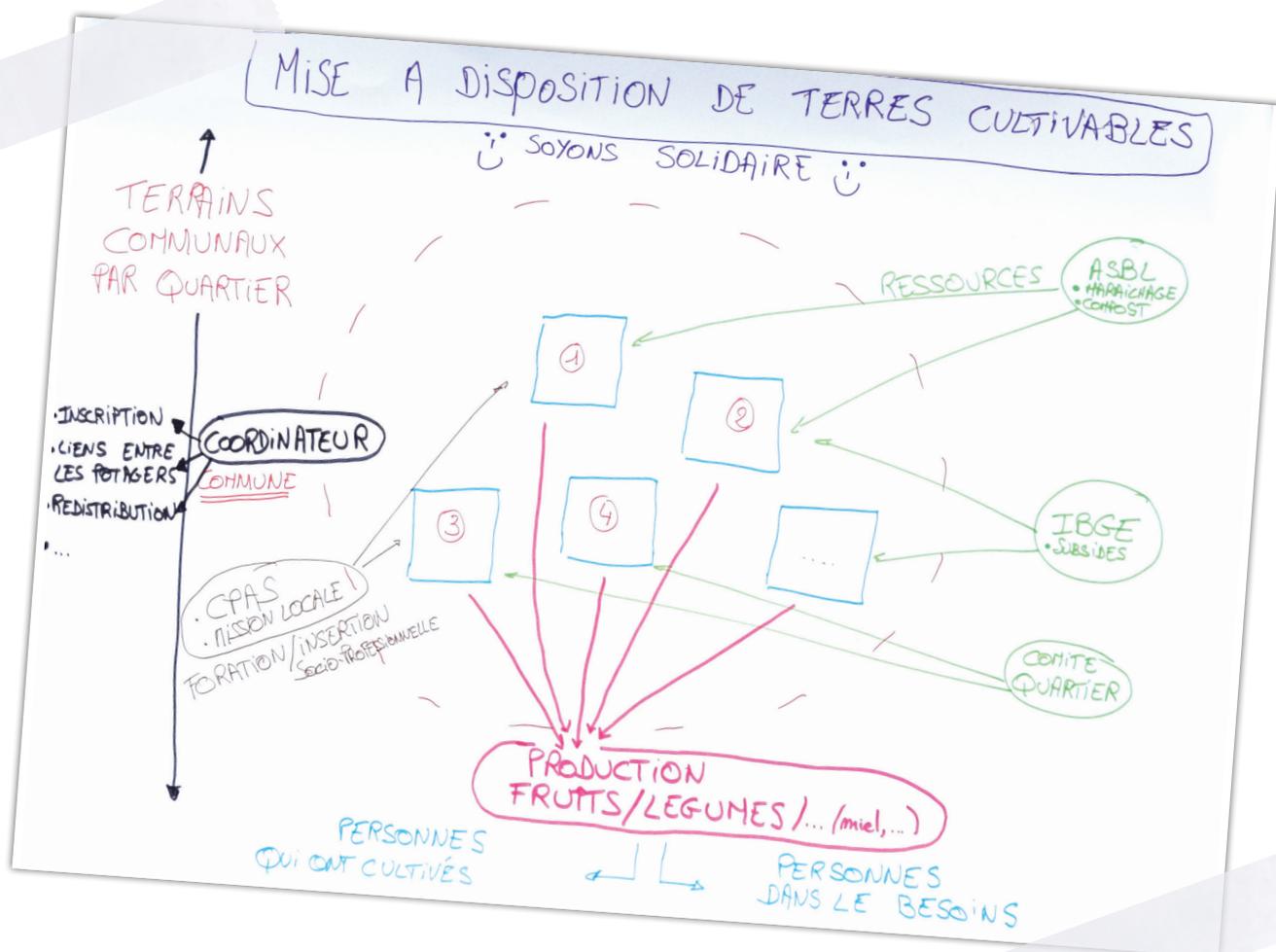
Charte du : Règles
frigo collectif

PROJET 4 - MISE À DISPOSITION DE TERRES CULTIVABLES

« Nous proposons que chaque commune mette à disposition des terrains communaux cultivables, dans chaque quartier, représentés sur le schéma par des carrés bleus.

Pour gérer ces parcelles, la commune engage un coordinateur qui s'occupe des inscriptions des personnes - le nombre de personnes acceptées dépend de la taille du potager - ; fait le lien entre les personnes impliquées dans les différents potagers : échange d'informations, de produits cultivés ; si les potagers sont spécialisés dans la production de tel ou tel légume, fait le lien avec d'autres types de projets menés en matière d'aide alimentaire et gère la redistribution.

Toute la production est partagée entre les personnes qui ont cultivé, d'une part - c'est du win-win - et d'autre part, les personnes qui sont dans le besoin via des organisations d'aide alimentaire : Soyons solidaires !



Des partenariats sont établis :

- avec des associations qui font de la formation en maraichage urbain, en compostage,... Ces formateurs viennent dans chaque potager pour donner des coups de pouce en fonction des besoins et des demandes ;
- avec des services d'insertion socio-professionnelle, des CPAS ou des missions locales, pour mettre des personnes en réinsertion professionnelle dans ces terrains afin d'avoir de la main- d'œuvre et également de leur fournir une formation ;
- avec les comités de quartier.



Moyens : « Le nerf de la guerre, l'argent ! »

Nous pensons faire appel à Bruxelles Environnement dans le cadre du programme Good Food car ils gèrent des espaces publics. Dans tous les parcs, un certain nombre de mètres carrés pourrait être dévolu à l'agriculture, aux potagers. Il y a des terrains en friche.

On peut aussi se servir de Bruxelles Environnement pour faire pression auprès des politiques pour qu'on consacre certains terrains à ce genre de projet et non aux promoteurs immobiliers.

Une réglementation dit qu'à chaque fois qu'on crée des bureaux, une contrepartie doit être investie dans le logement : on pourrait dans la même idée imaginer que pour tout mètre carré de bureau, des espaces soient dédiés à l'agriculture. »



PROJET 5 - PÔLE ALIMENTATION PAR QUARTIER

« Nous proposons de développer un pôle alimentation par quartier. Nous entendons « quartier » plus dans son sens géographique qu'administratif. Dans chaque quartier, six services seraient hébergés dans un même lieu et proposés : une bourse aux dons, un potager collectif, une épicerie sociale, un groupe d'achats communs, des colis alimentaires, des ateliers cuisine/une cuisine collective.

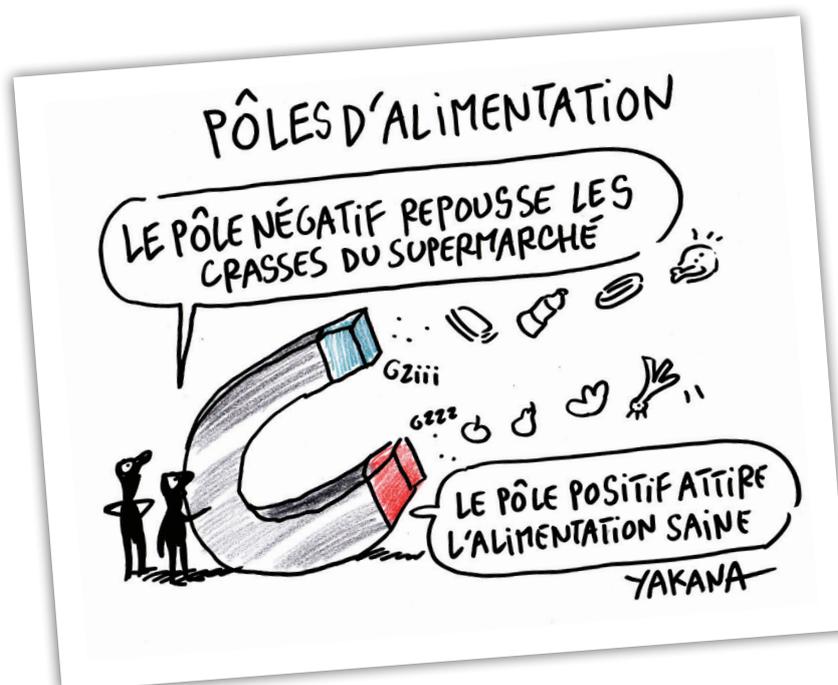
La Bourse aux dons impliquerait des supermarchés, des CPAS, des communes, des commerces, des petits producteurs, l'AFSCA (qui pourra assouplir sa réglementation), des centres d'aide alimentaire. Elle reposerait sur une bonne logistique et le travail avec la plateforme www.bourseauxdons.be, élargie aux dons de particuliers à particuliers.

En ce qui concerne le potager collectif, les associations telles que le Centre d'écologie urbaine, la Ferme d'Uccle... donneraient des formations pour que les gens sachent comment planter la carotte, quand la semer, quand la retirer. Bruxelles Environnement octroierait des subsides. Les communes pourraient le prévoir dans des contrats de quartier (ça se fait déjà dans les Marolles). Il impliquerait aussi les associations d'aide alimentaire, les restaurants sociaux. Par exemple, il y a un restaurant social qui fonctionne déjà avec un potager qui leur appartient. Les gens précarisés viennent aider pour planter et les légumes sont utilisés pour le restaurant social. Il faudrait avoir des terres si possible non polluées, du matériel et de la connaissance.

L'épicerie sociale serait organisée avec le CPAS et des associations. Elle disposerait d'un local, d'un espace pour stocker les produits, des moyens pour faire d'autres activités que la vente. L'approvisionnement reposerait sur les marchés publics et le FEAD (les produits ne peuvent pas être vendus).

Le groupe d'achats en commun rassemblerait les associations, citoyens, producteurs et les centres d'aide alimentaire qui viendraient récupérer les produits. Il utiliserait un local pour les réunions et le stockage.

Un espace serait dédié à la distribution de colis alimentaires ; il serait suffisamment grand pour pouvoir stocker tous les produits. Y collaboreraient les centres d'aide alimentaire, le FEAD, les banques alimentaires, les supermarchés (surplus), d'autres associations donatrices. »





Groupe composé de Annick, Kim, Ludivine, Simon

Pôle d'alimentation par quartier :

- ① Bourse aux dons
 - ② Potager collectif
 - ③ Épicerie sociale
 - ④ Groupe d'Achat commun
 - ⑤ Colis alimentaire
 - ⑥ Ateliers Cuisine / Cuisine collective (cf autre groupe)
- Acteurs: Tous + coordinateur(s)
 Moyens: financier (payer coordinateur et matériel et travailleurs)

① Acteurs: CPAS, Commune, supermarché, restaurant, Commerces, petits producteurs, AFSCA, Centre d'aide alimentaire,
Moyens: Bonne logistique (respect chaud froid), Plateforme e (existante),

② Acteurs: associations (ex: Centre d'écologie urbaine, Worms), FE, Commune (Constat Quartier, A21...), Centre d'aide alimentaire, Restau rant (Ateloc Grooteiland Refresh-XL), bénévoles
Moyens: Parcelle (non polluée), Matériel, humains, connaissance

③ Acteurs: CPAS, ASBL, Bénévoles
Moyens: local, approvisionnement, Conventions, FEAD, AFSCA
 marchés publics, supermarchés

④ Acteurs: Assoc, citoyens, producteurs
Moyens: local, temps bénévoles / humains

⑤ Acteurs: FEAD, Banque alimentaire, Supermarché (surplus)
Moyens: local



Laissez un petit mot dans
le carnet de bord!

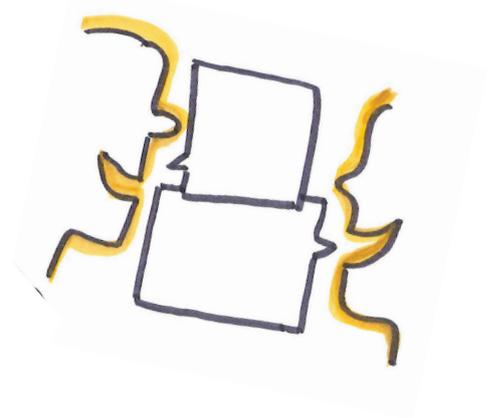


Fin de la journée...

Certains sont partis chercher les enfants à l'école mais nous sommes encore nombreux (-ses) à participer à l'évaluation.

Le diagnostic est posé. Des rêves naissent des projets. Les idées se précisent, deviennent plus concrètes. Des collaborations se mettent en place. Quelque chose a pris, comme une délicate mayonnaise... Forts de cette rencontre, nous pouvons passer aux étapes suivantes du projet et envisager ensemble les projets à co-construire, pour que nous ayons toutes et tous accès à une alimentation de qualité !

Ça fait du bien d'être avec des gens qui travaillent,
de sortir des milieux sociaux dans lesquels je suis,
de pouvoir parler, simplement échanger, s'exprimer,
parler de sujets intéressants en alimentaire. Juste
pour ça merci, merci d'être le système d'échange.



C'était très intéressant et j'ai
apprécié de travailler avec des
personnes qui viennent de différents
centres d'intérêt.

J'AI TROUVÉ ÇA TRÈS
INTÉRESSANT. C'EST
GÉNIALISSIME. LE FRIGO
COLLECTIF C'EST GÉNIAL !

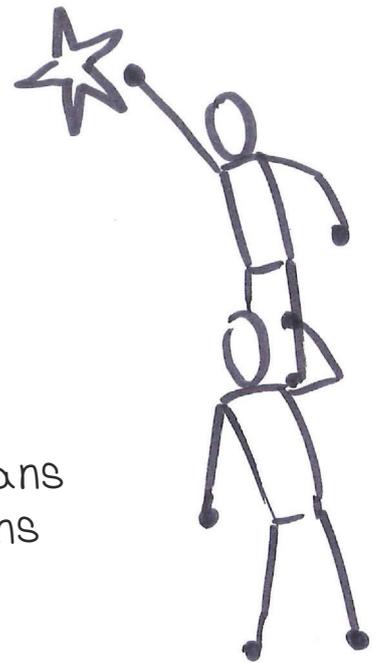
C'est plein de bonnes idées. Si on pouvait tout mettre
ensemble et tout réaliser ce serait exceptionnel. Mais j'y
crois pas vraiment, c'est le problème. Il y a beaucoup
de rêves. Je crois qu'on voit trop grand. Il faudrait un
peu réfléchir. Il faut beaucoup de rêve pour seulement
arriver à deux, trois choses concrètes.

Beaucoup de réponses font système. Tout a l'air de pouvoir être intégré. Finalement, on rêve 2025 mais ça pourrait être 2045. Et tout ça pourrait exister. Je trouve ça rassurant humainement de voir qu'il y a une cohérence entre tous les projets dessinés, entre nous.

Je n'ai pas eu l'impression de m'enraciner dans ce qui a déjà été fait...
Je trouve par exemple que le dessin de l'arbre avec les racines est terrible mais je n'ai pas eu l'impression d'être parti de ces racines. J'ai eu l'impression qu'on repartait d'autres idées, qu'on allait peut-être plus loin mais on ne s'appuyait pas assez sur le travail déjà fait.

Ce que j'ai apprécié, c'est de rencontrer des personnes d'autres secteurs. Tous les projets présentés, peuvent paraître irréalistes mais ça me fait plaisir de voir toutes ces initiatives.

Il y a beaucoup de choses qui existent déjà et d'autres qui devront être mises en place. Tous les moyens sont là, voire même les subsides. C'est à nous de mettre tout cela en réseau. J'ai l'impression que nous travaillons chacun dans notre coin, dans notre commune, dans notre asbl alors qu'ensemble, nous serions plus forts et nous pourrions faire de plus grandes choses.



COORDONNÉES DES PARTENAIRES SOLENPRIM :



Fédération des Services Sociaux
Rue Gheude, 47 - 1070 Anderlecht
02/223 37 74 – info@fdss.be
www.fdss.be



Le Centre Social Protestant – CSP
Rue Cans, 12 - 1050 Ixelles
02/512 80 80 – csp.psc@skynet.be
www.csp-psc.be



La Porte Verte/Snijboontje et Snijboontje bis
Boulevard du Jubilé 124 - 1080 Molenbeek-Saint-Jean
02/421 04 80 – porteverte.snijboontje@skynet.be
www.porteverte-snijboontje.be



CPAS d'Ixelles
Chaussée de Boondael, 92 - 1050 Ixelles
Contact : 02/641 56 21 – pierremichel.rousseau@cpasxl.irisnet.be
www.cpasixelles.irisnet.be



CPAS de Berchem Sainte-Agathe
Avenue de Selliers de Moranville 91 - 1082 Berchem-Saint-Agathe
Contact : 02/482 13 55 - isvandaele@cpas-ocmwberchem.brussels
www.cpasberchem.be



Soli-Food, plateforme d'achats solidaire
pour le secteur de l'aide alimentaire
(Croix-Rouge) Rue de Stalle 96 - 1180 Uccle
02/371 35 39 – g.vanzeebroeck@croix-rouge.be
www.solifood.be

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Adrien	Kim
Afendy	Laurent
Amina	Loubna
Alain	Ludivine
Alexia	Marie
Anissa	Marie-Claire
Annick	M'barek
Anne	Mahsouba
Anne-Marie	Marion
Alizée	Marcia
Barbara	Margot
Benjamin	Marie-Noëlle
Brigitte	Marino
Bruno	Martin
Catherine	Mélanie
Carmen	Monica
Carole	Nadia
Chloé	Nasera
Christelle	Olivier
Christine	Olivia
Christiane	Philippe
Danielle	Philip
Déborah	Pierre
Delphine	Pierre-Michel
Dirk	Quinquet
Dominique	Rachid
Esteban	Rita
Eugénie	Rob
Fatima	Roselyne
Fathia	Sébastien
François	Samuel
France	Saïd
Florian	Sarah
Grégoire	Sandra
German	Simon
Genoforia	Sonia
Gilles	Tony
Hanna	Valérie
Hugues-Olivier	Virginie
Igor	Véronique
Ikram	Xavier
Juan	Yacine
Jonathan	Ylias
Jeroen	
Jean-Michel	... et toutes les
Justine	personnes
Khadija	que nous aurions
Karine	oubliées.

Editrice responsable :

Céline Nieuwenhuys
Rue Gheude 49 1070 Bruxelles

Auteurs : l'ensemble du matériel présenté dans ce journal a été produit collectivement par les partenaires du projet Solenprim ; la mise en forme a été coordonnée par Justine Vleminckx et Catherine Rousseau.

Relecture : Alexia Serré, Anissa Ayadi, Dominique Vincke, Jonathan Poncelet, France Tassin, Valérie Lacagnina, Marie Hanse et Betty Nicaise.

Mise en page et illustrations :

Hanna Dupont

Dessins : Yakana

Tous droits réservés.

Ne pas jeter sur la voie publique.
Imprimé sur du papier recyclé.



Avec le soutien d'Innoviris.



La boîte à graines - une grainothèque au CPAS d'Ixelles¹

Présentation

Avec le projet Solenprim, le CPAS d'Ixelles crée « La Boîte à graines », un projet de grainothèque dont l'objectif est de permettre aux bénéficiaires du CPAS d'échanger des graines de légumes, de fruits ou de fleurs.

« La Boîte à graines » est un lieu de convivialité, ouvert (après adhésion) à toute personne bénéficiant du CPAS. Le projet veut contribuer, à son niveau, à deux objectifs généraux : une plus grande autonomie alimentaire de ses membres et la conservation de la biodiversité.

En pratique, la grainothèque :

- occupe un local du CPAS où les graines sont stockées,
- tient une permanence hebdomadaire,
- détient une trentaine de variétés de graines,
- s'est dotée d'outils de communication interne et externe, d'un nom, d'une charte, d'un logo,
- est portée par un noyau d'une dizaine de personnes.



« Le principe est assez simple. C'est une bourse aux graines. On échange des graines gratuitement entre membres du CPAS. L'idée c'est que des gens viennent ramener eux-mêmes des graines et viennent en emporter. » (Membre de La Boîte à graines)

« On a quand même une trentaine de variétés de graines. Tout est 100% bio, sans pesticides, sans rien. Là on a des tomates, des poivrons, des avocats, des potimarrons, surtout des légumes. Et aussi des fleurs et des herbes aromatiques. » (Membre de La Boîte à graines)

Parce qu'il est pensé et construit au départ des aspirations des usagers du CPAS, le projet de grainothèque diffère sensiblement de l'approche habituellement mise en œuvre par l'institution en matière d'accompagnement des personnes.



¹ Fiche issue du Carnet d'expériences, consultable en intégralité <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-mars-2019/>



Moments clés

- De **novembre 2017 à novembre 2018** : le groupe visite une série de projets inspirants (le potager collectif de la rue Gray, une grainothèque à Jette, la Bees Coop, le Tour du monde en 183 assiettes, la ferme Nos Pillifs, les jardins de Pomone...) qui motivent la création d'une grainothèque.
- En **mai 2018** : les permanences hebdomadaires de La Boîte à graines sont lancées !





Points d'attention

- 1 **La co-construction** : il est important que les participants décident ensemble du "quoi-quand-comment..." et que chacun puisse contribuer en fonction de ses compétences et de ses envies.
- 2 **La convivialité** : il est fondamental que les personnes prennent plaisir à participer, à se retrouver ensemble, à partager une collation, etc. dans un cadre souple qui puisse s'adapter aux besoins et aux disponibilités des personnes.
- 3 **La découverte** : à l'image des séances d'inspiration, c'est un réel apport que de proposer au groupe d'aller visiter des projets similaires et découvrir de nouvelles expériences, de s'en inspirer et de se les approprier pour son propre projet.
- 4 **La communication interne et externe** : il faut s'assurer de la bonne circulation des informations relatives au projet et à ses avancées, et tenir compte de la disponibilité limitée de certains membres du groupe. Il faut créer des outils de communication (affiche, logo, flyer, journal, réseaux sociaux) pour mettre en valeur le projet, le faire connaître et créer du lien autour de lui.
- 5 **L'action** : il est important de réaliser des actions concrètes pour montrer que le projet avance, pour garder la motivation du groupe et maintenir l'implication de chacun dans le projet.

Contact

Sophie Franchimont, accompagnatrice du groupe
sophie.franchimont@cpasxlirisnet.be



« On est allés découvrir plusieurs projets qui existent à Bruxelles autour de l'alimentation. A partir de là, avec le groupe, on a pensé que ce serait bien de créer une grainothèque. On a passé du temps à récolter des graines. On a participé à un atelier pour apprendre à le faire. On a aussi commencé à préparer les petits sachets pour y mettre les graines. On passe aussi des moments de convivialité et d'échanges ensemble. » (Membre de La Boîte à graines)

« L'enjeu de ce type de projet, c'est que l'on peut récupérer pas mal de graines mais qu'au final, la quantité est toujours limitée. Ça pose la question de quels échanges on peut faire avec d'autres potagers ou d'autres groupes. Ce serait chouette de faire des liens avec d'autres projets de graines. » (Membre de La Boîte à graines)

« Le temps de germination varie d'une graine à l'autre. Il y a des graines qui ne sont plus bonnes après un an, d'autres qui peuvent tenir plusieurs années. On doit apprendre tout ça. On se rend bien compte que c'est plus complexe qu'il n'y paraît. » (Membre de La Boîte à graines)



Des pistes d'action pour demain ?

Lors de la « mise au vert Solenprim », l'outil « **Moi, à ta place** » a permis de récolter, en quelques tours de table, l'avis des partenaires présents sur les perspectives à donner à *La Boîte à graines*. Autant de pistes d'action qui pourraient mériter d'être approfondies, en 2019 ou après !

« ... j'explorerais les autres idées que le groupe a formulées, dans l'idée de relancer des projets collectifs »

« ... en plus des graines, je proposerais des semis quand c'est la saison »

« ... je relancerais le groupe sur l'idée « Un marché gratuit, une fois par mois, dans le CPAS » »

« ... je réserverais dans le potager du CPAS des espaces pour les membres de la grainothèque »

« ... je poursuivrais les séances « inspiration », pour continuer à explorer d'autres projets »

« ... j'inviterais le président et le secrétaire du CPAS à rencontrer le groupe »

« ... j'essayerais de voir avec ceux qui étaient là au début, pourquoi ils n'y sont plus »

« ... j'irais à Mouscron voir la grainothèque géante qui propose plein d'anciennes variétés »

**Moi, à ta place
au CPAS d'Ixelles**

« ... je valoriserais ce qui s'est fait auprès d'autres associations d'aide alimentaire d'Ixelles, et pourquoi pas, aller y chercher des personnes intéressées par le projet »

« ... je rebondirais sur l'enthousiasme qu'il y a eu par rapport aux bacs suspendus, ou la culture en sacs »

« ... j'explorerais la dimension politique de la production de graines car ça ouvre plein de questions intéressantes »

« ... je proposerais une formation/ supervision pour l'équipe du CPAS sur les démarches communautaires, pour booster les accompagnateurs du projet et donner un nouveau souffle »

« ... je ferais en sorte que les personnes puissent apprendre à récolter des graines »

« ... je créerais un lieu d'échanges, une fois par an par exemple, de graines ou de plans, de plats, de légumes... et j'irais voir « Ixelles en transition » puisqu'ils organisent un marché gratuit deux fois par mois sur le parvis »

« ... je participerais aux ateliers « cultiver en ville » »

« ... je réfléchirais à la question des débouchés des graines, qu'il s'agisse de les cultiver en pots, ou d'aider les gens à trouver des terrains cultivables... »

« ... je participerais au réseau d'échanges en train de se créer sur le travail communautaire »

« ... je sortirais du cadre du CPAS et j'irais voir l'existant, je créerais des liens avec ce qui existe sur Ixelles, des potagers collectifs présents dans le quartier par exemple... »



Solidair'prêt

un service de prêt au CPAS de Berchem-Sainte-Agathe¹

Présentation

Quelques mois après le diagnostic Solenprim, en juin 2017, des usagers du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe forment un comité citoyen qui se réunit régulièrement dans le but de penser collectivement un nouveau projet. Ce processus donne naissance à « Solidair'prêt », un service de prêt d'ustensiles de cuisine, de jardinage et de bricolage.

« Nous sommes des bénévoles, nous nous mettons au service de la collectivité en mettant sur pied un comité citoyen qui prend en charge l'élaboration du projet » (Membre du comité citoyen)

L'objectif est de permettre aux usagers du CPAS mais aussi, à terme, à tous ceux qui en font la demande, d'avoir accès gratuitement à du matériel pour en faire un usage ponctuel. Ce projet repose sur la volonté d'éviter tant que possible le gaspillage et la surconsommation, de permettre aux personnes ayant peu de moyens financiers de pouvoir jardiner, d'effectuer des travaux, d'organiser des événements festifs (anniversaires, fêtes de famille...), et d'offrir à tout un chacun la possibilité de « se faire plaisir autour d'un bon repas » nécessitant un ustensile spécifique.

« On sait très bien que nous avons à la maison plein d'objets que nous utilisons rarement ou que nous avons besoin d'objets que nous utilisons de temps en temps, comme par exemple un appareil à raclette que vous n'utilisez qu'une fois par an. Un autre exemple, si vous avez un mariage, une communion ou un anniversaire et qu'il vous faut du mobilier de table, vous ne l'avez pas nécessairement. » (Membre du comité citoyen)

« On se sent utile, on rend service aux autres » (Membre du comité citoyen)

En pratique, les membres de Solidair'prêt :

- disposent d'une première série d'ustensiles à offrir au prêt, et d'un local situé au sein du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe,
- assurent une permanence par semaine,
- se sont dotés d'une charte de fonctionnement et d'outils de communication (logo, flyers, mails...),
- travaillent, via des recherches de financement et des appels aux dons matériels et financiers, à l'acquisition de nouveaux appareils et ustensiles pour étayer leur catalogue,
- réfléchissent aux balises qui méritent d'être posées s'ils souhaitent accueillir de nouveaux bénévoles.

« Ici on retrouve confiance. Et l'idée c'est que les personnes qui viennent emprunter, elles s'investissent. » (Membre du comité citoyen)



¹ Fiche issue du Carnet d'expériences, consultable en intégralité <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-mars-2019/>



Moments clés

- **Juin 2017** : création d'un comité citoyen.
- **Mars 2018** : le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe met un local à disposition du comité citoyen pour la prêterie.
- **Septembre 2018** : le comité citoyen participe aux portes ouvertes du CPAS pour présenter le projet de prêterie.





Points d'attention

- 1 **L'observation de ce qui se fait déjà** : la confrontation avec un projet existant - plus précisément ici la rencontre avec les membres d'un Système d'Echange Local (SEL) - permet au groupe de se construire une image plus réaliste de l'ambition visée ; il est souhaitable qu'elle intervienne en début de projet pour éviter les déceptions.
- 2 **L'organisation du groupe** : établir une charte de fonctionnement du groupe citoyen permet une meilleure gestion de celui-ci (comment prendre les décisions, comment intégrer ou sortir du groupe, quelles sont les valeurs du groupe, etc.).
- 3 **Le règlement de la prêterie** : rédiger un règlement pour le prêt du matériel est nécessaire pour garantir la pérennité du projet (comment emprunter et restituer, à quelles conditions, etc.). La sollicitation d'un juriste pour s'assurer de la bonne constitution juridique du système d'emprunt peut également s'avérer utile.
- 4 **La consultation du public-cible** : concerter et consulter un maximum le public visé par le projet pour établir une liste d'objets qui répondent au mieux aux attentes des futurs membres.
- 5 **Les conditions matérielles** : développer une prêterie nécessite de disposer d'un espace de stockage suffisant, il faut donc prévoir un local adapté aux objets que l'on souhaite offrir au prêt.



Contact

Sébastien Van Daele, coordinateur du pôle « alimentation durable » du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe

svandaele@cpas-ocmwberchem.brussels



« Au départ, c'est le comité citoyen qui a réfléchi et pensé ce projet. Le groupe est composé de personnes qui viennent d'un peu partout : des personnes du CPAS, des pensionnés, des personnes de l'extérieur... » (Membre du comité citoyen)

« Nous avons reçu un petit local que nous aménageons avec plein d'objets liés à l'alimentation mais pas que. Ça peut être lié au jardinage ou même d'autres objets tels qu'une perceuse ou autre matériel de bricolage. » (Membre du comité citoyen)



Des pistes d'action pour demain ?

Lors de la « mise au vert Solenprim », l'outil « **Moi, à ta place** » a permis de récolter, en quelques tours de table, l'avis des partenaires présents sur les perspectives à donner à *Solidair'prêt*. Autant de pistes d'action qui pourraient mériter d'être approfondies, en 2019 ou après !

« ... j'explorerais les autres dimensions de ce que peut faire un service d'échange local (SEL) »

« ... je reposerais la question de l'accès gratuit au prêt » / « ... je réfléchirais à un tarif mixte » / « ... je resterais sur l'idée de gratuité pour tous, dans une logique universelle »

« ... je réfléchirais aux possibilités déjà évoquées d'organiser des moments conviviaux autour de la prêterie »

« ... je connecterais la prêterie à un projet de répar'café »

« ... j'irais voir des centres de formation qui travaillent en faisant du recyclage ou de la réparation d'électroménager »

« ... j'explorerais toutes les sources d'approvisionnement possibles en ustensiles de cuisine et de bricolage, dans des restaurants par exemple, mais aussi dans le bâtiment... »

« ... j'essayerais d'aller voir des donneries et j'anticiperais la question du recyclage du matériel de la prêterie »

« ... j'essayerais de demander à l'accompagnateur du projet de réduire son investissement pour laisser plus de place au groupe et voir ce qu'il se passe »

« ... j'irais rencontrer des projets qui diffusent des tutoriels pour permettre aux gens de construire eux-mêmes le matériel dont ils ont besoin »

Moi, à ta place au CPAS de Berchem- Sainte-Agathe

« ... je rebondirais sur l'idée de pôle d'économie sociale et solidaire et j'envisagerais de voir comment cela peut créer des emplois pour rémunérer des citoyens... »

« ... je rejoindrais le réseau en train de se créer sur le travail social communautaire »

« ... je ferais des liens avec les ressourceries, j'irais voir comment elles fonctionnent »

« ... je donnerais plus de places aux membres du groupe dans l'organisation et l'animation des réunions »

« ... je continuerais les réflexions sur la question de l'emploi et j'irais à LooS, où il y a des « territoires zéro chômeur » »

« ... j'essayerais d'organiser des ateliers avec les outils de la prêterie ou des formations pour apprendre comment utiliser les outils (machine à coudre, etc.) ... »

« ... je créerais des formations bricolage ... »

« ... je rencontrerais d'autres prêteries, dont celle qui fonctionne avec un système de points »



Le GAC1050 un groupe d'achats en commun à Ixelles¹

Présentation

Le GAC1050 est une association de fait rassemblant 30 familles qui effectuent des achats groupés de produits alimentaires et d'hygiène à coûts réduits. Le projet existe depuis 2014 et est né de l'initiative d'un travailleur social du Centre Social Protestant (CSP) face au constat d'une augmentation des demandes de colis alimentaires.

En 2016, le groupe devient un partenaire du projet Solenprim. En effet, il représente une alternative potentielle à l'aide alimentaire, en permettant l'accès plus durable à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour des personnes avec un pouvoir d'achat relativement faible. Avec le soutien des partenaires Solenprim, le GAC1050 s'est doté d'un Comité de coordination (CoCo) pour gérer de manière autonome - hors du Centre Social Protestant - ses commandes, ses stocks et ses ressources financières.



« Au départ, les membres du GAC étaient dépendants du Centre Social Protestant. J. [salarié du CSP] s'occupait de tout. Après son départ, certaines d'entre nous sont restées et on a formé le GAC. » (Membre du GAC1050)

En pratique, pour ses membres, le GAC1050...

- contribue à la réduction des coûts d'achat et renforce le pouvoir d'achat,
- donne accès à des produits de rapport qualité-prix avantageux,
- est un espace d'échange de savoirs et d'apprentissages où chaque membre peut contribuer selon ses compétences,
- peut se déployer comme un espace de solidarité, d'entraide, de création de lien social,
- est un espace où s'éprouve l'exercice de la participation démocratique (débats et partage du pouvoir, prises de décisions, etc.).



¹ Fiche issue du Carnet d'expériences, consultable en intégralité <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-mars-2019/>



Moments clés

- **2014** : démarrage du projet GAC au sein du CSP. Un succès tel que deux groupes seront créés : les commandes du lundi et celles du mardi !
- **2017** : devenu autonome du CSP, soutenu par Solenprim, le GAC se dote d'un comité de coordination (CoCo) et d'une charte de fonctionnement. Il obtient un local de stockage et de distribution au Stade d'Ixelles. En décembre, après une année de pause, les commandes reprennent.

CARTE DE MEMBRE GAC1050

Monsieur/Madame.....

En tant que membre du **GAC1050**,

J'adhère à la **charte du GAC1050** que j'ai signée & j'ai rempli la fiche coordonnées

Je participe aux réunions. Je m'informe de ce qui s'est dit

Je prends part aux **tâches et à la gestion quotidienne** du GAC1050

Je contribue à une atmosphère d'**entraide et de respect**

Je contribue financièrement à hauteur de **20 euros** versés sur le n° de compte [REDACTED] ou payés en échange d'un reçu signé et daté par [REDACTED] pour payer le stockage des produits d'hygiène

+ Reçu àagrafer

« Lu et approuvé », date et signature du membre :

« Lu et approuvé », date et signature d'un.e responsable du compte :



Points d'attention

- 1 **La clarification des objectifs** : « Pourquoi est-on ensemble ? Quels types d'achats veut-on réaliser ? A quelle fréquence ? Selon quelles modalités pratiques ? Etc ». Ces quelques questions simples peuvent aider le groupe à nommer ses objectifs et s'assurer qu'ils sont collectivement partagés.
- 2 **L'organisation du groupe** : le fonctionnement d'un GAC comporte une pluralité de tâches qu'il importe de se répartir. Il est dès lors nécessaire de définir les rôles, fonctions et mandats de chacun et de prévoir des modalités d'élection de celles et ceux qui les occuperont.
- 3 **La facilitation externe** : que ce soit au niveau opérationnel ou en soutien à la gouvernance du groupe, prévoir un accompagnement externe permet de bénéficier d'éclairages, de méthodes et de compétences nouvelles utiles pour la vie du groupe et l'avancée du projet.
- 4 **L'anticipation des tensions éventuelles** : se doter d'une charte permet de définir les règles du groupe, mais ne garantit pas leur application. Il est important de se doter d'un organe chargé d'assurer ce rôle.
- 5 **La convivialité** : les moments forts du GAC sont aussi ceux passés ensemble, autour d'un repas, d'une sortie, d'une activité. Il faut veiller à organiser régulièrement ces moments conviviaux.

Contact

Nasera Boudouasel, membre du comité de coordination du GAC
gagixelles@gmail.com



" L'idée à la base avec le GAC était d'alléger les porte-monnaies des gens, qu'ils bénéficient de produits qu'ils ne pourraient pas se payer, c'est donc pour les aider dans leur vie quotidienne. Au début, c'était 60 familles. Rien que les réunions qu'on faisait ensemble, ça aidait psychologiquement les personnes, car ça permettait des échanges d'idées, de solutions, de recettes... En plus des produits achetés, on faisait des activités. La force, c'est qu'on part de besoins similaires. On est tous dans un même type de situations, avec un même objectif. " (Membre du GAC1050)



Des pistes d'action pour demain ?

Lors de la « mise au vert Solenprim », l'outil « **Moi, à ta place** » a permis de récolter, en quelques tours de table, l'avis des partenaires présents sur les perspectives à donner au GAC1050. Autant de pistes d'action qui pourraient mériter d'être approfondies, en 2019 ou après !

« ... j'élargirais le Spectre des Commandes »

« ... j'envisagerais de rattacher le GAC à une Structure existante pour pouvoir bénéficier de ses locaux et de ses ressources »

« ... je ferais plus de communication vers l'extérieur, pour inclure de nouveaux publics »

« ... je proposerais d'inclure des personnes à très faible revenu, en impliquant si besoin un assistant social »

« ... je clarifierais au maximum les liens avec les institutions qui soutiennent matériellement ou financièrement le projet »

« ... j'étudierais les possibilités pour que le groupe puisse être accompagné par un salarié »

Moi, à ta place au GAC1050

« ... je partagerais les enseignements de mon projet dans une publication expliquant comment mettre en place un GAC »

« ... je relancerais l'organisation de moments conviviaux, pour que le groupe puisse à nouveau programmer des activités autres que les achats »

« ... je travaillerais à nouveau les règles de fonctionnement, la question des sanctions et de leur application »

« ... j'irais voir des GASAP pour leur demander comment ils gèrent les aspects organisationnels et relationnels au sein de leur groupe »

« ... je relancerais l'organisation de moments conviviaux, pour que le groupe puisse à nouveau programmer des activités autres que les achats »



Des ateliers cuisines repensés

la Porte Verte-Snijboontje à Molenbeek¹

Présentation

La Porte Verte est une association implantée dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle comprend notamment un restaurant social (le « Snijboontje ») et un centre de distribution de colis alimentaires (le « Snijboontje Bis »). En 2016, elle inaugure une cuisine équipée semi-professionnelle. Dans le cadre de Solenprim, l'organisation d'ateliers cuisine rejoint le souhait de plusieurs personnes bénéficiaires de colis : l'idée est alors de « créer du collectif autour de l'alimentation, avec des personnes très précarisées et d'origines culturelles diversifiées ».

« On fait des accueils thé-café pour les gens qui viennent chercher leurs colis alimentaires. C'est à ce moment-là que l'on transmet l'information pour les ateliers cuisine. C'est le seul moyen de les contacter. » (Coordinateur de projet)

Solenprim a permis de lancer une nouvelle dynamique pour ces ateliers cuisine en les pensant avec les participants : plutôt que d'appliquer des recettes préparées par les animateurs, les personnes sont désormais invitées à proposer leurs idées dans la façon de cuisiner les aliments que reçoit l'association. Cela permet à la fois d'échanger des recettes provenant de cultures variées et de s'écarter d'une logique d'assistance souvent présente dans la relation d'aide.



« On a commencé les ateliers cuisine en se demandant comment on pouvait préparer certains aliments que l'on recevait pour les colis alimentaires parce que certains aliments n'étaient pas ou peu connus. Chacun participe à la préparation. On partage des idées de recettes et les personnes prennent en main l'atelier. On cuisine les plats et ça se termine par un repas tous ensemble. » (Coordinateur de projet)

« La dame qui a préparé les artichauts, c'était la première fois qu'elle venait. Mais dès qu'elle est entrée, elle a vu les artichauts et elle a dit : « c'est moi qui fait ça ». On l'a laissée faire... Moi, à la base je voulais faire de la salade d'artichauts, comme j'ai l'habitude. Mais elle a dit : « Non, chez moi, on fait comme ça ». Et c'était super bon... » (Employée polyvalente, animatrice aux ateliers cuisine)

En pratique :

- les ateliers cuisine ont lieu deux fois par mois,
- les participants y sont invités lors des « accueils thé-café » régulièrement organisés en parallèle des distributions de colis,
- les ateliers rassemblent entre quatre et quinze personnes,
- l'animateur place les aliments disponibles sur la table et demande aux participants ce qu'ils souhaitent cuisiner,
- la fin de l'atelier se conclut par le partage du repas préparé,
- ces moments représentent pour les participants l'occasion d'aborder d'autres thématiques, par exemple celle de la période de « l'après colis » (puisque l'aide alimentaire est théoriquement limitée dans le temps).



« Lors des derniers ateliers, on a essayé de réfléchir à la dimension plus financière, liée à l'aide alimentaire. L'aide alimentaire ne dure pas toute la vie, à un moment elle s'arrête. Donc on se demande : qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on peut échanger des astuces ou des idées pour continuer à bien manger avec un budget réduit ? » (Coordinateur de projet)

¹ Fiche issue du Carnet d'expériences, consultable en intégralité <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-vers-un-acces-pour-tous-a-une-alimentation-de-qualite-mars-2019/>



Moments clés

- **Été 2016** : inauguration de la cuisine équipée qui permet d'organiser les premiers ateliers.
- **Automne 2016** : premiers accueils thé-café.
- **Janvier 2017** : des nouveaux ateliers cuisine, au format repensé, débutent.





Points d'attention

- 1 **La collaboration interne** : s'assurer du soutien de sa direction pour toute la durée du projet et travailler en équipe permet d'éviter qu'une seule personne assume le rôle de locomotive du projet.
- 2 **L'ambition du projet** : définir avec soin l'objectif prioritaire poursuivi (et éventuellement les sous-objectifs présents derrière l'objectif initial) est essentiel pour apprécier la pertinence des actions proposées et s'ajuster. Dans le cas des ateliers, la volonté de créer un espace de convivialité et de partage s'ajoute à l'envie de permettre aux participants de cuisiner les aliments méconnus distribués dans les colis.
- 3 **La communication** : tenir compte des caractéristiques des publics auxquels le projet veut s'adresser, identifier des moyens de communication adéquats et bien préciser l'absence de lien entre la présence aux ateliers et l'accès aux colis. Ces points d'attention sont essentiels pour garantir un cadre clair, une participation sur base volontaire, susceptible de durer.
- 4 **La préparation** : il est nécessaire d'anticiper dans le détail chaque atelier tout en prenant le soin de laisser suffisamment de place à la créativité, voire à l'improvisation !
- 5 **L'évaluation et l'adaptation** : entre deux ateliers, prendre le temps du débriefing, être attentif à l'évolution de la dynamique collective. Prendre le temps de proposer régulièrement un feedback à sa direction.



Contact

Jean-Benoît Hoet, coordinateur du Centre d'Aide Alimentaire Snijboontje Bis de La Porte Verte
pv.projets@gmail.com



« On est une association à Molenbeek qui lutte contre la pauvreté. Il y a 6 services différents. Un des services c'est le service de distribution de colis alimentaires. C'est ce service-là qui participe au projet Solenprim. On a choisi de s'adresser aux bénéficiaires des colis. C'est le public le plus précarisé chez nous. Pour vous donner une idée, ce sont des personnes qui ont moins de 6 euros par jour pour subsister. Ce sont éventuellement des personnes qui sont sans-papiers et qui ne parlent pas nécessairement ni le français, ni le néerlandais, ni l'anglais. » (Coordinateur de projet)

« L'atelier cuisine, c'est un prétexte. Les personnes viennent éventuellement pour apprendre comment cuisiner parce que c'est une activité qui les intéresse mais aussi et surtout pour rencontrer des personnes et échanger avec elles. » (Coordinateur de projet)



Des pistes d'action pour demain ?

Lors de la « mise au vert Solenprim », l'outil « **Moi, à ta place** » a permis de récolter, en quelques tours de table, l'avis des partenaires présents sur les perspectives à donner aux ateliers cuisine. Autant de pistes d'action qui pourraient mériter d'être approfondies, en 2019 ou après !

« ... je relancerais d'autres activités autour de la cuisine et des repas »

« ... je mettrais en place une concertation locale à Molenbeek autour de l'accès pour tous à une alimentation durable »

« ... je permettrais aux participants de gagner quelque chose dans le cadre des ateliers cuisine »

« ... je rejoindrais le réseau qui se constitue sur le travail social communautaire »

« ... je créerais un comité de bénéficiaires et avec eux, j'essayerais de faire avancer les choses dans l'asbl »

« ... j'essayerais d'impliquer d'autres services de La Porte verte dans le projet »

« ... je proposerais de sortir de l'enceinte de la Porte verte, d'aller explorer à l'extérieur »

Moi, à ta place à La Porte verte

« ... je collaborerais avec une autre association locale ou une maison médicale, dans le but de mutualiser les moyens et de toucher plus de monde »

« ... je travaillerais sur les questions de gouvernance, par exemple sur le bénévolat du restaurant social »

« ... je verrais s'il est possible d'ouvrir plus souvent la cuisine aux usagers même en dehors des ateliers cuisine »

« ... je valoriserais et partagerais les recettes réalisées par le groupe »

« ... je me demanderais si on ouvre la cuisine semi-professionnelle à d'autres projets »

« ... je témoignerais et participerais au ralliement des fourchettes, en prenant pour porte d'entrée le restaurant social »

« ... je proposerais de sortir les ateliers cuisine de l'enceinte de la Porte Verte »

« ... je m'inscrirais dans le projet de logistique coopérative « LOCO » pour améliorer les approvisionnements »

« ... j'irais m'inspirer de modèles de cuisine communautaire au Canada »

LOCO - Logistique collaborative pour Soutenir l'approvisionnement des organisations d'aide alimentaire en région bruxelloise

Cette fiche présente le projet LOCO, Logistique Collaborative pour l'aide alimentaire. LOCO a vu le jour en 2017. Il a pour finalité la mise en place d'une plateforme collaborative régionale permettant d'améliorer l'approvisionnement et

de faciliter la logistique des organisations d'aide alimentaire de manière à ce qu'elles puissent répondre adéquatement aux demandes d'aide qui leur sont adressées.

1 APPROVISIONNEMENT ET DIFFICULTÉS LOGISTIQUES DES ORGANISATIONS D'AIDE ALIMENTAIRE

Le projet Solenprim vise un accès durable à une alimentation de qualité pour tous, et en particulier pour les personnes qui vivent des situations de précarité et de pauvreté. Il repose sur un double diagnostic des freins qui empêchent, d'une part, les personnes recourant à l'aide alimentaire d'avoir accès à une alimentation de qualité et, d'autre part, des organisations fournissant cette aide d'en garantir l'accès.

L'approvisionnement est une préoccupation essentielle et quotidienne des organisations d'aide alimentaire, que celles-ci soient des associations ou des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS), qu'elles offrent des services de distribution de colis, d'épicerie sociale ou de restaurant social. Beaucoup d'organisations n'ont pas les moyens de choisir et d'acheter l'ensemble des produits qu'elles distribuent à titre d'aide. Dès lors, elles recourent aux banques alimentaires, aux produits du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et à d'autres dons.

Ces dernières années, sous l'impulsion de diverses mesures, réglementaires et/ou incitatives, les dons d'invendus alimentaires ont augmenté, principalement en provenance du secteur de la grande distribution mais également des secteurs de la production et de l'HoReCa¹. Le don d'invendus alimentaires contribue à améliorer l'approvisionnement du secteur de l'aide alimentaire, en quantité, qualité et diversité mais génère pour les organisations de nouvelles contraintes logistiques, matérielles et organisationnelles, auxquelles elles peuvent difficilement répondre. Dès lors, la capacité des organisations à répondre aux demandes croissantes d'aide passe par le développement de solutions logistiques innovantes, adaptées aux caractéristiques du secteur de l'aide alimentaire.

2 MÉTHODES : DIAGNOSTIC PARTAGÉ ET CO-CONSTRUCTION

En 2016, un travail collaboratif effectué au sein de la Concertation Aide Alimentaire a permis de dresser un premier bilan des contraintes logistiques que rencontrent les organisations de l'aide alimentaire en Région bruxelloise². Les contraintes identifiées sont nombreuses et complexes. Elles tiennent à l'organisation du secteur, aux caractéristiques des organisations du secteur, aux caractéristiques des différents flux d'approvisionnement et à la mobilité en ville.

De ce bilan, il ressort également qu'il existe dans le secteur un intérêt marqué et de vives attentes vis-

¹ Le secteur de l'Hôtellerie, de la Restauration et des Cafés.

² Le rapport Logistique du secteur de l'aide alimentaire : diagnostic et proposition collaborative peut être téléchargé sur le site de la Fédération des Services sociaux : www.fdss.be

à-vis de solutions logistiques collaboratives. Les attentes exprimées le plus fortement concernent les livraisons et les transports, le stockage, l'accès à des sources d'approvisionnement, plus abondantes et diversifiées, ainsi que le développement d'outils de gestion.

Dès lors, différents partenaires, issus de la Concertation Aide alimentaire, ont participé à la co-construction d'un projet de logistique collaborative : le réseau LOCO (pour Logistique Collaborative). LOCO vise à mettre en lien des projets existants à l'échelle locale et, partant de leurs expériences respectives, à construire des collaborations entre eux, à s'ouvrir à de nouveaux partenaires et à étendre les actions logistiques à l'ensemble du territoire bruxellois. Les partenaires de LOCO sont le CPAS d'Ixelles, le CPAS d'Uccle (CDAG), le projet DREAM du CPAS de la ville de Bruxelles, la commune de Schaerbeek, la Croix-Rouge de Belgique et des associations d'aide alimentaire de la commune de Jette.

Ce partenariat fonctionne comme un réseau apprenant, menant déjà des activités de concertation et/ou de logistique en Région bruxelloise et s'appuyant sur ces activités pour développer de nouvelles collaborations.

La co-construction d'une « antenne locale LOCO » à Ixelles s'est déroulée en lien étroit avec le projet Solenprim. Le travail a été coordonné par le CPAS d'Ixelles et la Concertation Aide alimentaire (FdSS) et a impliqué un large éventail d'acteurs de la commune, y compris des usagers du CPAS. Il a consisté à :

- Elaborer un cadastre précis des besoins et des moyens mutualisables ;
- Elaborer un cadre de collaboration ;
- Préciser les besoins en moyens humains, matériels, financiers non couverts par la mutualisation et rechercher les moyens de son fonctionnement ;
- Soutenir la mise en place concrète du projet sur le territoire.

3 CONCRÉTISATION DES COLLABORATIONS

L'objectif principal de ce travail collaboratif est d'améliorer l'approvisionnement et de faciliter la logistique des organisations d'aide alimentaire de manière à ce qu'elles puissent répondre adéquatement aux demandes d'aide qui leur sont adressées.

Dans un premier temps, les partenaires ont identifié les critères principaux auxquels le projet collaboratif devait répondre :

- Être accessible à l'ensemble des acteurs de l'aide alimentaire, sans aucune discrimination liée au type d'aide apportée (colis, épicerie, restaurant), à la taille de l'association ou du service ou à l'affiliation à un réseau ;
- Répondre au problème de stockage et de transport que rencontrent les organisations – et surtout – les plus petites ;
- Permettre la collaboration de tous les acteurs, à hauteur de leurs moyens ;
- Apporter des solutions logistiques adéquates tenant compte des problèmes de mobilité en ville ;



- Améliorer la gestion des différents flux d'approvisionnement de manière cohérente, notamment celui des produits FEAD et celui des invendus ;
- Permettre de gérer les stocks et les échanges de surplus entre organisations ;
- Réduire les coûts, globalement pour l'ensemble du secteur et pour chacun des acteurs y participant. Cette réduction des coûts résulte notamment de la professionnalisation et de la rationalisation des services mais aussi de la collaboration et de la mutualisation des moyens.

Dans un deuxième temps, les partenaires ont élaboré un modèle collaboratif à travers la mise en place d'un réseau d'antennes locales autonomes collaborant étroitement les unes avec les autres. Chaque antenne opère sur un territoire d'une ou de plusieurs communes voisines.

Dans un troisième temps, les partenaires LOCO ont mis en place des collaborations entre les antennes locales, à l'échelle pilote.

Antennes locales

Les antennes locales mettent en place un cadre de collaboration pour les partenaires du territoire concernés par l'aide alimentaire (associations, CPAS, autorités publiques, entreprises). Elles sont coordonnées par une ou plusieurs organisations locales, mettent sur pied une concertation locale et développent des collaborations logistiques avec les acteurs du territoire et les autres antennes locales.

La concertation locale identifie les besoins et contraintes spécifiques des organisations d'aide alimentaire, facilite les collaborations et les mutualisations entre organisations locales des communes concernées et participe à la gestion de l'antenne.

Les collaborations logistiques portent, selon les territoires et les antennes locales, sur la collecte, le transport, le stockage, la transformation et la redistribution d'invendus, le stockage et la livraison des produits FEAD, les achats groupés de produits... Ces collaborations sont consolidées en fonction des contraintes de terrain.

Le premier module de collaboration logistique mis en œuvre par la plupart des antennes locales est la collaboration autour de DREAM (Distribution et Récupération d'Excédents Alimentaires à Mabru), un projet de collecte et de redistribution d'invendus. Ce projet a été mis sur pied par le CPAS de la ville de Bruxelles sous la coordination d'Esteban Jaime (« Agenda21 ») et est un partenaire pivot du projet LOCO. DREAM collecte des invendus, les annonce sur le site internet de la « Bourse aux dons » aux organisations d'aide alimentaire de la région bruxelloise, puis livre aux organisations les invendus qu'elles ont réservés en ligne. 80% du temps de l'équipe est dédié aux transports et livraisons.

Au départ, DREAM collectait les invendus au marché matinal – « Mabru ». Au fur et à mesure que son expérience en matière de collecte s'est développée, d'autres opérateurs lui ont proposé de nouvelles sources d'invendus. DREAM se trouve dès lors confronté à un changement d'échelle que ses moyens ne lui permettent pas d'assurer ; collecter de nouvelles sources d'invendus, nécessite davantage de moyens dédiés à la collecte mais également davantage de moyens dédiés à la distribution. Dès lors, les antennes locales collaborent pour soulager DREAM des tâches liées à la livraison des invendus aux organisations locales.



L'expérience acquise par la mise en œuvre de ce module permet aux antennes locales d'étendre ce type de collaboration logistique à d'autres fournisseurs tels que les banques alimentaires ou « Soli-Food », la plateforme d'achats solidaire pour les épiceries sociales.

Une autre collaboration logistique que les antennes locales mettent en place porte sur la collecte, le tri, le stockage et la redistribution des invendus alimentaires auprès des commerces locaux de leur territoire.

L'activité peut se limiter à enlever des invendus auprès d'un commerce et les livrer à une ou plusieurs organisations ou s'étendre et impliquer la collecte auprès de différents commerces, le regroupement, le tri, le stockage, la gestion des réservations par les organisations, le colisage, la livraison aux organisations.

Les antennes locales collaborent étroitement entre elles notamment pour :

- Mutualiser certains moyens et/ou certaines tâches, par exemple acheter/louer/partager un véhicule, enlever des produits auprès d'un fournisseur et livrer les autres antennes locales, louer ensemble un entrepôt, etc. ;
- Échanger des surplus de stocks ;
- Envisager de développer en commun certains projets comme l'installation d'une unité de transformation pour la production de plats préparés ou l'installation d'une unité de compostage ;
- Faire des achats groupés ;
- Participer à la gestion et à la représentation du réseau.

Pilotage du réseau

Actuellement le projet LOCO est piloté par un groupe de travail rassemblant des représentants des initiatives pilotes et animé par l'équipe de la Concertation Aide Alimentaire (Fédération des Services sociaux). Toutes les parties prenantes se rencontrent mensuellement pour échanger sur leurs pratiques, et co-construire un réseau collaboratif fonctionnel adapté aux réalités et demandes du terrain.

L'animation par l'équipe de la Coordination Aide Alimentaire (CAA) permet entre autres de garantir la neutralité par rapport aux différents réseaux actifs dans le secteur de l'aide alimentaire et d'assurer le lien avec les autres acteurs et les autres projets de la CAA.

A terme, le mode de pilotage évoluera pour répondre au mieux aux besoins des partenaires du réseau.

Le partenariat vient d'obtenir un subside de la Commission communautaire commune (COCOM) qui va lui permettre d'engager un coordinateur et soutenir l'extension du projet à l'échelle de la région.

Pour tous renseignements supplémentaires sur le projet LOCO : francine.beya@fdss.be (coordinatrice de projets), catherine.rousseau@fdss.be et arial.adrien@fdss.be.



Retour sur trois expérimentations locales de Solenprim

Ce documentaire sonore est le fruit d'une collaboration entre le GSARA et le partenariat Solenprim. Il permet de découvrir trois des quatre projets locaux lancés dans le cadre de Solenprim, les participants à ces initiatives et quelques apprentissages de la recherche-action :

<https://www.fdss.be/fr/solidarite-en-primeurs/>

Fiche pédagogique

Cette fiche pédagogique vous permet de réaliser une animation s'appuyant sur l'écoute du documentaire radio. A partir de celui-ci, vous explorerez en groupe :

- Les normes alimentaires et le rapport à l'alimentation de manière générale
- Des pistes d'action sur la thématique de l'accès durable à une alimentation de qualité pour tous au sein du secteur de l'action sociale-santé.



Nos réalisations - GSARA asbl

Fiche pédagogique

Émission Radio Solenprim

♦ Solenprim c'est quoi ?

Solenprim – Solidarité en primeur(s) – est un projet de recherche-action, développé collectivement par des organisations d'aide alimentaire, une plateforme d'achats solidaire et la Fédération des Services Sociaux. Il a pour objectif un accès durable pour tous à une alimentation diversifiée et de qualité.

Ce projet est mené en co-création : les compétences et expertises des uns et des autres sont toutes essentielles au projet et sont partagées, sans hiérarchie, pour développer des initiatives en phase avec les besoins et les attentes des personnes concernées.

Partenaires du projet :

2 CPAS et leurs épiceries sociales : CPAS Ixelles et CPAS de Berchem Ste-Agathe
2 Centre d'aide aux personnes et leurs distributions de colis : La Porte Verte et le Centre Social Protestant via le projet GAC1050

♦ Principale question de recherche :

En quoi et comment des dispositifs innovants, associant le secteur de l'aide alimentaire à la transition vers un système alimentaire durable, sont-ils susceptibles d'accroître durablement la liberté de choix et le champ des usages alimentaires des publics défavorisés ?

Où Comment rendre un accès durable à une alimentation de qualité pour tous ?

♦ Pourquoi cette émission radio ?

Cet outil pédagogique vise à favoriser l'échange et le débat autour de deux axes de réflexion qui pourront être approfondis ensemble ou distinctement :

1. Questionner les normes alimentaires et le rapport à l'alimentation de manière générale.
2. Favoriser l'émergence de pistes d'action sur la thématique de l'accès durable à une alimentation de qualité pour tous au sein du secteur de l'action sociale-santé.

Pour alimenter les échanges, deux contenus complémentaires sont proposés :

- « l'orange du bien se nourrir » et ses 6 dimensions co-construites par les participants à la recherche Solenprim
- Le « carnet d'expériences » de Solenprim, qui présente en synthèse les 4 projets locaux étudiés par cette recherche-action

♦ A qui cela s'adresse ?

A tous les travailleurs sociaux, les volontaires, les groupes de personnes du secteur de l'action sociale-santé qui veulent aborder cette thématique en groupe et faire émerger des nouvelles pratiques au sein de leur organisation.

♦ Contact ?

Brigitte Grisar de la Concertation aide alimentaire : brigitte.grisar@fdss.be

Nos réalisations
GSARA asbl

Émission Radio Solenprim

◇ Proposition de déroulé d'animation (2h00 pour un groupe de max 20 personnes)

La formulation des questions est à adapter en fonction de la composition du groupe (intervenants du secteur de l'aide alimentaire ou groupe de bénéficiaires).

1. Phase de mise en contexte et dynamique de groupe (45 minutes)

- C'est quoi Solenprim (5 minutes)
- Pour vous c'est quoi une alimentation de qualité ?
- Présentation de l'Orange « Bien se nourrir » et demander « quelles dimensions sont essentielles selon vous ? » ou « quelles dimensions de cet orange sont travaillées au sein de votre organisation ? » (noter le tout sur un flipchart)
- Comparer avec la recherche Solenprim sur base du carnet de bord ou des informations en annexe
- Autre question « Selon vous, quels sont les freins pour accéder à une alimentation de qualité ? » (noter le tout sur un flipchart)
- Comparer avec la recherche Solenprim
- PAUSE (15 min)

2. Écoute de l'émission et travail en sous-groupes (max 1h00)

Écoute de l'émission (15 min)

Après l'écoute de l'émission, faire un tour de table sur base des questions suivantes (15 min)

- Premières impressions avec comme exemples de questions : « un élément marquant pour vous ? Une découverte ? Une surprise ? Une incompréhension ? Etc. »
- Liens avec les éléments de la première partie

En sous-groupes (de minimum 4 personnes à maximum 8 personnes) (20 min)
2 pistes possibles

- « Moi à ta place, pour travailler sur l'accès à une alimentation de qualité, je ferais... » ou « Comment nous pourrions élaborer un projet sur ce thème au sein de notre organisation/groupe ? » : élaboration de pistes d'actions, d'idées, d'activités en lien avec la question posée (prendre les propositions sur un flipchart) ou
- « Moi à ta place, pour travailler avec tout le monde au sein d'un groupe/organisation, je ferais... » ou « Comment mettre en place des projets concrets à partir des connaissances/compétences de chacun ? »

Présentation des pistes en grand groupe et échanges (10 à 15 min) ou afficher les flipchart de sous-groupes comme une expo dans un musée/souk.

Nos réalisations
GSARA asbl

Émission Radio Solenprim

◇ ANNEXES : INFORMATIONS À DESTINATION DE L'ANIMATEUR/RICE

1. Orange « *Bien se nourrir* » et 6 dimensions (co-construites par les participants au projet Solenprim)

- Respecter son identité et ses habitudes culturelles
- Considérer l'alimentation dans sa dimension politique
- Disposer de ressources matérielles, temporelles, financières suffisantes
- Pouvoir disposer d'un contenu d'assiette varié, suffisant, qualitatif
- Préserver sa santé, prendre soin de son corps
- Être en relation, partager, échanger autour de l'alimentation



Le contenu de l'assiette représente, pour la majorité d'entre nous, un indicateur important du « bien se nourrir » mais il est loin d'être le seul.

Le regard porté sur les pratiques alimentaires et les modes de consommation dépend de nombreux facteurs. Ainsi, il intègre un positionnement politique souvent associé au respect de l'environnement ou à la promotion de modes de production et de consommation plus éthiques (« *Poser un acte politique pour soutenir les producteurs* », « *Arrêter de manger des produits de l'agro-industrie* »...). Il est également déterminé par les ressources dont on dispose (« *Avoir de l'argent* », « *Avoir du temps* », « *Avoir les outils pour faire des choix éclairés* »...) et qui impactent nos possibilités de choisir notre alimentation. Il est guidé par des normes et des valeurs liées à la santé et au soin du corps (« *Ne pas abuser de l'alcool* », « *Manger sainement* », « *Écouter son corps* »...), liées à notre culture et à notre éducation. Mais, tout autant qu'une manière de consommer, le « *Bien se nourrir* » renvoie aussi à des notions telles que le plaisir, la découverte, la convivialité et le partage.

« *Bien se nourrir* » ne se résume pas au contenu de nos assiettes et comporte des dimensions politique, relationnelle, identitaire, de santé, ... Autant d'axes de travail à investir.

Nos réalisations
GSARA asbl

Émission Radio Solenprim

2. Freins listés dans le cadre de Solenprim

Freins rencontrés par les personnes en situation de précarité

Les ressources financières et matérielles, le niveau de connaissance ou d'éducation, la culture, la santé physique, le lieu de résidence et, à un niveau plus large, les politiques génératrices d'inégalités, les prescriptions sociales sur l'alimentation ou encore, l'offre pléthorique de produits issus de la grande distribution représentent autant de facteurs augmentant ou réduisant les possibilités d'accès des personnes précarisées à une alimentation qualitative et diversifiée.

Usagers - 7 grandes catégories de freins :

- Contexte de crise économique
- Modes de production et de consommation dominants
- Offre alimentaire
- Moyens financiers et matériels
- Santé
- Modes et rythmes de vie
- Niveaux de connaissance et d'éducation

Freins rencontrés par les organismes d'aide alimentaire

Le diagnostic fait aussi émerger un ensemble de freins empêchant les organismes d'aide alimentaire de garantir une alimentation qualitative et suffisante aux personnes fréquentant leurs services.

Ceux-ci portent essentiellement sur les marges de liberté particulièrement réduites dont dispose le secteur de l'aide alimentaire pour mettre en œuvre et orienter les services qu'il propose. Le peu de ressources dont bénéficient les organisations

pour mener leurs activités génère de nombreuses contraintes financières, administratives, organisationnelles ou encore d'ordre éthique lorsqu'il s'agit de limiter l'accès à l'aide et de définir des critères de sélection des bénéficiaires. Ces nombreux obstacles impactent la capacité des organisations à fournir un service adéquat (en matière de qualité d'accueil, d'offre d'un accompagnement social ou de composition des vivres) ainsi que la possibilité pour les intervenants de dégager du temps et de trouver le soutien pédagogique et méthodologique nécessaire pour évaluer leurs actions, s'informer, se former.

Intervenants - 7 grandes catégories de freins:

- Contexte sociétal
- Sources d'approvisionnement
- Moyens disponibles
- Accès à l'aide
- Organisation du secteur de l'aide alimentaire
- Cadre institutionnel
- Membres du personnel

3. Thèmes et questions à approfondir pour éveiller l'esprit critique

Les pauvres se nourrissent mal : attention à l'approche éducative et normative

L'aide alimentaire un laboratoire d'expériences

La participation des personnes : bénéfices ? charges ? limites ?

Le contexte de l'urgence alimentaire est-il adapté pour parler d'alimentation de qualité ?

4. Ressources

www.fdss.be



Vers un
accès pour tous à
UNE ALIMENTATION
de qualité

CARNET D'EXPERIENCES

Une publication du partenariat Solenprim

Edito

En ces temps où nous fêtons les 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qu'en est-il de l'un de ses droits les plus élémentaires ?

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation... » (art. 25)

Force est de constater une augmentation continue de la précarité en général et de la précarité alimentaire en particulier. Aujourd'hui, rien qu'à Bruxelles, plus de 38% des personnes sont confrontées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale et plus de 25% des enfants vivent dans une famille dont les revenus ne proviennent pas du travail.

Il y a donc urgence de société !

Il est devenu nécessaire, voire fondamental, d'explorer de nouvelles voies, de nouvelles manières de « faire de l'aide alimentaire » afin de lutter contre cette précarité croissante.

Dans le cadre du projet Solenprim, différents acteurs de terrain ont développé des projets qui invitent leurs publics à une démarche de co-création participative.

Cela permet à chacun et chacune de sortir de chez soi, de se mettre en route, de réfléchir ensemble, de partager les connaissances et d'échanger les savoirs, et ensuite d'imaginer puis expérimenter concrètement de nouveaux dispositifs dans le domaine de l'aide alimentaire.

Et enfin, d'en observer les résultats et d'en partager les fruits. Ensemble.

La tentation est grande, pour les acteurs de terrain, de vouloir d'emblée tout organiser, tout prévoir, tout savoir, voire tout enseigner.

Mais c'est précisément l'espace laissé au sein-même de ces dispositifs qui permet une liberté propice à la participation active des personnes, qui suscite leur imagination et provoque leur créativité.

Chacun de ces projets est lié d'une manière ou d'une autre à l'aide alimentaire, que ce soit dans ses dimensions de production, de préparation, de distribution ou d'acquisition de denrées.

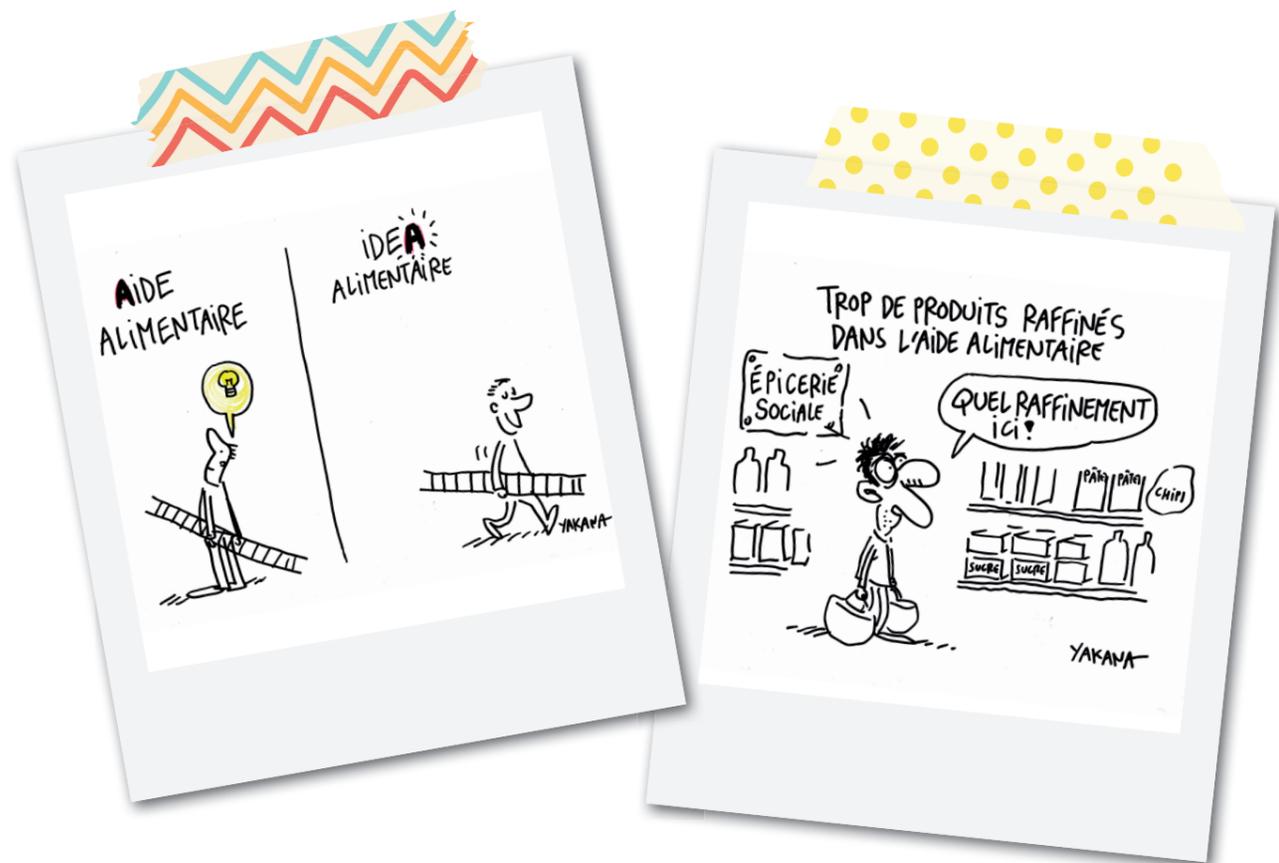
Et tous tentent de proposer des alternatives avec comme toile de fond : l'accès durable à une alimentation de qualité pour tous.

Bonne lecture !

Pour le partenariat Solenprim
Jean-Benoît Hoet
Coordinateur du Centre d'Aide Alimentaire
de La Porte Verte - Snijbootje

Sommaire

Edito	3
SOLENPRIM, qu'est-ce que c'est ?	5
Présentation des projets locaux	7
La Boîte à graines	8
Solidair'prêt	14
Les ateliers cuisine de la Porte Verte	18
Le GAC1050.....	22
Apprentissages	26
SOLENPRIM en bref	36
Quelles pistes pour l'action ?	40
Contributeurs.....	42



SOLENPRIM



QU'EST-CE QUE C'EST ?

Solenprim – Solidarité en primeur(s) – est un projet de recherche-action, développé collectivement par des organisations d'aide alimentaire, une plateforme d'achats solidaire et la Fédération des Services Sociaux. Il a pour objectif de favoriser un accès plus durable à une alimentation diversifiée et de qualité pour les personnes qui en sont le plus éloignées.

Il est mené en co-création, c'est-à-dire que chaque participant (usagers et travailleurs sociaux de l'aide alimentaire, chercheurs, chargés de projets...) est considéré comme capable – sous certaines conditions favorables – de contribuer à l'action et à la réflexion à partir de son expérience et ses savoirs.

La réflexion qui a traversé les trois années du projet Solenprim a consisté à se demander en quoi et comment des dispositifs innovants, associant le secteur de l'aide alimentaire à la transition vers un système alimentaire durable, permettraient d'accroître durablement la liberté de choix et le champ des usages alimentaires des publics défavorisés.

UNE RECHERCHE-ACTION MENÉE EN 3 PHASES

1 Les racines de difficultés : phase de diagnostic (2016). L'objectif était d'identifier les freins qui empêchent les personnes recourant à l'aide alimentaire d'accéder à une alimentation de qualité et en quantité suffisante. Par exemple, en quoi le choix des produits proposés dans les organisations d'aide alimentaire permet-il ou ne permet-il pas aux personnes de « bien se nourrir » ? Pour cela, nous avons défini collectivement (usagers, professionnels et chercheurs) notre définition de ce qu'est le « bien se nourrir ».

2 Des branches aux solutions : phase prospective (2017). En s'appuyant sur le diagnostic, des groupes composés entre autres d'usagers de l'aide alimentaire et d'accompagnateurs se sont formés pour concevoir des projets locaux permettant de favoriser un accès plus durable à une alimentation de qualité. Pour affiner leur projet, ils ont rencontré des initiatives inspirantes autour de l'alimentation.

3 La récolte : phase d'implémentation (2018). Les groupes, en lien étroit avec l'ensemble des partenaires Solenprim, ont mis en place les projets locaux et ont établi leurs règles de fonctionnement. A ce jour, tous ces dispositifs ont démarré leur activité.

La co-évaluation de la recherche-action a eu lieu au cours du dernier trimestre 2018 à travers plusieurs moments : des séances locales organisées dans chaque lieu d'expérimentation, une « mise au vert » du comité de pilotage de Solenprim et une matinée de rencontre « Regards croisés ». Autant d'occasions de revenir collectivement sur l'histoire des projets locaux, de débriefer sur leurs forces et faiblesses, de formaliser des enseignements transversaux et de se poser, ensemble, la question des perspectives !

LES 6 DIMENSIONS DU « BIEN SE NOURRIR » CO-CONSTRUITES PAR LES PARTICIPANTS AU PROJET SOLENPRIM

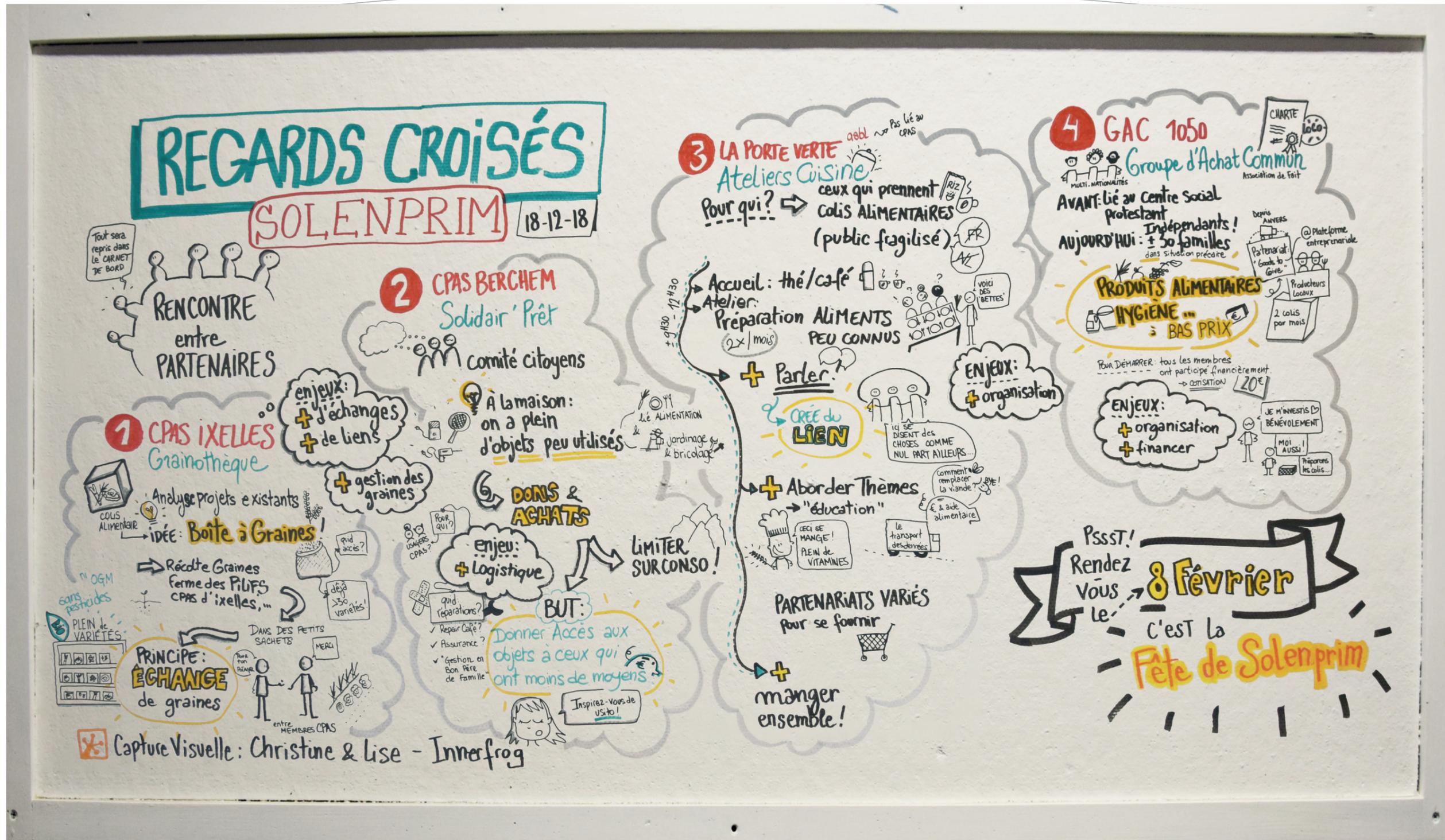
- Respecter son identité et ses habitudes culturelles
- Considérer l'alimentation dans sa dimension politique
- Disposer de ressources matérielles, temporelles, financières suffisantes
- Pouvoir disposer d'un contenu d'assiette varié, suffisant, qualitatif
- Préserver sa santé, prendre soin de son corps
- Etre en relation, partager, échanger autour de l'alimentation

QUI PARTICIPE À SOLENPRIM ?

- 4 organisations offrant des services d'aide alimentaire :
 - La Porte Verte - Snijboontje
 - Le CPAS d'Ixelles
 - Le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe
 - Le Centre Social Protestant (CSP)
- 1 groupe d'achats collectifs :
 - le GAC1050 (né au sein du CSP)
- La Fédération des Services Sociaux :
 - La Cellule Recherch'Action
 - La Concertation Aide alimentaire
- La Plateforme Soli-Food



Présentation des projets locaux



La Boîte à graines Ixelles

Présentation

Avec le projet Solenprim, le CPAS d'Ixelles crée « La Boîte à graines », un projet de grainothèque dont l'objectif est de permettre aux bénéficiaires du CPAS d'échanger des graines de légumes, de fruits ou de fleurs.

« La Boîte à graines » est un lieu de convivialité, ouvert (après adhésion) à toute personne bénéficiant du CPAS. Le projet veut contribuer, à son niveau, à deux objectifs généraux : une plus grande autonomie alimentaire de ses membres et la conservation de la biodiversité.

En pratique, la grainothèque :

- occupe un local du CPAS où les graines sont stockées,
- tient une permanence hebdomadaire,
- détient une trentaine de variétés de graines,
- s'est dotée d'outils de communication interne et externe, d'un nom, d'une charte, d'un logo,
- est portée par un noyau d'une dizaine de personnes.



« Le principe est assez simple. C'est une bourse aux graines. On échange des graines gratuitement entre membres du CPAS. L'idée c'est que des gens viennent ramener eux-mêmes des graines et viennent en emporter. » (Membre de La Boîte à graines)

« On a quand même une trentaine de variétés de graines. Tout est 100% bio, sans pesticides, sans rien. Là on a des tomates, des poivrons, des avocats, des potimarrons, surtout des légumes. Et aussi des fleurs et des herbes aromatiques. » (Membre de La Boîte à graines)

Parce qu'il est pensé et construit au départ des aspirations des usagers du CPAS, le projet de grainothèque diffère sensiblement de l'approche habituellement mise en œuvre par l'institution en matière d'accompagnement des personnes.



Moments clés

- De novembre 2017 à novembre 2018 : le groupe visite une série de projets inspirants (le potager collectif de la rue Gray, une grainothèque à Jette, la Bees Coop, le Tour du monde en 183 assiettes, la ferme Nos Pillifs, les jardins de Pomone...) qui motivent la création d'une grainothèque.
- En mai 2018 : les permanences hebdomadaires de La Boîte à graines sont lancées !



Points d'attention

- 1 **La co-construction** : il est important que les participants décident ensemble du "quoi-quand-comment..." et que chacun puisse contribuer en fonction de ses compétences et de ses envies.
- 2 **La convivialité** : il est fondamental que les personnes prennent plaisir à participer, à se retrouver ensemble, à partager une collation, etc. dans un cadre souple qui puisse s'adapter aux besoins et aux disponibilités des personnes.
- 3 **La découverte** : à l'image des séances d'inspiration, c'est un réel apport que de proposer au groupe d'aller visiter des projets similaires et découvrir de nouvelles expériences, de s'en inspirer et de se les approprier pour son propre projet.
- 4 **La communication interne et externe** : il faut s'assurer de la bonne circulation des informations relatives au projet et à ses avancées, et tenir compte de la disponibilité limitée de certains membres du groupe. Il faut créer des outils de communication (affiche, logo, flyer, journal, réseaux sociaux) pour mettre en valeur le projet, le faire connaître et créer du lien autour de lui.
- 5 **L'action** : il est important de réaliser des actions concrètes pour montrer que le projet avance, pour garder la motivation du groupe et maintenir l'implication de chacun dans le projet.

Contact

Sophie Franchimont, accompagnatrice du groupe
sophie.franchimont@cpasxl.irisnet.be



« On est allés découvrir plusieurs projets qui existent à Bruxelles autour de l'alimentation. A partir de là, avec le groupe, on a pensé que ce serait bien de créer une grainothèque. On a passé du temps à récolter des graines. On a participé à un atelier pour apprendre à le faire. On a aussi commencé à préparer les petits sachets pour y mettre les graines. On passe aussi des moments de convivialité et d'échanges ensemble. » (Membre de La Boîte à graines)

« L'enjeu de ce type de projet, c'est que l'on peut récupérer pas mal de graines mais qu'au final, la quantité est toujours limitée. Ça pose la question de quels échanges on peut faire avec d'autres potagers ou d'autres groupes. Ce serait chouette de faire des liens avec d'autres projets de graines. » (Membre de La Boîte à graines)

« Le temps de germination varie d'une graine à l'autre. Il y a des graines qui ne sont plus bonnes après un an, d'autres qui peuvent tenir plusieurs années. On doit apprendre tout ça. On se rend bien compte que c'est plus complexe qu'il n'y paraît. » (Membre de La Boîte à graines)

Des pistes d'action pour demain ?

Lors de la « mise au vert Solenprim », l'outil « **Moi, à ta place** » a permis de récolter, en quelques tours de table, l'avis des partenaires présents sur les perspectives à donner à *La Boîte à graines*. Autant de pistes d'action qui pourraient mériter d'être approfondies, en 2019 ou après !



Dans le cadre de Solenprim, le CPAS d'Ixelles a aussi participé au projet « Logistique collaborative » (LOCO) !

Le projet LOCO, Logistique Collaborative pour l'aide alimentaire a vu le jour en 2017. Il a pour finalité la mise en place d'une plateforme collaborative régionale permettant aux organisations actives dans l'aide alimentaire de mutualiser leurs moyens pour qu'un service d'approvisionnement optimal leur soit offert en région bruxelloise.

Il fonctionne sur la base d'une collaboration entre des acteurs publics et associatifs de première et de deuxième ligne actifs dans l'aide alimentaire (épiceries sociales, restaurants sociaux, services de distribution de colis, banques alimentaires, etc.).

Contact

Pierre-Michel Rousseau, CPAS d'Ixelles
 pierremichel.rousseau@cpasxlirisnet.be

Catherine Rousseau, Pôle régional
 Catherine.Rousseau@fdss.be



D'OÙ VIENNENT LES ALIMENTS?



Des producteurs et fabricants de nourriture



De l'Europe

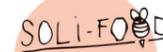
via un fond appelé « Fond européen d'aide aux plus démunis » (FEAD) : production et fabrication de produits à destination des associations d'aide alimentaire



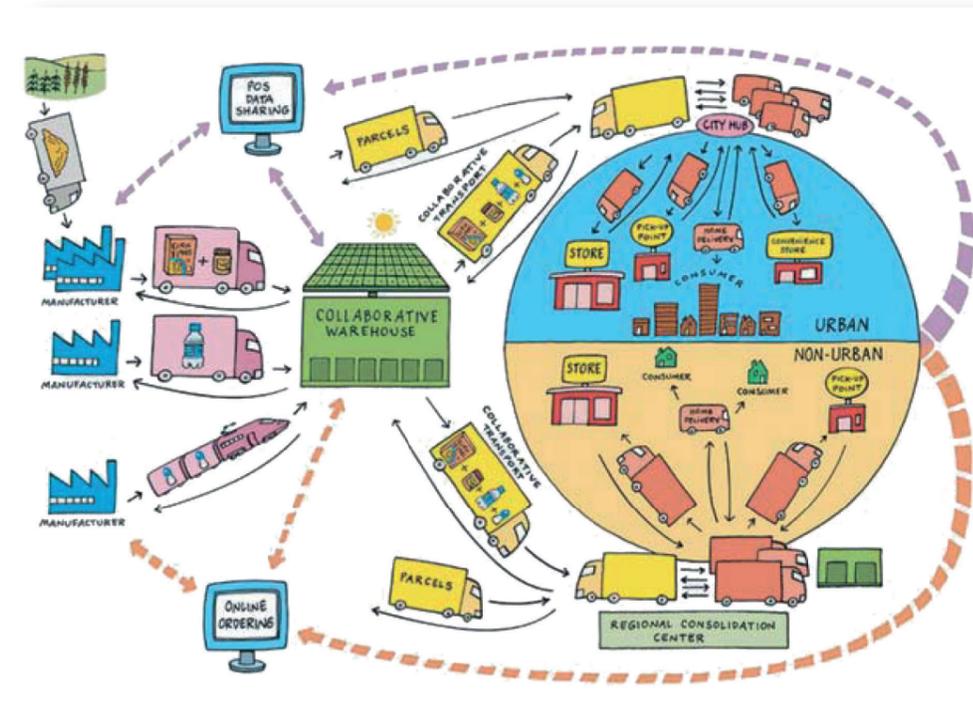
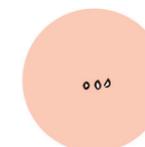
De système de récupération d'invendus comme DREAM : distribution et récupération sur le marché matinal de Bruxelles et auprès d'autres fournisseurs



Des supermarchés + des commerces locaux



Des achats réalisés par les organisations comme par exemple SoliFood.be : plate-forme d'achats solidaires ou à des supermarchés classiques



Les caractéristiques de la chaîne logistique du futur.
 (Source : Rapport Futur Supply Chain 2016, GCI – Cap Gemini, p.7)

Solidair'prêt

Berchem-Sainte-Agathe

Présentation

Quelques mois après le diagnostic Solenprim, en juin 2017, des usagers du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe forment un comité citoyen qui se réunit régulièrement dans le but de penser collectivement un nouveau projet. Ce processus donne naissance à « Solidair'prêt », un service de prêt d'ustensiles de cuisine, de jardinage et de bricolage.

« Nous sommes des bénévoles, nous nous mettons au service de la collectivité en mettant sur pied un comité citoyen qui prend en charge l'élaboration du projet » (Membre du comité citoyen)

L'objectif est de permettre aux usagers du CPAS mais aussi, à terme, à tous ceux qui en font la demande, d'avoir accès gratuitement à du matériel pour en faire un usage ponctuel. Ce projet repose sur la volonté d'éviter tant que possible le gaspillage et la surconsommation, de permettre aux personnes ayant peu de moyens financiers de pouvoir jardiner, d'effectuer des travaux, d'organiser des événements festifs (anniversaires, fêtes de famille...), et d'offrir à tout un chacun la possibilité de « se faire plaisir autour d'un bon repas » nécessitant un ustensile spécifique.

« On sait très bien que nous avons à la maison plein d'objets que nous utilisons rarement ou que nous avons besoin d'objets que nous utilisons de temps en temps, comme par exemple un appareil à raclette que vous n'utilisez qu'une fois par an. Un autre exemple, si vous avez un mariage, une communion ou un anniversaire et qu'il vous faut du mobilier de table, vous ne l'avez pas nécessairement. » (Membre du comité citoyen)

« On se sent utile, on rend service aux autres » (Membre du comité citoyen)

En pratique, les membres de Solidair'prêt :

- disposent d'une première série d'ustensiles à offrir au prêt, et d'un local situé au sein du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe,
- assurent une permanence par semaine,
- se sont dotés d'une charte de fonctionnement et d'outils de communication (logo, flyers, mails...),
- travaillent, via des recherches de financement et des appels aux dons matériels et financiers, à l'acquisition de nouveaux appareils et ustensiles pour étayer leur catalogue,
- réfléchissent aux balises qui méritent d'être posées s'ils souhaitent accueillir de nouveaux bénévoles.

« Ici on retrouve confiance. Et l'idée c'est que les personnes qui viennent emprunter, elles s'investissent. » (Membre du comité citoyen)



Moments clés

- **Juin 2017** : création d'un comité citoyen.
- **Mars 2018** : le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe met un local à disposition du comité citoyen pour la prêterie.
- **Septembre 2018** : le comité citoyen participe aux portes ouvertes du CPAS pour présenter le projet de prêterie.



Points d'attention

- 1 **L'observation de ce qui se fait déjà** : la confrontation avec un projet existant - plus précisément ici la rencontre avec les membres d'un Système d'Echange Local (SEL) - permet au groupe de se construire une image plus réaliste de l'ambition visée ; il est souhaitable qu'elle intervienne en début de projet pour éviter les déceptions.
- 2 **L'organisation du groupe** : établir une charte de fonctionnement du groupe citoyen permet une meilleure gestion de celui-ci (comment prendre les décisions, comment intégrer ou sortir du groupe, quelles sont les valeurs du groupe, etc.).
- 3 **Le règlement de la prêterie** : rédiger un règlement pour le prêt du matériel est nécessaire pour garantir la pérennité du projet (comment emprunter et restituer, à quelles conditions, etc.). La sollicitation d'un juriste pour s'assurer de la bonne constitution juridique du système d'emprunt peut également s'avérer utile.
- 4 **La consultation du public-cible** : concerter et consulter un maximum le public visé par le projet pour établir une liste d'objets qui répondent au mieux aux attentes des futurs membres.
- 5 **Les conditions matérielles** : développer une prêterie nécessite de disposer d'un espace de stockage suffisant, il faut donc prévoir un local adapté aux objets que l'on souhaite offrir au prêt.

Contact

Sébastien Van Daele, coordinateur du pôle « alimentation durable » du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe

svandaele@cpas-ocmwberchem.brussels

« Au départ, c'est le comité citoyen qui a réfléchi et pensé ce projet. Le groupe est composé de personnes qui viennent d'un peu partout : des personnes du CPAS, des pensionnés, des personnes de l'extérieur... » (Membre du comité citoyen)

« Nous avons reçu un petit local que nous aménageons avec plein d'objets liés à l'alimentation mais pas que. Ça peut être lié au jardinage ou même d'autres objets tels qu'une perceuse ou autre matériel de bricolage. » (Membre du comité citoyen)

Des pistes d'action pour demain ?

Lors de la « mise au vert Solenprim », l'outil « **Moi, à ta place** » a permis de récolter, en quelques tours de table, l'avis des partenaires présents sur les perspectives à donner à *Solidair'prêt*. Autant de pistes d'action qui pourraient mériter d'être approfondies, en 2019 ou après !



Les ateliers cuisine de la Porte Verte

Molenbeek-Saint-Jean

Présentation

La Porte Verte est une association implantée dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle comprend notamment un restaurant social (le « Snijboontje ») et un centre de distribution de colis alimentaires (le « Snijboontje Bis »). En 2016, elle inaugure une cuisine équipée semi-professionnelle. Dans le cadre de Solenprim, l'organisation d'ateliers cuisine rejoint le souhait de plusieurs personnes bénéficiaires de colis : l'idée est alors de « créer du collectif autour de l'alimentation, avec des personnes très précarisées et d'origines culturelles diversifiées ».

« On fait des accueils thé-café pour les gens qui viennent chercher leurs colis alimentaires. C'est à ce moment-là que l'on transmet l'information pour les ateliers cuisine. C'est le seul moyen de les contacter. » (Coordinateur de projet)

Solenprim a permis de lancer une nouvelle dynamique pour ces ateliers cuisine en les pensant avec les participants : plutôt que d'appliquer des recettes préparées par les animateurs, les personnes sont désormais invitées à proposer leurs idées dans la façon de cuisiner les aliments que reçoit l'association. Cela permet à la fois d'échanger des recettes provenant de cultures variées et de s'écarter d'une logique d'assistance souvent présente dans la relation d'aide.

« On a commencé les ateliers cuisine en se demandant comment on pouvait préparer certains aliments que l'on recevait pour les colis alimentaires parce que certains aliments n'étaient pas ou peu connus. Chacun participe à la préparation. On partage des idées de recettes et les personnes prennent en main l'atelier. On cuisine les plats et ça se termine par un repas tous ensemble. » (Coordinateur de projet)

« La dame qui a préparé les artichauts, c'était la première fois qu'elle venait. Mais dès qu'elle est entrée, elle a vu les artichauts et elle a dit : « c'est moi qui fait ça ». On l'a laissée faire ... Moi, à la base je voulais faire de la salade d'artichauts, comme j'ai l'habitude. Mais elle a dit : « Non, chez moi, on fait comme ça ». Et c'était super bon... » (Employée polyvalente, animatrice aux ateliers cuisine)

En pratique :

- les ateliers cuisine ont lieu deux fois par mois,
- les participants y sont invités lors des « accueils thé-café » régulièrement organisés en parallèle des distributions de colis,
- les ateliers rassemblent entre quatre et quinze personnes,
- l'animateur place les aliments disponibles sur la table et demande aux participants ce qu'ils souhaitent cuisiner,
- la fin de l'atelier se conclut par le partage du repas préparé,
- ces moments représentent pour les participants l'occasion d'aborder d'autres thématiques, par exemple celle de la période de « l'après colis » (puisque l'aide alimentaire est théoriquement limitée dans le temps).



« Lors des derniers ateliers, on a essayé de réfléchir à la dimension plus financière, liée à l'aide alimentaire. L'aide alimentaire ne dure pas toute la vie, à un moment elle s'arrête. Donc on se demande : qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on peut échanger des astuces ou des idées pour continuer à bien manger avec un budget réduit ? » (Coordinateur de projet)

Moments clés

- **Été 2016** : inauguration de la cuisine équipée qui permet d'organiser les premiers ateliers.
- **Automne 2016** : premiers accueils thé-café.
- **Janvier 2017** : des nouveaux ateliers cuisine, au format repensé, débutent.



Points d'attention

- 1 **La collaboration interne** : s'assurer du soutien de sa direction pour toute la durée du projet et travailler en équipe permet d'éviter qu'une seule personne assume le rôle de locomotive du projet.
- 2 **L'ambition du projet** : définir avec soin l'objectif prioritaire poursuivi (et éventuellement les sous-objectifs présents derrière l'objectif initial) est essentiel pour apprécier la pertinence des actions proposées et s'ajuster. Dans le cas des ateliers, la volonté de créer un espace de convivialité et de partage s'ajoute à l'envie de permettre aux participants de cuisiner les aliments méconnus distribués dans les colis.
- 3 **La communication** : tenir compte des caractéristiques des publics auxquels le projet veut s'adresser, identifier des moyens de communication adéquats et bien préciser l'absence de lien entre la présence aux ateliers et l'accès aux colis. Ces points d'attention sont essentiels pour garantir un cadre clair, une participation sur base volontaire, susceptible de durer.
- 4 **La préparation** : il est nécessaire d'anticiper dans le détail chaque atelier tout en prenant le soin de laisser suffisamment de place à la créativité, voire à l'improvisation !
- 5 **L'évaluation et l'adaptation** : entre deux ateliers, prendre le temps du débriefing, être attentif à l'évolution de la dynamique collective. Prendre le temps de proposer régulièrement un feedback à sa direction.

Contact

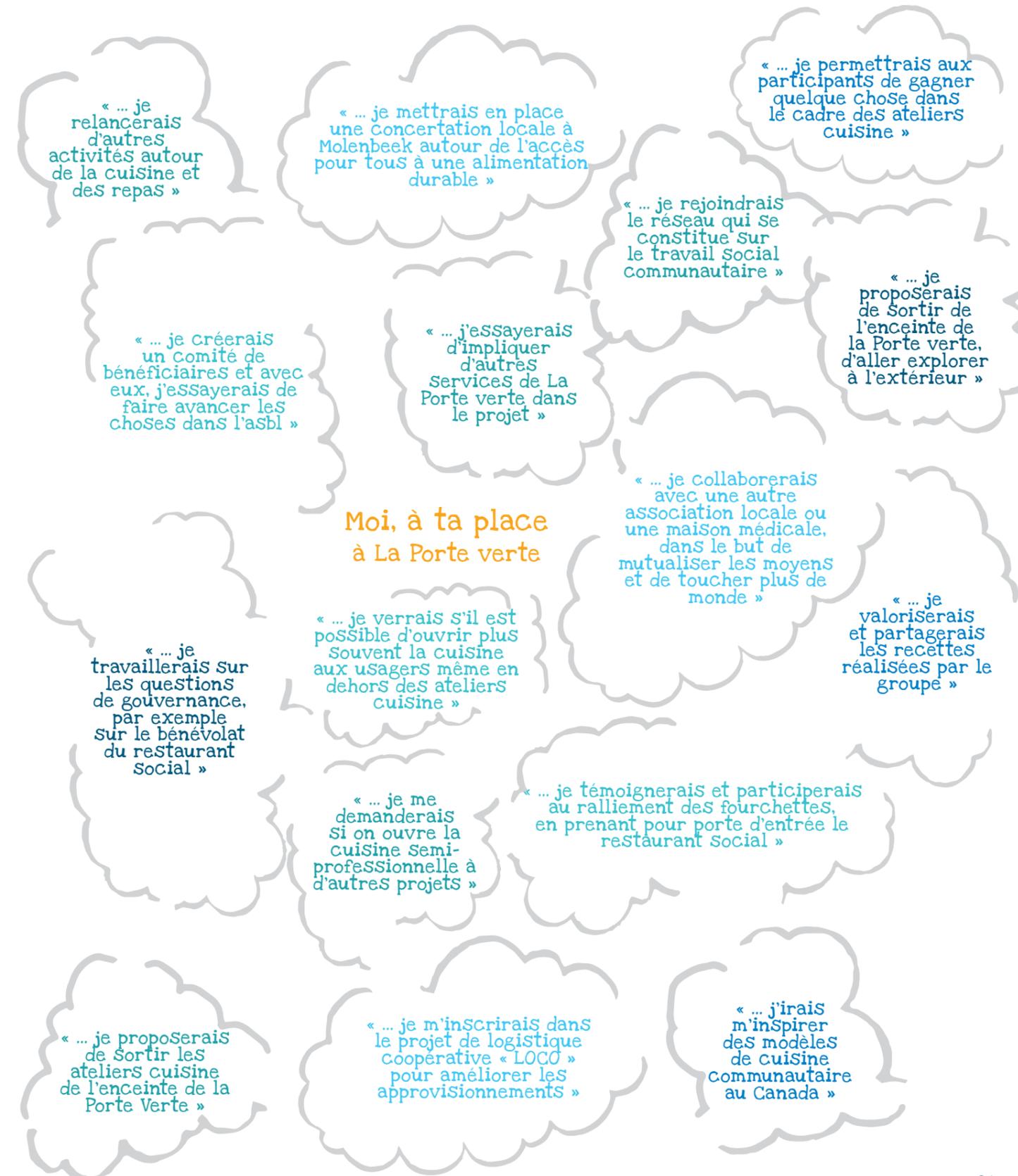
Jean-Benoît Hoet, coordinateur du Centre d'Aide Alimentaire Snijboontje Bis de La Porte Verte
pv.projets@gmail.com

« On est une association à Molenbeek qui lutte contre la pauvreté. Il y a 6 services différents. Un des services c'est le service de distribution de colis alimentaires. C'est ce service-là qui participe au projet Solenprim. On a choisi de s'adresser aux bénéficiaires des colis. C'est le public le plus précarisé chez nous. Pour vous donner une idée, ce sont des personnes qui ont moins de 6 euros par jour pour subsister. Ce sont éventuellement des personnes qui sont sans-papiers et qui ne parlent pas nécessairement ni le français, ni le néerlandais, ni l'anglais. » (Coordinateur de projet)

« L'atelier cuisine, c'est un prétexte. Les personnes viennent éventuellement pour apprendre comment cuisiner parce que c'est une activité qui les intéresse mais aussi et surtout pour rencontrer des personnes et échanger avec elles. » (Coordinateur de projet)

Des pistes d'action pour demain ?

Lors de la « mise au vert Solenprim », l'outil « **Moi, à ta place** » a permis de récolter, en quelques tours de table, l'avis des partenaires présents sur les perspectives à donner aux ateliers cuisine. Autant de pistes d'action qui pourraient mériter d'être approfondies, en 2019 ou après !



Le GAC1050 Ixelles

Présentation

Le GAC1050 est une association de fait rassemblant 30 familles qui effectuent des achats groupés de produits alimentaires et d'hygiène à coûts réduits. Le projet existe depuis 2014 et est né de l'initiative d'un travailleur social du Centre Social Protestant (CSP) face au constat d'une augmentation des demandes de colis alimentaires.

En 2016, le groupe devient un partenaire du projet Solenprim. En effet, il représente une alternative potentielle à l'aide alimentaire, en permettant l'accès plus durable à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour des personnes avec un pouvoir d'achat relativement faible. Avec le soutien des partenaires Solenprim, le GAC1050 s'est doté d'un Comité de coordination (CoCo) pour gérer de manière autonome - hors du Centre Social Protestant - ses commandes, ses stocks et ses ressources financières.

« Au départ, les membres du GAC étaient dépendants du Centre Social Protestant. J. [salarié du CSP] s'occupait de tout. Après son départ, certaines d'entre nous sont restées et on a formé le GAC. » (Membre du GAC1050)

En pratique, pour ses membres, le GAC1050...

- contribue à la réduction des coûts d'achat et renforce le pouvoir d'achat,
- donne accès à des produits de rapport qualité-prix avantageux,
- est un espace d'échange de savoirs et d'apprentissages où chaque membre peut contribuer selon ses compétences,
- peut se déployer comme un espace de solidarité, d'entraide, de création de lien social,
- est un espace où s'éprouve l'exercice de la participation démocratique (débat et partage du pouvoir, prises de décisions, etc.).



Moments clés

- **2014** : démarrage du projet GAC au sein du CSP. Un succès tel que deux groupes seront créés : les commandes du lundi et celles du mardi !
- **2017** : devenu autonome du CSP, soutenu par Solenprim, le GAC se dote d'un comité de coordination (CoCo) et d'une charte de fonctionnement. Il obtient un local de stockage et de distribution au Stade d'Ixelles. En décembre, après une année de pause, les commandes reprennent.

CARTE DE MEMBRE GAC1050

Monsieur/Madame.....

En tant que membre du **GAC1050**,

J'adhère à la **charte du GAC1050** que j'ai signée & j'ai rempli la fiche coordonnées

Je participe aux réunions. Je m'informe de ce qui s'est dit

Je prends part aux **tâches et à la gestion quotidienne** du GAC1050

Je contribue à une atmosphère d'**entraide et de respect**

Je contribue financièrement à hauteur de **20 euros** versés sur le n° de compte [redacted] ou payés en échange d'un reçu signé et daté par [redacted] pour payer le stockage des produits d'hygiène

+ Reçu àagrafer

« Lu et approuvé », date et signature du membre :

« Lu et approuvé », date et signature d'un.e responsable du compte :

Points d'attention

- 1 **La clarification des objectifs** : « Pourquoi est-on ensemble ? Quels types d'achats veut-on réaliser ? A quelle fréquence ? Selon quelles modalités pratiques ? Etc ». Ces quelques questions simples peuvent aider le groupe à nommer ses objectifs et s'assurer qu'ils sont collectivement partagés.
- 2 **L'organisation du groupe** : le fonctionnement d'un GAC comporte une pluralité de tâches qu'il importe de se répartir. Il est dès lors nécessaire de définir les rôles, fonctions et mandats de chacun et de prévoir des modalités d'élection de celles et ceux qui les occuperont.
- 3 **La facilitation externe** : que ce soit au niveau opérationnel ou en soutien à la gouvernance du groupe, prévoir un accompagnement externe permet de bénéficier d'éclairages, de méthodes et de compétences nouvelles utiles pour la vie du groupe et l'avancée du projet.
- 4 **L'anticipation des tensions éventuelles** : se doter d'une charte permet de définir les règles du groupe, mais ne garantit pas leur application. Il est important de se doter d'un organe chargé d'assurer ce rôle.
- 5 **La convivialité** : les moments forts du GAC sont aussi ceux passés ensemble, autour d'un repas, d'une sortie, d'une activité. Il faut veiller à organiser régulièrement ces moments conviviaux.

Contact

Nasera Boudouasel, membre du comité de coordination du GAC
gagixelles@gmail.com

" L'idée à la base avec le GAC était d'alléger les porte-monnaies des gens, qu'ils bénéficient de produits qu'ils ne pourraient pas se payer, c'est donc pour les aider dans leur vie quotidienne. Au début, c'était 60 familles. Rien que les réunions qu'on faisait ensemble, ça aidait psychologiquement les personnes, car ça permettait des échanges d'idées, de solutions, de recettes... En plus des produits achetés, on faisait des activités. La force, c'est qu'on part de besoins similaires. On est tous dans un même type de situations, avec un même objectif. " (Membre du GAC1050)

Des pistes d'action pour demain ?

Lors de la « mise au vert Solenprim », l'outil « **Moi, à ta place** » a permis de récolter, en quelques tours de table, l'avis des partenaires présents sur les perspectives à donner au GAC1050. Autant de pistes d'action qui pourraient mériter d'être approfondies, en 2019 ou après !



Apprentissages

Évaluer ensemble

Au temps de l'action s'est ajouté le temps de la co-évaluation. Entre novembre 2018 et janvier 2019 les partenaires de Solenprim et les membres des différents groupes se sont réunis à plusieurs reprises pour retracer l'histoire des projets, croiser les enseignements, confronter les impressions et élaborer collectivement le bilan des expérimentations menées jusqu'à présent.

↳ 1^{ER} TEMPS

SÉANCES DE CO-ÉVALUATION LOCALES

Des séances bilan réunissant les membres des groupes et/ou les professionnels des organismes sociaux investis dans chacune des expérimentations locales ont été organisées. Ces rencontres ont permis de retracer collectivement le processus mené depuis 2016 et de travailler sur un ensemble de questions de fond soulevées tout au long du projet.

↳ 2^{ÈME} TEMPS

MISE AU VERT DU COMITÉ SOLENPRIM

Au terme de trois années de travail en commun, les membres du comité de pilotage Solenprim, composé de salariés des organismes partenaires et rejoints par trois membres du GAC 1050, se sont retrouvés pour deux journées de mise au vert. L'objectif ? Répondre, ensemble, à plusieurs questions : En quoi ces projets apportent-ils des réponses à l'enjeu d'un accès plus durable à une alimentation de qualité ? Quels enseignements sont à tirer de ce travail de co-création ? Quelles perspectives pour ces projets après Solenprim ?

↳ 3^{ÈME} TEMPS

« REGARDS CROISÉS » SUR LES PROJETS SOLENPRIM

Une demi-journée de travail a réuni l'ensemble des co-chercheurs de Solenprim (professionnels, sociologues et citoyens impliqués dans les différents projets locaux). Les présentations des quatre initiatives ont été suivies de séances de questions-réponses. Par la suite, les participants ont été répartis en trois tables de discussion au cours desquelles ils ont approfondi une série d'enjeux communs aux différents projets.



Les enseignements issus des projets locaux



ACCÈS AU BIEN SE NOURRIR

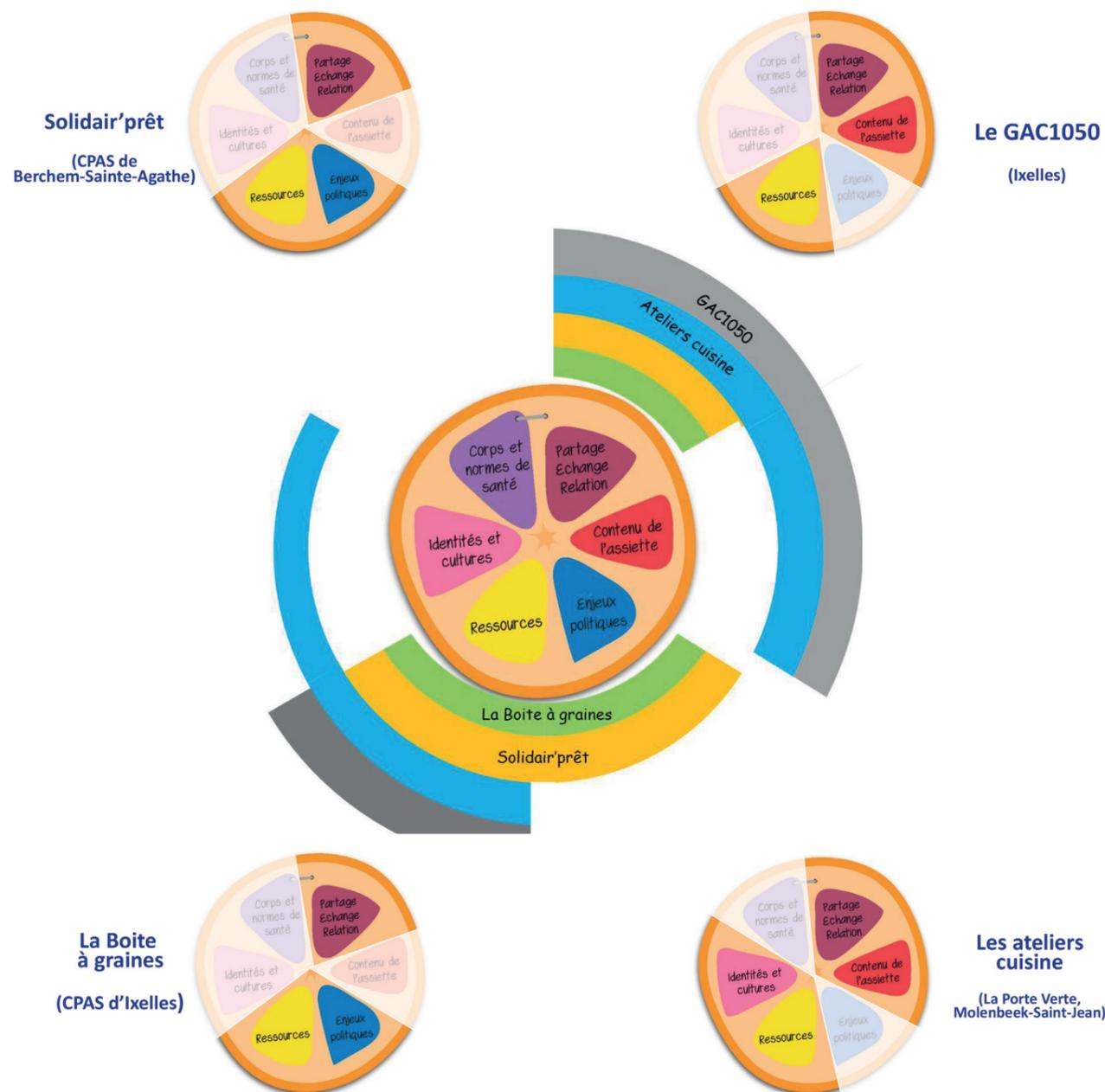
Les séances d'évaluation ont été l'occasion de revenir sur la question de recherche de Solenprim. Les co-chercheurs se sont demandés dans quelle mesure des projets de grainothèque, de service de prêts, de groupe d'achats collectifs et d'ateliers cuisine pouvaient effectivement favoriser un accès plus durable à une alimentation de qualité.

Dans la continuité du diagnostic réalisé en début de recherche-action, les quatre projets ont mis au travail **plusieurs dimensions du « bien se nourrir »**. Tous incluent une préoccupation forte pour la dimension « **partage, échange, relation** ». Tous aussi s'attachent à répondre, d'une façon ou d'une autre, à la problématique du manque de « **ressources** » ; qu'il s'agisse des ressources matérielles avec Solidair'prêt et son souhait de favoriser l'accès à des ustensiles de cuisine, ou des ressources matérielles et financières, avec le GAC1050 qui vise explicitement l'augmentation du pouvoir d'achat de ses membres. Les ateliers cuisine de la Porte Verte touchent particulièrement au « **contenu de l'assiette** » et aux échanges « **interculturels** » que peut permettre un projet autour de l'alimentation via le partage de recettes issues des cultures respectives des participants. Enfin, la **dimension « politique » du bien se nourrir** n'est pas absente des expérimentations menées : la Boîte à graines et Solidair'prêt amènent en effet des questionnements sur les tendances actuelles à la surconsommation et sur le fonctionnement du système alimentaire ainsi que sur la possibilité de collectiviser certains biens matériels.

« On a eu des discussions dans le groupe : la graine peut représenter la base de l'alimentation, le manger sain ... A travers elle, c'est un questionnement sur « ce qu'on mange » et « comment c'est produit ». Ça invite à se réapproprier quelque chose, pour sortir de la dépendance par rapport aux magasins... » (Coordinateur, CPAS d'Ixelles, Réunion du comité Solenprim)

« Solidaire prêt, c'est lié à l'alimentation, mais pas uniquement. C'est également important pour lutter contre la surconsommation, et favoriser l'accès à des personnes qui ne peuvent pas se payer toutes ces choses » (Membre du Solidaire prêt, Matinée « Regards croisés »)

Si aucun projet ne se concentre de façon prioritaire sur la dimension « corps et normes de santé », l'intérêt pour cet axe de réflexion reste bel et bien présent en toile de fond de chacun d'eux, ne serait-ce que par l'expression de connaissances relatives au « manger sain » partagées par la plupart des personnes investies dans Solenprim. La démarche globale de la recherche – qui se veut « non normative » – n'est sans doute pas sans lien avec le caractère secondaire de cet enjeu : plutôt que d'imposer une définition restrictive de l'alimentation de qualité, elle se donne l'objectif général d'améliorer les possibilités d'accès de chacun à l'alimentation de son choix.



DES ALTERNATIVES À L'AIDE ALIMENTAIRE ?

Dans le cadre de Solenprim, des citoyens se sont réunis dans le but de concevoir et de gérer des dispositifs susceptibles de représenter une alternative aux formes classiques d'aide alimentaire (colis alimentaires, restaurants sociaux, épiceries sociales). Pourtant, **les projets développés ne sont pas tant perçus comme des alternatives que comme des démarches complémentaires à l'offre existante.**

« Ce n'est pas une alternative notre projet. C'est un complément à ce qui existe déjà. » (Membre du Solidaire prêt, Matinée « Regards croisés »)

Selon les partenaires, il est intéressant d'observer comment différentes initiatives peuvent collaborer entre elles – au sein d'une même institution mais aussi, à l'échelle de Solenprim – dans le but de favoriser un accès plus durable à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour tous.

« Quand on a choisi de faire une grainothèque, c'était aussi en fonction de ce qu'on avait déjà. On fait le lien avec les autres activités du CPAS. On a déjà des ateliers, un potager, la serre, les semis » (Coordinateur, séance de co-évaluation locale, CPAS d'Ixelles)

« On pourrait imaginer des ponts entre les projets. Il y a un potager à Berchem, on pourrait y planter les graines du CPAS d'Ixelles, et utiliser les légumes qui y poussent pour les ateliers cuisine... » (Coordinateur, animateur des ateliers cuisine à La Porte verte, Mise au vert Solenprim)

Formaliser de nouveaux rapprochements entre aide alimentaire et alimentation durable a également représenté une piste que Solenprim a explorée, sans que cela n'aboutisse à des collaborations effectives. Des séances « inspiration » ont été organisées par les groupes qui souhaitaient nourrir leurs réflexions en observant des dispositifs développés dans le monde de l'alimentation durable : compost collectif, potagers urbains, grainothèque, système d'échange local (SEL), réseau d'échange de savoirs, ferme urbaine, etc. Mais les perspectives de s'associer à de telles initiatives ou de les reproduire n'ont pas été retenues. Ainsi, après avoir été invités à rejoindre un SEL berchemois, les membres du comité citoyen du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe ont préféré développer Solidaire prêt, un projet « bien à eux », hébergé au sein du CPAS et poursuivant des visées sensiblement différentes.



PARTICIPER À UN PROJET COLLECTIF

Les analyses rassemblées à l'occasion des différentes séances de co-évaluation confirment que participer à la conception et à la mise en place de projets collectifs ne va pas de soi, qui plus est pour des personnes confrontées à des situations d'urgence comme peuvent l'être celles qui obtiennent des colis alimentaires. Plus globalement, un tel engagement implique un investissement conséquent en temps et en énergie. Ce constat est notamment réalisé au sein du GAC1050 depuis qu'il s'est constitué en association de fait :

« On est une association de fait, on est tous des bénévoles. Il y en a qui s'investissent d'autres qui viennent juste chercher leurs commandes. On n'a pas encore récolté les fruits de tous les sacrifices que l'on a posés. » (Membre du GAC1050, Mise au vert Solenprim)

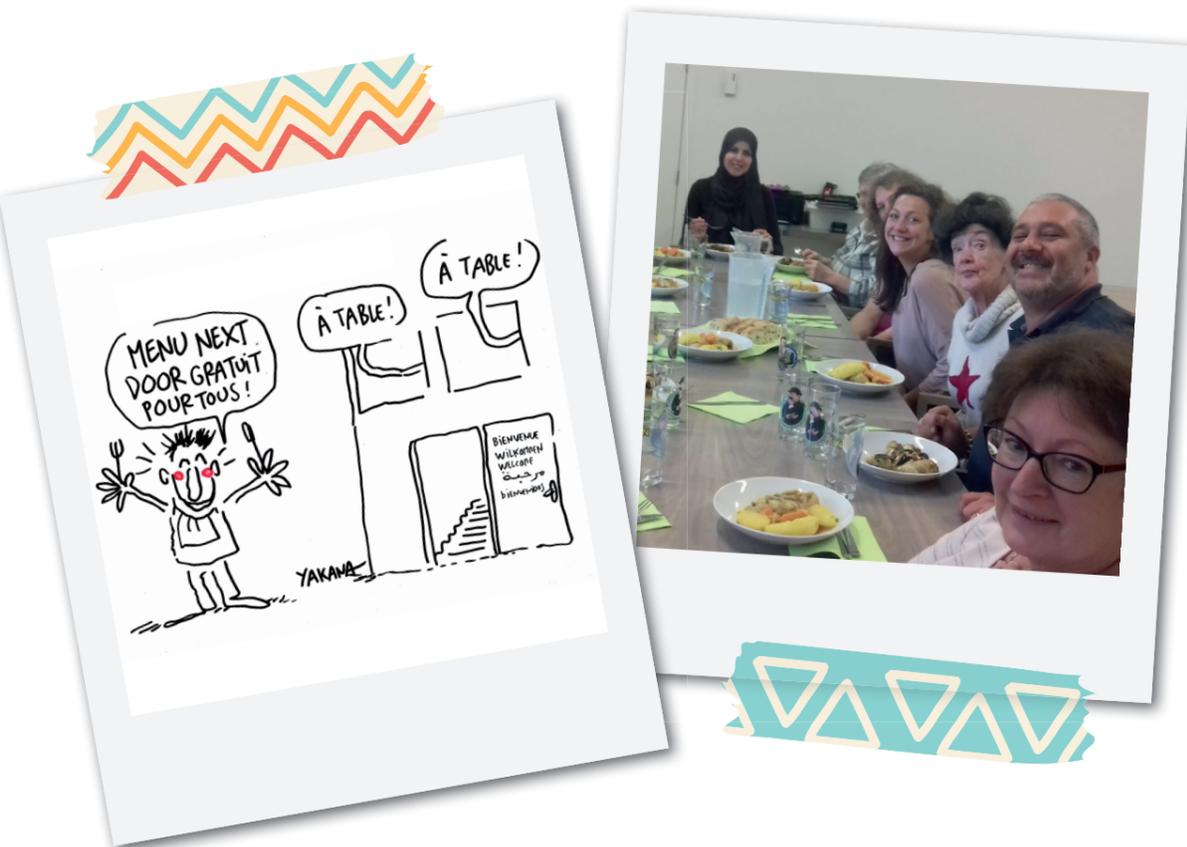
Dans ces conditions, pourquoi participer ?

Plusieurs raisons sont mises en avant par les membres des groupes : le sentiment d'utilité, le souhait de s'inscrire dans des logiques de solidarité et d'entraide ; le besoin de se retrouver dans des moments de convivialité ; l'envie d'apprendre ; la nécessité d'être dans l'action (non uniquement dans la discussion) et de constater des changements concrets.

A l'inverse, le manque de temps et le constat d'une certaine lenteur des processus de co-construction sont présentés comme des freins potentiels à la participation. Mais « ne pas participer » se justifie parfois pour d'autres raisons, comme « se trouver confronté à des difficultés personnelles » ou « ne plus être disponible aux horaires des réunions » notamment quand on retrouve un emploi.

Lorsque la thématique de la participation a été approfondie en séance locale avec les membres de la Boite à graines (CPAS d'Ixelles), une voie envisagée était d'accepter l'investissement inégal, parfois irrégulier, des uns ou des autres :

« Ce qui peut encourager des gens à venir, c'est qu'il n'y a pas trop d'obligations : tu peux partir et tu peux revenir. On se rend compte que l'on ne peut pas fixer les gens. Donc il faut accepter que ça tourne. Il n'y a pas toujours les mêmes personnes, mais c'est bien, l'aspect convivial est ainsi mis en avant. » (Membre de La Boite à graines, séance de co-évaluation locale, CPAS d'Ixelles)



IMPACTS DU PROJET SUR LE QUOTIDIEN

La plupart des projets permettent la réduction des coûts – voire la gratuité – des produits et ressources liés à l'alimentation. C'est d'ailleurs l'impact majoritairement souligné lors de la séance de co-évaluation locale du GAC1050 dont le concept est précisément d'accéder à des produits de consommation courante à des prix plus abordables en procédant à des achats collectifs.

De manière plus transversale, en raison de leur implémentation récente, il est trop tôt pour évaluer l'impact des dispositifs mis en place sur le quotidien des personnes qui, à terme, vont bénéficier des services développés. Mais les effets de l'implication dans ces processus de co-création peuvent, en revanche, être mis en évidence : nouveaux réseaux de sociabilité, sentiment qu'il est possible d'agir collectivement, renforcement de la confiance en soi, développement de nouvelles compétences, reconnaissance des savoirs de chacun, etc. Certains participants soulignent à ce sujet qu'être membre d'un groupe « qui agit en commun » peut se révéler plus important que le contenu du projet lui-même.

« Pour moi, la participation à un groupe et la réussite du projet donne de la reconnaissance. » (Membre du Solidair'prêt, Matinée « Regards croisés »)

Pourtant, l'analyse montre aussi que les répercussions des projets ne sont pas uniquement positives, notamment lorsque surviennent des conflits au sein du groupe.

« Notre objectif, c'est la stabilité et le maintien du projet. Pour nous c'est une charge supplémentaire sur notre vie personnelle. C'est de l'énergie, énormément d'investissement en étant bénévole. » (Membre du GAC1050, Mise au vert Solenprim)



ORGANISATION DU GROUPE

Au regard des expérimentations menées localement, l'organisation du groupe se révèle être un enjeu essentiel pour garantir la pérennité du projet.

« Il y a un mot important : respect du temps de parole, et des personnes en tant qu'être humain. Il y a des règles de fonctionnement dans un groupe, et ça doit être clarifié dès le début. C'est l'aspect technique du groupe. » (Membre du Solidair'prêt, Matinée « Regards croisés »)

Si la réussite des dispositifs dépend du soutien de l'organisme hôte et/ou d'un travailleur social (voir « rôle de l'accompagnateur » et « contraintes et ressources institutionnelles »), elle peut aussi reposer sur l'existence d'un groupe suffisamment solide pour les soutenir et en assurer le bon fonctionnement. Des outils visant à clarifier les modalités de gouvernance sont développés pour cela : chaque groupe s'est doté d'une charte de fonctionnement qui délimite les droits et les responsabilités des membres et qui précise parfois des modes de prise de décision collective ; le GAC1050 a créé un Comité de Coordination (le « Coco ») responsable du fonctionnement quotidien du groupe et de l'organisation des commandes.



RÔLE DE L'ACCOMPAGNATEUR

Les séances de co-évaluation ont également permis de revenir sur le rôle des animateurs/ accompagnateurs des groupes. Ce sont eux qui ont initialement identifié des participants et lancé la dynamique locale. Selon les contextes et les périodes, ils sont susceptibles d'assumer des rôles variables : soutenir le groupe dans ses démarches ; l'accompagner dans ses prises de décision (notamment dans le choix des projets à mettre en place) ; rappeler le cadre dans lequel le projet se situe ; assurer une médiation entre le groupe et l'institution, etc. Dans le cas de Solidair'prêt par exemple, l'accompagnateur a dû soumettre au comité de l'action sociale certaines décisions du groupe (définition d'un règlement et choix d'un logo) pour s'assurer qu'elles étaient en accord avec les règles et le cadre du CPAS.

« [L'animateur] assure une certaine cohésion, une énergie, l'émergence... Sans lui, on ne se serait pas lancés. Même si l'idée est d'être autonome... » (Membre du Solidair'prêt, Matinée « Regards croisés »)

La séance locale organisée avec les salariés du CPAS d'Ixelles a montré que pour le travailleur lui-même, incarner ce rôle dans le cadre d'un projet élaboré en co-création nécessite un changement de posture, ce qui soulève une série de questions :

« J'ai pris le projet en cours. (...) J'ai souvent entendu que dans ce projet, l'objectif était que l'on se retire au bout d'un moment. Mais alors comment se positionner ? Comment fait-on pour ne pas trop s'impliquer et leur laisser la possibilité de se l'approprier ? » (Accompagnatrice de La Boite à graines, Co évaluation locale, CPAS d'Ixelles)

Solenprim représente ainsi pour les intervenants sociaux l'occasion d'expérimenter des façons de faire leur travail différemment, en considérant qu'ils ne sont pas là pour proposer un service, mais pour accompagner une démarche de création, par les bénéficiaires, d'un projet lié à l'accès à l'alimentation.

CONTRAINTES ET RESSOURCES INSTITUTIONNELLES

A l'exception du GAC1050, les projets sont hébergés par des organismes sociaux qui proposent des services d'aide alimentaire. Cet ancrage institutionnel implique une série d'avantages et de contraintes qui ont un impact sur l'organisation collective du groupe. Les deux groupes nés au sein des CPAS soulignent ainsi que l'institution leur a permis de bénéficier d'un accompagnement dans le processus de co-construction de leurs projets locaux respectifs, et d'avoir accès à des financements et des infrastructures. Dans ce cadre, la logistique du projet s'en voit grandement facilitée. De plus, faire partie d'un organisme reconnu donne une visibilité et une crédibilité aux projets développés.

« Le comité socioculturel nous a bien soutenus pour toutes les démarches, pour organiser les réunions, nous conseiller, nous encourager. Pour les démarches administratives, pour l'achat de matériel. C'est donc grâce à eux que la grainothèque existe. » (Membre de la Boite à graines, Matinée Regards croisés)

Néanmoins, l'attachement institutionnel limite le pouvoir de décision des groupes contraints de respecter un cadre strict. La définition de conditions d'accès au service, l'élaboration d'un règlement ou encore le choix du logo pourront nécessiter la validation préalable de la direction ou, dans le cas des CPAS, du conseil de l'action sociale.

Plus globalement, tous les projets sont dépendants des ressources logistiques, matérielles et financières dont ils disposent pour aborder l'enjeu de l'accès à l'alimentation. Au moment de la rédaction de ce carnet, le GAC1050 est toujours à la recherche d'un local de stockage plus grand et plus adéquat pour pouvoir reprendre les commandes de fruits et légumes. Quant aux ateliers cuisine de la Porte Verte, ils dépendent des produits que l'association reçoit de la banque alimentaire et des invendus de supermarchés.

Une expérience de co-recherche dans le secteur de l'aide alimentaire

La mise au vert du comité Solenprim a permis aux partenaires de faire le point sur les enseignements issus de cette recherche-action pour les organismes de l'aide alimentaire.

DES ENJEUX PROPRES AU SECTEUR

- + « Solenprim contribue à faire connaître auprès d'un public plus large les réalités de l'aide alimentaire ainsi que les acteurs, les enjeux et les difficultés du secteur. »
- + « Avec cette recherche-action, les missions d'aide alimentaire deviennent une opportunité de développer des dispositifs participatifs mis en œuvre selon un principe de co-création. »
- « Les moyens de l'aide alimentaire sont nettement insuffisants et les financements ne sont jamais garantis. Dès lors, les organismes d'aide alimentaire ont peu de marges de manœuvre pour innover. »
- « En encourageant les alternatives d'initiative citoyenne, le risque consiste à faire peser toute la responsabilité d'assurer une alimentation saine et durable sur les épaules des organismes d'aide alimentaire et des personnes qui les fréquentent. Or, c'est aux pouvoirs publics que revient la responsabilité de garantir l'effectivité du droit à l'alimentation pour tous. »

QUAND LES PROJETS SONT PENSÉS AVEC LES PERSONNES CONCERNÉES

- + « Malgré des difficultés, Solenprim a permis d'associer des bénéficiaires à la définition du problème et à la mise en place de solutions concrètes. »
- ± « Si le thème de l'alimentation a été imposé au public, dans une approche « top-down », les projets ont toutefois été pensés au départ des besoins et des envies des participants... mais au risque de s'éloigner parfois sensiblement du thème ciblé ! »
- « L'asymétrie de pouvoir entre professionnel et usager tend à persister : viser l'autonomie du groupe ne suffit pas à équilibrer la relation qui reste souvent de l'ordre de l'assistance. »
- « Une difficile participation : les temporalités de la réflexion (propres au processus de recherche en co-création) se heurtent aux temporalités de l'urgence (vécue par les personnes qui demandent de l'aide alimentaire). »

QUELQUES ENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA CO-CRÉATION

- + « Co-créer avec des publics est un processus lent et parfois fastidieux, mais qui change en profondeur la posture des intervenants sociaux impliqués dans le projet et fait bouger les lignes des modes de fonctionnement habituels des organisations. »
- + « La co-création permet aux travailleurs sociaux et à leurs organismes de mieux connaître leurs usagers, et aux usagers de mieux comprendre le fonctionnement, les règles, le cadre de l'organisme. »
- + « La co-création amène les usagers à s'investir davantage dans la vie de l'organisme. »
- + « Face à l'utilisateur, la posture du travailleur et de l'institution évolue : on passe d'une logique d'aide à une logique de collaboration. »

« Ça permet l'échange de connaissances. Nous, on a le nez dans le guidon ; un chercheur est moins dans l'urgence, il est dans quelque chose de " méthodologiquement plus posé ". Quand on fait des projets en interne, le bénéfice de ce qui est travaillé reste dans l'institution donc c'est une perte des connaissances qui pourraient être partagées. Avec Solenprim, on va diffuser les savoirs pour contribuer à quelque chose de plus large. » (Coordinateur, CPAS d'Ixelles, Mise au vert Solenprim)



SOLENPRIIM en bref

« Fiche projet » diffusée lors du Forum Co-create en octobre 2018.



Question de recherche

En quoi et comment des dispositifs innovants, associant le secteur de l'aide alimentaire à la transition vers un système alimentaire durable, sont-ils susceptibles d'accroître durablement la liberté de choix et le champ des usages alimentaires des publics défavorisés ?

Problématique

L'aide alimentaire est confrontée à une croissance des demandes. L'augmentation de la pauvreté et des inégalités sociales en sont les causes les plus apparentes. Face à ce constat, les acteurs de l'aide alimentaire s'interrogent sur des alternatives possibles pour s'attaquer au problème de la durabilité de l'accès à une alimentation de qualité, pour les personnes en situation de pauvreté.

rencontrent les organisations d'aide alimentaire pour s'approvisionner en denrées de qualité.

- Prospective : élaborer des scénarios de projets permettant de lever ces freins.
- Implémentation : mettre en œuvre les projets au niveau local, en co-création avec les équipes des organisations et leurs publics bénéficiaires.

« Bien se nourrir » : complexité et obstacles

Le diagnostic à propos de ce que « bien se nourrir » veut dire a été réalisé de façon collective avec les différents acteurs de l'aide alimentaire : professionnels, bénévoles, bénéficiaires et coordinateurs du secteur. Il a établi la multi-dimensionnalité de cette notion : bien se nourrir ne se résume pas au contenu de l'assiette, mais est corrélé à des dimensions de socialité, économique et politique. Les projets innovants mis en place ne se sont donc pas uniquement concentrés sur la qualité des aliments, voire même l'ont faite passer en second plan. Les dispositifs testés ont surtout voulu s'attaquer aux freins financiers (en abaissant les coûts de consommation), sociaux (en générant des espaces de socialité et de solidarité) et politiques (en cultivant des graines « de qualité ») du bien se nourrir.

Découvertes

La participation des bénéficiaires de l'aide alimentaire : bénéfices et charges

Pour rendre les innovations dans le champ de l'aide alimentaire plus conformes aux attentes des bénéficiaires, il s'agissait d'impliquer ceux-ci dans la réflexion et le montage des dispositifs. Or cette participation ne va pas de soi et se heurte à certains seuils qu'il s'agit d'abaïsser. Le simple fait de « manger ensemble » par exemple, va dans ce sens. Si les participants apprécient les éventuels impacts financiers sur leur budget et le sentiment d'utilité que peut procurer l'investissement dans les initiatives développées dans le cadre du projet - une grainothèque et une prêterie au sein de deux CPAS, un groupement d'achats collectifs et des ateliers cuisine - cette implication amène également son lot de coûts (se rendre disponible, prendre en main certaines tâches, se voir déçu de l'avancement trop lent du projet au regard du processus participatif, etc). Par ailleurs, travailler des pistes d'accès plus durables à l'alimentation avec ces personnes peut conduire paradoxalement (si ces pistes réussissent) à renforcer l'idée méritocratique selon laquelle « s'en sortir » est à la portée de tous, même des plus démunis. C'est contribuer de la sorte à cautionner des logiques économiques et politiques productrices des inégalités à l'origine de la nécessité d'une aide alimentaire.

Le secteur de l'aide alimentaire : cadres et freins institutionnels

La façon dont les projets sont mis en place dans le cadre de Solenprim fait bouger les lignes de l'aide sociale classique. Si des accords de principe étaient engagés au commencement du projet, la mise en œuvre concrète pose la question des marges de manœuvre et du champ d'action que les acteurs de ces organismes veulent bien laisser à leurs bénéficiaires. Les projets demeurent tributaires des lignes d'action propres à chaque institution. Solenprim vient également soulever des questions de posture dans le travail social, telle que l'ambivalence entre éducation et activation des publics d'une part, et facilitation de leur participation à un projet collectif ou reconnaissance de leur expertise à propos de l'alimentation de l'autre.

Présentation

Les organisations du partenariat Solenprim - Solidarité en primeur(s) - souhaitent collaborer à la création, au développement et à l'évaluation d'initiatives pilotes, permettant

du côté des publics les plus précaires :

- d'accéder durablement à une alimentation diversifiée de qualité,
- d'élargir les possibilités de choix en matière d'alimentation,
- de se connecter à des systèmes alimentaires qui promeuvent de nouvelles formes de solidarités, de coopérations et d'échanges.

Et du côté de l'approvisionnement, aux organismes d'aide alimentaire :

- d'accroître leurs capacités de récolte de produits de qualité en particulier de produits frais (légumes et fruits)
- et de s'associer davantage à la transition vers des systèmes d'alimentation durable.

Le projet s'est déroulé en trois phases :

- Diagnostic : identifier les freins que rencontrent les personnes précarisées pour bien se nourrir, et ceux que



Alimentation durable : qu'est-ce que c'est ?

Les initiatives étiquetées d'alimentation durable sont généralement celles portées par une certaine élite socio-économique. Malgré une ouverture affichée pour la mixité sociale, elles tendent à peu prendre en compte « la conflictualité sociale et les antagonismes entre les groupes sociaux » (Lagasse, 2017 : 5). Les bénéficiaires de l'aide alimentaire ne se retrouvent que rarement dans ces initiatives. Toutefois, leurs pratiques de débrouille partagent des similitudes avec celles revendiquées par les acteurs – reconnus – de l'alimentation durable : éviter le gaspillage et favoriser la récup' et le recyclage, partager des repas avec le réseau social et favoriser la solidarité, etc. Ce sont majoritairement les canaux d'achats qui divergent (le bio reste peu à portée du portefeuille).

AIDE ALIMENTAIRE ET ALIMENTATION DE QUALITÉ : LE DIAGNOSTIC



↑ @YAKANA

↳ Atelier cuisine végétale, CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, le 21/04/2017.

Messages clés

L'accès à l'alimentation devrait être un droit.

Si travailler à améliorer l'accès à l'alimentation à l'échelle des bénéficiaires de l'aide alimentaire peut être intéressant, les leviers de changement vers un droit à l'alimentation doivent être identifiés aux échelles macro-économique et macrosociale. Au risque sinon de ne mettre qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

Arrêter de penser que « les pauvres se nourrissent mal ».

Le rapport à l'alimentation charrie des enjeux qui vont au-delà de la qualité nutritionnelle d'une assiette. Privilégier une approche éducative au « bien se nourrir » (selon les référents de l'arbitraire dominant) risque de faire

passer à côté des facteurs multiples qui expliquent les difficultés d'accès à une alimentation de qualité.

Les organismes d'aide alimentaire comme laboratoires ?

Avancer vers un accès plus durable à l'alimentation avec les personnes les plus éloignées de la possibilité de « bien se nourrir » demande de mettre en œuvre une posture dans le travail social qui favorise la symétrie et de donner les moyens organisationnels et institutionnels qui le permettent.

Voir les pratiques d'alimentation durable au-delà de l'évidence.

Penser la question de l'alimentation durable avec les personnes les plus précarisées doit inclure l'observation et la reconnaissance de leurs pratiques alimentaires durables existantes.

Envie d'approfondir le sujet?

solenprim.com

Carnet de bord du diagnostic

Vers un accès pour tous à une alimentation de qualité

Affiche

Arbre des possibles - vers un accès durable pour tous à une alimentation de qualité

Publications

MYAUX D et SERRÉ A, *Recherche-action participative et accès à l'alimentation durable : Des terrains bruxellois au sol fécond*, La revue du CREMIS, Vol. 9, No. 1, 2016, pp.11-18.

SERRÉ A et MYAUX D, *Les pauvres ne prêtent aucune attention à leur alimentation*, in *Le Forum - Bruxelles contre les inégalités, Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Waterloo, Lucipre éditions, 2018.



Quelles pistes pour l'action ?

Une recommandation du partenariat SOLENPRIM



PROPOSITION

3



FAVORISER LE TRAVAIL SOCIAL COMMUNAUTAIRE POUR CONCRÉTISER LE DROIT À L'ALIMENTATION

PAR SOLENPRIM

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 11). Il a force de loi dans les 146 États qui l'ont ratifié, dont la Belgique fait partie. Ce droit impose à l'État de prendre toutes les mesures appropriées pour sa réalisation. Mais depuis plusieurs décennies, le détricotage des protections sociales entraîne une précarisation des droits fondamentaux - dont le droit à l'alimentation - pour des franges toujours plus importantes de la population.

Les solutions proposées n'apportent pas une réponse suffisante aux sources multiples de précarité auxquelles sont exposées ces personnes. Dans le cas du droit à l'alimentation, elles se traduisent essentiellement par : le déploiement d'aides alimentaires (colis, restaurants sociaux, épiceries sociales) dont l'objectif est de répondre à l'urgence sociale, remplissant ainsi un rôle essentiellement palliatif ; des politiques qui misent prioritairement sur l'information des publics quant aux « bonnes pratiques » en matière d'alimentation sans pour autant lever les freins qui empêchent les personnes d'accéder au « bien se

nourrir » et en tenant trop peu compte du caractère excluant et stigmatisant des normes alimentaires ; des dispositifs d'alimentation durable qui se développent en nombre, mais n'incluent pas les publics le plus éloignés d'un droit effectif à l'alimentation.

Ces leviers, s'ils ont leur pertinence, ne permettent pas de garantir le droit à l'alimentation pour les populations concernées.

En octobre 2018, le partenariat Solenprim partageait et discutait avec 5 autres projets ses résultats lors du « Forum Co-create ». Ces 3 journées ont abouti à la formulation de 11 propositions visant à promouvoir un système alimentaire bruxellois plus juste et durable. L'occasion, pour Solenprim, de défendre la nécessité de « Favoriser le travail social communautaire pour concrétiser le droit à l'alimentation ».



APPORTER UNE SOLUTION COLLECTIVE ET SOLIDAIRE

En tant qu'acteur de première ligne, le monde du travail social peut jouer un rôle pour favoriser la mise en œuvre du droit à l'alimentation, pourvu qu'on lui donne les moyens d'être témoin et passeur des aspirations des habitants en matière d'organisation de la vie collective.

Une des pistes pour ce faire est de soutenir l'approche communautaire dans le travail social.

« L'action communautaire désigne toute initiative, issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (géographique, locale, régionale, nationale ; d'intérêts ; d'identités) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun. (...) Ces actions sont menées avec un souci d'éducation et de fonctionnement démocratique afin de favoriser l'autonomie des personnes et des communautés (empowerment) » (Lamoureux et al, 2013 : 10)

DIFFÉRENTS NIVEAUX DE POUVOIR COORDONNÉS

Le renforcement du travail social communautaire en vue de soutenir la mise en œuvre du droit à l'alimentation implique très concrètement que les différents niveaux de pouvoir - fédéral, communautaire, provincial, régional, communal - se coordonnent pour :

> **accorder des financements structurels pérennes suffisants** pour garantir les moyens (humain, matériel, etc.) nécessaires à la mise en place de démarches communautaires dans les organismes d'action sociale qui souhaitent se former et développer ces méthodologies, notamment ceux qui proposent des formes d'aide alimentaire ;

> que des « **diagnostics alimentaires locaux** », soient réalisés en concertation avec toutes les parties prenantes des territoires concernés : citoyens, autorités publiques, entreprises, associations, etc. ;

> **donner les moyens aux organismes, structures et groupes déjà implantés dans les quartiers** de collaborer dans le cadre de plans d'actions territoriaux (tels les contrats de quartier

Cette approche doit s'inscrire dans un programme vigoureux de lutte contre les inégalités sociales et les causes structurelles de la pauvreté. Elle permettra de le soutenir en tenant mieux compte des pratiques et savoirs des personnes confrontées à des situations d'insécurité alimentaire ; en associant les populations à l'élaboration des réponses à apporter aux difficultés qu'elles rencontrent en matière d'alimentation ; en renforçant les potentiels et le pouvoir d'agir des habitants et des acteurs locaux sur les questions d'alimentation ; en élaborant des politiques sociales et alimentaires plus justes car mieux ancrées dans des réalités territoriales et tenant compte du caractère plurifactoriel de l'insécurité alimentaire (offre de logement, de services, de produits alimentaires, situation d'emploi, transport et mobilité, etc.).

durable et les plans de cohésion sociale) à des démarches communautaires autour d'enjeux liés au droit à l'alimentation ;

> constituer une **coopérative de ressources** qui permette aux travailleurs sociaux d'échanger sur leurs savoirs et leurs pratiques concernant le travail social communautaire et les enjeux d'accès aux droits fondamentaux dont celui du droit à l'alimentation. Cette coopérative aura, parmi ces missions, de développer une offre de formations et d'outils ainsi que des dispositifs d'intervention entre travailleurs sociaux impliqués dans des démarches communautaires. Elle offrira également la possibilité aux travailleurs sociaux de s'inspirer et d'étudier la transposabilité de « bonnes pratiques » développées dans d'autres pays (Québec, France, Suisse), en organisant, par exemple, des rencontres internationales et des séjours d'étude à l'étranger.

Contributeurs

COORDONNÉES DES PARTENAIRES SOLENPRIM



Fédération des Services Sociaux
Rue Gheude, 47 - 1070 Anderlecht
02/223 37 74 - info@fdss.be
www.fdss.be



Le Centre Social Protestant – CSP
Rue Cans, 12 - 1050 Ixelles
02/512 80 80 - csp.psc@skynet.be
www.csp-psc.be



La Porte Verte/Snijboontje et Snijboontje bis
Boulevard du Jubilé 124 - 1080 Molenbeek-Saint-Jean
02/421 04 80 - porteverte.snijboontje@skynet.be
www.porteverte-snijboontje.be



CPAS d'Ixelles
Chaussée de Boondael, 92 - 1050 Ixelles
02/641 56 21 - pierremichel.rousseau@cpasxl.irisnet.be
www.cpasixelles.irisnet.be



CPAS de Berchem-Sainte-Agathe
Avenue de Selliers de Moranville 91 - 1082 Berchem-Saint-Agathe
02/482 13 55 - svandaele@cpas-ocmwberchem.brussels
www.cpasberchem.be



Soli-Food, plateforme d'achats solidaire
pour le secteur de l'aide alimentaire
(Croix-Rouge) Rue de Stalle 96 - 1180 Uccle
02/371 35 39 - g.vanzeebroek@croix-rouge.be
www.solifood.be

AVEC LA PARTICIPATION DE

Adrien	Gary	Martin
Afendy	Genoforia	Matthias
Agnès	Geneviève	Mélanie
Ahlem	German	Mercedes
Ailed	Gilles	Merli
Amale	Gisèle	Michèle
Amina	Grégoire	Michèle
Alain	Guillaume	Monica
Alexia	Hajar	Nadia
Ali	Hakim	Nadia
Anissa	Hanna	Najet
Annick	Houria	Nasera
Anne	Hugues-Olivier	Nicole
Anne-Marie	Igor	Nora
Anne-Marie	Ikram	Olivier
Alizée	Irina Jaime	Olivia
Aysha	Jamilia	Philippe
Barbara	Jeannine	Philip
Benjamin	Jeanot	Pierre
Brigitte	Jeroen	Pierre-Michel
Bruno	Jean-Benoît	Quinquet
Carine	Jean-Michel	Rachid
Carmen Carole	Joëlle	Rachida Razya
Catherine	Johana	Rita
Catherine	Jonathan	Rob
Charlotte	Juan	Rohan
Chloé	Justine	Roselyne
Christian	Justine Kasia	Samira
Christiane	Katia	Samuel Saïd
Christiane	Khadija	Sarah
Christelle	Karine	Sandra
Christine	Kim	Sébastien
Christine	Laurent	Serge
Dabel	Lotte	Simon
Daniel	Loubna	Sonia
Danièle	Ludivine	Sophie
Déborah	Maera	Tony
Delphine	Mohamad	Touria
Deny	Fateh	Valérie
Dirk	Mamadou	Violette
Dominique	M'barek	Virginie
Emmanuel	Mahjoub	Véronique
Emilienne	Mahsouba	Xavier
Eugénie	Marcia	Yacine
Estéban	Margot	Ylias
Evguenia	Maria	Zakya
Elimi	Mariane	Zarrindoht
Elise	Marie	Zaza...
Erika	Marie	
Fabienne	Marie-Claire	... et toutes les
Fatima	Marie-Noëlle	personnes que
Fatiha	Marie-Thérèse	nous aurions
François	Marino	oubliées.
France	Marion	
Florian	Marta	

Editrice responsable :
Céline Nieuwenhuys
Rue Gheude 49 - 1070 Bruxelles

Auteurs : l'ensemble du matériel
présenté dans ce carnet a été
produit collectivement par les
partenaires du projet Solenprim ;
la mise en forme a été coordonnée
par Charlotte Maisin, Matthias
Rosenzweig et Alexia Serré.

Relecture : Alexandre Bayot, Lotte
Damhuis, Brigitte Grisar, Marie
Hanse, Jean-Benoît Hoet, Pierre-
Michel Rousseau, Sebastien Van
Daele.

Graphisme : Fabienne Bonnon

Tous droits réservés.

Ne pas jeter sur la voie publique.

Imprimé en 2019 sur du papier
recyclé.



empowering research
Avec le soutien d'Innoviris.





Créer les conditions du Croisement des savoirs : le défi de la première année de projet

Le projet Solenprim soulève des enjeux pluriels. D'une part, il tente d'identifier des liens pertinents entre les préoccupations du secteur de l'aide alimentaire et un objectif sociétal plus général de transition vers des systèmes alimentaires durables. D'autre part, il rassemble des acteurs très différents autour d'une démarche de recherche participative et collaborative. Or, postuler la complémentarité de leurs expertises est une chose, réunir les conditions nécessaires à leur expression en est une autre. Ces enjeux ont été approfondis dans un article intitulé « Recherche-action participative et accès à l'alimentation durable : Des terrains bruxellois au sol fécond » – rédigé par Déborah Myaux, Alexia Serré, et al. – publié dans La revue du CREMIS (Vol. 9 No. 1, Printemps 2016, pp.11-18)¹. Le texte ci-dessous en fait la synthèse.

ÉLARGIR LE CHAMP

Une étude récente (Hubert, Vleminckx, 2016) a permis de constater que l'insuffisance et l'instabilité des ressources dont disposent les organisations d'aide alimentaire limitent grandement leur capacité à garantir aux personnes un service adéquat, que ce soit en matière de qualité de l'accueil, d'offre d'un accompagnement social ou encore de qualité et de diversité des vivres. Dans ce contexte, la mise en place de politiques visant à assurer une transition vers une alimentation durable à Bruxelles a été perçue par les acteurs du secteur comme une opportunité pour élargir le champ des possibles en matière d'accès autonome à une alimentation de qualité pour les personnes en situation de précarité. Mais elle soulève les questions opérationnelles suivantes : Comment associer de façon structurée le secteur de l'aide alimentaire à cette transition ? Comment connecter durablement les publics précaires à ces systèmes ? Quels moyens déployer pour faciliter l'accès de ces publics à une alimentation saine et de qualité ?

ALIMENTATION DURABLE : UNE VOIE POUR « RÉGÉNÉRER LE SOCIAL » ?

L'appel à projets « co-create 2015 » (Innoviris) visant le développement de dispositifs innovants en matière d'alimentation durable en Région de Bruxelles-Capitale a représenté une occasion, pour les partenaires de Solenprim, de réaffirmer la nécessité de rendre effectif le droit à une alimentation de qualité, accessible durablement, pour tous. Une opportunité, aussi, de souligner le potentiel « social » que comporte le développement de systèmes alternatifs de production, de transformation ou de distribution des aliments, au-delà du seul enjeu environnemental. En effet, ces systèmes alternatifs se développent pour la plupart dans ce que Jeremy Rifkin appelle l'esprit des communaux collaboratifs (Rifkin, 2014). Y associer les publics défavorisés peut non seulement faciliter l'accès de ces derniers à une alimentation de qualité, mais également contribuer – c'est l'une de nos hypothèses – à lutter contre certains processus d'exclusion et d'isolement. Le projet Solenprim s'est ainsi élaboré dans l'objectif de créer, développer et évaluer des initiatives pilotes permettant aux publics les plus précaires d'accéder durablement à une alimentation de qualité, diversifiée, et d'être connectés à des systèmes alimentaires alternatifs qui promeuvent de nouvelles formes de solidarités, de coopérations et d'échanges.

¹ www.cremis.ca/recherche-action-participative-et-acces-a-l'alimentation-durable-des-terrains-bruxellois-au-sol



LE CROISEMENT DES SAVOIRS

Solenprim repose sur un postulat fort : lorsque différents acteurs collaborent dans le but de concevoir et de mettre en œuvre de nouveaux dispositifs, chacun d'eux injecte dans le projet un ensemble de savoirs qui lui est propre. Dans cette perspective, atteindre les objectifs fixés nécessite à la fois la mutualisation de ces « savoirs distribués » (Trépos, 1996), et un engagement fort de la part des acteurs concernés.

L'étape consacrée au montage du projet a permis aux chercheurs et chargés de projet de la FdSS de co-construire une problématisation commune, de baliser un ensemble d'objectifs partagés, et d'anticiper les modalités de leur future coopération. Pour les autres partenaires, c'est plus tard, au moment du réel démarrage du projet, que s'est posée la question des places et rôles à investir par chacun. Or, pour eux, se positionner comme co-décideurs des orientations du projet n'était pas évident. Un partenaire, salarié d'un organisme de terrain, confiait que le programme de recherche, rédigé dans un style très universitaire, était particulièrement difficile à s'approprier. Il insistait sur l'effort de vulgarisation à prévoir en vue d'approcher les bénéficiaires de l'aide alimentaire, et expliquait, par ailleurs, craindre le caractère chronophage du projet, au regard de son contexte de travail déjà lourdement chargé. Dans la même perspective, le procès-verbal d'une réunion partenariale signalait « l'écart de langage » susceptible de renforcer une posture de retrait chez certains acteurs, voire de compromettre l'intéressement des bénéficiaires.

Ce dernier point d'attention est d'autant plus important que Solenprim s'est engagé à cibler tous les bénéficiaires de l'aide alimentaire, y compris les plus précaires d'entre eux. Bon nombre de dispositifs innovants en matière d'action sociale s'accompagnent du risque de s'adresser préférentiellement à une « élite des exclus », reproduisant ainsi de nouvelles distinctions et de nouvelles exclusions au sein même des populations défavorisées. « L'effet Matthieu » (Damon, 2002) caractérise ce type de situation où les résultats d'un dispositif ou d'une prestation n'affectent positivement que les moins défavorisées des personnes qui composent un public cible. Pour se réaliser pleinement, la démarche de co-création se devait de rendre le propos accessible à tous, y compris aux personnes les moins outillées.



CO-CONSTRUCTION DE LA PHASE DE DIAGNOSTIC

L'année 2016 a été consacrée à la « phase de diagnostic » du projet, dont l'objectif était d'identifier les freins qui réduisent l'accès à des aliments variés et de qualité, tant du côté des publics précarisés que du côté des organismes distributeurs d'aide alimentaire. Parmi les enjeux repérés pour mener à bien cette étape se trouvait celui de l'implication des différents partenaires, mais aussi de leurs personnels et bénéficiaires. Pour lever ces difficultés, il importait de rétablir une égale légitimité d'expression et d'implication au sein du partenariat. Une tentative de repositionnement a dans ce sens été engagée par les chercheurs et des chargés de projet de la FdSS.

Tout d'abord, en proposant à tous les partenaires, chercheurs compris, d'acquérir de nouvelles compétences en méthodes d'intelligence collective, dans le cadre d'une première journée de formation animée par deux intervenants indépendants. Ce moment a permis aux personnes présentes d'expérimenter la philosophie de « non-hiérarchisation des savoirs » revendiquée par le projet ; d'outiller le collectif en vue de faciliter ses collaborations à venir, au-delà des effets d'asymétrie de compétences ou de statuts ; et d'examiner collectivement la pertinence de ces mêmes méthodes pour animer les diagnostics locaux d'ores et déjà programmés avec des groupes de bénéficiaires puis d'intervenants de l'aide alimentaire.

Ensuite, en prenant le temps de dépouiller la problématique de son habillage académique. Pour cela, les chercheurs ont sollicité une chargée de projet de la FdSS, animatrice de la Concertation aide alimentaire, dans le but de rendre l'objet de la recherche accessible à ses « bénéficiaires finaux » et de pouvoir ouvrir la réflexion avec eux dans le cadre des séances de diagnostic locales. La question a alors été posée en deux temps, de la manière suivante : « Pour moi, bien se nourrir, c'est... ? », puis « Quelles sont les difficultés qui, dans ma vie quotidienne, réduisent mes possibilités d'y parvenir ? ». Dépassant l'enjeu de la juste formulation, c'est l'entière du dispositif de diagnostic qui a au final été élaboré en co-création, au point de bousculer les frontières professionnelles entre les différents partenaires, désormais tous dénommés « co-chercheurs ». Les bénéficiaires ayant participé à des séances de diagnostic locales ont ensuite été rassemblés en séance transversale. Les intervenants également. Et parce que rien ne justifiait que les chercheurs et chargés de projet de la FdSS se soustraient à cet exercice, une séance fondée sur un protocole méthodologique identique leur a été consacrée, avant que l'ensemble de ces groupes ne formalise une analyse collective dans le cadre d'une journée de « diagnostic croisé ».



LA CO-CRÉATION

Si la co-création représente un véritable défi pour les chercheurs, les chargés de projets et les acteurs de terrain, elle représente également un grand potentiel en termes de renouvellement des pratiques (de recherche, comme de terrain) et des modalités d'action d'un secteur. Dans le cadre de Solenprim, elle fait aussi figure de levier permettant d'éviter plusieurs écueils potentiels lorsqu'il s'agit d'identifier des alternatives aux formes actuelles d'aide alimentaire. La co-création a en effet permis de se prémunir contre le risque « d'innover pour innover », en déconnexion vis-à-vis des besoins réels du terrain ; elle a aussi permis d'écarter, par les débats qu'elle a suscités, certaines hypothèses paternalistes qui tendraient à vouloir « traiter » les habitudes alimentaires des personnes pauvres dans une logique orthopédagogique, comme le ferait par exemple la mise en place de sortes de « guidances sociales nutritionnelles ».

Complexe, parce qu'elle nécessite d'accorder du temps et des moyens à la définition d'un langage commun ; exigeante, parce qu'elle implique une réflexivité permanente attentive aux dynamiques de pouvoir et aux enjeux de problématisation, de traduction, d'intéressement qui lui sont inhérents ; perturbante, aussi, parce qu'elle demande de sortir d'un fonctionnement plus confortable basé sur une stricte répartition des rôles et des compétences, la démarche de co-création mise en œuvre dans le projet Solenprim positionne ouvertement l'activité de recherche comme partie prenante légitime des processus de changement à l'œuvre dans l'organisation de la vie collective de la cité.

-
- Damon, Julien (2012 [2002]), *La question SDF*, Paris, PUF, « Le lien social », 420p.
 - Hubert, Hugues-Olivier et Vleminckx, Justine (2016), « L'aide alimentaire aujourd'hui, le droit à l'alimentation demain », *Rapport de Recherche Action*, Bruxelles, FdSS, 209p.
 - Rifkin, Jeremy (2014), *La nouvelle société du coût marginal zéro. L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, Paris, Les liens qui libèrent, 512p.
 - Trépos, Jean-Yves (1996), *La sociologie de l'expertise*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 12



De l'utilité de produire des « objets intermédiaires »

Pendant 3 années, l'observation et l'analyse du processus de co-création engagé au cours de la recherche-action participative Solenprim a permis de relever un certain nombre de constats et d'enseignements à retenir¹. Cette fiche-outil met l'un d'eux sous la loupe, celui concernant l'utilité – pour soutenir un tel processus – de produire des « objets intermédiaires ».

Dans le cadre d'une recherche-action participative, inscrire les connaissances coproduites dans des « objets intermédiaires » (Vinck, 1999) peut contribuer à renforcer la dynamique du réseau d'acteurs impliqués dans le projet. Tout d'abord, cette perspective représente un objectif opérationnel commun autour duquel se mobiliser. Ensuite, l'objet permet de « garder trace » du travail réalisé, de matérialiser les connaissances produites dans un format permettant leur diffusion, et de donner du sens à l'investissement fourni.

« Le produit du travail collectif gagne un autre statut de par les objets qui en découlent » (Luisoni & Pillonel, 2013, p. 18). Dans le cas de Solenprim, « un autre statut » pour les acteurs impliqués eux-mêmes ; « un autre statut » pour leurs interlocuteurs potentiels. La Sociologie de la traduction (Akrich, Callon, Latour, 2006) souligne en effet que l'intéressement à un projet passe par le déploiement de discours, de dispositifs mais aussi d'objets, capables de rallier et de favoriser l'attachement au réseau ou le soutien de nouveaux acteurs.

La première année du projet Solenprim a prioritairement été consacrée à la réalisation d'un diagnostic co-construit, réalisé par étapes. Les objectifs poursuivis étaient d'élaborer une définition élargie du « bien se nourrir », d'identifier les freins qui entravent les possibilités d'y accéder et d'esquisser de premières idées de projets concrets à expérimenter. Un objectif complémentaire de cette phase de diagnostic

était d'impulser une dynamique de co-création entre acteurs susceptibles de s'engager à moyen terme dans la co-construction d'initiatives pilotes.

La nécessité de produire un « carnet de bord du diagnostic » capable de remplir une fonction d'« objet-trace » (pour reprendre les termes utilisés en réunion de Comité Solenprim) trouve son origine dans des discussions visant à clarifier les objectifs de la séance finale du diagnostic. En effet, des séances locales et transversales s'étaient déjà grandement consacrées à l'identification et à l'approfondissement des freins pesant sur les pratiques des acteurs. L'idée de consacrer la totalité de la séance finale à rassembler ces différentes analyses faisait craindre d'être redondants et décevants au regard des attentes supposées des participants. La question de l'objectif général du diagnostic s'est donc vue ré-ouverte : identifier/analyser les freins, était-ce un objectif suffisant ? A côté de cela, se posait la question très pragmatique de la forme à privilégier pour réunir et diffuser les résultats de la phase de diagnostic : en plus des comptes-rendus de séances qui avaient été rédigés, fallait-il produire une synthèse ? Et si oui, était-ce aux chercheurs de porter sa rédaction ? Cette option ne risquait-elle pas de déposséder le reste des participants du travail collectif qu'ils avaient mené ?

L'idée de coproduire, à côté de l'analyse rédigée par les chercheurs dans un rapport de recherche plus classique, ce que l'on peut nommer un « objet intermédiaire » (Vinck, 1999, p.392), support de présentation des résultats du diagnostic, a

¹ Voir notamment : Serré, Vleminckx et al. 2016, p.95-115.



Fiche-outil

émergé au sein des équipes de la FdSS, puis a été approfondie avec l'ensemble des partenaires. L'option retenue fût qu'un objet serait produit à partir des contenus co-construits lors de la séance de diagnostic croisé. Selon Vinck, dans les réseaux de coopération scientifique, « les acteurs rencontrés parlent abondamment de leurs activités consistant à mettre au point [des] objets intermédiaires et à gérer leur mise en circulation » (*id.*, p.392). Il est intéressant de noter qu'il en fût de même au sein du partenariat Solenprim, où les enjeux relatifs à la future mise en circulation du carnet de bord ont suscité débat. Les raisons pour lesquelles sa production était jugée utile variaient d'un partenaire à l'autre. Et pour cause : « En tant que résultats intermédiaires, [ces objets] manifestent souvent un changement d'état du réseau. (...) Une fois [l'objet] écrit, validé et diffusé, le réseau peut changer de taille et s'adresser à une série de partenaires auparavant exclus parce qu'ils n'avaient pas la même manière d'aborder le problème. » (*ibid.* p. 407). Pour les uns, il s'agissait avant tout de produire un objet

intermédiaire à usage interne, un objet « dont les participants au diagnostic pourront être fiers » (chercheuse, réunion du partenariat, le 27/09/16), et/ou sur lequel ils pourraient s'appuyer pour les étapes suivantes du projet : « L'idée, c'est qu'on laisse une trace, des traces concrètes. Et que cela serve comme tremplin pour imaginer des pistes de solutions ». Pour d'autres, l'enjeu se situait du côté de la restitution exhaustive de la diversité des points de vue : « L'important c'est de savoir de quel groupe viennent les freins, et là, déjà, c'est différent. Une Mindmap pourrait le montrer par exemple. » (Partenaire de terrain, acteur de 1ère ligne, *id.*). Pour d'autres encore, c'est prioritairement en tant que dispositif d'intéressement que l'objet devait être conçu : « D'une part, il y a les jalons de ce qui a été fait [à valoriser]. Mais il faut aussi susciter la participation, celle des bénéficiaires. (...) Le support, c'est important pour nous par rapport à la hiérarchie. (...) Il faut une "chose accrocheuse" pour la hiérarchie. » (Partenaire, acteur de seconde ligne, *id.*).

« Objet intermédiaire » et « Objet-frontière » - quelques éléments de définition

« Avec la notion d'objet intermédiaire, nous nous référons aux entités physiques qui relient les acteurs humains entre eux. Il s'agit, par exemple, du tableau noir par lequel passe une partie des relations entre l'enseignant et les élèves. On dira cet intermédiaire "fixe" ; les acteurs humains gravitent autour de l'objet. D'autres objets intermédiaires, au contraire, seront qualifiés de "circulants" parce qu'ils sont envoyés d'un acteur à l'autre, tel le cadeau offert à un ami ou le bulletin de liaison envoyé aux membres d'une association » (Vinck D., 1999, p.392)

Star et Griesemer (1989) ont proposé le concept d'objets-frontières afin de qualifier des objets qui assurent « le rôle d'ancres ou de ponts » nécessaires pour permettre une coopération dans une situation impliquant des groupes d'acteurs issus de mondes sociaux hétérogènes. Leur spécificité tient au fait qu'ils sont « suffisamment souples pour s'adapter aux besoins locaux et aux contraintes de toutes les parties qui les utilisent, et suffisamment solides pour conserver une identité commune dans tous les sites qu'ils traversent. (...) Ils ont différentes significations dans des mondes sociaux hétérogènes, mais leur structure est suffisamment commune à plusieurs mondes pour permettre leur identification, un moyen de traduction » (Star et Griesemer, 1989, p.393 - traduit par l'auteure).



Fiche-outil

Avec ce projet d'objet-trace, l'objectif des partenaires était donc de disposer d'un objet capable de valoriser auprès d'une pluralité de destinataires le travail collectif accompli. Il s'agissait de créer ce que nous pouvons nommer, à la manière de Star et Griesemer (1989), un « objet-frontière », un objet qui pourra se doter de significations différentes pour les uns ou les autres², pour à la fois (ou tour à tour) :

- **fédérer** les partenaires et les autres acteurs impliqués dans la réalisation du diagnostic, dont l'engagement à plus long terme dans le projet n'est pas encore acquis : « *Les premiers destinataires, ce sera nous* » (chercheuse, réunion du partenariat, le 27/09/16). « *Un objet (...) dont on soit fiers, pour laisser une trace* » (chercheur, *id.*) ;
- **outiller** : « *pour vous, dans votre travail : quel objet serait le plus utile à partager, à utiliser en équipe ? On peut penser à des objets plus artistiques, plus littéraires, des objets inattendus (...).* » (chargée de projet de la CAA, *id.*) ;
- **crédibiliser**, démontrer, en le réifiant, le travail accompli : « *Pour Innoviris, ce sera un livrable* » (chercheuse, *id.*) ;
- **intéresser** de nouveaux acteurs, en particulier des bénéficiaires : « *Faut que ça parle pour que les gens puissent s'impliquer par la suite. (...)* » (Partenaire, acteur de seconde ligne, *id.*) ;
- **convaincre** et mobiliser les « alliés »³ indispensables à la réussite du projet : « *La hiérarchie. (...) Comment la convaincre ? Il faut un support de qualité.* » (Partenaire, acteur de seconde ligne, *id.*)

Matérialiser le travail collectif en l'inscrivant dans un objet amène les acteurs à reclarifier les objectifs des dispositifs participatifs mis en place. Dans le cas de ce premier objet-trace, le format choisi s'est orienté vers la production d'un « carnet de bord de la phase de diagnostic » au contenu essentiellement illustratif, facilement valorisable auprès d'une diversité d'acteurs. Le partenariat a décidé de confier la mise en forme d'une synthèse de diagnostic plus analytique et exhaustive à l'équipe de chercheurs. Elle trouve place dans un rapport intermédiaire de recherche (Serré, Vleminckx et al. 2016, p.5-89) de format classique.

Ce carnet de bord a été particulièrement utilisé, diffusé, et mobilisé par les travailleurs sociaux du projet. Pour les membres du comité culturel du CPAS d'Ixelles par exemple, il a permis de rendre concrète l'année 2016 qui avait surtout été dédiée à la réflexion et à l'analyse⁴. Il s'agit d'un objet « esthétique » (Dewey, 2005), un objet qui permet de raconter et d'ancrer l'expérience vécue au sein du groupe des participants, mais c'est aussi un objet qui permet de socialiser différents acteurs de l'institution au projet mené par une partie de ses travailleurs (Damhuis, 2017, p.18). La pertinence de produire ce type d'objet s'étant vue confirmée, un second volume – le « carnet d'expériences » – a été réalisé en fin de projet pour valoriser les expérimentations locales mises sur pied et rendre compte des enseignements qu'elles ont fait émerger.

2 Pour une analyse de la manière dont le concept d'objet-frontière (et son application pragmatique dans différentes formes collaboratives) peut être mobilisé par des chercheurs en sciences sociales afin d'accompagner un processus d'innovation, voir : Verchère C., Anjembe E., 2010.

3 Nous reprenons ici le terme utilisé par la Sociologie de la traduction (Akrich, Callon, Latour, 2006).

4 L'intérêt que ce carnet a représenté pour ce groupe fait l'objet d'une vidéo intégrée au rapport intermédiaire 2017, intitulée « Le journal-trace : un 'objet intermédiaire' très attendu », en ligne <https://youtu.be/c40TAVi1bZc>



Fiche-outil

Au-delà de ces deux exemples, la recherche-action a permis de mener une réflexion plus large sur les enjeux liés à la « mise en format »⁵ des savoirs coproduits. D'autres types d'objets intermédiaires ont été pensés, produits puis rassemblés dans le portfolio dont cette fiche-outil est issue. Une émission de radio (à visée pédagogique) et une exposition photographique (au ton dénonciateur) sont ainsi venues agrémenter un portefeuille des ressources variées (analyses sociologiques, outils méthodologiques, retours d'expérience, billet critique...); des ressources qui ont été conçues pour pouvoir être mobilisées ensemble ou séparément, dans des contextes divers, par ou pour des acteurs aux intérêts potentiellement très différents.

-
- Akrich M, Callon M, Latour B (éd.) (2006), *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, Presses de l'Ecole des Mines de Paris, 304p.
 - Damhuis L (2017), « Améliorer l'accès de tous à l'alimentation : Faire germer les possibles », *Rapport intermédiaire de recherche – projet Solenprim*, URL : <https://www.fdss.be/fr/publication/ameliorer-lacces-de-tous-a-lalimentation-faire-germer-les-possibles-rapport-intermediaire-solenprim-2017/>
 - Luisoni M, & Pillonel M (2013), « Des prescriptions à la production de sens et à l'intégration de l'innovation dans la pratique quotidienne », *Education & Formation* [En ligne], 298-02, p.13-22. URL : <http://revueeducationformation.be/include/download.php?idRevue=15&idRes=135>
 - Serré A, Vlemingck J, Ayadi A, Rousseau C (2016), *Solidarité en primeur(s). Rapport scientifique intermédiaire*, Bruxelles, FdSS. URL : <https://www.fdss.be/fr/publication/solidarites-en-primeurs-solenprim-rapport-scientifique-intermediaire-2016/>
 - Star S-L & Griesemer J-R (1989), « Institutional Ecology, "Translations" and Boundary Objects: Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-39 », *Social Studies of Science*, Sage Publications, London, Newbury Park & New Delhi, Vol. 19, pp. 387-420.
 - Verchère C, Anjembe E (2010), « De la difficulté de fabriquer des objets-frontières. Le cas d'un projet de conception exploratoire », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 1/2010 (Vol. 4, n° 1), p. 36-64.
 - Vinck D (1999), « Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales », *Revue française de sociologie*, 40-2. p. 385-414.

⁵ Sur le sujet, voir dans ce portfolio l'analyse « Quand l'analyse se fait à plusieurs voix – Réflexion sur les formats de restitution »



Produire un diagnostic collectif : retour sur le dispositif déployé

La phase de diagnostic représentait le début d'une collaboration de trois années dont il s'agissait de poser les bases, au-delà du seul travail de production de données concernant les freins réduisant l'accès à des aliments variés et de qualité, tant du côté des publics précarisés que du côté des organismes distributeurs d'aide alimentaire. Conscients de cet enjeu, les partenaires ont décidé de lui accorder près d'une année, pour prendre le temps de réaliser des séances multiples et garantir un cadre général permettant l'expression des expertises de chacun. Cette fiche présente les étapes de réalisation de cette phase de diagnostic ainsi que des points d'attention permettant de garantir une co-production des savoirs.

LES GRANDS OBJECTIFS DE LA PHASE DE DIAGNOSTIC¹

1. « Coproduction de savoirs et formalisation d'une expertise partagée » = **Collecter les données nécessaires pour guider l'action !**
2. « Stabilisation et appropriation d'une problématisation commune et d'objectifs partagés » = **S'assurer que le projet fait sens pour tous les partenaires ... et sinon, l'ajuster !**
3. « Initier une dynamique collective et participative » = **Impulser une mise en mouvement, pour que les participants s'engagent !**

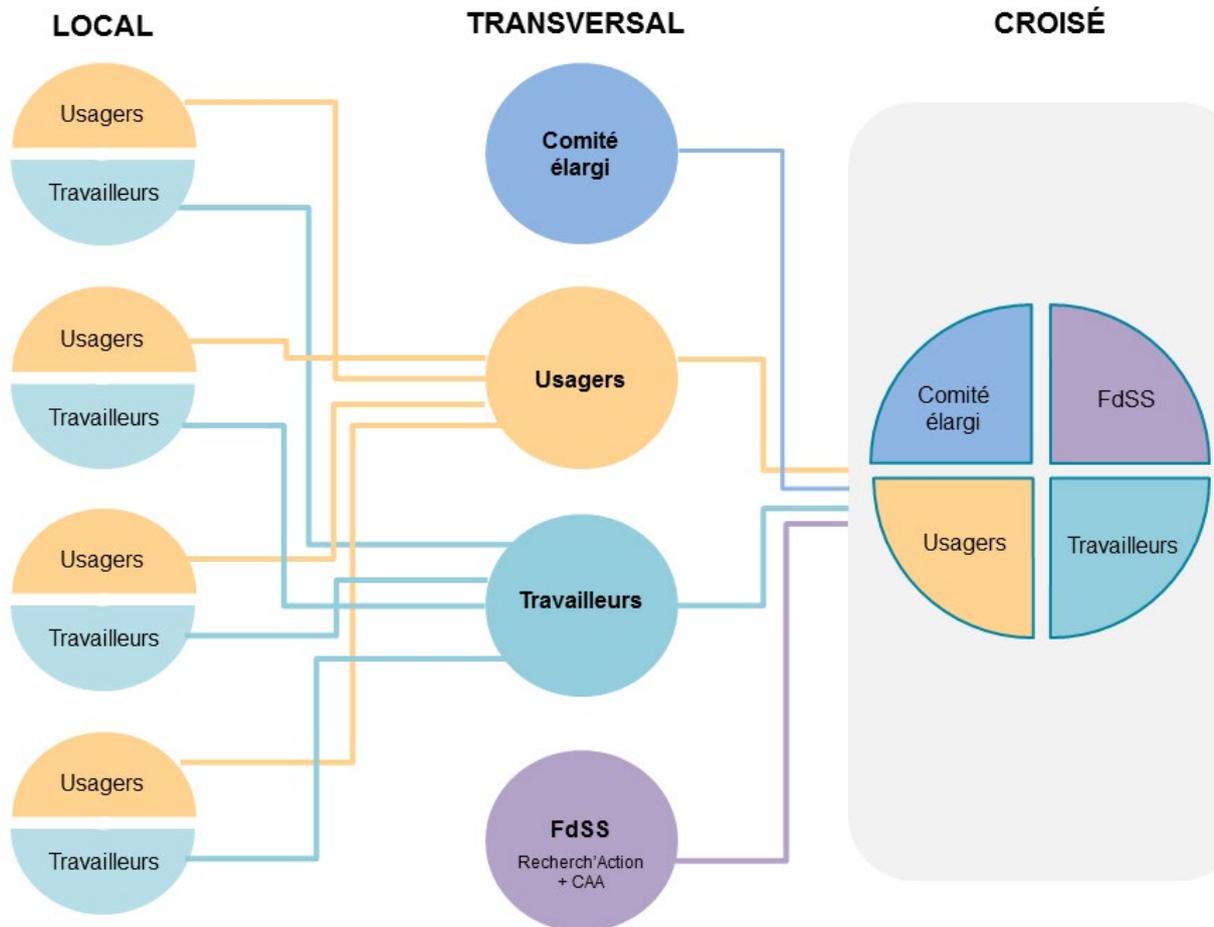
¹ Pour plus de détails sur les enjeux relatifs à ces trois objectifs, voir le rapport scientifique intermédiaire 2016 de la recherche Solenprim (Serré A., Vleminckx J. et al., 2016, pp. 5-9).
<https://www.fdss.be/fr/publication/solidarites-en-primeurs-solenprim-rapport-scientifique-intermediaire-2016/>



Fiche-outil

UNE RÉALISATION EN TROIS TEMPS

La « phase de diagnostic » du projet avait pour objectif de définir collectivement ce que « bien se nourrir » veut dire, et d'identifier les freins qui réduisent l'accès à des aliments variés et de qualité, tant du côté des publics précarisés que du côté des organismes distributeurs d'aide alimentaire. Elle fût composée de séances locales (étape 1), de séances transversales (étape 2), puis d'une séance finale dite « de diagnostic croisé » (étape 3).



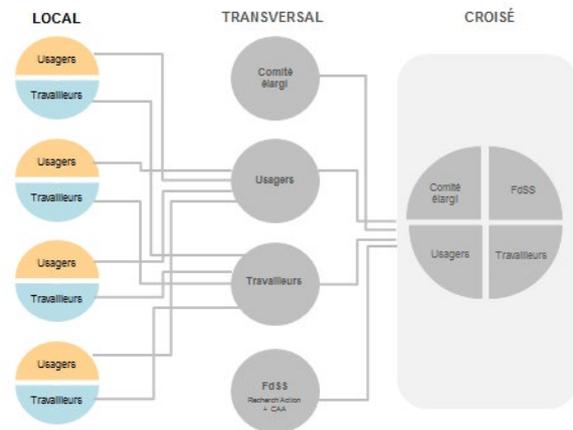


TEMPS 1 : LES DIAGNOSTICS LOCAUX

4 organismes, 8 séances

Le premier temps de cette phase du projet visait la réalisation de 8 séances de diagnostics locaux : deux séances dans chacun des organismes d'aide alimentaire partenaires, l'une avec les intervenants (professionnels et/ou volontaires), l'autre avec des usagers de l'organisme (des bénéficiaires de l'aide alimentaire de préférence mais pas exclusivement)².

Deux principes ont guidé le choix d'organiser cette première étape : l'ancrage à un niveau local et le principe de non-mixité.



S'inscrire à un niveau « local »

En se déplaçant au sein des organismes, l'impact de certains freins susceptibles de jouer sur la participation des acteurs était réduit ou levé : celui relatif aux problèmes de disponibilité, en particulier du côté des intervenants ; celui relatif aux difficultés de mobilité, touchant plus spécifiquement les usagers³. De plus, ce choix autorisait la formalisation d'analyses tenant compte du contexte local spécifique dans lequel les acteurs évoluent, celui d'un quartier, des populations qui y résident, d'un organisme, d'un contexte institutionnel ou encore d'une dynamique d'équipe particulière, etc. Notre hypothèse étant ici que certains freins peuvent dépendre de ces variables spécifiques, et que leur prise en compte allait faciliter la conception d'actions concrètes en phase avec les réalités locales.

Des rencontres « non-mixtes »

Débuter le diagnostic dans « des espaces de paroles homogènes dits de non-mixité » (Gelineau et al., 2012, p.48) a permis d'anticiper les difficultés (voire les violences symboliques) que peut produire une mise en présence d'acteurs issus de mondes sociaux différents, qui ne se (re)connaissent pas.

La littérature scientifique souligne la pertinence de ce type d'approche lorsqu'il s'agit de favoriser l'expression d'une expertise portée par des personnes précarisées : « Dans ces espaces [non mixtes], des personnes en situation de pauvreté se retrouvent entre elles – il en est de même pour les praticien(ne)s, afin de nommer, d'asseoir, de consolider leurs savoirs. Ces espaces de paroles non mixtes sont aussi

² En pratique, dans l'un des organismes (le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe), une seule séance a eu lieu, celle rassemblant des bénéficiaires.

³ Pour une analyse compréhensive de l'ancrage des populations précarisées dans leur quartier et la tendance de ces publics à privilégier des ressources de proximité, voir notamment : FOL (2010)



des espaces d'analyse, car ils favorisent le classique passage du « je » au « nous » : c'est-à-dire la (re)connaissance qu'une personne n'est pas seule à vivre une expérience et à tenter de la résoudre, créant ainsi un *momentum* pour explorer collectivement les mécanismes d'exclusion et de discuter des pistes de solution. » (Gelineau et al., *op.cit.*).

Partir des représentations des participants

Une animation quasi-identique a été proposée aux groupes composés d'intervenants de l'organisme et aux groupes composés d'usagers.

Elle était structurée autour de 3 axes de travail :

- Les représentations de chacun concernant l'aide alimentaire.
- Les représentations de chacun concernant ce que recouvre l'expression « bien se nourrir ».
- L'identification et l'analyse des freins qui empêchent l'accès aux différents critères du « bien se nourrir » (selon la co-définition élaborée au cours de l'étape précédente).

Les étapes et le déroulé de l'animation

Après une brève animation permettant de faire connaissance et de rappeler les objectifs de la séance, un brainstorming sur l'aide alimentaire visait à mettre à plat la manière dont chacun se représente cette réalité sociale, au départ de sa propre expérience. Le brainstorming visait également à poser le contexte qui servirait de fil rouge à la réflexion. L'exercice suivant avait quant à lui pour but de faire émerger les visions subjectives de chacun sur ce que recouvre le concept de « bien se nourrir », et d'obtenir un tableau collectivement construit (une co-définition) offrant une vue d'ensemble de tous les critères (quantitatifs, qualitatifs, contextuels, etc.) susceptibles d'influencer des attentes en la matière, au-delà du seul « contenu de l'assiette ». Prenant pour point de départ les données produites au cours des étapes précédentes, une animation s'inspirant de la méthode d'Ishikawa (Ishikawa, 2007) permettait ensuite d'identifier les freins et difficultés qui empêchent les personnes précarisées d'accéder à la possibilité de « bien se nourrir ». Avec les équipes d'intervenants, la question des freins qui empêchent les organismes de proposer à leurs publics précarisés des dispositifs allant dans ce sens était également posée. Les freins estimés « les plus bloquants » (identifiés par vote, à l'aide de gommettes) ont fait l'objet d'un approfondissement en sous-groupes et de synthèses présentées sur posters.

Un déroulé d'animation des séances de diagnostic local⁴ détaille sous forme de tableau les outils méthodologiques déployés, les formulations utilisées et le timing suivi. Il a été utilisé de manière standardisée avec tous les groupes rencontrés.

4 <https://www.fdss.be/fr/publication/rapport-final-le-portfolio-solidarite-en-primeurs/>



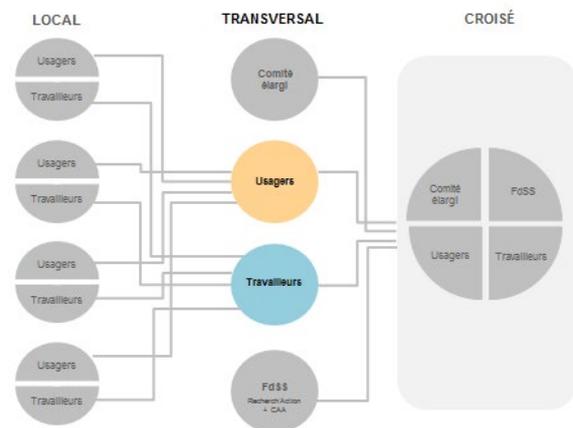
2 TEMPS 2 : LES DIAGNOSTICS TRANSVERSAUX

Le deuxième temps de cette phase du projet fût consacré à la réalisation de 4 séances de diagnostics transversaux.

Mutualiser les analyses locales

Les deux premières séances visaient à poursuivre le travail engagé par les intervenants et les bénéficiaires en maintenant, à ce stade, une logique de non-mixité. Des représentants des bénéficiaires de toutes les organisations partenaires ont été invités à partager leurs productions au cours d'une séance commune. Des représentants des équipes de toutes les organisations partenaires également.

Le dispositif d'animation de ces séances transversales⁵ a été construit dans le but de répondre à deux grands objectifs, à savoir : d'une part mutualiser les analyses produites dans les diagnostics locaux, afin de disposer d'une vue d'ensemble des freins identifiés par les usagers (/ par les intervenants) et d'autre part approfondir leur analyse et leur compréhension via un travail de pondération qui se concrétisait dans l'identification des freins (1) les plus « empêchant », (2) sur lesquels il est possible d'agir.

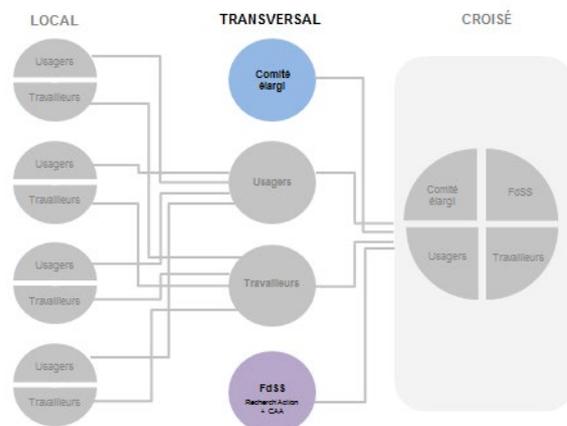


⁵ Pour consulter le déroulé d'animation mobilisé, voir : Serré, Vleminckx et al., 2016, p.22-25. <https://www.fdss.be/fr/publication/solidarites-en-primeurs-solenprim-rapport-scientifique-intermediaire-2016/>



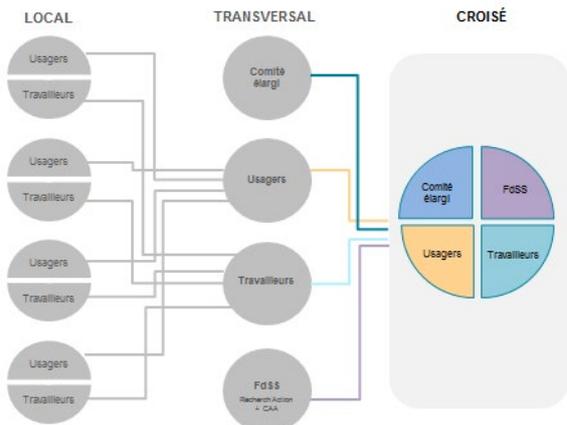
Diversifier les regards

En plus des séances « usagers » et « travailleurs », deux autres séances de diagnostic transversal ont été organisées : un « diagnostic FdSS », réunissant la Cellule recherche'action et la Concertation Aide Alimentaire (CAA) ; un diagnostic « comité élargi », planifié afin de recueillir l'expertise d'acteurs périphériques au projet, intéressés et concernés de près ou de loin par les questions soulevées dans le cadre de Solenprim (RABAD, Banque alimentaire, service social généraliste,...).⁶



3 TEMPS 3 : LE DIAGNOSTIC CROISÉ

La phase de diagnostic s'est clôturée par une séance de « diagnostic croisé »⁷ au cours de laquelle les différents acteurs ayant participé aux étapes précédentes (bénéficiaires, intervenants, FdSS, Comité élargi) ont été invités à se rassembler afin de partager leurs réflexions et de réunir la matière nécessaire pour produire collectivement un « carnet de bord⁸ ». Cette publication, qui présente les méthodes utilisées ce jour là pour croiser les regards, réunit les enseignements et pistes d'action nés de cette phase « diagnostic ».



6 Toutes deux se sont déroulées en mobilisant un dispositif d'animation hybride, conçu à partir des déroulés utilisés localement et transversalement avec les groupes d'usagers et d'intervenants.
 7 Pour consulter le déroulé d'animation mobilisé, voir : Serré, Vleminckx et al., 2016, p.28-32. <https://www.fdss.be/fr/publication/solidarites-en-primeurs-solenprim-rapport-scientifique-intermediaire-2016/>
 8 <https://www.fdss.be/fr/publication/rapport-final-le-portfolio-solidarite-en-primeurs/>



Fiche-outil

Quelques principes ayant contribué au succès de cette séance « croisée »

- Toutes les analyses produites au cours des séances précédentes ont été, d'une manière ou d'une autre, valorisées (a minima comme ressources à remobiliser pour alimenter la réflexion lors des travaux en sous-groupes).
- Les participants ont eu la possibilité de partager et valoriser, au sein de sous-groupes mixtes, les analyses issues des séances locales et/ou transversales auxquelles ils étaient présents.
- Cette séance a donné l'impulsion du travail à mener au cours de la phase suivante : la phase de prospective.
- L'ambition de réunir la matière nécessaire pour alimenter un « carnet de bord du diagnostic » a représenté un objectif concret et fédérateur autour duquel structurer les séquences collectives de travail.

CONCLUSION

L'ensemble des données produites à toutes les étapes de la phase de diagnostic constitue le socle sur lequel le partenariat s'est appuyé pour co-construire avec les groupes locaux les projets pilotes développés dans le cadre de Solenprim. Ces projets se sont tout particulièrement appuyés sur les différentes dimensions du « bien se nourrir » pour cibler les enjeux en termes d'accès à l'alimentation qu'ils souhaitent aborder. Spécifiquement élaborée dans le cadre d'une recherche-action sur l'alimentation, cette méthodologie de « diagnostic co-construit » peut s'avérer pertinente et facilement transposable pour approcher d'autres thématiques ou enjeux.

-
- Fol, S. (2010), « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards Sociologiques*, n°40, p. 27-43
 - Gélinau L., Dufour E., Belisle M. (2012), « Quand recherche-action-participative et pratiques AVEC se conjuguent : enjeux de définition et d'équilibre des savoirs », *Recherches qualitatives*, Hors-série, numéro 13, p. 35-54.
 - Ishikawa K. (2007), *La gestion de la qualité : Outils et applications pratiques*, Paris, Dunod.
 - Serré A., Vleminckx J., Ayadi A., Rousseau C. (2016), *Solidarité en primeur(s). Rapport scientifique intermédiaire*, Bruxelles, FdSS.



Séance de « diagnostic local » Dispositif d'animation

1 OBJECTIF DES SÉANCES

- Permettre aux participants de co-construire une définition du « bien se nourrir ».
- Identifier les freins qui réduisent les possibilités d'y accéder.
- Favoriser/renforcer l'implication des personnes dans le projet.

2 PUBLIC CIBLE, SELON LES SÉANCES

- Bénéficiaires des organisations-partenaires.
- Equipe des travailleurs de l'institution.

3 DÉROULÉ DE L'ANIMATION (2H45)

Phases	Dispositifs d'animation	Timing
Accueil	<p>Déroulé</p> <p>A. Tour de table de présentation au cours duquel chacun (animatrices comprises) est invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Se présenter (nom). ● Répondre à la question : « <i>Que savez-vous du projet ?</i> ». ● Communiquer son humeur du jour via une carte postale choisie parmi une série de cartes illustratives proposées. <p>B. Les animatrices :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Apportent des compléments d'info ou clarifient certains éléments sur le projet. ● Expliquent quels seront leurs rôles respectifs durant l'animation. ● Evoquent le fait qu'un groupe de travail transversal aura lieu et qu'à cette occasion, ils devront créer un support sur lequel seront synthétisées les réflexions du jour. <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Briser la glace. ● Connaître la vision des participants sur le projet Solenprim et ses objectifs. ● Si nécessaire, clarifier les objectifs du projet. 	20'



Phases	Dispositifs d'animation	Timing
Brainstorming sur l'aide alimentaire	<p>Déroulé Tour de table au cours duquel chaque participant est invité à donner une idée sur ce que lui évoque l'aide alimentaire (AA) et à l'expliquer en une minute. (1')</p> <p>L'animatrice prend notes sur un flipchart.</p> <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Mettre à plat la manière dont chacun se représente l'AA, au départ de sa propre expérience. ● Planter le contexte qui sert de fil rouge à la réflexion. 	15'
« Pour moi, bien se nourrir c'est... »	<p>Déroulé Tour de table au cours duquel chacun complète - par un mot/une idée - la phrase suivante : « Pour moi, bien se nourrir, c'est... ». Le tour se poursuit tant que le sujet n'est pas épuisé, tant que l'un ou l'autre a encore une idée à soumettre.</p> <p>L'animateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Prend note ou dessine ces idées sur un panneau ● Lorsque le sujet est épuisé, il répartit toutes les idées par catégories. <i>Idée de catégories : valeurs, contexte, contenu de l'assiette, ressources et environnement matériel, habitudes de vie, santé, ...</i> <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Mettre à plat les visions subjectives de chacun sur le « bien se nourrir » ● Avoir un tableau construit collectivement qui reprend toutes les représentations de ce qu'est « bien manger » ->Cadre/Point de départ de la réflexion. <p>Points d'attention</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Veillez à faire respecter le tour de table. Chacun parle à son tour. ● Expliquez aux personnes qu'elles peuvent « passer » si elles n'ont plus d'idée ->« Pas de pression ». ● Des questions de relance peuvent être amenées par les animateurs lorsque le tour de table est épuisé. Celles-ci doivent être inscrites sur l'affiche. 	10'

**Phases****Dispositifs d'animation****Timing****Poisson**
1-2-4-8**Préalables****30'**

- Avoir dessiné un poisson avec arêtes sur un tableau/une grande feuille.
- Former des groupes de deux (selon des critères ludiques : pomme, poire, taille des chaussures, ...).
- Informer les personnes sur le fait qu'elles vont devoir répondre à la (aux) question(s) suivante(s) (5') :
 - Pour les groupes de bénéficiaires :
 - « Quelles sont les difficultés que je rencontre et qui m'empêchent, dans ma vie quotidienne, de 'bien me nourrir' ? »
 - Pour les groupes de professionnels :
 - « Quelles sont les difficultés que vos bénéficiaires rencontrent dans leur vie quotidienne pour 'bien se nourrir' ? »
 - « Quelles sont les difficultés que votre organisme rencontre pour garantir aux bénéficiaires un accès à une alimentation de qualité ? »

Déroulé

L'animateur propose aux personnes de répondre à la question en quatre temps :

- Individuellement : la personne inscrit sur une feuille toutes les idées qui lui viennent en tête. (5')
- Par deux : les binômes, préalablement constitués, échangent sur leurs réponses respectives. (5')
- Par quatre : deux groupes de binômes se réunissent, échangent leurs idées et les synthétisent sur des post-it (pas de nombre de post-it limité) (5')
- En grand groupe : tous les groupes présentent leurs post-it et les collent sur le poisson. Des questions d'éclaircissement et des échanges sont possibles. (10')

Objectif

Faire émerger les freins qui empêchent « de bien se nourrir ».

Points d'attention

Bien préciser à l'oral que les freins qu'ils identifient peuvent être en lien avec l'ensemble des dimensions de leur vie quotidienne. Attention cependant à ne pas orienter leurs réponses.



Phases	Dispositifs d'animation	Timing
Pause		10-15'
World café	<p>Préalables</p> <ul style="list-style-type: none"> Les gommettes de couleur : chaque participant colle quatre gommettes sur les quatre freins qui lui semblent les plus importants à traiter. Les quatre freins (six selon le nombre de personnes) qui ont récolté le plus de gommettes sont mis au travail durant le World café. (5') <p>Déroulé en trois temps (quatre temps si on choisit six freins) :</p> <p>1er temps (14')</p> <ul style="list-style-type: none"> Les personnes sont réparties sur deux tables différentes (trois tables selon le nombre de personnes) : Table I, Table II. Par table, il y a un animateur fixe et deux freins à travailler. A chaque table, les participants sont invités à travailler sur les deux freins. (7'/frein ->14' en tout) <p>2eme temps (16')</p> <ul style="list-style-type: none"> Une fois le temps écoulé à la première table, les participants de la table I vont à la table II et inversement. Les animateurs, restés à chacune des tables, font un bref résumé (2' max) des échanges du précédent groupe au nouveau groupe. Ce nouveau groupe est invité à travailler le frein de la nouvelle table. (7'/frein ->14' en tout) <p>Questions de relance : Est-ce un frein pour tout le monde ? D'où vient-il ? Qui/quoi en est la cause ? Comment ce frein se traduit-il dans votre quotidien ? Qu'est-ce que ce frein produit ? Quelles seraient des pistes de solution par rapport à ce frein ? Quelle est l'ampleur du frein (sociétal, institutionnel, individuel, ...) ?</p> <p>3eme temps (15')</p> <ul style="list-style-type: none"> Les animateurs présents sur les deux tables exposent de manière synthétique ce qui est ressorti des échanges. Le groupe peut y réagir, échanger. <p>Objectif Affiner la compréhension de certains freins.</p> <p>Points d'attention A chaque table, veiller à ce qu'il y ait au minimum deux participants en plus de l'animateur.</p>	60'
Conclusion	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation du dispositif d'animation Rappel de la date de la rencontre transversale et de l'exercice de restitution qui leur est demandé 	15'



Co-construire des projets : le rôle des séances « inspiration », « émergence » et « implémentation »

Méthodologie de la phase de prospective

Réalisée dans la continuité de la phase de diagnostic, la phase de prospective avait pour objectif l'élaboration des projets concrets qui allaient être développés localement. Elle s'est articulée autour de 3 types de séances : des séances « émergences », des séances « inspiration », des séances « implémentation ».

1 LES SÉANCES « ÉMERGENCE » : EXPLORER LES POSSIBLES

Concept et objectif

Les séances « émergence » ont été conçues comme des séances créatives mobilisant les outils et méthodes d'intelligence collective pour soutenir l'émergence de scénarios de projets locaux. Pour cadrer ces moments, un dispositif d'animation¹ a été élaboré. Il associait une séquence de travail avec le public des bénéficiaires et un rapportage par les bénéficiaires vers l'équipe de l'organisation.

Selon ce dispositif, dans un premier temps, le groupe des bénéficiaires :

- se réappropriait les résultats de la phase de diagnostic,
- choisissait une ou deux dimensions du « bien se nourrir » intéressante(s) à travailler,
- identifiait des projets visant un accès à une alimentation variée et de qualité auxquels ses membres aimeraient participer dans leur organisation.

Dans un deuxième temps, il rencontrait des professionnels de l'organisation pour leur faire part des idées/envies de projet qui ont émergé et les discuter.

En pratique

Les séances « émergence » organisées avec les CPAS d'Ixelles et de Berchem Sainte-Agathe se sont déroulées selon le dispositif décrit et ont permis de concrétiser les avancées escomptées. Il n'y a pas eu de séance « émergence » avec le GAC issu du Centre Social Protestant, dans la mesure où le projet était déjà relativement bien défini et engagé (des séances de développement de projet ont en revanche eu lieu régulièrement). L'équipe de la Porte Verte a organisé, en parallèle des distributions de colis, un accueil « thé/café » pour inviter des personnes à participer au dispositif de co-création mais il s'est avéré extrêmement difficile de proposer aux personnes rencontrées – certaines venant pour la première fois – de participer à un processus de réflexion et de construction de projet. Cela a permis au partenariat de poser plus largement la question de la forme des dispositifs à favoriser pour parvenir à « faire participer » les publics les plus précaires. Au terme de ce moment d'immersion dans l'asbl, une sociologue constatait : « *On décide d'en rester là, le dispositif tel qu'il est conçu ne fonctionne pas vraiment, on se pose la question de la « violence » de venir avec nos questions.* » (Sociologue, Extrait de compte rendu, Accueil-thé-café organisé dans le but d'identifier des participants pour une séance « émergence » à la Porte verte).

¹ <https://www.fdss.be/fr/publication/rapport-final-le-portfolio-solidarite-en-primeurs/> (partie IV, Déroulé d'animation des séances « émergence »)



2 LES SÉANCES « INSPIRATION » : DÉCOUVRIR DES PROJETS MENÉS AILLEURS

Concept et objectif

Les séances « inspiration » ont été organisées dans le but de permettre la découverte de projets menés ailleurs, et dans le souci de pouvoir faire des allers et retours entre le collectif du partenariat Solenprim et le travail mené sur le terrain par chaque organisation (avec ses équipes et bénéficiaires). Pour soutenir les groupes dans l'organisation de ces séances, l'équipe de la *Concertation aide alimentaire* a préalablement repéré et documenté des projets situés en région bruxelloise susceptibles d'être inspirants pour les équipes des partenaires.

En pratique

Trois organisations partenaires ont organisé ce type de séances². Le comité culturel du CPAS d'Ixelles a réalisé plusieurs visites, parmi lesquelles : un potager, un compost, une grainothèque, une coopérative biologique... (pour plus de détails, voir dans ce portfolio le *Retour d'expérience* : « *Quels projets inspirants pour le comité culturel d'Ixelles ?* »³). Bien que les grandes orientations de son projet soient déjà clairement définies, le GAC 1050 a lui aussi organisé une série d'activités dans le but de favoriser la découverte d'initiatives diverses : un Frigo Solidaire à Ixelles, le restaurant social Les Uns et les Autres, la cantine de quartier Refresh, ou encore, la foire aux initiatives « Ensemble pour la santé ». De son côté, le comité citoyen du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe a rencontré un système d'échange local (SEL) ainsi qu'un réseau berchemois d'échanges de savoirs. Selon les contextes, ces diverses rencontres ont permis aux groupes de se projeter dans l'action, de recadrer leurs ambitions, d'élargir certains horizons, ou encore, d'intégrer une série de contraintes essentielles à anticiper... Ils ont pu, grâce à elles :

- mieux cerner le type d'initiatives dans lesquelles leurs membres souhaitaient – ou non – s'investir personnellement ;
- tenir compte de l'institution (de son cadre, de son positionnement) et de ce qu'il est possible de mettre en place – ou non – en son sein ;
- découvrir les difficultés ou points d'attention que les porteurs des projets « inspirants »

² Par manque de disponibilités, et compte tenu des caractéristiques des publics accueillis au service de distribution de colis alimentaires de La porte Verte et de l'absence de groupe stable, l'équipe des ateliers cuisine (diététicienne, aide cuisinière, interprète, coordinateur) n'a pas organisé de séances « inspiration ».

³ <https://www.fdss.be/fr/publication/rapport-final-le-portfolio-solidarite-en-primeurs/> (partie IV, Quels projets inspirants pour le comité culturel d'Ixelles ?)



rencontrés avaient à partager ;

- prendre conscience de l'identité partagée par leurs membres, au-delà d'une seule « communauté d'intérêts ». En témoigne ce propos de l'accompagnatrice du comité citoyen du CPAS berchemois :

« Comme il y a eu cette envie de créer un système d'échanges, j'ai invité une personne du Système d'échange local et une personne du Réseau d'échanges de savoirs et ils sont venus présenter leur fonctionnement, comme ça on comparait comment chaque service fonctionnait. Mon envie aurait été d'intégrer le comité citoyen à l'un ou l'autre, sauf qu'en fait, les deux étaient complètement inaccessibles, et cette réunion m'a permis de m'en rendre compte... Autant l'un que l'autre disait : "on a besoin de nouvelles énergies, rejoignez-nous", mais il a suffi de la pause, où une participante a demandé comment faire concrètement pour les rejoindre, et elle ne s'est pas sentie accueillie, pas la bienvenue... Et puis, ça demandait de participer à une séance d'infos, de payer une certaine somme, d'avoir un ordinateur, ... En fait il y avait des critères à remplir pour en faire partie et c'était compliqué ... Et puis ils l'ont dit cash, les usagers, à la réunion d'après : "c'est des bobos quoi, on ne se sent pas les bienvenus avec eux". » (Accompagnatrice du comité citoyen)

3 LES SÉANCES « IMPLÉMENTATION » : DÉFINIR UN PROJET ET UN PLAN D'ACTION

Concept et objectif

Les séances « implémentation » ont été réalisées afin de faciliter l'identification et la mise en œuvre d'un projet concret au sein de chaque organisation partenaire : ces séances ont permis de co-élaborer le projet et ses objectifs mais aussi de définir un plan d'action incluant un retro planning et une distribution des tâches. Il s'agissait concrètement de dresser le bilan des séances « émergence » et « inspiration » auquel le groupe avait participé ; d'évaluer la pertinence et la faisabilité des initiatives envisagées en listant des freins et leviers pour chacune d'elles, et sur cette base, de décider du projet qui allait être mis sur pieds. La séance se clôturait par la co-construction d'une ligne du temps, sur laquelle étaient placées les étapes et actions à réaliser pour aboutir à la naissance du projet. (Pour en savoir plus, voir parmi les fiches-outils de ce portfolio le déroulé d'animation des séances « implémentation »⁴).

En pratique

A l'image de la phase de prospective dans son ensemble, les séances « implémentation » se sont déroulées dans des temporalités et au regard d'objectifs sensiblement différents selon les partenaires, en fonction de leurs contraintes de terrain et des projets qu'ils imaginaient mettre en place. Le GAC1050 n'était pas concerné par ces séances. A la Porte Verte, la séance s'est tenue uniquement en présence

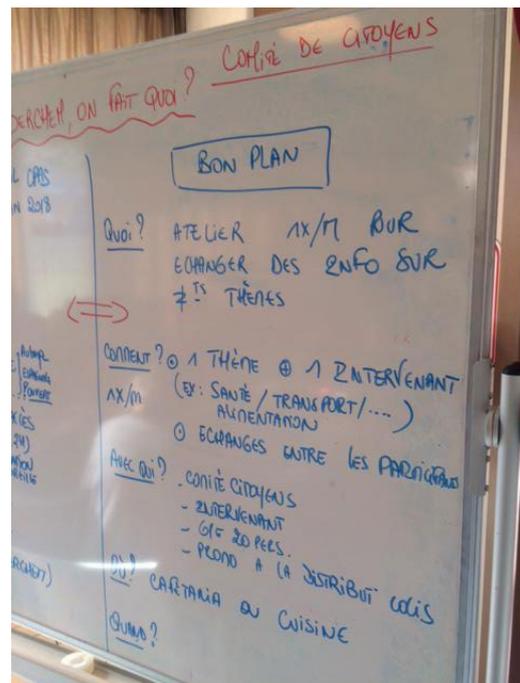
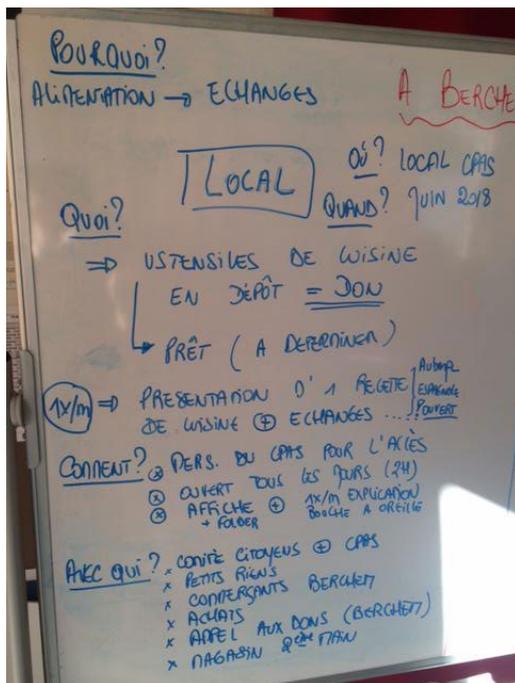
⁴ <https://www.fdss.be/fr/publication/rapport-final-le-portfolio-solidarite-en-primeurs/> (partie IV, Déroulé d'animation des séances « implémentation »)



Fiche-outil

Co-construire des projets : le rôle des séances « inspiration », « émergence » et « implémentation »
 Méthodologie de la phase de prospective

de l'équipe qui anime les ateliers cuisine, vue la grande difficulté de réunir les personnes bénéficiaires des colis alimentaires dans une logique de co-construction de projet à moyen ou long terme. Dans les 2 CPAS, les séances ont rassemblé des bénéficiaires des organisations et leurs accompagnateurs. Au sein du CPAS d'Ixelles, le travail a finalement été réalisé en deux temps. Lors d'une première rencontre, trois projets ont été mis en avant par le groupe : une grainothèque, un marché bio et un compost collectif. Le projet de grainothèque ayant obtenu le plus de suffrages, il fût décidé qu'il serait développé en premier, en soulignant que ce serait complémentaires d'autres actions déjà menées par le CPAS autour de la thématique de l'alimentation, en particulier les ateliers « potager » et les ateliers « cuisine ». Lors d'une deuxième séance, le groupe a mis l'accent sur la définition de son planning de travail, en listant les actions et tâches à se répartir (organisation générale, matériel, communication, ...) pour mettre en place le projet de grainothèque. A Berchem-Sainte-Agathe, la séquence de travail permis de coconstruire deux fiches-projets. L'une d'elles, intitulée « Local », a permis de poser les premières balises du service de prêts qui a été implémenté par le comité citoyen en 2018 à Berchem-Sainte-Agathe.



Fiches-projets, Séance « implémentation » du comité citoyen du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe (février 2018)



Séance locale « Emergences » Dispositif d'animation

1 OBJECTIF DES SÉANCES

- Reconnecter les publics à Solenprim
- Faire émerger un thème/des idées de projets en lien avec la question de la recherche « accès durable à une alimentation de qualité pour tous »
- Intégrer les bénéficiaires à l'écriture d'un projet dont ils seront les acteurs

2 PUBLIC CIBLE

- Bénéficiaires des organisations-partenaires (secteur de l'aide alimentaire)
- Equipe des travailleurs de l'institution (second temps)

3 DONNÉES DE RECHERCHE

- Le cadre de la recherche-action est représenté
- Il est important de questionner l'explication derrière chaque post-it

4 DÉROULÉ DE L'ANIMATION (2H30)

Phases	Dispositifs d'animation	Timing
Accueil	<p>Déroulé</p> <p>A. Tour de table de présentation au cours duquel chacun (animatrices comprises) est invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Se présenter (nom). • Répondre à la question : « <i>Qu'est-ce qui vous amène ce matin ?</i> » • <i>Si j'étais un plat je serais...</i> <p>B. Rappel du projet Solenprim : « <i>Do you remember ?</i> ». Afficher la question « <i>accès durable à une alimentation de qualité pour tous ?</i> »</p> <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Briser la glace. • Connaître la vision des participants sur le projet Solenprim et ses objectifs. • Si besoin, apporter des compléments, clarifier. <p>Points d'attention Veiller à ce que le tour de table ne commence pas par une des animatrices.</p>	10'



Fiche-outil

Phases	Dispositifs d'animation	Timing
<p>Identifier une dimension du « bien se nourrir »</p>	<p>Matériel Orange du bien se nourrir, Gommettes</p> <p>Déroulé Présentation de l'orange du « Bien se nourrir »* et de ses différents axes (avec des exemples concrets)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tour de parole pour prendre la température, tester la compréhension : les participant.e.s donnent des exemples pour chaque quartier • Les animatrices donnent les leurs dans un deuxième temps, qu'elles collent sur l'orange <p>Choix de la dimension</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chacun dispose de deux gommettes : une rouge et une verte. La gommette rouge = 1er choix, verte = 2ème choix. • Avec ces gommettes, répondre à la question « quel quartier de cette orange me parle le plus ? » <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux participants de choisir la dimension du « bien se nourrir » qui est la plus motivante pour eux (moteur pour le projet) et qui doit les aider dans leur vie quotidienne. • Planter le contexte qui sert de fil rouge à la réflexion. <p>Point d'attention</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de pression. Chacun exprime sa pensée comme il le sent. 	<p>15'</p>

* L'orange présentant les 6 dimensions du « bien se nourrir » est disponible <https://www.fdss.be/fr/publication/solenprim-les-6-dimensions-du-bien-se-nourrir-une-definition-co-construite-portfolio-2019/>



Fiche-outil

Phases

Dispositifs d'animation

Timing

**« L'épicerie
des initiatives »****Matériel**

» Ciseaux, colle, magazines, bibliothèque d'inspiration, feuilles A3 et marqueurs

30'**Déroulé**

- En sous-groupes de 2 à 3 personnes (selon la taille du groupe), lister au minimum 5 initiatives en lien avec l'axe choisi précédemment. « Initiative » désigne toute activité/action connue par les participants (via les médias, entourage, participation propre, famille, ...)
- Les illustrer sous une forme créative (collages, dessins, ...)
- Chaque sous-groupe présente les 5 initiatives au grand groupe et les affiche.

Objectifs

- Identifier les actions/initiatives en lien avec l'alimentation connues du groupe.
- Créer le magasin des initiatives (listes affichées au mur) = sources de documentation en parallèle des premières séances « inspiration ».

Point d'attention

- Si nécessaire seulement : stimuler la créativité via une bibliothèque d'inspiration à leur disposition.



Fiche-outil

Phases

Dispositifs d'animation

Timing

« Et si c'était nous... »

Matériel

Feuilles de couleur pour Chapeaux de Bono

30'

Déroulé

- Présentation de l'institution : qui ? quoi ? quel lien avec l'alimentation ?
- En sous-groupe de deux personnes, répondre à la question « *et si c'était nous qui implémentions un projet au sein ou avec l'organisation, que ferions-nous ?* »
- Soumettre les propositions de chaque sous-groupe au grand groupe.
- Critique du projet à partir des Chapeaux de Bono vert (+) et noir (-) : tour de table.
- Choisir une proposition sur base d'un système de vote en intelligence collective pour retenir une seule proposition.
- Préparation d'une présentation sous forme de « journal télévisé » (Un.e présentateur/trice avec une fiche de questions et face à elle/lui, plusieurs intervenant.e.s expert.e.s)

Objectifs

- Faire émerger le thème/idée centrale du projet.
- Prendre la température : qui va/veut participer au montage d'un tel projet par la suite ?
- Avoir des éléments pour comprendre quel(s) projet(s) motivent la participation.



Phases	Dispositifs d'animation	Timing
« Parlons-en »	Matériel Caméra ou dictaphone, feuilles de couleur, post-it Déroulé Rencontre avec l'équipe des travailleurs et présentation de l'idée qui a émergé + questions-réponses d'éclaircissement. <ul style="list-style-type: none">• Les travailleurs écoutent.• Un tour Chapeau de Bono rouge (ressenti).• Un tour « clarifications » / questions à noter sur des post-it, récoltés par le modérateur/trice. Objectifs Le groupe des bénéficiaires présente l'idée qui a émergé à l'équipe de travailleurs. Conclusion Informer sur les suites. Point d'attention Garder une trace des échanges (filmer ou enregistrer).	45'



Quels projets inspirants pour le comité culturel d'Ixelles ?

Dans cette vidéo tournée en décembre 2017 afin d'alimenter l'un des rapports intermédiaires de Solenprim (voir le rapport 2017), Jonathan Poncelet, *référent du comité culturel du CPAS d'Ixelles*, revient sur les premières visites inspirantes que le groupe a réalisé pendant la phase de prospective du projet : un potager, un compost, une grainothèque et une coopérative biologique. Il décrit la composition et les réactions du groupe pendant les séances : « ceux qui étaient présents étaient très investis ». Selon lui, le type de questions posées, notamment celles sur les freins rencontrés, révèle que les personnes venaient effectivement dans l'idée de construire quelque chose par après.

<https://youtu.be/5yjvceOqXBg>



Séances « implémentation »

Dispositif d'animation

1 OBJECTIF DES SÉANCES

- Co-élaborer le projet à implémenter localement et ses objectifs
- Définir un plan d'action incluant un retro planning et une distribution des tâches.

2 PUBLIC

- Chaque groupe localement constitué dans les organisations partenaires.
- Equipe des travailleurs de l'institution.

3 DÉROULÉ DE L'ANIMATION (2H30)

Phases	Dispositifs d'animation	Timing
Accueil	<p>Déroulé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tour de table de présentation • Rappel de ce qu'est Solenprim : Présentation en grand groupe (+ affiche pour le visuel) <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Briser la glace, reposer le cadre • Situer l'étape dans laquelle on se trouve par rapport au projet global 	10'
<p>Bilan / séances « inspiration » et séance « émergence »</p> <p>Matériel</p> <p>Panneaux et marqueurs</p>	<p>Déroulé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rappel des différentes séances « inspiration » réalisées par un personne (animateur ou membre du groupe) y ayant participé • Tour de réactions : « Coup de cœur/coup de gueule », avec prise de notes sur panneau pour chaque séance « inspiration » évoquée • Rappel de la liste d'initiatives qui avaient été évoquées/traitées pendant la séance « émergence » <p>Objectifs</p> <p>Rappeler au groupe l'ensemble des pistes étudiées / envisagées à ce jour.</p>	40'



Phases	Dispositifs d'animation	Timing
Propositions concrètes pour 2018	<p>Matériel Panneaux, marqueurs et gommettes</p> <p>Déroulé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration de pistes concrètes, en sous-groupes de 3-4 personnes (25') <ul style="list-style-type: none"> • à partir de la question « <i>Et pour 2018, on fait quoi ?</i> » • Détailler les propositions en répondant aux questions : <i>Quoi ? Comment ? Avec qui ? Où ? Quand ?</i> • Affichage des propositions concrètes + réactions (tour de table en grand groupe) (10') • Pour identifier les 2 propositions qui suscitent le plus d'intérêt, chacun dispose de 2 gommettes et vote pour les 2 propositions qu'il juge les plus pertinentes (5') <p>Objectifs Identifier deux projets qui remportent l'adhésion du groupe</p> <p>Points d'attention</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tenir compte du contexte institutionnel • Clarifier en amont si l'institution possède un droit de veto et en informer le groupe 	40'
Pause		15'
Choix du projet	<p>Déroulé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chacun liste individuellement les freins et leviers pour les deux propositions (5') • Mise en commun en grand groupe (tour de parole) • Décision finale : chacun se positionne debout à côté de la fiche-projet qui lui parle / qu'il voudrait développer. <p>Objectifs Choisir LE projet qui sera mis sur pieds</p>	20'



Phases	Dispositifs d'animation	Timing
Plan d'action	Déroulé <ul style="list-style-type: none">• Avec la méthode « Pop-corn » (chacun exprime ses idées spontanément dès qu'elles lui viennent), lister les prochaines étapes.• Situer ces étapes sur une ligne de temps Objectifs Planifier les étapes de l'implémentation	20'
Conclusion	Tour de table d'évaluation	5'



« Quand l'analyse se fait à plusieurs voix - Réflexion sur les formats de restitution d'une recherche-action dans le secteur de l'aide alimentaire »

Texte de la communication présentée par Lotte Damhuis et Alexia Serré lors du colloque international « Injustices épistémiques : comment les comprendre, comment les réduire ? » organisé par le GT21 de l' AISLF (Namur, 7 et 8 février 2019).

INTRODUCTION

La présentation que nous vous proposons aujourd'hui s'appuie sur un projet de recherche-action – Solenprim (pour « solidarité en primeur(s) ») mené depuis 3 ans dans le secteur bruxellois de l'aide alimentaire. C'est un projet financé par Innoviris – l'agence bruxelloise pour la recherche et l'innovation – dans le cadre d'un appel « co-create » stipulant que l'ensemble des personnes qui y participent – sociologues, travailleurs sociaux mais aussi les personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire – soient considérées comme « chercheurs » dans le projet, et que les dispositifs mis en place doivent être « co-construits » collectivement. On est donc dans un contexte de co-production d'une recherche élaborée par des personnes aux statuts très différents.

Concrètement, l'objectif du projet est de penser et de monter des dispositifs alternatifs à l'aide alimentaire classique (colis alimentaires, restaurants sociaux, épiceries sociales) qui - malgré le fait qu'elle réponde à un besoin important – fait l'objet aussi de critique.

Les 4 projets mis sur pied par les personnes qui fréquentent les organismes partenaires, avec l'accompagnement de travailleurs sociaux, sont :

- un groupement d'achat collectifs qui a pour but de permettre à ses membres d'acquérir des produits à des coûts avantageux,
- un projet de grainothèque, visant à permettre l'échange de graines à planter chez soi ou dans un potager collectif,
- un service de prêt d'ustensiles de cuisine, de jardinage et de bricolage,
- des ateliers cuisines co-construits avec des bénéficiaires de colis alimentaires.



1 DE QUELLES INJUSTICES ÉPISTÉMIQUES PARLE-T-ON ?

Les injustices épistémiques que nous traiterons aujourd'hui se rapportent à l'inégalité de « crédit » accordé aux idées, regards et analyses produites par certaines personnes au profit d'autres quand on veut valoriser des savoirs hétérogènes dans certaines arènes, et en particulier lorsque l'on veut restituer les analyses co-produites en s'adressant au monde de la recherche. Plus précisément, et pour le dire de façon un peu caricaturale, ces inégalités interviennent lorsqu'est opérée *a priori* une hiérarchisation entre les savoirs des « bénéficiaires de l'aide alimentaire », ceux des professionnels et travailleurs sociaux de première ligne ainsi que ceux proposés par les sociologues investis dans le projet.

La présentation va porter sur les formats que nous avons utilisés pour produire des données collectives d'une part, et pour garder traces et rendre public les analyses à partir des expériences des différents participants aux projets d'autres part.



Pourquoi cette attention aux formats ?

Parce que si notre parti-pris a été de rendre compte, en les valorisant, des savoirs des différents acteurs du projet, le défi était de trouver des formats qui permettent leur expression et anticipent l'enjeu de les rendre audibles. En effet, la littérature scientifique montre que ce n'est pas tant le contenu de ce qui est exprimé ou partagé par la personne qui peut être invalidé que le format ou certains codes par lesquels il est exprimé : le fait d'être sur le registre émotionnel, ou de parler de quelque chose qui paraît trop « personnel » ou « privé », etc. (Berger et Charles, 2014)

Par ailleurs, il nous semble essentiel de tenir compte des ressources et des conditions dont chaque type d'acteurs dispose pour contribuer à l'exercice de production des connaissances ; quand les « sociologues-chercheurs » disposent à la fois d'une formation ciblée, d'une socialisation préalable aux processus méthodologiques engagés, et – élément fondamental – d'un temps de travail salarié dédié à cette activité, les « citoyens-chercheurs » sont quant-à-eux bien souvent sommés de co-produire et co-analyser des données de façon spontanée.

Si nous considérons que tous les acteurs sont *a priori* dotés d'une compétence critique et réflexive, des inégalités - contextuelles et sociologiques - entravent les possibilités de contribuer « à parts égales » au processus de co-construction de savoirs et à leur mise en forme.

Derrière les questions de choix des formats se pose donc la question de ce que « co-construire » ou « co-crée » veut dire, et comment les différents savoirs – des différents participants ou « contributeurs » comme les nomme Nicolas-Le Strat (2014) – y trouvent une place et y sont rendus visibles.

Il y a dès lors selon nous un enjeu éthique autour de la reconnaissance de la co-auctorialité.



② L'ENJEU ÉTHIQUE DE CO-AUCTORIALITÉ

On peut partir du postulat que toute activité de recherche en sciences (sociales dans notre cas, mais plus généralement) est fondamentalement collective. C'est une « activité-réseau » au sens que lui attribue le courant de la sociologie de la traduction. Dans les productions écrites ou orales universitaires, cette dimension collective est rarement rendue visible. Si dans le cas d'une recherche-action « en co-création », la question de la reconnaissance de la pluralité des acteurs participants et de leurs savoirs est une activité centrale, elle se pose – ou devrait se poser (si on assume ce parti-pris éthique) – plus largement, pour toute recherche.

Les différents formats testés dans le cadre de Solenprim nous ont amenés à nous interroger sur les effets de co-auctorialité (Mekjian et Moreau, 2016), et plus précisément à nous demander à quelles conditions le fait de rendre visibles les plumes derrière une production collective participe d'une reconnaissance des savoirs et des expériences des contributeurs ?



3 LES DISPOSITIFS ET FORMATS TESTÉS

Nous avons donc allié des méthodes d'enquête classiques en sociologie – observation et entretiens – à des moments d'analyse collective, de trois types :

- Des séances « locales » avec les bénéficiaires de l'aide alimentaire ou les travailleurs sociaux - où il s'agissait par exemple en début de projet de répondre à la question : « qu'est-ce que bien se nourrir veut dire ? »,
- Des séances transversales et croisées avec des représentants des participants à tous les projets ;
- Un dispositif particulier de « méthode d'analyse en groupe » (Van Campenhoudt et al. 2005) avec des professionnels du secteur de l'aide alimentaire ; dont le principe est que les participants décident eux-mêmes des enjeux – du secteur – qu'ils veulent traiter collectivement, en partant de récits de situations vécues, qu'ils ont eux-mêmes amenés.

Ces différents processus ont permis la production d'une « analyse collective », dans laquelle les savoirs des uns et des autres ont pu être exprimés. Si cette production de matériau collectif a permis de rendre compte des éventuelles divergences et convergences de regards et de représentations, elle ne visait pas (ou plus) à rendre compte de qui parle. En procédant ainsi, on fait exister un nouvel « auteur collectif » : les co-chercheurs. Si, a priori, on dépasse de la sorte la hiérarchisation des savoirs, cela se fait toutefois au prix de la perte des points de vue spécifiques et singuliers. Parallèlement, cela soulève la question des voix qui sont audibles ou valent quelque chose « à elles seules » et celles qui ne le sont qu'à la condition d'être mêlées à un collectif hybride.

En terme de mise en format, et de publicisation, nous avons testé différents supports, parmi ceux-ci :

- Le rapport écrit classique (« académique ») – le plus généralement produit par les sociologues-chercheurs. Là, nous produisons à la fois nos analyses de chercheurs sociologues (sur la base d'une série de données produites) et nous nous faisons traducteurs des analyses et regards des participants exprimés dans les moments d'analyse collective.
- Le format vidéo – avec des interviews filmées des travailleurs sociaux impliqués dans le projet. Ce format permet notamment de contourner les difficultés liées à l'écriture (que ce soit l'aise pour écrire ou la disponibilité en temps que cela demande).
- Un journal de bord – support écrit et en image relatant les moments d'analyse collective et ce qui en est ressorti. Ce format constitue un réel « objet intermédiaire » (Vinck, 1999) dans la mesure où il a été particulièrement utilisé, diffusé, et mobilisé par les travailleurs sociaux du projet.
- Le format oral – des présentations des résultats lors d'un événement de clôture du projet.



Les membres du comité de pilotage qui ont participé directement à l'élaboration de ces différents supports, ont mis en avant que ce qui permet de donner une place et une visibilité à une multitude de savoirs n'est pas tant un format en tant que tel, que leur pluralité ainsi que leur utilisation et leur diffusion dans une multiplicité d'arènes.

« On a exploré une multitude d'outils et de formats et donc tout le monde peut à un moment donné y trouver son compte » (Coordinateur, membre du comité de pilotage)

« C'est aussi dans les moments collectifs, durant lesquels des échanges ont eu lieu, à la fois « intra » groupes - si on peut dire ça... - et intergroupes, que l'analyse collective peut se faire. » (Coordinateur, membre du comité de pilotage)

Par ailleurs, le format par lequel on restitue une analyse collective n'est peut-être pas l'indicateur le plus pertinent (ou en tout cas pas le seul) qui permette de rendre compte du caractère collectif d'une analyse. C'est qu'il existe une série de représentations autour des différents formats, représentations qui influent sur la réception de ceux-ci. A titre illustratif, le financeur avait fait la critique d'un premier rapport de recherche quant au fait que seuls les chercheurs sociologues étaient à la manœuvre puisque c'était eux qui tenaient la plume. Or, il y avait bien eu des processus collectifs de production d'analyse là-dedans dont ce rapport faisait, pour partie, état. Et, *a contrario*, le format vidéo est perçu comme plus à même de faire entendre l'analyse « de tous », alors que dans le cas du second rapport de recherche, les chercheurs avaient réalisé des interviews avec des personnes impliquées dans les différents projets et les avaient « fait parler » sur la base des questions proposées par les chercheurs (ce n'est donc pas si différent d'un entretien semi-directif classique).



4 LE « PORTFOLIO » = UNE PISTE ?

Le portfolio est traditionnellement utilisé dans le milieu scolaire pour documenter le parcours d'éducation d'un élève ; dans le milieu artistique comme outil de présentation de soi (et de ses travaux) ; et récemment sur le marché du travail, comme support de promotion personnelle. Mais il nous paraît possible de l'utiliser afin de montrer la dimension plurielle des savoirs produits dans le projet Solenprim. Concrètement, il sera composé d'un lien vers une émission radio, de fiches méthodologiques destinées à l'animation de temps de réflexion avec les professionnels du secteur, de fiches « retour d'expérience » des projets locaux développés, des carnets de bord qui restituent les moments d'analyse collective, d'un lien vers une expo photo, etc.

La pertinence de cet outil est qu'il peut se lire et être utilisé de façons diverses, puisqu'il est composé d'une pluralité d'« objets intermédiaires » (Vinck, 1999) à mobiliser ensemble ou isolément, qui peuvent être appropriés par différents acteurs dans différentes arènes, en restant cohérents avec le sens que chacun veut y mettre.



CONCLUSION

En fin de projet, nous demeurons avec des questions et des nœuds sur ces enjeux des formats et des processus de reconnaissance des savoirs multiples.

Le projet Solenprim a permis de faire un double pas de côté :

- pour les travailleurs sociaux – qui testent des façons de faire leur travail différemment, en considérant qu'ils ne sont pas là pour proposer un service, mais pour accompagner une démarche de création, par les bénéficiaires, d'un projet lié à l'accès à l'alimentation;
- pour les chercheurs – qui ont questionné leur rôle, en considérant qu'il ne s'agit pas seulement d'être dans une démarche d'analyse compréhensive, mais aussi de créer des espaces de production d'analyse, et de réfléchir aux moyens de les traduire en traces plurielles.

Ces pas de côté se font « à tâtons », et font bouger les lignes d'une série de représentations concernant les rôles de chacun.

Des tensions, et des questionnements demeurent toutefois :

- Dans une forme d'autocritique, on peut dire que malgré la bonne volonté d'inclure la pluralité des savoirs, nous échappons difficilement au fait qu'à travers ce projet, nous mettons les gens à contribution d'une question qui n'est peut-être pas la leur. En effet, nous maintenons une forme de mainmise sur les productions qui en sont issues. Cet enjeu se rapporte aussi à l'ambivalence entre émancipation et activation des personnes, qui renvoie elle-même à une tension plus générale du travail social.
- Liée à cela, se pose aussi la question du travail de « traduction » (qui consiste, au sens sociologique, à établir un lien entre des activités hétérogènes pour rendre un réseau d'activités intelligible). Doit-on s'assurer de traduire les savoirs généralement moins valorisés et les mettre en forme - les « réécrire » - de façon à ce qu'ils puissent entrer dans un format « audible » ? Ou faut-il les livrer tels quels et plutôt travailler sur la réception de ces contenus ? Quel regard porter sur le travail de préparation que nous avons réalisé avec les participants au projet en vue de leur future prise de parole en public dans le cadre de l'évènement de clôture de Solenprim ? Finalement, ne participe-t-on pas à reproduire les inégalités épistémiques à force de vouloir « mettre en forme » les contributions plurielles dans les standards d'une certaine arène en particulier ?
- Et enfin, ne gagnerait-on pas à considérer la co-auctorialité à partir de son potentiel performatif (plutôt que de la voir comme un aboutissement qui se réaliserait dans les étapes finales d'une recherche) ? Comme c'est le cas de tout « dispositif » (Agamben, 2007), les divers formats de restitution des connaissances que nous avons testés méritent d'être vus comme des « dispositifs de subjectivation » (au sens défini - à partir de Foucault - par Giorgio Agamben, pour qui il n'est de sujets qu'au travers des dispositifs qui les définissent comme tels). Dans cette perspective, le dispositif est l'endroit où se réalise ce que l'on croit simplement constater, à savoir, dans notre



« Quand l'analyse se fait à plusieurs voix –
Réflexion sur les formats de restitution d'une recherche-action
dans le secteur de l'aide alimentaire »

cas, que des co-chercheurs aux savoirs hétérogènes ont produit ensemble une recherche-action participative. En d'autres termes, la co-auctorialité est peut-être – c'est notre hypothèse - ce qui permet aux « co-chercheurs » d'être reconnus - et donc de se définir - comme tels (qu'ils soient citoyens, praticiens ou sociologues), et non l'inverse.

-
- Agamben G (2007), *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Paris, Rivages.
 - Mekdjian S, Moreau M (2016), « Re-dessiner l'expérience. Art, science et conditions migratoires », *antiAtlas Journal*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, vol 1 (1).
 - Nicolas-Le Strat P (2014), *Une sociologie des activités créatives-intellectuelles*, Presses Universitaires de Sainte Gemme.
 - Van Campenhoudt L., Chaumont J-M. & Franssen A. (2005), *La Méthode d'analyse en groupe. Applications aux phénomènes sociaux*, Paris, Éditions Dunod.
 - Vinck, D (1999), « Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales », *Revue française de sociologie*, 40-2. p. 385-414.



Participer/faire participer

quelle place pour les personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire ?

La participation a le vent en poupe dans toute une série de domaines publics et de secteurs d'activités. La mettre en œuvre dans le projet Solenprim, avec des organismes d'aide alimentaire, reposait sur le postulat qu'une place devait être donnée à des personnes généralement éloignées de la démocratie et des dispositifs participatifs ; et sur l'hypothèse qu'une telle démarche permettrait de créer des dispositifs qui répondent mieux aux demandes des personnes concernées par l'insécurité alimentaire. L'observation du processus et des balises mis en place dans cet

esprit, et de la façon dont les participants s'en sont emparés permet de nuancer les supposées vertus de cet idéal participatif et, surtout, de souligner les tensions éthiques qui en ont émergé.

L'analyse proposée ci-dessous repose sur les contenus des rapports de recherche Solenprim de 2016 et de 2017. Elle se réfère à des vidéos (indiquées par un lien url) tournées en décembre 2017 dans le but de donner la parole aux travailleurs sociaux et aux intervenants de seconde ligne du secteur de l'aide alimentaire, partenaires du projet.

1 POSSIBILITÉS ET EFFETS DE LA « CO-CRÉATION »

Créer les conditions qui permettent la co-création

« Faire participer » les chercheurs, les travailleurs de première et de seconde ligne, ainsi que les bénéficiaires de l'aide alimentaire, et « co-créer » ensemble les lignes d'action pour un accès plus durable à l'alimentation, voilà un objectif central de Solenprim. La première phase du projet a été consacrée à une définition collective des freins qui empêchent de pouvoir accéder à une alimentation de qualité et en quantité suffisante. L'idée était à la fois de produire un diagnostic avec les bénéficiaires de l'aide alimentaire mais aussi d'engager un processus d'« agir en commun » et de poser les bases nécessaires pour qu'une dynamique d'action collective puisse ensuite continuer à se développer de façon pérenne.

Le diagnostic n'a donc pas été pensé comme un travail de recherche strict qui précéderait le moment de l'action, mais comme une étape de celle-ci¹. Cette perspective rejoint celle développée par Bantuelle et al. (2000) au sujet du diagnostic communautaire, soulignant que « dès lors qu'il enclenche la dynamique de participation et d'interaction entre les différents acteurs, [il] constitue déjà, en lui-même, le vecteur de pratiques nouvelles » (2000, p.26). Le temps du diagnostic représente alors l'opportunité, pour un collectif en construction composé d'acteurs qui n'ont pour certains jamais travaillé ensemble, de se rencontrer, de tester ou d'imaginer des possibilités de collaboration dans le cadre d'un travail de plus long terme à orchestrer en commun. L'objectif est ici en partie relationnel, puisque l'implication des différents partenaires qui coordonnent le projet, mais aussi celle des usagers des organismes partenaires, dépend de la capacité du collectif à créer des moments propices pour apprendre à se connaître, et au-delà, à se re-connaître (comme étant tous essentiels, parce que complémentaires, pour la réussite du projet). Pour co-créer, assembler des savoirs détenus par les uns et les autres ne suffit pas. Il faut aussi que se tissent des liens durables entre les êtres qui les portent : « (...) pour comprendre ce qui relie les partenaires, il est nécessaire de passer du référentiel de l'intéressement à celui de la réciprocité. En effet, ce que

¹ Les avis sur ce point peuvent diverger sensiblement selon les partenaires. En témoigne une remarque formulée par une chargée de projet de la CAA qui déclarait, en novembre 2016 : « Je suis impatiente d'entrer enfin dans le volet "action" du projet », puis précisait « Je ne dis pas qu'on n'est pas dans l'action déjà aujourd'hui, mais je veux dire que pour moi, le projet deviendra vraiment de l'action lorsque nous aurons commencé à mettre en place des choses concrètes, dans les organismes, sur le terrain » (chargée de projet de la CAA, travail en sous-groupe par projet, formation RAP, novembre 2016).



montrent ces partenariats, ce sont des "expériences pacifiées de reconnaissance mutuelle" (Ricœur, 2004, p.341). Dans ces partenariats, les temps de socialisation autour des productions permettent des confrontations de savoirs et de référentiels, et constituent non plus des lieux de conflits mais de reconnaissance. Les savoirs sont "mis ensemble" et offrent un support à la reconnaissance de celui qui les porte » (Audoux-Lemoine, 2008).

La création de ces espaces-temps et la circulation des informations représentent donc des éléments importants du cadre à mettre sur pied dans une approche en co-création. Le rôle de la coordination d'un tel projet est centrale à cet égard. À l'échelle du partenariat, si poser ce cadre est une condition nécessaire pour engager une démarche de co-création, ce n'est toutefois pas une condition suffisante et des ajustements sont nécessaires pour que, à minima, le projet puisse se poursuivre.

Rapport 2017 – Concertation Aide Alimentaire – vidéo
« Coordonner un projet co-créé »

<https://youtu.be/xXOIdeYnP2E>

Ce qui se pose comme enjeu à l'échelle de la coordination du partenariat, se pose également à l'échelle des projets locaux au sein des organismes d'aide alimentaire, où des travailleurs sociaux tentent de « faire participer » les publics qu'ils ont pour habitude d'accompagner d'une façon plus classique.

Co-créer avec des bénéficiaires : une autre façon de faire du travail social ?

La démarche de co-création de projets en impliquant les bénéficiaires de l'aide alimentaire n'est en effet pas monnaie courante dans le secteur de l'aide alimentaire. Les pratiques d'aide sociale des associations du secteur, qu'elles soient publiques ou privées, s'inscrivent généralement dans une logique d'offre de service ou de compensation (financière ou matérielle). Lorsqu'elles sont présentes, les initiatives qui visent la participation des publics bénéficiaires de l'aide alimentaire se concrétisent par l'implication de ceux-ci dans des activités existantes : « aménagement d'espaces de sociabilité, organisation d'activités collectives, et implication du bénéficiaire dans le fonctionnement de l'organisme (bénévolat ou coups de pouce informels) » (Hubert et Vleminckx, 2016, p.30).

Les expérimentations mises en place dans le cadre du projet Solenprim viennent donc interroger ces façons classiques de faire du travail social dans ce secteur. Cela demande de penser concrètement comment s'y prendre pour impliquer les bénéficiaires.

Rapport 2017 – CPAS d'Ixelles – vidéo « Impact de la co-création sur les pratiques au sein du CPAS »

<https://youtu.be/T-lk57vb4Y0>



Cette distinction des démarches participatives avec le travail social classique amène certains travailleurs sociaux à vouloir opérer une séparation stricte entre les interlocuteurs auxquels les bénéficiaires sont susceptibles de s'adresser au sein des organismes d'aide alimentaire. Pour ne pas générer une participation qui serait biaisée par l'attente d'une aide qu'un bénéficiaire espère obtenir (un colis alimentaire, par exemple), il s'agissait de distinguer les assistants sociaux – chargés d'évaluer la demande d'aide alimentaire des personnes – des intervenants investis dans Solenprim – qui informent sur la démarche du projet et essaient de faire participer les éventuels intéressés.

Rapport 2017 – La Porte Verte – vidéo « Description du dispositif d'intéressement »

<https://youtu.be/XW0bhHlcvqU>

Si on ne peut pas augurer qu'une telle séparation annulerait de fait cet éventuel biais lié au sentiment de redevabilité ou de peur du non-octroi de l'aide alimentaire, cette séparation des rôles et des acteurs qui les incarnent souligne surtout comment l'approche participative vient faire bouger les lignes du regard des intervenants sociaux sur les éléments à soigner dans leur démarche de travail et sur le statut qu'ils donnent aux bénéficiaires. Le « pauvre » devient un citoyen compétent, disposant d'un savoir, et capable de prendre part à des décisions et des discussions ; et c'est au dispositif mis en place de donner les conditions de son expression.

« Je vois qu'ils sont en train d'être là-dedans, de pas seulement se dire « comment est-ce que je vais mieux manger moi », mais « comment est-ce que je peux mettre quelque chose en place » [...]. Et la participation, c'est la base même de briser cette coquille de solitude. Et donc, oui, [...] quand c'est bien fait, quand c'est bien amené, quand on n'infantilise pas les usagers, ça fonctionne. » (J., animateur de groupe, entretien 5/09/17)

« Au départ je ne voyais pas le but [de cette séance], maintenant on apprend à se connaître, on n'est plus une simple personne qui vient chercher un colis, et par le fait qu'on nous écoute, on se sent important, on a l'impression d'avoir un poids, de ne pas être un moins que rien. » (C., bénéficiaire aide alimentaire, séance émergence, 16/06/17)

Soigner les seuils inhérents aux dispositifs participatifs

Ce n'est pourtant pas parce qu'on met en coprésence des participants qu'ils vont de facto pouvoir ou vouloir exprimer ce qui leur importe. Participer demande de pouvoir mettre en forme « des contributions [ce que l'on a à dire ou à faire valoir] afin de le rendre compatible avec ce que le dispositif est prêt à recevoir » (Charles, 2016, p.37-38). Dans le cas des publics généralement éloignés des espaces d'expression publique, une attention particulière doit notamment être portée aux « seuils de la participation » (Berger et Charles, 2014).



Participer à une activité organisée dans le cadre de l'aide alimentaire ne va pas de soi. Charles (2016) et Carrel (2013) évoquent les « conditions de félicité » de la participation pour pointer les conditions qui permettent qu'une participation des personnes ait lieu. La spécificité des situations de précarité des personnes qui viennent chercher un colis alimentaire permet de nourrir une réflexion sur ces conditions, du fait qu'il s'agit d'un public qui est généralement très éloigné de la possibilité de prendre part à des dispositifs participatifs. Parmi ces conditions, Carrel parle notamment de la nécessité d'« abaisser le coût d'entrée » (2013, p.228) et de « donner une place au discours d'ordre privé, personnel ou communautaire, mais aussi émotif, non discursif, dans le processus délibératif » (2013, p.229). L'idée de partager un thé ou un café, de cuisiner ensemble, sont des activités « bas seuil » qui permettent, peut-être, d'engendrer doucement et modestement une dynamique de constitution d'un groupe.

Rapport 2017 – La Porte Verte – vidéo « La difficile implication des publics bénéficiaires de colis alimentaires »

<https://youtu.be/7HHxK6zLN5E>

Les coûts et charges de la participation

Le projet Solenprim avait d'emblée prévu la création d'espaces pour que chaque partenaire puisse s'approprier le projet, le traduire autrement, y porter des inflexions, etc. Toutefois, tout dispositif participatif impose des charges et des conditions de participation, et celles-ci ne sont pas toujours nommées. « La participation n'est pas gratuitement ouverte à tous, le nouveau venu n'est pas systématiquement en mesure d'endosser ce qui est attendu de lui. Il s'agit de reconnaître que l'impératif participatif, par les charges qu'il prescrit, n'est pas particulièrement accueillant » (Charles, 2016, p.134).

Suivant ce postulat, il est alors intéressant d'observer et de rendre visibles les charges et les coûts inhérents à toute démarche participative et sur quels enjeux ils se concrétisent. Ces charges s'illustrent notamment dans les coûts en temps, en disponibilité, en gestion administrative, quand le participant « doit y mettre un peu du sien ». Tant que des facteurs tels que la reprise d'un emploi, un état de santé difficile ou d'autres préoccupations d'ordre privé n'apparaissent pas, ces coûts se disent « acceptables » dans la mesure où la finalité poursuivie par le projet garde du sens pour les participants.

Mettre en œuvre un processus participatif a aussi un coût pour les organismes d'aide alimentaire. La co-création y est considérée comme un défi qui demande du temps : du temps pour se connaître et parvenir à se comprendre ; du temps pour se mettre d'accord sur un projet d'action commun. Ce facteur temps influence les décisions qui sont prises, avec le risque toujours existant de se replier sur une démarche de type « proposition (des travailleurs sociaux) – participation (des bénéficiaires) », dont la logique est plus descendante.

Rapport 2017 – CPAS d'Ixelles – vidéo « Retour d'expérience et perspectives »

<https://youtu.be/tRDUt0giJig>



Tout processus participatif génère des attentes

Si le processus participatif prend du temps, il faut noter que lorsque « ça prend » - c'est-à-dire lorsque les personnes se prennent au jeu et acceptent les charges de la participation – il faut pouvoir être à la hauteur des attentes générées. Il peut y avoir potentiellement une violence symbolique à impliquer des bénéficiaires de l'aide alimentaire dans des projets visant leur accès plus durable à une alimentation de qualité, ou de leur choix, sans aboutir à leur concrétisation. C'est ainsi que l'on peut comprendre l'impatience de certains participants face à la lenteur d'un processus qui vise à développer un projet « co-créé ».

La production collective d'objets intermédiaires (Vinck, 1999)² joue alors un rôle important face à cette impatience. Ils permettent de rendre tangibles des étapes du processus de co-création à la fois pour les participants, mais aussi pour les acteurs d'une organisation non impliqués dans le projet. Ces objets « esthétiques » (Dewey, 2005) permettent de raconter et d'ancrer l'expérience vécue au sein du groupe des participants.

Rapport 2017 – CPAS d'Ixelles – vidéo « Le journal-trace : un 'objet intermédiaire' très attendu »

<https://youtu.be/c40TAVi1bZc>

Concrètement, le sens et la finalité que ces objets intermédiaires peuvent avoir pour les différents participants peuvent varier. Dans le cas du « carnet de bord » de la phase de diagnostic, pour les uns, il s'agissait avant tout de produire un objet intermédiaire à usage interne, un objet « dont les participants au diagnostic pourront être fiers » (chercheuse, réunion du partenariat), et/ou sur lequel ils pourraient s'appuyer pour les étapes suivantes du projet. [...] Pour d'autres, l'enjeu se situait du côté de la restitution exhaustive de la diversité des points de vue : « L'important c'est de savoir de quel groupe viennent les freins, et là, déjà, c'est différent. Une Mindmap pourrait le montrer par exemple. » (Partenaire de terrain, acteur de 1ère ligne). Pour d'autres encore, c'est prioritairement en tant que dispositif d'intéressement que l'objet devait être conçu : « D'une part, il y a les jalons de ce qui a été fait [à valoriser]. Mais il faut aussi susciter la participation, celle des bénéficiaires. (...) Le support, c'est important pour nous par rapport à la hiérarchie. (...) Il faut une "chose accrocheuse" pour la hiérarchie. » (Partenaire, acteur de seconde ligne).³ A partir de tels échanges apparaît l'enjeu de la mise en format⁴ des données et des résultats de recherche obtenus : « Le produit du travail collectif gagne un autre statut de par les objets qui en découlent » (Luisoni et Pillonel, 2013, p.18).

² Voir dans ce portfolio deux exemples d'objets intermédiaires produits dans le cadre de Solenprim : le « Carnet de bord de la phase de diagnostic » et le « Carnet d'expériences – les enseignements des projets locaux ».

³ Ces enjeux sont plus particulièrement développés dans la fiche-outil de ce portfolio : « De l'utilité de produire des 'objets intermédiaires' ».

⁴ Présentée dans la partie IV de ce portfolio, l'analyse « Quand l'analyse se fait à plusieurs voix – réflexion sur les formats de restitution » approfondit plus spécifiquement cet enjeu.



2 DES AMBIVALENCES RENCONTRÉES QUAND IL S'AGIT DE « PARTIR DE CE QUI IMPORTE » AUX PARTICIPANTS

Les « artisans de la participation » - un rôle spécifique

Accompagner un groupe de bénéficiaires de l'aide alimentaire dans un projet visant un accès plus durable à une alimentation de qualité demande des compétences spécifiques. Ces animateurs occupent une place particulière par rapport au groupe : lorsque la finalité est de rendre le groupe autonome, l'animateur doit être un support tout en travaillant à se rendre obsolète. Pour qualifier ces animateurs, Carrel (2013) parle d'« artisans de la participation ». Ce terme renvoie aux « concepteurs et animateurs de dispositifs participatifs dans les quartiers populaires [qui] s'attachent à faire en sorte que les plus éloignés de la parole publique prennent part aux évaluations, propositions d'améliorations, voire aux décisions relatives aux politiques publiques qui les concernent » (Carrel, 2013, p.175). Parmi les traits qui caractérisent leur approche, on peut souligner qu'ils interviennent temporairement sur un territoire ou dans un groupe, ont une visée d'éducation populaire (on dira ici éducation permanente), rejettent les modes traditionnels d'expertise sur la pauvreté, s'appuient sur la concertation permanente avec les participants et, enfin, que « leur méthode évolue au fil des expériences sur une mode artisanal et réflexif » (*id*, p.177).

Ces orientations trouvent un écho dans la façon dont certains travailleurs sociaux accompagnent les expérimentations locales du projet Solenprim. Des spécificités dans les pratiques d'accompagnement peuvent être soulignées : socialiser les participants à des méthodes de gestion du groupe favorisant la circulation de la parole, veiller à la construction des propositions qui conviennent à toutes et tous, traduire la pluralité des idées et des envies en propositions collectives. Les accompagnateurs soulignent aussi la nécessité de donner un pouvoir de décision aux participants afin qu'ils n'aient pas le sentiment d'être spectateurs de ce qu'ils vont faire.

Rapport 2017 – CPAS d'Ixelles – vidéo « Le comité culturel en prospection »

<https://youtu.be/gAdqqWAwM2I>

L'accompagnateur peut en outre être un appui pour le groupe, que ce soit pour le nourrir en information ou pour être le lien avec un réseau plus large que celui des participants. L'artisan de la participation ne doit donc pas nécessairement être la personne qui sait tout, qui connaît beaucoup de choses et prend toutes les initiatives, mais c'est la personne qui va faciliter l'identification des réponses et des pistes d'action en lien avec les demandes des participants.

Nourrir le groupe en information et en méthodologie de construction de projet permet alors à ses membres de se saisir de ces nouvelles compétences et, petit à petit, de prendre en main des actions initialement gérées par l'accompagnateur du groupe.



De la tension entre finalité de participation des bénéficiaires et finalité de l'accès à l'alimentation

Le fil conducteur des actions menées dans Solenprim était de « partir de ce qui importe aux participants » (Charles, 2016) en utilisant le thème de l'alimentation comme porte d'entrée de la participation. Ce faisant, ce que le groupe va développer comme projet, comme activité, n'est pas prédéfini par les accompagnateurs. Le propre de cette approche est dès lors de ne pas pouvoir anticiper le type d'enjeu qui sera mis au travail dans le développement des projets locaux. Plus particulièrement, si dans le phasage de Solenprim, ceux-ci allaient être pensés à partir des dimensions du bien se nourrir et des freins identifiés, il était possible de voir les groupes de participants se diriger vers des thématiques plus éloignées de l'alimentation ou, à tout le moins, d'une des dimensions du bien se nourrir qui est celle du contenu de l'assiette. Concrètement, des pistes de projets sont à un moment donné discutées en groupe et l'avis général peut se tourner vers un choix en apparence moins en lien direct avec les questions de l'accès aux aliments de qualité et en quantité suffisante.

Rapport 2017 – CPAS de Berchem-Ste-Agathe – vidéo « Un projet qui s'écarte de la thématique de l'alimentation ? »

https://youtu.be/tvs1VN_7atA

Toutefois, cet apparent éloignement de la thématique alimentaire est assumé au nom du principe de respect des demandes construites par les participants. « Si elle ne fait pas place à ce qui pousse les personnes à s'y impliquer, la participation passe à côté de sa promesse » (Charles, 2016).

Le thème de l'alimentation est alors, à tout le moins, mobilisé pour ses vertus « bas seuil » de participation. Participer à un repas ou cuisiner ensemble ne demande pas de compétences particulières, contrairement à d'autres activités desquelles les personnes peuvent davantage s'auto-exclure. « Dans l'atelier théâtre, il y a beaucoup de personnes qui n'osent pas participer, elles sont trop timides, elles ne se sentent pas à l'aise avec l'écriture, elles se sentent ridicules, etc. Par contre manger ensemble, c'est juste s'asseoir à côté de quelqu'un qui mange la même chose que vous, il est dans la même situation que vous, et tout le monde aime manger. » (R, participant bénéficiaire de l'aide alimentaire, entretien 4/09/17).

③ TOUS CO-CHERCHEURS ? DES QUESTIONS ÉTHIQUES EN SUSPENS

En rassemblant différents types d'acteurs dans un cadre tout autre que ceux dans lesquels ils sont habitués à se côtoyer, et en revendiquant un principe de non-hiérarchisation des savoirs, la co-création veut réduire certains décalages ou rapports inégalitaires qui opèrent dans d'autres contextes. Plusieurs éléments sont dès lors mis au travail. Le rapport entre savoirs scientifiques et savoirs profanes ou entre professionnels et usagers est repensé, le rapport aidant/aidé pouvant aller jusqu'à s'inverser lorsque des professionnels demandent à des usagers de bien vouloir les aider à analyser leur réalité grâce à leurs savoirs expérimentiels spécifiques. Le projet Solenprim visait donc à formaliser un réseau de personnes et d'idées qui n'avaient jamais été réunies comme telles auparavant et a engagé au passage chacune de ses composantes dans le processus d'innovation.



Toutefois le projet Solenprim n'échappe pas à certaines contradictions par rapport aux principes démocratiques qu'il voulait pourtant mettre au travail et des questionnements éthiques peuvent être pointés à l'issue de sa réalisation.

Inclure les bénéficiaires dans le processus de co-création a été plus complexe que prévu et cet objectif n'a pas été totalement atteint. En effet, s'ils ont été représentés lors des moments de co-production de connaissances, ces acteurs sont restés absents des instances de pilotage du projet⁵. Les hypothèses explicatives de cette absence pointent notamment le cadre peu accueillant de ces espaces : contenus traités trop éloignés des préoccupations concrètes des publics bénéficiaires, format du comité Solenprim inadapté à ce type de personnes et susceptible de produire une « forte 'violence symbolique' (...) et ce malgré toutes les précautions éventuellement prises » (Serré et al., 2016 : 111). On peut souligner toutefois que les réticences à inclure les bénéficiaires dans les instances de pilotage (pour toutes ces raisons évoquées) ont davantage été exprimés par les partenaires présents dans ces instances que directement observées chez – ou exprimées par – les bénéficiaires participants dans les organismes locaux.

Malgré l'objectif de rendre le principe de co-création et de co-recherche le plus effectif possible, une forme d'asymétrie dans la participation à toutes les échelles du projet s'est maintenue. Ce constat est sans doute lié à la contradiction suivante : les dispositifs d'implication des bénéficiaires et de co-définition des projets concrets ont, tout au long, été essentiellement initiés, pensés et mis en œuvre par les acteurs de seconde ligne.

L'absence des bénéficiaires aux réunions du comité de pilotage implique dès lors que des décisions peuvent parfois être prises sans prendre le temps de la réflexion sur l'éventuelle reproduction des inégalités que le projet vise, pourtant, à contrer. À titre d'exemple, les vidéos susmentionnées, qui alimentent cette analyse, et dans lesquelles les travailleurs sociaux et les coordinateurs locaux prennent la parole sur les processus à l'œuvre et sur les participants, ont été réalisées sans concertation préalable avec ceux-ci. Certaines d'entre elles – présentées sur le site internet de valorisation du projet – ont été censurées suite à la plainte de certains participants : ils n'avaient pris connaissance de l'existence de ces vidéos qu'après leur mise en ligne, alors qu'ils y étaient identifiés et que du discours y était tenu à leur sujet. Cet incident a pointé le fait que la mise en œuvre d'un idéal de reconnaissance des savoirs et des voix de tous doit s'ancrer dans une réflexion éthique continue, présente à chaque décision prise par un collectif, au risque, sinon, de reconduire les « inégalités épistémiques »⁶ (Fricker, 2007, 2010) dont sont particulièrement victimes les personnes en situation de précarité.

Ces inégalités épistémiques sont aussi en partie reconduites par les rôles auxquels sont classiquement affectés les différents acteurs, malgré le fait qu'ils se retrouvent au sein d'un projet dont l'ambition est de changer les règles du jeu social. Si la volonté d'être tous « co-chercheurs » et « co-créateurs » est présente, une diversité de compétences est engagée dans le projet. Ces compétences s'expriment de certaines façons – avec des formats particuliers – mais sont aussi reçues selon des systèmes de

5 À l'exception de deux membres du groupe d'achats en commun qui ont rejoint les dernières réunions du comité de pilotage.

6 Le concept d'inégalités épistémiques désigne le phénomène d'inégalité de crédit donné aux savoirs, à l'expérience et à la parole de personnes en fonction du statut socio-économique, du sexe, ou d'autres variables. Il fait référence aux situations qui affectent une personne dans son statut de connaissant. À ce sujet, voir également dans ce portfolio, l'analyse « Quand l'analyse se fait à plusieurs voix – réflexion sur les formats de restitution ».



représentations sociales courants. Des rôles et des attentes – implicites ou explicites – demeurent ainsi « affectés » (Favret-Saada, 1990) aux différents membres du partenariat : les chercheurs pour la « recherche », les acteurs de terrain pour « l'action ».

Ces « affectations » sont en partie liées aux mandats dont sont investis les acteurs du projet, et à leurs affiliations institutionnelles. Pour la dimension « recherche scientifique » par exemple, si la possibilité de mener une réflexion à propos de ce que l'on expérimente, de ce que l'on constate, des questionnements que le projet fait émerger n'est pas une capacité qui n'appartient qu'aux « chercheurs », ceux-ci sont tenus de « mieux se placer » pour prétendre à une analyse « scientifique ». En d'autres termes, l'opération d'interprétation, par le sociologue, de ce qui compte, de ce qui guide l'action, n'est pas de nature différente de celle que mettent en œuvre les acteurs à propos de ce qu'ils font. Mais le sociologue dispose d'outils méthodologiques lui permettant, par exemple, de faire varier les contextes d'observation et de faire dialoguer les interprétations entre elles.

Parvenir à observer les processus par lesquels s'opère la co-création lorsqu'une « réelle » participation « prend », relève donc en partie du défi méthodologique. Pour les étudier, « il importe [...] d'ajuster les façons d'enquêter sur la participation pour percevoir la manière dont elle est éprouvée par les personnes, et leurs difficultés à y faire valoir ce qui leur tient à cœur » (Charles, 2016, p.33). Ce point d'attention (ici formulé concernant l'approche sociologique de la participation) peut également valoir pour la mise en œuvre d'un processus de co-création, en particulier quand il vise la participation des personnes les plus éloignées des dispositifs de démocratie participative. Il importe alors non seulement d'ajuster les façons de faire, mais surtout de poser les balises nécessaires pour permettre l'expression systématisée – et la prise en compte – des compétences critiques et réflexives de tous les acteurs impliqués.



- Audoux-Lemoine C (2008), « Les partenariats de recherche entre chercheurs et acteurs associatifs... », in : *Quelle science pour une planète vivable en 2030 ? Ecorev'.* *Revue critique d'écologie politique* [en ligne], n°29, URL : <http://ecorev.org/spip.php?article757>
- Bantuelle M, Morel J, Dargent D (2000), « Santé communautaire et promotion de la santé : le diagnostic communautaire », Brochure, Bruxelles, asbl Santé, Communauté, Participation.
- Berger M et Charles J (2014), « *Persona non grata*. Au seuil de la participation », *Participations*, vol 9, n°2, p5-36.
- Bourdieu P (1966), « Champ intellectuel et projet créateur », *Les Temps modernes*, n°246, p865-906.
- Bourdieu P (1971), « Champ du pouvoir, champ intellectuel et habitus de classe », *Scolies*, n 1, p7-26.
- Bourdieu P (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit.
- Carrel M (2013), *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Editions.
- Charles J (2016), *La participation en actes. Entreprise, ville, association*, Paris, Editions Desclée de Brouwer.
- Dewey J (2005 [1934]), *L'art comme expérience*, Œuvres philosophiques vol. III, Pau, Publications de l'Université de Pau.
- Favret-Saada J (1990), « Être affecté », *Gradhiva*, n°8, p3-10.
- Fricker M (2007), *Epistemic injustice : Power and the ethics of knowing*, Oxford, Oxford University Press.
- Fricker M (2010), « Replies to Alcock, Goldberg, and Hookway on epistemic injustice », *Episteme*, n°7, p164-178.
- Gelineau L, Dufour E, Belisle M (2012), « Quand recherche-action-participative et pratiques AVEC se conjuguent : enjeux de définition et d'équilibre des savoirs », *Recherches qualitatives*, Hors-série, n°13, p35-54.
- Goffman E (1975 [1963]), *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*, Les éditions de Minuit.
- Hubert H-O et Nieuwenhuys C (2009), *L'aide alimentaire au cœur des inégalités*, Paris, L'Harmattan.
- Hubert H-O et Vlemingckx J (2016), « L'aide alimentaire à Bruxelles. Le regard des bénéficiaires », *Les cahiers de la recherche action*, n°6.
- Luisoni M et Pillonel M (2013), « Des prescriptions à la production de sens et à l'intégration de l'innovation dans la pratique quotidienne », *Education & Formation* [en ligne], 298-02 , p13-22. URL : <http://revueeducationformation.be/include/download.php?idRevue=15&idRes=135>
- Ricœur P (2004), *Parcours de la reconnaissance*, Paris, Stock.
- Serré A, Vlemingckx J, Ayadi A, Rousseau C (2016), *Solidarité en primeur(s). Rapport scientifique intermédiaire*, Bruxelles, FdSS.
- Vinck D (1999), « Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales », *Revue française de sociologie*, vol40 n°2, p385-414.



S'adapter à de nouvelles modalités d'action

Quels enjeux pour les organismes d'aide alimentaire ?

INTRODUCTION

A Bruxelles, une centaine d'organismes d'aide alimentaire permettent à plus de 55 000 personnes en situation de pauvreté d'avoir régulièrement accès à des denrées alimentaires ou des repas chauds (Myaux, 2016). Néanmoins, cette aide reste majoritairement palliative et sa mise en œuvre est marquée par des insuffisances matérielles, financières et humaines récurrentes (ibid., 2016). S'il fait office de filet de sécurité, le système actuel de l'aide alimentaire se voit aujourd'hui critiqué à l'aune de nouveaux cadres de pensée parce qu'il n'offre pas de perspective de transformation globale du système alimentaire (plus juste et plus durable).

Partant de ces constats, la recherche-action participative Solenprim, pour « Solidarité en primeur(s) », s'est fixé l'objectif d'expérimenter des alternatives aux dispositifs classiques d'aide alimentaire que sont les distributions de colis, les restaurants sociaux et les épiceries sociales, pour favoriser un accès plus durable à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour tous. Financé par le programme régional « co-create »¹, qui suppose que l'ensemble des acteurs concernés par la question traitée occupe une position de co-chercheur, ce projet avait pour enjeu de partir des demandes et des représentations des personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire pour construire avec elles des solutions adaptées aux difficultés qu'elles rencontrent en matière d'accès à l'alimentation. Cette démarche s'est concrétisée par le développement de trois nouveaux dispositifs locaux : des ateliers cuisine co-construits, un service de prêt d'ustensiles et une grainothèque. Ces 3 initiatives ont pour particularité d'avoir été élaborées et développées par des bénéficiaires des organismes partenaires de la recherche, appuyés par des travailleurs sociaux. Un 4^{ème} dispositif, né antérieurement à Solenprim sur initiative d'un travailleur social, un « GAC » (pour Groupe d'achat

en commun), a également été étudié pour son caractère innovant dans ce secteur.

Cet article interroge, à partir de l'expérience Solenprim, les enjeux institutionnels et organisationnels que l'accueil de tels processus participatifs soulèvent dans les organismes d'aide alimentaire qui décident d'expérimenter dans cette voie.²

Dans une première partie visant à décrire le contexte dans lequel s'inscrit cette analyse, nous rappellerons comment les organismes partenaires sont entrés dans la recherche-action Solenprim, au regard de leurs questionnements sur les enjeux actuels de l'aide alimentaire mais aussi de leurs spécificités éventuelles (statut d'établissement public ou d'asbl et types d'offre d'aide alimentaire préalablement développés). Dans une seconde partie, nous observerons comment l'intention participative de Solenprim a été comprise et comment elle s'est traduite au sein de différentes logiques institutionnelles. Ce processus participatif et l'organisation interne mise en place pour assurer le suivi du projet ont notamment trouvé écho de façon variée en fonction de la culture institutionnelle en matière de participation des usagers. Dans une dernière partie, nous nous concentrerons sur la manière dont cette recherche-action est venue questionner l'organisation concrète du travail (rôles, tâches et responsabilités) au sein de l'organisme : y seront plus particulièrement examinés le positionnement du travailleur social et celui des bénéficiaires impliqués.

Si la démarche participative s'est faite à la marge de la culture organisationnelle dominante dans le secteur de l'AA, elle a néanmoins fait bouger les lignes de ses modalités classiques d'action.

¹ Ce programme est financé par Innoviris, l'institution bruxelloise pour la recherche et l'innovation.

² Cette analyse s'appuie sur 13 entretiens semi-directifs réalisés avec les travailleurs impliqués dans Solenprim à l'automne 2016 et à l'été 2018 ; sur les notes d'observation des réunions de mise en place des dispositifs locaux ; et sur le contenu de séances de co-évaluation locales et transversales organisées en fin de projet.



1 SOLENPRIM ET SES PARTENAIRES DE TERRAIN

En 2015, la Concertation aide alimentaire (CAA) annonçait à ses membres qu'elle cherchait à identifier des partenaires intéressés à l'idée de s'associer à un projet de recherche-action participative en cours de montage. Il s'agissait de répondre à un appel à projet régional prêt à financer des démarches expérimentales capables de contribuer à rendre le système alimentaire bruxellois plus durable. Elle expliquait y voir une opportunité d'explorer, avec les acteurs du secteur de l'aide alimentaire, des pistes d'action nouvelles pour améliorer l'accessibilité à une alimentation de qualité pour les personnes bénéficiaires d'une aide alimentaire.

« Des alternatives à l'aide alimentaire classique ? » : Un questionnement qui fait sens

Parce que l'ambition du projet représentait l'occasion d'approfondir des réflexions en cours, de rendre visible les limites des dispositifs d'aide alimentaire actuels et les difficultés liées au manque de ressources financières, humaines, matérielles et logistiques du secteur (Hubert, Vleminckx, 2016), quatre organismes répondirent présents et s'associèrent au projet. La perspective d'identifier et de tester d'autres réponses concrètes au problème de l'insécurité alimentaire faisait en effet écho aux préoccupations et constats de terrain :

« Ce qui se pose pour nous (les acteurs de l'aide alimentaire), c'est cette question qui revient : Quid de l'après aide alimentaire ? Sachant que l'aide alimentaire va être limitée dans le temps, on se demande : que peut-on faire pendant ce temps d'aide, que peut-on mettre en place pour favoriser l'autonomie des personnes, et pour qu'après cette aide, elles puissent trouver d'autres alternatives » (Membre du comité de pilotage de Solenprim pour le CPAS d'Ixelles, entretien du 3/08/2016).

Ces organismes – deux centres sociaux associatifs et deux centres publics d'action sociale (CPAS) – avaient, chacun à leur manière, engagé des démarches révélatrices de questionnements développés en interne antérieurement à Solenprim.

A la Porte verte, une association implantée dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui comprend notamment un restaurant social (le « Snijboontje ») et un centre de distribution de colis alimentaires (le « Snijboontje Bis »), plus d'un an avant le lancement de Solenprim, la direction missionnait une chargée de projet pour réaliser une enquête auprès des bénéficiaires de son service de distribution de colis :

« [Il s'agissait de] les interroger à la sortie, en prenant en compte leur profil social, les conditions dans lesquelles ils vivent (...). Les questions posées portaient sur les produits qui les intéressent [dans les colis], ceux qu'il faudrait ajouter et ceux qu'il faudrait abandonner » (Membre du comité de pilotage Solenprim pour La Porte verte, entretien du 14/07/2018).

C'est à partir de cette enquête, dont les résultats soulignaient la méconnaissance des usages culinaires possibles de certains produits distribués, que l'asbl avait commencé à envisager la piste des ateliers cuisine.



Au Centre social protestant (CSP) – seconde asbl impliquée dans Solenprim –, un dispositif jugé particulièrement innovant pour le secteur était en place depuis 2014 et suscitait l'intérêt : un groupe d'achats en commun (un « GAC », parfois également nommé « groupe d'achat collectif ») permettait à des bénéficiaires du centre d'avoir accès à des denrées alimentaires et des produits d'hygiène à bas prix. Il avait été mis sur pied par un assistant social qui en assurait l'organisation et l'accompagnement, « pour donner [aux bénéficiaires] une alternative aux épiceries sociales et à l'aide alimentaire [classique]. » (Membre du comité de pilotage Solenprim pour le CSP, entretien du 19/07/2016). En se joignant à Solenprim, ce travailleur souhaitait associer le groupe d'achats en commun à une réflexion plus large, soutenir son développement et interroger les conditions qui permettraient à terme l'éventuelle autonomisation du groupe (vis-à-vis de l'asbl).

Les deux CPAS étaient tous deux impliqués dans des réflexions concernant les activités d'aide alimentaire développées dans leurs institutions respectives.

Avec son pôle alimentation, le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe organisait déjà en 2016, en sus des distributions de colis alimentaires, des ateliers cuisine et des ateliers thématiques. Il disposait par ailleurs d'une épicerie sociale, d'un four à pain communautaire et d'un terrain disponible pour y créer un potager :

« On essaye d'être vraiment à la pointe et de faire de l'aide alimentaire 2.0 ; c'est-à-dire d'aller vraiment de l'avant et de correspondre le plus possible à la réalité et aux besoins de nos usagers. » (Membre du comité de pilotage de Solenprim pour le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, entretien, 3/08/2016).

A Ixelles, l'ambition prioritaire de l'époque était de mettre en place une épicerie sociale offrant une large gamme de produits frais et sains :

« En montant notre projet d'épicerie, on voulait avoir cette attention par rapport à l'alimentation saine ; qu'on ne propose pas que des produits moins chers, mais qu'on soit dans une dynamique plus large. Nous souhaitons certes offrir une aide alimentaire mais nous souhaitons également l'accompagner d'une sensibilisation à l'alimentation saine (...) Or, un postulat à discuter, c'est celui qui amène à dire que l'alimentation saine est chère. Ben non, pas nécessairement. Il y a peut-être des alternatives à trouver. Il y a peut-être des choses qui peuvent être mises en place par rapport à ça. Et du coup, le projet Solenprim répondait à ces réflexions qu'on avait. » (Membre du comité de pilotage Solenprim pour le CPAS d'Ixelles, entretien, 3/08/2016).

L'intérêt pour ces organismes de rejoindre Solenprim émanait donc conjointement de leurs volontés d'interroger leurs pratiques, d'explorer de nouvelles pistes d'actions, de réfléchir aux enjeux liés à



l'approvisionnement du secteur (en particulier en fruits et légumes frais³), et de le faire en bénéficiant de l'appui d'un porteur de projet, la Fédération des services sociaux, détenteur d'une expertise sur l'aide alimentaire et ses enjeux⁴.

Rapide présentation des processus locaux mis en place

Dans les premiers mois de la recherche-action, chaque partenaire de terrain s'est attelé (avec l'appui du porteur de projet) à mobiliser des bénéficiaires en les invitant à contribuer à un travail de diagnostic des freins qui pèsent sur les personnes en situation de précarité en matière d'accès à l'alimentation. Dans les deux CPAS et au Centre social protestant, cette étape est passée par la sollicitation de groupes d'usagers déjà constitués autour d'activités collectives susceptibles de faire écho aux objectifs du projet Solenprim⁵. A la Porte verte, où une présentation devant des groupes d'usagers ne pouvait s'envisager, les usagers ont été abordés dans les files d'attente de permanences sociales qui permettent d'accéder aux distributions de colis alimentaires, et pendant les moments de repas dans le restaurant social.

Des bénéficiaires des 4 organismes, mais aussi des membres des équipes de travailleurs sociaux, ont ainsi pris part à différentes séances de travail organisées localement. Ils ont ensuite été invités à participer à des séances délocalisées pour leur permettre de croiser leurs analyses. Ce processus a montré qu'il était difficile pour les personnes fréquentant les organisations d'aide alimentaire de se déplacer et de collaborer avec des personnes et des organisations qu'elles ne connaissent pas (Serré & al., 2016, p.32-50).

Dans les deux CPAS, les personnes ont ensuite été mobilisées pour travailler à l'échelle locale au développement de projets concrets. Elles ont multiplié en 2017 et 2018 les rencontres dans ce but. Ce processus a conduit à la mise en place au CPAS d'Ixelles d'une grainothèque par des membres du comité culturel qui existait depuis quelques années déjà au sein de l'institution. Au CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, des personnes qui fréquentaient les services culturels ou d'aide alimentaire du CPAS ont constitué un comité citoyen. Ce dernier a créé un service de prêt d'ustensiles de cuisine et de jardinage qui vient compléter l'offre existante en matière d'aide alimentaire.

3 D'où le nom de Solenprim pour « Solidarité en primeur(s) ». En effet, l'aide alimentaire telle qu'elle existe actuellement s'appuie principalement sur les invendus de l'industrie agro-alimentaire et les produits Fond européen d'aide aux démunis (FEAD).

Or, ces produits font l'objet de critiques en raison de leur absence de diversité, leur qualité et leurs apports nutritionnels. La dimension de l'approvisionnement de l'aide alimentaire sera explorée dans le cadre d'un projet connexe à Solenprim : le projet LOCO (voir à ce sujet dans ce portfolio la fiche-outil : « LOCO – Logistique collaborative pour soutenir l'approvisionnement des organisations d'aide alimentaire en région bruxelloise »).

4 La Fédération des services sociaux (FdSS) anime la Concertation aide alimentaire : un lieu d'échange d'informations et de pratiques, de formation, de développement de projets rassemblant les organisations actives dans l'aide alimentaire en région bruxelloise et wallonne. Elle possède par ailleurs une cellule Recherche-action spécialisée, entre autres, sur le phénomène de l'aide alimentaire.

5 Des présentations collectives du projet ont été réalisées en binôme composé d'une chercheuse et d'une chargée de projet de la Concertation aide alimentaire, en présence du (des) intervenant(s) qui anime(nt) habituellement les réunions du groupe en question.



A la Porte verte, les démarches visant à constituer un groupe de bénéficiaires suffisamment stable pour co-construire un projet n'ont pas abouti, mais une consultation des personnes qui fréquentent le service des colis alimentaires a pu être réalisée via l'organisation de moments d'accueil autour d'un thé ou d'un café. Sur base des échanges qui ont lieu dans ce cadre, l'équipe de la Porte verte a mis en place des ateliers cuisines qui peu à peu ont évolué d'une forme plus classique d'apprentissage de recettes et d'information sur la façon de cuisiner certains produits (des colis alimentaires) vers une co-construction des contenus de ces ateliers à partir des savoirs et des idées des participants.

Au Centre social protestant (CSP), un groupe d'achats en commun (GAC) rassemblant une quarantaine de ménages était déjà en fonctionnement avant que la recherche-action ne commence. Contrairement aux projets locaux des autres organismes partenaires, ce n'est donc pas la mise sur pied du dispositif qui a occupé le groupe pendant Solenprim mais l'enjeu de l'opérationnalisation de son autonomisation. En effet, fin 2016, suite au départ du travailleur social qui assurait jusque-là l'accompagnement du groupe, le CSP a estimé qu'il n'avait plus les moyens de poursuivre ce projet : les membres ont été invités à anticiper leur nouveau mode d'existence. Le partenariat Solenprim a alors proposé de poursuivre la collaboration avec le GAC et de mettre en place le soutien nécessaire pour lui permettre d'imaginer de nouvelles modalités de fonctionnement et de se pérenniser hors du CSP. Une travailleuse sociale a été engagée pour accompagner le groupe dans cette transition.

Les dispositifs suivis et analysés dans le cadre de Solenprim possèdent chacun un contexte d'émergence et une histoire qui leur sont propres. Parmi les éléments qui éclairent les dynamiques participatives engagées, nous retenons notamment les cultures institutionnelles et professionnelles qui prévalent au sein des organismes qui les ont vus naître. Nous allons le voir, ces dernières se traduisent notamment dans des philosophies d'action et des conceptions différentes de la place que peuvent occuper les usagers.

② DE NOUVELLES MODALITÉS D'ACTION DANS LES ORGANISATIONS ?

Le projet Solenprim s'est construit dans l'idée que l'émergence de solutions nouvelles viendrait d'un changement de méthodologie : c'est en donnant aux personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire les moyens de préciser leurs besoins, de construire collectivement leur demande et d'imaginer des réponses adaptées, que de nouvelles pistes d'action allaient pouvoir émerger. Mais une telle démarche se réalise nécessairement dans un contexte qui se caractérise, entre autres, par une culture institutionnelle propre à un type d'organisation particulier. Impliquer les bénéficiaires dans une démarche de co-création de projets n'est pas une pratique évidente dans le secteur de l'aide alimentaire où prévaut une logique d'offre de service ou de don compensatoire (financier ou matériel).



Des logiques institutionnelles et organisationnelles préexistantes

Dans les CPAS par exemple, compte tenu notamment des missions qui sont assignées à ces administrations⁶, la nature de la relation au public relève souvent exclusivement d'une « relation de service »⁷ (Goffman, 1968 ; Lacourt, 2001 & 2012) ou de la relation « de guichet » (Dubois, 1999 ; Weller, 1999). Une de ses caractéristiques principales tient en effet à la contrainte institutionnelle forte qui pèse sur les interactions. Lacroix explique, à propos des CPAS, que « les lieux institutionnels, organisés autour des procédures de mise en œuvre du droit individuel, sont des lieux saturés, fermés à l'imprévisibilité et sont peu enclins à l'émergence d'actions collectives, qu'elles émanent des bénéficiaires ou des professionnels. » (Lacroix, 2008, p.157). Si l'auteure reconnaît une volonté de certains CPAS de mettre en place une politique participative (volonté se traduisant notamment « par le soutien apporté à des initiatives telles que les espaces citoyens, les coordinations sociales, les commissions consultatives, le vote de budgets spécifiques consacrés à des actions de ce type, etc. » (*id.*)), elle souligne que « le carcan légal et réglementaire qui organise les missions et le fonctionnement des CPAS rend problématique la mise en œuvre de l'action sociale en tant qu'action collective axée sur la participation des usagers ». Lorsqu'une telle approche se développe, l'ambition est souvent d'accompagner les personnes vers plus d'autonomie individuelle « par la structuration

de leur temps et de leurs activités », et rarement d'encourager un « engagement collectif comme mode d'exercice de la citoyenneté et mode de revendication de droits fondamentaux (le logement, le travail, la santé, etc.). » (*id.*)

Dans les organismes associatifs également, les modes de construction des rapports aux usagers sont liés à des « logiques institutionnelles »⁸ (Laville, 1997, p.66-71) plus générales, qui dépendent de l'histoire, de la raison d'être, du type d'action sociale dont chaque association se réclame. Dans certains organismes d'aide alimentaire associatifs, des démarches d'accompagnement social individuel ou des approches plus collectives sont développées en complément de l'aide octroyée sous forme de colis, de repas, d'accès à une épicerie.

Une recherche récente distingue trois types de dispositifs mobilisés pour créer les conditions d'une implication des usagers dans l'organisme : « l'aménagement d'espaces de sociabilité, l'organisation d'activités collectives et l'implication du bénéficiaire dans le fonctionnement de l'organisme (bénévolat ou coups de pouce informels) » (Hubert & Vlemminckx, 2016, p.30). Mais ici encore, un regard critique est posé concernant les intentions et les postures d'accompagnement qui peuvent entourer de telles approches : « Le plus souvent conçue de manière

6 « Les CPAS sont des administrations locales dont la mission est de garantir la dignité humaine à l'échelle communale. Cette mission est réalisée via l'octroi d'aides sociales aux usagers qui en font la demande. Celles-ci peuvent prendre différentes formes : les CPAS sont surtout connus pour l'attribution du revenu minimum mais ils octroient également d'autres aides telles que des aides en nature, des aides médicales, un accompagnement dans le cadre de l'insertion socioprofessionnelle et dans les cas de surendettement. Les CPAS emploient des travailleurs sociaux dont l'expertise et les compétences permettent l'évaluation de la situation des usagers et leur suivi psychosocial. » (Lacourt, 2012, p.126-127).

7 Goffman (1961) décrit l'interaction qui se joue dans « la relation de service » comme structurée autour de trois pôles : deux individus (un prestataire et un bénéficiaire) et une demande ; et suggère qu'elle se manifeste selon 3 registres : technique, contractuel, et de sociabilité.

8 Selon Laville, « les associations admettent une dimension institutionnelle au sens de Touraine [1973], c'est à dire au sens d'élaboration des décisions légitimes dans une collectivité politique. En effet, contrairement à l'entreprise, l'association ne peut se contenter d'une légitimation basée sur la production de biens et services. L'association est indissociable d'une production de lien social qui suppose l'élaboration de règles régissant les rapports entre les membres. » (1997, p.67-68).



à encourager l'autonomisation et la capacitation des usagers, l'implication peut se fonder sur des jugements moraux alimentés par la crainte du profitariat et "la condamnation d'usagers dépeints comme passifs et sans scrupules" (Hubert et al., 2012) [...] L'implication est, dans ce cadre, perçue comme une occasion d'assurer l'activation des usagers ou, parfois aussi, comme un devoir dont ces derniers doivent s'acquitter pour obtenir un droit ou service, en l'occurrence ici, une aide alimentaire. » (*id.* p.33).

Telles qu'elles ont été imaginées lors du montage de projet, et sans aucune garantie de succès, les démarches que Solenprim voulait expérimenter s'inscrivaient davantage dans un principe de co-création, avec pour horizon le « modèle » du travail social communautaire⁹ (Bosquet, 2004 ; Rupp, 1972) – un modèle qui rejoint à plusieurs égards une ambition théorisée par ailleurs à partir de la notion d'empowerment : « On peut définir l'empowerment comme le processus par lequel une personne (ou un groupe social ou une collectivité) acquiert la maîtrise des moyens qui lui permettent de se conscientiser, de renforcer son potentiel, de se transformer et ce, dans une perspective de développement, d'amélioration de ses conditions de vie et de son environnement. L'empowerment se traduit concrètement à travers des attitudes et des comportements comme l'autodétermination, la prise de décision, la possibilité de faire des choix éclairés parmi les options d'action, l'accès aux ressources de la société et une participation à la vie communautaire. » (Bilodeau, 2005, p.131). Mais centrer les pratiques d'intervention

sur des méthodologies se revendiquant d'un empowerment collectif représente un changement culturel important. Ce type de modalités d'action suppose en effet d'accepter d'avancer dans une relative incertitude. Or, les organismes d'aide alimentaire doivent composer avec des moyens insuffisants et précaires, un contexte qui génère de nombreuses contraintes financières, administratives et organisationnelles (Hubert & Vleminckx, 2016). Pour les directions des organisations, la mise en place de processus participatifs de type communautaires peut sembler aller à l'encontre de la logique gestionnaire (maîtrise des risques, rationalisation des moyens, contrôle des processus, obligation de résultats à court termes) que leurs situations précaires ou les politiques publiques leur imposent. « La demande de visibilité et de résultats immédiats favorise la mise en place de procédures qui renforcent une individualisation des réponses (...) De plus, la culture institutionnelle actuelle reste encore très imprégnée du modèle pyramidal, ce qui provoque un frein à l'émergence de pratiques dites "horizontales" impliquant la concertation, l'élaboration collective, la codécision, etc. » (Bouquet & Dubasque, 2011).

Les habitudes organisationnelles et les contraintes institutionnelles ont dès lors un impact sur le type de dynamiques participatives qui peuvent se développer dans les organismes. Elles contribuent à définir les « cadres » (Goffman, 1991) qui sous-tendent les logiques d'action privilégiées par les groupes et leurs accompagnateurs.

⁹ Contrairement au travail social individuel et de groupe, dans le travail social communautaire, « le travailleur social n'apporte plus une aide directe à des personnes » (Rupp, 1972, p.7, cité par : Boucher & Cornier (dir.), 2017) mais opère un travail collectif « au sein de petits groupes sociaux, groupes professionnels, associations, organisations, institutions, pour que leurs membres prennent des responsabilités, développent leurs aptitudes sociales et, ce faisant, réduisent la distance entre leur propre personne et la société. » (*id.*).



Eduquer ? Intéresser¹⁰ ? Emanciper ? Quelles logiques derrière le développement des projets participatifs locaux

Dans chaque organisme partenaire, les processus de co-création avec les bénéficiaires se sont mis en place à partir d'un contexte propre, qui inclut comme nous venons de le rappeler, une culture institutionnelle préexistante, des moyens organisationnels donnés, une certaine compréhension des objectifs et des possibles offerts par Solenprim, ainsi que des représentations du public, de ses besoins, de ce dont il est capable, etc.

Les discours des professionnels et des participants engagés dans les processus impulsés localement ont permis de repérer trois types de logique dominante qui ont contribué à orienter l'action et à cadrer les dispositifs qui se développaient : une logique *éducative* ou *informative* ; une logique « bottom-up / bas seuil » ; une logique « démocratique »¹¹.

Dans la logique *éducative* ou *informative*, la consommation d'une alimentation saine est la finalité poursuivie par l'activité.

« On a pris l'initiative de la démarche (...) On a fait ça parce que les gens recevaient des aliments dans leur colis mais ne savaient pas comment les préparer. Donc on a voulu leur donner les outils » (Membre du comité de pilotage pour la Porte verte, réunion du partenariat, 28/03/17).

Cette logique présuppose que des pratiques alimentaires durables sont à la portée des personnes en situation de précarité. Pour prendre un exemple paradigmatique, une telle logique justifie de proposer des ateliers de graines germées indépendamment de la question de la pertinence que cela peut avoir aux yeux des participants.¹²

La logique « bottom-up / bas seuil » consiste à partir de ce qui importe aux participants, en utilisant l'alimentation comme un moyen pour « faire participer ». Cuisiner, manger ensemble, ou parler d'alimentation est alors une activité « pré-texte », mais qui ne définit pas « le texte », au sens où le projet, l'activité qui sera par la suite mise en place par le groupe n'est pas prédéterminé par les accompagnateurs. Cette logique comporte le risque de s'éloigner – au moins provisoirement – de la thématique même du projet solenprim. Le thème de l'alimentation est alors mobilisé pour ses vertus bas seuil, et moins comme finalité du projet. La force du dispositif déployé tient au fait qu'il est très peu contraignant.

« Dans l'atelier théâtre, il y a beaucoup de personnes qui n'osent pas participer, elles sont trop timides, elles ne se sentent pas à l'aise avec l'écriture, elles se sentent ridicules... Par contre, manger ensemble, c'est juste s'asseoir à côté de quelqu'un qui mange la même chose que vous, il est dans la même situation que vous et tout le monde aime manger. » (Participant bénéficiaire de l'aide alimentaire, entretien 4/09/17)

10 Nous mobilisons ici l'idée d'intéressement au sens que lui attribue la sociologie de la traduction (voir : Akrich, Callon, Latour (dir.), 2006).

11 L'identification de ces logiques n'a pas vocation à classer les acteurs ou les dispositifs sur base d'une unique orientation ou intention, inscrite une fois pour toute dans une posture figée. Au contraire, les partages d'expériences et la réflexivité des acteurs concernés, encouragés par le processus de recherche-action, ont engendré des déplacements de l'une à l'autre, des ajustements et des compromis liés aux acteurs en présence et aux situations.

12 Une recherche mobilisait cet exemple, rapporté par l'usager d'une épicerie sociale, afin d'illustrer qu'un décalage pouvait être ressenti entre l'objet des activités proposées et les attentes des personnes (Hubert, Vleminckx, 2016, p.30).



La logique « démocratique » prend elle aussi pour point de départ ce qui importe aux personnes, mais en prêtant une attention à deux dimensions spécifiques : d'une part aux enjeux relatifs à la gouvernance qui s'instaure au sein du groupe (répartition du pouvoir, processus de prises de décision, etc.) ; et d'autre part, à l'émancipation des personnes via leur réappropriation, à terme, d'un pouvoir d'agir sur leurs situations de vie.

« Si je dois parler du rôle que moi je joue, je dirais que je suis garante du processus démocratique. [...] C'est prêter attention aux personnes qui allaient être les plus vulnérables, dont la voix allait plus difficilement être entendue (...). » (Accompagnatrice du GAC1050 après rupture du lien avec CSP, entretien 05/12/17).

Si ces différentes logiques autorisent des passages de l'une à l'autre, voire se cumulent parfois, elles contribuent tout de même à caractériser des philosophies de l'action institutionnellement situées. Derrière elles se révèlent des enjeux organisationnels liés notamment aux choix opérés en matière de coordination interne et de management, de positionnement institutionnel et professionnel et de posture d'accompagnement.



③ UNE PENSÉE HORIZONTALE DANS DES INSTITUTIONS HIÉRARCHISÉES : QUELS ENJEUX, QUELS EFFETS ?

Mettre en œuvre de nouvelles formes d'intervention participative nécessite de la part de tous les acteurs concernés (cadres des organismes, travailleurs sociaux, bénéficiaires...) une ouverture à une autre façon de travailler. Cela implique de réaliser des ajustements organisationnels et de préciser les moyens – en temps, en personnel, en ressources logistiques – à déployer pour y parvenir. L'organisation du travail représente alors un enjeu important, en particulier la clarification de l'identité, du mandat et des responsabilités du salarié ou de l'équipe qui prendra en charge la coordination et/ou l'opérationnalisation de l'accompagnement du groupe.

Positionnement des travailleurs et enjeux organisationnels internes

Dans le cadre des expérimentations menées pour alimenter la recherche-action Solenprim, il s'agissait d'identifier la (ou les) personnes qui serai(en)t au contact des bénéficiaires pour les accompagner dans la co-construction d'un dispositif mais aussi celle(s) qui assurera(en)t le rôle d'interlocuteur lors des rencontres inter-partenariales organisées à intervalle régulier pour maintenir une cohérence entre les projets locaux et les orientations de la recherche-action.

Par choix managérial ou pour raisons contextuelles, le nombre, les statuts et les missions des salariés impliqués dans Solenprim ont été variables d'un organisme partenaire à un autre, et parfois d'une période à l'autre.

Au CSP par exemple, le projet était porté en solo par le travailleur social initiateur du groupe d'achats en commun (GAC) associé à Solenprim, tant sur le volet de l'accompagnement du groupe que sur celui des relations inter-partenariales liées au contexte de réalisation d'une recherche-action. Lors du départ de ce travailleur et dans un contexte de changement de direction, le CSP n'a plus été en capacité de



soutenir le développement du GAC, qui s'est vu contraint de devenir rapidement indépendant vis-à-vis de l'asbl. Constitué désormais en association de fait, le dispositif a rencontré des difficultés pour trouver un nouvel équilibre sans les ressources (humaines et logistiques) qui lui étaient assurées jusque-là par l'organisme qui l'avait vu naître¹³, au point de suspendre momentanément ses activités. On voit avec cet exemple que des changements au niveau des organismes partenaires peuvent rendre difficile leur engagement dans la recherche-action et dans le maintien des dispositifs locaux qui lui sont associés.

Dans un contexte tout à fait différent, le responsable de la coordination sociale du CPAS d'Ixelles a pu tout au long du projet mobiliser différents travailleurs et fonctionner selon un principe de répartition des rôles, tenant compte des expériences de chacun. Un collaborateur de la cellule socio-culturelle, familier de l'organisation d'activités collectives (dans le cadre de l'animation du comité culturel du CPAS) a par exemple assuré un rôle privilégié de médiation vers les personnes bénéficiaires durant les premières étapes de la recherche. Mais en matière de maintien de la dynamique participative et de lien avec les membres du groupe, le passage de relais entre travailleurs a pu générer des « flottements » dans l'accompagnement :

« J'ai pris le projet en cours mais surtout à la fin des trois ans. Ce n'est pas toujours évident de dire ce que l'on peut faire ou ne pas faire (avec le projet local) parce que je n'ai pas participé à toute cette réflexion. » (Accompagnatrice du projet de grainothèque, séance de co-évaluation locale au CPAS d'Ixelles, 30/11/2018).

Une implication « en équipe » nécessite en effet une coordination interne efficiente, jugée difficile à maintenir au long court :

« Le fait que l'on soit au CPAS c'est une force. Le fait d'être d'avoir des ressources, du personnel, des locaux. (...) Parfois on a manqué un peu d'organisation entre nous. (...) Au niveau de l'équipe, aujourd'hui on est 3, sachant qu'une fois que solenprim sera fini, je devrai laisser la main à ma collègue qui est responsable feelfood chez nous. Donc ce projet de grainothèque sera repris par elle. Ce ne sera peut-être pas évident car elle était beaucoup venue au début, puis par manque de personnes chez nous elle s'est un peu écartée. » (Coordinateur au CPAS d'Ixelles, Mise au vert du partenariat Solenprim, 23/11/18).

La Porte verte a quant à elle fait évoluer son organisation de travail autour de Solenprim dans le courant du projet. Dans un premier temps, dans une logique de respect des positions et responsabilités hiérarchiques de chacun, l'administratrice déléguée de l'asbl a assuré une présence aux réunions du comité de pilotage, dans l'idée que des travailleurs de l'asbl assureraient au besoin le développement d'initiatives concrètes sur le terrain. Par la suite, il s'est révélé nécessaire que des acteurs de première ligne participent aux échanges inter-partenariaux dès lors que c'était eux qui allaient orchestrer la concrétisation des orientations sur le terrain. Après qu'un suivi partagé entre deux assistants sociaux ait été tenté mais jugé difficilement fonctionnel (en raison du coût trop conséquent que représentait les transmissions d'information indispensables à ce type de coordination), un unique référent, coordinateur du centre de distribution de colis alimentaires, a été identifié pour assurer l'articulation entre sa hiérarchie (administration et direction de l'asbl), les organismes partenaires de Solenprim, et le dispositif développé avec l'appui d'autres intervenants de l'asbl sur le terrain.

¹³ Voir Dans ce portfolio le « Journal des activités réalisées », p.27.



Au CPAS de Berchem-Sainte-Agathe enfin, le coordinateur du pôle alimentation a assuré individuellement les liens avec le collectif de partenaires. Il était personnellement à l'initiative de l'implication de son institution dans la recherche-action :

« [Une chargée de projets de la CAA] m'a parlé du projet en m'expliquant qu'elle était à la recherche d'une épicerie sociale pour faire partie de l'aventure. (...) Il a fallu voir si c'était possible puisqu'il n'y avait pas de personnel à dégager ici, pour vraiment s'impliquer dans le projet. (...) Mais pour moi, il était vraiment important qu'on fasse partie de projet donc j'ai dit à la direction du CPAS que je dégagerais quelques heures pour y contribuer. Elle a accepté à condition que ça n'ait pas d'impact sur mes activités et que je continue à gérer le travail de l'épicerie et des colis en parallèle. » (Membre du comité de pilotage Solenprim pour le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe, entretien, 03/08/2016).

L'accompagnement du groupe citoyen né dans le cadre de Solenprim a pendant plusieurs mois été réalisé en binôme avec une collègue de la cellule Culture du CPAS.

Les analyses montrent donc que dans le cadre de solenprim, l'enjeu du positionnement des travailleurs qui assuraient le lien entre l'organisme de terrain, les personnes bénéficiaires et/ou le cercle des partenaires a pu se poser de façon particulière, puisqu'il s'agissait de développer, dans des structures au modèle organisationnel « classique », des espaces fonctionnant selon d'autres logiques (ascendante ou horizontale) capables d'accorder une place inédite aux bénéficiaires. En France, un groupe de travail consacré au thème « Intervention sociale collective et communautaire » soulignait que « penser et travailler collectif nécessite une pensée horizontale avec des compétences et délégations clairement repérées. La question du pouvoir interroge, d'où l'importance de relier le projet au management et à l'évaluation participatifs. Une ouverture à une autre façon de travailler est nécessaire. » (Boucher & Cornier (dir.) 2017, p.37) L'enjeu du positionnement du travailleur à l'intérieur de son institution (en particulier vis-à-vis de sa hiérarchie) est en effet éminemment lié à celui de son positionnement vis-à-vis du groupe de personnes bénéficiaires réuni pour développer un processus participatif.

Que ce soit pour le travailleur de terrain ou pour sa direction, ces nouvelles modalités d'action nécessitent de se laisser le temps de l'apprentissage et des ajustements. « Par nature, l'émergence d'espaces citoyens de discussions et de confrontations ne permet pas de connaître à l'avance la nature des débats ni leur forme. Cette incertitude suppose de la part des initiateurs du débat d'accepter une forme de "lâcher-prise", d'assumer la "prise de risque" » (*id.*, p.42). Les dispositifs développés dépendent en effet également de la manière dont les personnes bénéficiaires se saisissent de l'espace d'autonomie (toujours relatif) qui leur est offert, au regard des limites et des marges de manœuvre que le cadre institutionnel autorise.



La co-création : une socialisation des personnes au cadre organisationnel de l'institution

L'ancrage institutionnel des projets étudiés dans le cadre de Solenprim implique une série d'avantages et de contraintes. Pour les groupes de bénéficiaires, la possibilité de mobiliser les ressources de l'organisme social pour développer une activité implique de composer, en contrepartie, avec le cadre institutionnel dans lequel ils s'insèrent.

Dans les CPAS par exemple, le respect des procédures, qui est un principe de fonctionnement de base de ces institutions, peut s'avérer contraignant pour des démarches de co-création. À Berchem-Sainte-Agathe, plusieurs événements ont mis le développement du service de prêt à l'épreuve des règles de fonctionnement de l'institution.

Ainsi, alors que les membres du groupe engagés dans l'implémentation de ce projet prévoyaient de se charger eux-mêmes de l'inscription de nouveaux membres, il leur fût rappelé par l'intermédiaire du coordinateur chargé de les accompagner que seuls les travailleurs sociaux assermentés étaient habilités à détenir des données personnelles, jugées confidentielles, relatives aux usagers du CPAS. Malgré la volonté de permettre au groupe de s'autodéterminer et de bénéficier d'une certaine autonomie, pour respecter le cadre déontologique et réglementaire dans lequel il se situe, le travailleur social qui souhaitait pourtant progressivement se retirer de l'organisation du dispositif n'aura d'autre choix que d'assurer une présence à chaque permanence pour prendre les inscriptions, afin que les membres du groupe en charge du projet n'aient accès qu'aux noms et prénoms de personnes inscrites. Les membres de ce groupe ont par ailleurs souhaité définir l'identité visuelle de leur service de prêt. Pour cela, ils ont collectivement décidé de confier la conception d'un logo à l'une des membres du groupe, dessinatrice de métier. La démarche s'est heurtée

à un nouveau refus. Selon l'instance de décision du CPAS, le logo proposé s'éloignait trop de la charte graphique de l'institution. Si les membres du groupe contestent initialement cette décision, ils acceptent qu'un nouveau logo soit réalisé par des professionnels de la communication, en demandant à ce que les éléments présents sur le logo d'origine soient repris. Ces exemples peuvent sembler anecdotiques mais ils illustrent bien la manière dont le fonctionnement vertical de l'institution vient modérer l'ambition d'horizontalité que tentait de privilégier la démarche de co-construction du projet.

Un processus participatif génère en effet des attentes. Plus que par les décisions elles-mêmes, le groupe s'est montré affecté par la prise de conscience que ses choix devraient être validés par l'instance dirigeante du CPAS alors qu'il imaginait disposer sur ces différents points d'une autonomie de décision. Pourtant, ce processus de validation s'applique de manière similaire à l'ensemble des services de l'organisme. La mise en place d'un processus participatif vient toutefois questionner l'institution dans ses fonctionnements et ses routines : elle l'invite à réinterroger le bien-fondé de la règle et l'amène à se demander quand et comment la communiquer ; elle nécessite de clarifier au sein du groupe des modes de prises de décision collective qui incluent des étapes de consultation ou de validation et place la direction de l'institution face à une situation nouvelle qui implique d'étudier des choix posés par des bénéficiaires bénévoles et susceptibles d'impacter l'identité de l'institution. Pour lever ces difficultés, la structure organisationnelle du CPAS et les processus décisionnels à respecter ont été présentés au comité citoyen lors d'une réunion.

Les membres du comité citoyen ont dès lors mieux saisi le jeu institutionnel dans lequel ils se situent et ont pu percevoir que leurs marges de manœuvre



se situaient du côté de la négociation. Ils ont soumis le règlement du service de prêts au Conseil de l'action sociale du CPAS, qui leur a demandé d'effectuer quelques modifications. Parmi celles-ci, le Conseil a demandé que l'accès au prêt soit élargi à l'ensemble du personnel des différents services du CPAS et à l'ensemble des associations de la commune actives dans les champs psycho-medico-social, éducatif et culturel. Finalement, le groupe est parvenu à faire valider par la direction du CPAS une contre-proposition considérant que le service méritait d'être d'abord réservé aux salariés et aux personnes bénéficiaires du CPAS.

Comme le montre l'expérience berchemoise, le développement de processus participatifs permet avant tout à des bénéficiaires – placés dans une position de dépendance à l'égard de l'organisme qui leur fournit un certain nombre de ressources (accompagnement, espace de réunion, espace pour la mise en place de leurs projets, financements) –, de se socialiser aux fonctionnements établis par les organisations. Par les questions qu'il suscite, le projet contribue à faire bouger les lignes, notamment en rebattant une partie des cartes concernant l'asymétrie de pouvoir de la relation aidant – aidé. Les expérimentations menées invitent toutefois à rester nuancés concernant le potentiel émancipateur de l'approche participative.

CONCLUSION : DES OPPORTUNITÉS DE TRANSFORMATION ?

Au travers de la recherche-action Solenprim, des organismes sociaux ont pu explorer ensemble des formes plus collaboratives d'action autour de l'enjeu de l'accès à l'alimentation des personnes bénéficiaires d'aides alimentaires. Si les expérimentations menées se situent dans le prolongement de dispositifs participatifs déjà développés dans le secteur de l'aide alimentaire (Hubert et al., 2012) elles ont pour particularité d'avoir été co-élaborées et co-construites avec les personnes bénéficiaires. Pourtant, le développement de ces nouvelles modalités d'action se heurtent aux modes de fonctionnement qui préexistent au sein des organismes qui les accueillent. Le soutien de travailleurs sociaux à ces initiatives est dès lors essentiel pour mobiliser les ressources internes nécessaires à leur réalisation et assurer une médiation au sein de l'organisme.

Cette recherche-action a permis d'envisager les organismes d'aide alimentaire non uniquement comme des espaces pourvoyeurs d'aides mais également comme des espaces communautaires de partage d'activités, de savoirs, de biens et de services. En ce sens, ces initiatives et les organismes qui les portent ouvrent une voie vers la construction d'une « démocratie alimentaire » (Paturel, Ramel, 2017 ; Lang, 1999) dans laquelle l'ensemble des personnes peuvent contribuer à définir collectivement les choix alimentaires leur convenant et repenser les filières à mettre en place pour garantir ces choix.



- Akrich M, Callon M & Latour B (dir.) (2006), *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, Paris, Presses des Mines.
- Bilodeau G (2005), *Traité de travail social*, Rennes, Éditions ENSP.
- Bosquet C (2004), « Le développement communautaire : un concept, une histoire, des valeurs », *Travailler le social*, n°37, p. 5-22
- Boucher M & Cornier C (dir.) (2017), *Intervention sociale collective et communautaire*, Rapport du groupe de travail UNAFORIS.
- Bouquet B & Dubasque D (2011), « L'intervention sociale d'intérêt collectif en France : états des lieux et enjeux actuels », *Nouvelles pratiques sociales*, 23, (2), 111-123.
- Dubois V (1999), *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica.
- Goffman E (1968), *Asiles. Études sur la condition des malades mentaux et autres reclus* (trad. fr.), Paris, Les éditions de minuit.
- Goffman E (1991), *Les cadres de l'expérience*, Paris, Les éditions de minuit.
- Hubert H-O (dir.), Nieuwenhuys C, Chaidron A, Belleflamme C (2012), *Recherche-action concernant la participation des usagers dans les associations d'aide alimentaire*, Bruxelles, Fédération des Services Sociaux.
- Hubert H-O & Vleminckx J (2016), « L'aide alimentaire à Bruxelles, le regard des bénéficiaires », *Les Cahiers de la recherche-action*, n°6, FdSS.
- Lacourt I (2012), « L'assistant social, L'utilisateur et le CPAS. Comment comprendre le travail social à travers le concept de "relation de service" ? », *Pensée plurielle*, n°30-31, p. 125-136.
- Lacourt I (2001), « Les particularités de la relation de service au sein des administrations communales. Le cas des départements « population » et « état civil » », *Pyramides*, n°4, p.198-215.
- Lacroix G (2008), « La place de l'utilisateur dans les CPAS : un défi », in *Pauvreté, dignité, droits de l'homme*, Rapport du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.
- Lang T. (1999), « Food policy for the 21st century : Can it be both radical and reasonable? », dans M. Koc, R. MacRae, L.J.A. Mougeot, J. Welsh (dir.), *For Hunger-proof Cities : Sustainable Urban Food Systems*, Ottawa, International Development Research Centre, p. 216-224.
- Laville J-L (1997), « L'association : une liberté propre à la démocratie », in Laville J-L & Sainsaulieu R, *Sociologie de l'association*, 1997, Paris, Desclée de Brouwer.
- Myaux D (2016), « Aide alimen... quoi ? », *Santé conjugée*, n°75, p. 4-6.
- Paturel D., Ramel M. (2017), « Ethique du care et démocratie alimentaire : les enjeux du droit à une alimentation durable », *Revue française d'éthique appliquée*, n°4, p. 49-60.
- Rupp, M-A (1972), *Le travail social communautaire. Le rôle des travailleurs sociaux dans le devenir des communautés*, Toulouse, éd. Edouard Privat.
- Serré A, Vleminckx J, Ayadi A, Rousseau C (2016), *Solenprim. Rapport scientifique intermédiaire*, Bruxelles, FdSS.
- Touraine A (1973), *Production de la société*, Paris, Le Seuil.
- Weller J-M (1999), *L'Etat au guichet. Sociologie cognitive du travail et modernisation administrative des services publics*, Paris, Desclée de Brouwer.



Dynamique de groupe et gouvernance d'un projet participatif

Dans le cadre de la recherche-action Solenprim, l'objectif était de permettre à des groupes, composés en grande partie d'usagers de l'aide alimentaire, d'élaborer et de mettre en place des dispositifs innovants d'accès à l'alimentation. Pour y parvenir, ces groupes ont été accompagnés par des travailleurs sociaux chargés d'animer les réunions et de garantir un cadre permettant la participation de tous.

Illustrée par les propos de participants et de travailleurs sociaux¹, cette fiche souligne certains enjeux à prendre en compte dans la mise en place de tout projet participatif.



1 TOUT GROUPE HUMAIN EST TRAVERSÉ DE RELATIONS ET DE RAPPORTS DE POUVOIR...

...qu'il faut pouvoir reconnaître et mettre au travail. Construire un cadre de fonctionnement, prévoir des modalités de prise de décision et se donner les moyens de les respecter, facilitent la dynamique de groupe propice à la mise à disposition de l'énergie des participants au service du projet.

« Mais évidemment tout cela est très intéressant parce que ce processus [de définition des règles de fonctionnement] on le comprend tous à notre échelle et avec notre vécu [...] mais on comprend tous qu'il faille passer par une étape un peu fastidieuse et un peu lente de couture, de tricotage. » (Participant)

« Il y a un mot important : respect du temps de parole et des personnes en tant qu'être humain. Il y a des règles de fonctionnement dans un groupe et ça doit être clarifié dès le début. C'est l'aspect technique du groupe. » (Participant)

« S'il y a une action à faire, on vote. Chacun vote pour l'action et on se répartit les tâches pour le moment. Par exemple, on a partagé qui va s'occuper du local, de porter les graines, de la publicité, de la visite ... » (Participant)

« [Les assistants sociaux] ont organisé des petites réunions complémentaires avec des gens qui étaient d'accord pour participer ... notamment la demande à Bruxelles Environnement ... Tu vois ou pour décider du logo ... de la prêterrie ... ça, ça a été fait en comité plus restreint ... Mais aussi soumis aux autres ... Attention, une fois que ça a été élaboré, à la réunion suivante on donne l'information aux autres personnes pour voir s'ils sont d'accord, voir si ça leur plaît ... » (Participante)

¹ Ces propos sont issus d'entretiens semi-directifs réalisés avec les participants et les travailleurs sociaux, de l'observation de réunions locales dans les associations et de moments de co-analyse et évaluation impliquant ces différents acteurs.



Fiche-outil

« Il y a des échanges, il y en a qui se font bien évidemment. On ne peut jamais lutter contre les affinités qu'ont certaines personnes entre elles ... ou les absences d'affinités de certaines personnes entre elles... parfois les personnes doivent travailler ensemble mais elles ont du mal à travailler ensemble. Certaines personnes sont plus envahissantes que d'autres ... du coup on peut être aussi [...] une sorte de filtre, une aide pour emboîter les choses ... une articulation entre les personnes pour qu'elles puissent continuer à travailler ensemble, passer du temps entre elles. » (Accompagnateur d'un groupe)

« Voilà et il y a cette question de se dire comment il faut instaurer des processus de décision... à ce stade-ci, je n'ai pas encore la réponse parce que le groupe est encore assez fluctuant ... mais faudrait pas non plus que s'il y a des nouvelles personnes qui viennent, ce soit les anciennes qui décident... et je pense qu'il faut aussi que ce soit quelque chose qui reste simple.... Comme on voit des fois dans certaines structures, ...il faut qu'il y ait 2/3 du groupe qui doivent voter pour... » (Accompagnateur d'un groupe)



2 LES CONTOURS D'UN GROUPE...

...sont à penser de façon flexible, tout en balisant les conditions d'entrée et de sortie du groupe. Tandis que les modalités de participation – la fréquence, la régularité et la durée des investissements de chacun.e – peuvent être variables.

« Au début, on était un certain groupe et on a laissé ouvert mais pas trop ouvert, je me rappelle, une fois [l'accompagnateur], il a parlé de ça, il a dit : "comment on fait, chacun peut venir et peut rentrer au groupe ?". Et on a dit au début, 6 ou 7 je me souviens pas combien on était exactementsi quelqu'un vient, un ou deux mais pas trop mais s'il y a une ou deux personnes de plus, c'est pas grave, ça fait des nouvelles idées. » (Participante)

« Le groupe il se renouvèle, il y a des gens qui sont partis, des gens qui étaient là la première fois qui savaient pas trop pourquoi ils étaient là, ils ont été appelés, ils sont venus puis ils se rendent compte que c'est pas pour eux, ils s'en vont. Et puis, il y en a qui entendent parler du projet qui le rejoignent. » (Accompagnatrice d'un groupe)

« C'était pas évident vu que c'était pas les mêmes personnes (à chaque réunion), voilà il a fallu reprendre un peu ce qui a été dit. Alors il y avait des anciens qui étaient pas là quand tu es venue mais qui avaient quand même fait des choses et qui du coup sont venus [à la réunion suivante]. [...] Donc eux ont quand même continué à suivre le projet mais il y avait quand même 2 ou 3 personnes qui étaient nouvelles dans le groupe. » (Accompagnateur d'un groupe)



3 UN.E ACCOMPAGNATEUR.TRICE POUR LE GROUPE...POURQUOI ET COMMENT ?

Les participants ont souligné l'importance de favoriser la présence d'une personne pour accompagner le groupe et suivre le projet. Dans une démarche de construction collective d'un projet, il/elle est à la fois celui/celle qui permet la mise en place des conditions favorables à l'investissement de chacun, tout en ayant un statut qui diffère de celui des participants. Clarifier collectivement son rôle, sa spécificité et son pouvoir de décision peut être un exercice utile. Il/elle facilite et contraint, veille au fonctionnement tout en lâchant prise, propose sans imposer, observe sans juger...

« [L'animateur] assure une certaine cohésion, une énergie, ... Sans lui, on ne se serait pas lancés. Même si l'idée est d'être autonome... » (Participant)

« Les responsables, ils décident non, ils décident pas toujours, ils prennent notre avis, ils parlent de notre voix... ça veut dire que c'est pas que eux qui décident, c'est tout le groupe qui décide mais c'est eux [qui comprennent ce qu'on dit et] qui écrivent ce qu'on pointe. J'aime [le fait] qu'ils soient toujours avec le groupe. Ils nous animent, ils nous encouragent, ils nous corrigent parfois ! » (Participante)

« Il y aura toujours entre guillemets ce que je vais appeler un maître de cérémonie qui va être là pour surveiller au bon déroulement de la réunion, mais sa voix n'a pas la primeur sur le reste et chacun à l'opportunité de pouvoir dire ce qu'il veut à tout moment, du moment qu'on est pas dans l'oppression bien évidemment. Si c'est le cas, à ce moment-là je peux intervenir. Mais chacun a son opinion à partager, même des opinions contraires ou des opinions négatives. » (Accompagnateur d'un groupe)

« [L'accompagnatrice] centralise l'information, elle dispatche au niveau du comité de coordination, le comité de coordination fait ce qu'il faut pour que ça fonctionne, pour prendre les dispositions chacun en partie, on recentralise avec [l'accompagnatrice], on fait une réunion et on dispatche à tout le monde. » (Participant)

« Si c'est pas les mêmes personnes qui viennent [aux réunions], tu peux avoir un peu le sentiment à un moment donné que ça n'avance pas trop, que ça stagne un peu Donc nous on prend alors le relais à ce moment-là pour relancer le compte-rendu... enfin montrer qu'il y a ce suivi derrière, que c'est pas quelque chose qui reste comme ça en attente » (accompagnateur d'un groupe)



Fiche-outil

4 DES GROUPES DE PARTICIPANTS INDÉPENDANTS D'UN ORGANISME DE SOUTIEN ?

Un raccourci entre durabilité de l'accès à l'alimentation et autonomie vis-à-vis des organismes d'aide alimentaire peut être vite réalisé. En effet, l'accès à l'alimentation conditionné et limité dans le temps – tel qu'il se pratique aujourd'hui dans l'aide alimentaire – constitue un repoussoir face à l'objectif de penser et de mettre en place des dispositifs permettant un accès plus durable à l'alimentation.

Or, l'autonomie ne signifie pas nécessairement que les organismes d'aide alimentaire se désolidarisent des projets innovants qu'ils contribuent à mettre en place. Ils peuvent, au contraire, jouer un rôle important dans cet objectif de durabilité de l'accès à l'alimentation et d'émancipation des usagers.

« Nous comme structure, CPAS, on sait qu'on est suffisamment "solide" pour assurer un suivi ... forcément on a du temps de travail, on a du matériel ... on a les locaux, on a des compétences pour organiser, pour soutenir, etc ... donc voilà on peut venir avec tout cet aspect-là... mais si à un moment donné le projet pouvait prendre son autonomie, le CPAS... et je dis pas ça à mal ... le CPAS s'en portera pas plus mal ... je veux dire c'est pas quelque chose qu'on va se dire... Ah bah non ! On doit absolument garder la mainmise sur ce projet"... pas du tout » (Accompagnateur d'un groupe)

« [Avec] la grainothèque, [on] va un peu plus loin car on les tient encore moins par la main [que dans d'autres projets avec des usagers]. C'est ça que je voulais dire avec la grainothèque, c'est là où je suis vraiment intéressé par le projet Solenprim, c'est qu'on leur dit : 'la grainothèque ne verra pas le jour si vous ne la lancez pas' ... et là on est encore moins [dans] le côté paternaliste [du] CPAS. » (Accompagnateur d'un groupe)

« Je pense que c'est pas incompatible en fait... qu'on veut rencontrer les demandes des publics tout en se disant qu'on fait de l'empowerment. Et c'est pas [moi] personnellement qui ait envie de faire de l'empowerment, ce sont les missions. La justice sociale, quand je parle de justice sociale, c'est une mission du travail communautaire. Après c'est peut-être devenu quelque chose de complètement mou le travail communautaire parce que le mot est galvaudé mais je pense que c'est pas incompatible. On peut rencontrer les besoins des publics tout en œuvrant pour un idéal de société, un idéal de société qui par ailleurs va leur conférer plus de pouvoir dans la société. » (Accompagnatrice d'un groupe)



Fiche-outil

5 SOIGNER LE SENS ET LE PLAISIR

Les participants se rassemblent et s'engagent généralement pour deux raisons principales : un intérêt commun pour une thématique/un projet (=la dimension du sens) ; des conditions agréables (= la dimension plaisir). Soigner ces deux dimensions permet un investissement dans le projet malgré les aléas « extérieurs » qui peuvent entraver cet engagement : en s'assurant que le processus de mise en place du projet et le projet effectif reste en adéquation avec les demandes des participants ; et en favorisant des conditions d'accueil agréables et des moments de convivialité.

« Et donc en décembre, j'ai organisé un repas pour les remercier tous de participer à mes différentes activités ; et du coup, là ils se rencontrent aussi. Et ça cassait aussi un peu le rapport : "ah merci de faire ces activités pour nous", alors que c'est eux qui trouvent les idées de sorties, c'est eux qui font que j'ai un boulot... ah oui, c'est cool, c'était vraiment une teuf, une grosse teuf à midi. » (Accompagnatrice d'un groupe)

Et donc il y a des liens qui se créent avant ils passaient dans la salle d'attente sans se dire bonjour et maintenant ils se rendent compte qu'ils habitent le même bâtiment et ils s'entraident en dehors du CPAS et ils créent des projets ensemble... » (Accompagnatrice d'un groupe)

« Oui bien sûr que je veux continuer à participer [au projet de grainothèque], c'est vraiment une découverte et c'est aussi une expérience d'une chose que je ne connais pas et que je vais apprendre ... et une chance de connaître les graines, leur origine.... Comment est-ce qu'on peut faire de la conservation, comment on peut les planter ... Voilà, c'est vraiment une connaissance » (Participante)

« [À propos du pourquoi participer à un atelier cuisine] Je sais pas, c'est le fait d'être un peu ... cuisiner ensemble, participer... c'est pas facile de cuisiner tout seul non plus. Je pense que c'est plus amusant quand il y a l'animation avec quelqu'un qui est là... je pense que c'est plus agréable de préparer ensemble que de préparer tout seul à la maison.... je trouve ça plus relaxant ! Et à la maison, c'est plus stressant ! » (Participante)

« Disons que je suis membre actif, je ne suis pas à toutes les réunions parce que je ne peux pas, le temps ne me le permet pas, mais dès qu'il y a des choses que j'aime bien, que je peux participer je participe avec joie » (Participant)

« [Il faut être 2 pour animer les ateliers cuisine] parce que des fois on est là pour jouer les psy, les assistants sociaux ... donc on est là pour tout avec eux. [...] Ils parlent de leurs vies. Ils racontent leurs vies. Des fois ce qu'ils ne veulent pas raconter aux assistants ils viennent nous le raconter à nous et tu es obligé de les écouter ... on les aide comme on peut. Voilà ... » (Accompagnatrice d'un groupe)



Fiche-outil

L'ORGANISATION d'un GROUPE



Ce qui fonctionne BIEN dans mon groupe

- TOUT LE MONDE EST SATISFAIT
- Objectif commun
- BONNE COHESION

PROBLÈMES dans mon groupe

- Manque de TRANSVERSALITÉ
- Problèmes/Conflits de GOUVERNANCE
- BAISSE de motivation

Rôle des animateurs

- APPORTER COHESION & ENERGIE
- FAIRE ÉMERGER PROJETS
- SOUTIEN!
- ORIENTATION
- GUIDE

Animateur = limite?

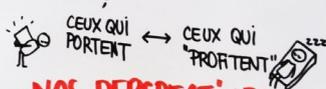
- SOUTIEN FINANCIER?
- POSER ses LIMITES v/v RÉFUGIÉS

Faire RESPECTER l'ENGAGEMENT au PROJET par les PARTICIPANTS

Role de l'animateur?

Intérêts avec CPAS?

- LEGITIMITÉ?
- Accès SUBSIDES
- Accès aux ressources matérielles
- SECURITÉ & CONFORT



NOS PERSPECTIVES

- TRANSMETTRE 1 VISION COLLECTIVE
- PRIX ↓ NOTRE PROJET C'EST SOCIAL
- Benevolat-culture UK?

APRÈS SOLENPRIM nous devons...

FAUT QUE CA CONTINUE, NOS PROJETS!

- GARDER les CONTACTS & PUBLICS
- "CE N'EST QU'UNE ÉTAPE, PAS UN BUT..."
- ORGANISATION & CONFIANCE de TOUS
- CRÉATIFS & CONTINUER à ÉVOLUER v/v PUBLICS
- "Les Graines, c'est la vie"

AUTONOMIE

PLUS de VISIBILITÉ

D'AUTRES ATELIERS

LAISSER PLACE aux DEBATS, AVEC CHACUN SES

POSEIDON ou LEONIDAS

le RESOUDRE ENSEMBLE

Capture Visuelle : Christine & Lise
www.innerfrog.com



Favoriser le travail social Communautaire pour concrétiser le droit à l'alimentation¹

Une recommandation
du partenariat
SOLENPRIM



En octobre 2018, le partenariat Solenprim partageait et discutait avec 5 autres projets ses résultats lors du « Forum Co-create ». Ces 3 journées ont abouti à la formulation de 11 propositions visant à promouvoir un système alimentaire bruxellois plus juste et durable. L'occasion, pour Solenprim, de défendre la nécessité de « Favoriser le travail social communautaire pour concrétiser le droit à l'alimentation ».

FAVORISER LE TRAVAIL SOCIAL COMMUNAUTAIRE POUR CONCRÉTISER LE DROIT À L'ALIMENTATION

► PAR SOLENPRIM

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 11). Il a force de loi dans les 146 États qui l'ont ratifié, dont la Belgique fait partie. Ce droit impose à l'État de prendre toutes les mesures appropriées pour sa réalisation. Mais depuis plusieurs décennies, le détricotage des protections sociales entraîne une précarisation des droits fondamentaux - dont le droit à l'alimentation - pour des franges toujours plus importantes de la population.

Les solutions proposées n'apportent pas une réponse suffisante aux sources multiples de précarité auxquelles sont exposées ces personnes. Dans le cas du droit à l'alimentation, elles se traduisent essentiellement par : le déploiement d'aides alimentaires (colis, restaurants sociaux, épiceries sociales) dont l'objectif est de répondre à l'urgence sociale, remplissant ainsi un rôle essentiellement palliatif; des politiques qui misent prioritairement sur l'information des publics quant aux « bonnes pratiques » en matière d'alimentation sans pour autant lever les freins qui empêchent les personnes d'accéder au « bien se

nourrir » et en tenant trop peu compte du caractère excluant et stigmatisant des normes alimentaires; des dispositifs d'alimentation durable qui se développent en nombre, mais n'incluent pas les publics le plus éloignés d'un droit effectif à l'alimentation.

Ces leviers, s'ils ont leur pertinence, ne permettent pas de garantir le droit à l'alimentation pour les populations concernées.

¹ Partenariat Solenprim, in : Dévlésaver S. (coord.) 2019, *Manger juste et durable en Région Bruxelles-Capitale. 11 propositions issues du forum co-create*, Centre d'Appui de l'Action Co Create.



APPORTER UNE SOLUTION COLLECTIVE ET SOLIDAIRE

En tant qu'acteur de première ligne, le monde du travail social peut jouer un rôle pour favoriser la mise en œuvre du droit à l'alimentation, pourvu qu'on lui donne les moyens d'être témoin et passeur des aspirations des habitants en matière d'organisation de la vie collective.

Une des pistes pour ce faire est de soutenir l'approche communautaire dans le travail social.

« L'action communautaire désigne toute initiative, issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (géographique, locale, régionale, nationale; d'intérêts; d'identités) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun. (...) Ces actions sont menées avec un souci d'éducation et de fonctionnement démocratique afin de favoriser l'autonomie des personnes et des communautés (empowerment) » (Lamoureux et al, 2013 : 10)

Cette approche doit s'inscrire dans un programme vigoureux de lutte contre les inégalités sociales et les causes structurelles de la pauvreté. Elle permettra de le soutenir en tenant mieux compte des pratiques et savoirs des personnes confrontées à des situations d'insécurité alimentaire; en associant les populations à l'élaboration des réponses à apporter aux difficultés qu'elles rencontrent en matière d'alimentation; en renforçant les potentiels et le pouvoir d'agir des habitants et des acteurs locaux sur les questions d'alimentation; en élaborant des politiques sociales et alimentaires plus justes car mieux ancrées dans des réalités territoriales et tenant compte du caractère plurifactoriel de l'insécurité alimentaire (offre de logement, de services, de produits alimentaires, situation d'emploi, transport et mobilité, etc.).

DIFFÉRENTS NIVEAUX DE POUVOIR COORDONNÉS

Le renforcement du travail social communautaire en vue de soutenir la mise en œuvre du droit à l'alimentation implique très concrètement que les différents niveaux de pouvoir - fédéral, communautaire, provincial, régional, communal - se coordonnent pour:

- > **accorder des financements structurels pérennes suffisants** pour garantir les moyens (humain, matériel, etc.) nécessaires à la mise en place de démarches communautaires dans les organismes d'action sociale qui souhaitent se former et développer ces méthodologies, notamment ceux qui proposent des formes d'aide alimentaire;
- > que des « **diagnostics alimentaires locaux** », soient réalisés en concertation avec toutes les parties prenantes des territoires concernés : citoyens, autorités publiques, entreprises, associations, etc.;
- > **donner les moyens aux organismes, structures et groupes déjà implantés dans les quartiers** de collaborer dans le cadre de plans d'actions territoriaux (tels les contrats de quartier

durable et les plans de cohésion sociale) à des démarches communautaires autour d'enjeux liés au droit à l'alimentation;

- > constituer une **coopérative de ressources** qui permette aux travailleurs sociaux d'échanger sur leurs savoirs et leurs pratiques concernant le travail social communautaire et les enjeux d'accès aux droits fondamentaux dont celui du droit à l'alimentation. Cette coopérative aura, parmi ces missions, de développer une offre de formations et d'outils ainsi que des dispositifs d'intervision entre travailleurs sociaux impliqués dans des démarches communautaires. Elle offrira également la possibilité aux travailleurs sociaux de s'inspirer et d'étudier la transposabilité de « bonnes pratiques » développées dans d'autres pays (Québec, France, Suisse), en organisant, par exemple, des rencontres internationales et des séjours d'étude à l'étranger.



Durabilité de l'accès à une alimentation de qualité ? Enseignements d'un projet mené dans le champ de l'aide alimentaire

Conclusion du Portfolio Solenprim

Le projet Solenprim avait pour ambition d'améliorer l'accès à une alimentation de qualité pour les personnes les plus précaires de la Région de Bruxelles-Capitale. Trois paris ont été faits, sous-tendus respectivement par trois hypothèses. Le premier était d'initier d'autres façons de faire au sein même du secteur de l'aide alimentaire, avec l'hypothèse que ce dernier pouvait jouer un rôle clé dans une nouvelle approche de la sécurité alimentaire. Le deuxième était d'associer les bénéficiaires de l'aide alimentaire à la réflexion et au montage des initiatives alternatives locales, avec l'hypothèse que cette implication des principaux concernés permettrait de mieux cerner la complexité des situations d'insécurité alimentaire rencontrées et de construire des réponses plus adaptées. Le dernier, enfin, était de greffer ce projet à une recherche portée collectivement, avec l'hypothèse que cela permettrait une réflexivité continue du projet, mais surtout, d'extraire, de rendre visible et de valoriser les résultats qu'un tel processus a permis de générer.

Cette dernière ambition s'est notamment traduite dans le choix de réaliser un « portfolio » pour

rapport final. Avec la possibilité de compiler différents formats – des analyses, des fiches-outils, des retours d'expérience, des synthèses, un documentaire sonore et une expo photo – c'est à des publics différents et à des fins différentes que les résultats de Solenprim peuvent être adressés.

En guise de conclusion de ce rapport, nous reviendrons dans une première partie sur ce que la mobilisation d'une méthodologie de projet en co-création peut apporter. La seconde partie reviendra sur les enseignements tirés des expérimentations locales et des processus qui les ont fait aboutir. La partie suivante abordera les résultats que Solenprim a permis de produire quant à l'enjeu de la sécurité alimentaire lorsqu'il est mis au travail au sein du secteur de l'aide alimentaire. Faire de l'aide alimentaire « autrement », qu'est-ce que ça permet ? Qu'est-ce que ça occulte ? Comment l'enjeu de la sécurité alimentaire est-il éclairé lorsqu'il est mis au travail avec les personnes précarisées ? En guise d'ouverture, enfin, nous exposerons les perspectives qui se dessinent, à la fois sur le terrain de l'action en matière alimentaire et dans le monde de la recherche.



1 UNE RECHERCHE EN CO-CRÉATION

Formuler collectivement une définition élargie de ce que « bien se nourrir » veut dire ; croiser les expertises afin d'identifier les freins qui empêchent d'y accéder ; rêver des horizons alternatifs à l'aide alimentaire classique pour concrétiser l'accès à l'alimentation pour tous ; penser et concrétiser un projet qui se veut alternatif au sein des structures actuelles d'aide alimentaire ; et, en filigrane de tout cela, y greffer une recherche collaborative pour produire des enseignements ; voilà des ingrédients peu usuels pour l'ensemble des acteurs qui ont collaboré à Solenprim. Pour les personnes qui fréquentent les organismes d'aide alimentaire, c'est prendre un rôle et donner de son temps, là où ils sont généralement usagers/bénéficiaires d'un service d'aide. Pour les travailleurs sociaux, c'est s'interroger sur la posture à adopter quand on part du postulat qu'on n'est pas le seul à devoir savoir ce qui est bon pour l'autre. Pour les responsables hiérarchiques des organismes d'aide alimentaire, c'est accepter de donner une part de pouvoir à leurs publics dans la définition de ce qui importe et s'interroger sur les conditions qui permettent de voir d'autres dispositifs prendre place dans leurs organisations. Pour les acteurs de seconde ligne, tels que ceux chargés d'organiser une concertation au sein du secteur de l'aide alimentaire, c'est observer comment les acteurs de première ligne s'emparent de la possibilité de faire du travail social et de l'aide alimentaire autrement, apporter un soutien méthodologique et penser comment rendre visible



ces nouvelles façons de faire dans le secteur. Pour les sociologues chargés de recherche dans le projet, c'est interroger la pratique sociologique dans ses dimensions méthodologiques et épistémologiques.

En somme, des pas de côté ont été effectués par toutes et tous en faisant l'hypothèse qu'ils permettraient d'engager une voie nouvelle, plus pertinente, pour une transition alimentaire durable inclusive en Région bruxelloise. L'hypothèse, plus précisément, que les acteurs du champ de l'aide alimentaire peuvent jouer un rôle dans cette transition. L'hypothèse que, s'il n'est pas envisageable que l'aide alimentaire telle qu'elle se pratique aujourd'hui disparaisse tant elle répond à une demande, elle gagnerait à développer d'autres formes de dispositifs qui engageraient d'autres façons de travailler avec ses bénéficiaires.

C'est le récit d'une autre anthropologie¹ que le projet Solenprim a ainsi tenté de raconter et de concrétiser. Une anthropologie dans laquelle les participants ont une place à prendre, sont considérés capables de lire les déterminants sociaux de leur situation et ont des expertises à partager, si tant est que les dispositifs que l'on met en place permettent leur expression. C'est bien une attention spécifique sur ces dispositifs – plus qu'une focalisation sur une supposée (in-)capacité individuelle à participer – que les acteurs du projet ont essayé de cultiver.

Ceci posé, on peut alors observer ce que ces dispositifs ont fait faire aux participants, aux travailleurs sociaux et aux institutions porteuses des projets locaux². Et c'est là qu'il faut apporter des nuances quant à l'étendue du « succès » de l'approche participative et à son potentiel émancipateur sur un enjeu aussi important que la sécurité alimentaire. Au sein des organismes d'aide alimentaire, cette recherche en co-création soulève les questions classiques de relations de pouvoir, de distribution des responsabilités, ou d'éthique de l'intervention sociale. En effet, ce n'est pas parce qu'on procède selon un paradigme de la relation d'aide différent, que ces enjeux, et les difficultés qui y sont liées, disparaissent. Ils se posent seulement différemment.

La façon de mener une recherche en sociologie se fait aussi différemment. Des débats épistémologiques classiques sur la façon de considérer les acteurs et leur parole, sur le statut des données empiriques produites, ou sur la place que prennent les chercheurs au sein de l'enquête y sont éclairés à partir de nouveaux référentiels. Le traitement des savoirs différents, ainsi que la traduction d'une pluralité de voix au sein d'un tel collectif qui se veut être en « co-recherche » y ont notamment été questionnés³.

Avec ces enseignements en toile de fond, le collectif Solenprim a pris note des potentialités mais aussi des limites liées à la place et au rôle que les acteurs de l'aide alimentaire peuvent aujourd'hui prendre et jouer pour favoriser un accès plus durable à l'alimentation pour des personnes en insécurité alimentaire. Prenant acte de leur rôle actuel, il apparaît que l'ouverture à d'autres façons de faire, le soin à mettre dans le développement de dispositifs qui donnent la possibilité à des bénéficiaires de prendre part aux débats sur les enjeux de la sécurité alimentaire et de proposer des projets qu'ils estiment utiles pour eux et pour d'autres, sont des pistes à privilégier. Multiplier les paradigmes d'intervention, en somme.

1 Le terme « anthropologie » est utilisé ici pour désigner la définition de ce qui caractérise et constitue le sujet humain, et qui est spécifique d'une société en particulier. « L'homme ne vit pas en société, mais dans une *société particulière* qui forme un tout concret et signifiant au sein duquel il se socialise en même temps qu'il se personnalise » (Ehrenberg, 2010, p.22).

2 Ces enjeux ont été traités dans ce portfolio au travers l'analyse « S'adapter à de nouvelles modalités d'action – quels enjeux pour les organismes d'aide alimentaire ? » et la fiche-outil « Dynamique de groupe et gouvernance d'un projet participatif ».

3 Cf. l'analyse « Quand l'analyse se fait à plusieurs voix – réflexion sur les formats de restitution ».



Toutefois, la lutte pour un accès plus durable à une alimentation de qualité pour tous et particulièrement pour les personnes qui en sont les plus éloignées, est une mission qu'il est impensable de faire peser sur cet unique secteur. Elle doit être couplée à la fois à une politique ambitieuse de lutte contre la pauvreté et à une offre alimentaire de qualité à bas prix.

2 LES ENSEIGNEMENTS CONCRETS DES EXPÉRIMENTATIONS LOCALES

Un groupe d'achat en commun, une grainothèque, un service de prêt d'ustensiles de cuisine et de jardinage, des ateliers cuisine... Toute tentative d'appréciation de l'impact d'un projet nécessite de définir au préalable « ce qui compte » et « pour qui ». Un tel travail a été réalisé pendant la phase de diagnostic (par exemple lorsqu'une définition du « bien se nourrir » a été co-construite), mais aussi pendant les différentes séances d'évaluation⁴ organisées dans le but de permettre aux chercheurs de se demander dans quelle mesure ces différents projets avaient effectivement favorisé un accès plus durable à une alimentation de qualité.

La démarche a fait émerger plusieurs observations qui permettent de vérifier les hypothèses formulées ci-avant, mais, surtout, de les nuancer.

On peut souligner que les projets expérimentés ne représentent pas tant des alternatives aux formes classiques d'aide alimentaire (distributions de colis, restaurants sociaux, épiceries sociales) que des démarches complémentaires à l'offre existante. C'est en tant que tels qu'ils contribuent à agir positivement sur l'enjeu de l'accès à l'alimentation des personnes en situation de pauvreté ou de précarité.

On voit dès lors que, malgré une certaine dépendance de sentier quant aux façons de mettre en œuvre l'aide alimentaire, les organismes du secteur peuvent s'écarter de leurs habitudes. Ils ont ainsi fourni, dans la mesure du possible et en fonction de leurs moyens et de leurs cultures organisationnelles, des ressources logistiques, matérielles, financières et humaines pour accompagner des dispositifs plus participatifs et des initiatives qui offrent des réponses à certaines dimensions du « bien se nourrir » mises à mal en situation de précarité. Le projet Solenprim a aussi montré que, en contrepartie, les cadres institutionnels peuvent également limiter le pouvoir de décision des groupes contraints de respecter certaines règles.

La pertinence d'impliquer des bénéficiaires de l'aide alimentaire pour penser et construire des réponses plus durables aux difficultés liées au « bien se nourrir » peut être confirmée, mais elle doit toutefois être nuancée en deux aspects :

D'une part, quant aux marges de manœuvre possibles : Les processus participatifs mis en place se confrontent à l'organisation – souvent verticale – des institutions et des associations. Dès lors les projets proposés par les bénéficiaires ont peu de chance de se voir réalisés s'ils ne

⁴ En fin de projet, l'évaluation des dispositifs locaux à l'aune des questionnements du projet a été faite selon un dispositif précis : des séances locales dans chacun des terrains d'expérimentation ont été animées sur base d'un feedback des sociologues de la cellule recherche-action à propos de leurs observations. Une journée de regards croisés a ensuite été organisée, à laquelle des participants de chaque projet local, ainsi que des travailleurs sociaux impliqués, des acteurs de la concertation aide alimentaire et des sociologues de la cellule recherche-action de la FdSS, ont participé. Enfin, une mise au vert de 2 journées avec les membres du comité solenprim a été organisée afin de mettre à plat les différents enseignements du projet sur les 3 ans.



cadrent pas avec les limites précisées par les institutions et associations. D'autant plus si les accompagnateurs représentant les organisations ne disposent pas de la possibilité de prendre des décisions et doivent se référer à leur hiérarchie avant de revenir vers le groupe de co-création.

D'autre part, quant à la portée des retombées des dispositifs en tant que telle sur l'enjeu de la sécurité alimentaire : En évaluant les projets au regard des 6 dimensions du « bien se nourrir » co-construites durant la phase de diagnostic du projet, on constate que l'intérêt pour l'axe « corps et normes de santé » était présent en toile de fond de chaque initiative mais sans être ciblé de façon prioritaire ; que les dimensions « partage, échange, relation » et « ressources » sont au centre de toutes les initiatives locales développées ; que celle relative au « contenu de l'assiette » est plus particulièrement traitée dans les ateliers cuisine, qui représentent par ailleurs un contexte également favorable à des formes d'échanges « interculturels » ; que le projet de grainothèque et le service de prêts ont approfondi la dimension « politique » du « bien se nourrir », au travers de questionnements concernant les communs, le fonctionnement du système alimentaire ou encore les tendances actuelles à la surconsommation.

S'il est trop tôt pour évaluer l'impact des dispositifs mis en place sur le quotidien des personnes qui vont bénéficier des services développés, les effets de l'implication dans ces processus de co-création peuvent, en revanche, être mis en évidence : nouveaux réseaux de sociabilité, sentiment qu'il est possible d'agir collectivement, renforcement de la confiance en soi, développement de nouvelles compétences, reconnaissance des savoirs de chacun, etc. L'analyse montre aussi

que les répercussions des projets ne sont pas uniquement positives, notamment lorsque surviennent des conflits au sein du groupe.

Les analyses collectives ont ainsi mis en évidence que, si la participation peut être une approche intéressante en matière de mise en capacité d'agir sur sa situation en tant que citoyen confronté à l'insécurité alimentaire, cette participation ne va pas de soi. Les motivations à participer se situent du côté du sentiment d'utilité, du souhait de s'inscrire dans des logiques de solidarité et d'entraide⁵ ; du besoin de se retrouver dans des moments de convivialité ; de l'envie d'apprendre ; de la nécessité d'être dans l'action (non uniquement dans la discussion) et de pouvoir constater des changements concrets. A l'inverse, le manque de temps et le constat d'une certaine lenteur des processus de co-construction représentent des freins potentiels à la participation. Mais « ne pas participer » peut se justifier pour d'autres raisons (difficultés personnelles, horaire de travail, etc.). Plus généralement, le développement d'un projet, nécessite du temps. Une temporalité que ne partagent pas, ou difficilement, les personnes fréquentant les organisations d'aide alimentaire. En effet, souvent, l'aide alimentaire est temporaire, limitée dans le temps ; certaines personnes n'y recourent que sporadiquement... il est donc difficile de maintenir un groupe stable de personnes pour co-créer des projets. Le fait que les groupes se renouvellent nécessite de consacrer du temps à réexpliquer les contextes et l'appropriation des résultats du diagnostic. La pérennité des dispositifs passe sans doute par le fait d'accepter un investissement inégal, parfois irrégulier, des participants.

⁵ Notons toutefois que cette solidarité n'est pas spontanée du seul fait de partager le même statut de bénéficiaire de l'aide alimentaire. Les groupes invités à participer dans les projets mis en place ne sont pas homogènes en trajectoires, situations, origines, etc. Par ailleurs, des logiques de différenciation sont à l'œuvre. Comme le mentionnait un travailleur social : « Le pied d'égalité n'est certainement pas présent au départ. C'est au projet de pouvoir créer les conditions pour qu'une telle dynamique puisse se déployer ».



Le rôle des « artisans de la participation » (Carrel, 2013) au sein des organismes qui ont porté les expérimentations locales est donc central. Selon les contextes et les périodes, les animateurs/ accompagnateurs sont susceptibles d'assumer des fonctions variables, parmi lesquels : soutenir le groupe dans ses démarches ; l'accompagner dans ses prises de décision ; rappeler le cadre dans lequel le projet se situe ; assurer une médiation entre le groupe et l'institution, etc. Toutefois, si la réussite des dispositifs dépend du soutien de l'organisme hôte et/ou d'un travailleur social, l'organisation du groupe et la clarification de ses modalités de gouvernance sont des enjeux essentiels pour garantir la pérennité du projet.

Enfin, le projet a aussi permis de mettre en exergue que les rapprochements entre aide alimentaire et alimentation durable n'ont pas été féconds. Plusieurs dispositifs développés dans le monde de l'alimentation durable ont été étudiés (et leurs acteurs rencontrés), mais les groupes qui se sont constitués au sein des organismes d'aide alimentaire partenaires ont exprimé le souhait de développer leurs projets propres. Ces réserves formulées par les personnes en situation d'insécurité alimentaire doivent être prises au sérieux et invitent à réfléchir à la nature située des référentiels de l'action qui guident les initiatives et politiques actuelles en matière d'alimentation durable, visant pourtant, théoriquement, l'inclusion de tous. C'est notamment l'objet du point suivant.

3 UN AUTRE REGARD SUR L'ENJEU DE L'ACCÈS À L'ALIMENTATION ?

« La plupart du temps, le sociologue aborde des secteurs de l'expérience qui lui sont parfaitement familiers ainsi qu'à la plupart de ses compatriotes et contemporains. Il étudie des groupes, des institutions et des activités dont les journaux parlent tous les jours. Mais ses investigations comportent un autre type de passion de la découverte. Ce n'est pas l'émoi de la découverte d'une réalité totalement inconnue, mais celui de voir une réalité familière changer de signification à nos yeux. La séduction de la sociologie lui vient de ce qu'elle nous fait voir sous un autre jour le monde de la vie quotidienne dans lequel nous vivons tous. » (P. Berger, 1973 : 30)

Solenprim a également permis d'apporter un éclairage nouveau sur la question de l'alimentation des pauvres⁶ et la nécessité d'inclure la pluralité des facteurs qui interviennent dans les difficultés liées à l'acte alimentaire. Il a aussi montré quelques limites du modèle de l'alimentation durable – tel qu'il est actuellement mis en pratique – pour prendre à bras-le-corps l'enjeu de l'accès de tous à une alimentation de qualité.

Pour mieux comprendre où se situe la plus-value de Solenprim sur ces questions, il est intéressant de mentionner le débat classique en sociologie des cultures populaires, proposé par Grignon et Passeron dans leur ouvrage de référence « Le savant et le populaire » (1989). Cela peut apporter un éclairage intéressant sur l'embarras que génère l'enjeu des solutions politiques à proposer en matière d'accès des personnes précarisées à une alimentation de qualité.

⁶ D'autres projets et recherches s'inscrivent également dans cette visée compréhensive de l'acte alimentaire des personnes en situation de précarité. Ces travaux ont été inclus dans nos analyses.



Ce débat concerne l'approche à privilégier lorsque l'on veut rendre compte des modes de vie et des pratiques quotidiennes des « classes populaires »⁷. Deux écueils classiques existent en effet dans la description de ces cultures. L'écueil populiste consiste à glorifier ou à valoriser les manières d'être et de faire des classes populaires en négligeant leur position sociale défavorisée ou dominée. On considère alors la culture de ces groupes sociaux comme un univers significatif autonome, indépendamment de son inscription plus globale dans des rapports sociaux de force. Le deuxième écueil, que l'on nomme « misérabiliste », consiste, à l'inverse, à ne les envisager qu'en référence à la culture dominante, et donc en termes de manques et de privations. La culture des pauvres ne serait alors qu'une pauvre culture. Dans ce cas, la culture populaire n'est interprétée qu'à l'aune de critères et principes propres à la culture dominante.

Sur l'enjeu de la sécurité alimentaire, on a montré que le « contexte normatif autour de l'alimentation » (pour reprendre le titre l'une de nos analyses) tend à cadrer les débats autour de l'acte alimentaire à partir de valeurs socialement construites liées à la santé et à la responsabilité politique individuelle. S'appuyant sur la littérature produite par des organismes tels qu'ATD ¼ monde concernant les pratiques alimentaires des pauvres, et prenant le soin d'analyser les réticences et les engouements des participants de Solenprim vis-à-vis de certaines initiatives alternatives existantes en matière d'alimentation durable (notamment lors des visites inspirantes), la recherche a permis de mettre en avant les principes au nom desquels ces personnes raisonnent et de les analyser sans cantonner les interprétations aux seuls référentiels du manger sain ou du manger responsable. Des facteurs comme les ressources financières, les cultures et les habitudes alimentaires, mais aussi la honte face au stigmate de pauvreté, sont autant de paramètres dont il faut tenir compte dans la lutte pour un accès plus durable à l'alimentation de qualité.

Toutefois, il ne s'agit pas de remplacer un dogmatisme par un autre, ce qui reviendrait à retomber dans l'écueil populiste décrit ci-avant. Affirmer par exemple que les personnes en situation de pauvreté possèdent des connaissances concernant les différents enjeux (sanitaires, politiques, environnementaux...) liés à l'acte alimentaire, souligner qu'elles ont de bonnes raisons d'opérer certains choix de consommation et montrer comment ces raisons sont opératoires dans leurs actions quotidiennes ne doit pas faire oublier qu'au final, ils bénéficient de conditions moins favorables à l'accès à une alimentation saine et de qualité. Ne pas oublier que ce sont ces conditions aussi qu'il faut mettre au travail dans les politiques sociales.

La démarche privilégiée dans le projet Solenprim – menée à tâtons et faite d'ajustements – a permis de mettre en exergue que les réponses et dispositifs à mettre en place en Région bruxelloise en matière d'alimentation durable pour tous doivent se développer dans une attention spécifique à la *pluralité* des situations de vie et à la *complexité* de l'acte alimentaire.

On peut ainsi proposer des réponses spécifiques à certains groupes cibles qui vivent des situations similaires sur le plan d'une ou plusieurs dimensions du « bien se nourrir » (le manque de ressources,

⁷ L'idée de « classe populaire » désigne des groupes de personnes qui ne sont pas nécessairement précarisées. Classiquement, la notion renvoie à l'idée du peuple, aux employés et ouvriers qui constituent la majorité d'une population. Sans rentrer dans les débats critiques à propos de la notion, ni à propos de celle de « classe sociale », nous la mobilisons ici comme notion contraste avec les cultures d'une élite socio-économique et culturelle.



la solitude alimentaire, ou certaines spécificités sur le plan de la santé qui nécessitent des régimes alimentaires particuliers, par exemple), mais cela ne doit pas conduire à négliger le fait que les solutions doivent aussi s'inscrire dans une pluralité de niveaux ou d'échelles d'intervention. Comme annoncé précédemment, on ne peut réduire la consommation alimentaire à une affaire d'engagement citoyen, ni la sécurité alimentaire à une affaire de mission des acteurs de l'aide alimentaire : garantir le droit à une alimentation de qualité pour tous dans un système juste et durable ne peut se faire qu'en agissant aussi à l'échelle du marché agro-alimentaire et des politiques de lutte contre la pauvreté.

4 PERSPECTIVES

Les actions mises en place avec le projet Solenprim peuvent être considérées comme autant de graines semées dans un secteur qui peine aujourd'hui à jouer le rôle pour lequel il avait été créé. Les organismes d'aide alimentaire en Belgique, et à Bruxelles plus particulièrement, croulent sous les demandes qui augmentent d'années en années. La résilience du secteur de l'aide alimentaire ne pourra se faire qu'à la condition de poursuivre la recherche d'autres façons de faire, comme celles initiées dans le cadre de cette recherche-action.

Les expérimentations locales ne se terminent donc pas avec la clôture de Solenprim. Des pistes d'action sont déjà imaginées pour poursuivre les projets au sein des organismes partenaires et en développer d'autres sur l'enjeu alimentaire ou sur des enjeux connexes. Un travail qui pourra se faire avec les personnes déjà impliquées ou avec des nouveaux ou nouvelles venu.e.s. « *On pourrait imaginer des ponts entre les projets. Il y a un potager à Berchem, on pourrait y planter les graines du CPAS d'Ixelles, et utiliser les légumes qui y poussent pour les ateliers cuisine...* » (Coordinateur, animateur des ateliers cuisine à La Porte verte, Mise au vert Solenprim, 23/11/18).

Certains CPAS d'autres territoires - en Wallonie notamment - étant désireux de répliquer les projets innovants mis en place avec Solenprim, un partage d'expérience entre CPAS est d'ores et déjà engagé. Les outils produits ainsi que les points d'attention formulés par les intervenants des différentes expérimentations locales viennent alors nourrir et faciliter la mise en place de projets innovants dans d'autres organismes du secteur de l'aide alimentaire.

Avec Solenprim, c'est aussi la piste du travail communautaire⁸ qui a fait son chemin au sein d'un secteur peu habitué à cette méthode d'intervention sociale. Elle est non seulement reconnue pour son potentiel émancipateur car elle permet de se saisir d'une problématique à partir des vécus et des expériences des principaux concernés. Elle a également pour avantage de décloisonner les différentes sphères d'intervention du travail social, tel que le logement, la santé ou encore l'alimentation. Des collaborations peuvent ainsi émerger entre des associations présentes sur un même territoire.

L'approche communautaire permet par ailleurs d'ouvrir du débat citoyen autour de thèmes dont les personnes participantes ne se seraient peut-être

⁸ « L'action communautaire désigne toute initiative, issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (géographique, locale, régionale, nationale ; d'intérêts ; d'identités) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun. (...) Ces actions sont menées avec un souci d'éducation et de fonctionnement démocratique afin de favoriser l'autonomie des personnes et des communautés (empowerment) » (Lamoureux et al, 2013, p. 10).



Analyse

pas saisies si elles n'avaient pas été impliquées dans le projet. À titre d'exemple, l'enjeu politique de la culture de graines et le principe d'en favoriser les échanges entre citoyens ont ainsi été mis sur la table et discutés avec les participants.

La démarche communautaire permet ainsi d'inclure les personnes dans des processus de politisation, là où elles en sont habituellement tenues à l'écart. « Quelque chose comme du 'politique' émerge comme tel chaque fois que des collectifs se forment, s'interrogent ou s'engagent autour d'enjeux où il y va d'un bien commun/ public à atteindre ou d'un mal commun/ public à écarter » (Cefaï, 2011, p.546).

Toutefois, l'approche communautaire ne doit pas être érigée en idéal. Elle ne peut être considérée comme pertinente partout, tout le temps. « L'idée selon laquelle la participation de groupes de la population touchés par des problèmes auxquels une collectivité tente de faire face permettrait *de facto* de bonifier un projet relève [...] davantage de la pensée magique que de la pensée sociologique » (Godrie, 2016, p.35). En effet, la démarche communautaire demande de cultiver une attention aux dispositifs qui permettent la traduction effective des apports des participants dans un projet concret. Elle demande aussi la mobilisation de ressources et de moyens conséquents, tant pour les organismes et ses professionnels, que pour les bénéficiaires participants. Ces limites de l'approche communautaire au sein du secteur de l'aide alimentaire mériteraient d'être approfondis dans le futur et de faire l'objet d'autres recherches. L'intérêt est aussi de poursuivre la mise au jour des conditions inégales dans lesquelles se font les pratiques alimentaires, l'analyse de l'acte alimentaire dans toute sa complexité, la mise en perspective des réalités du secteur de l'aide

alimentaire et des conditions dans lesquelles ses acteurs opèrent. La diffusion de ces résultats, leurs mises en débat avec les acteurs de l'aide alimentaire, mais aussi ceux de l'alimentation durable, et l'interpellation politique est la mission de la concertation aide alimentaire qui poursuit son travail depuis plusieurs années.

Toutefois, si le processus de résilience du secteur de l'aide alimentaire peut se concrétiser au travers de nouvelles approches de travail et dans la transformation de ses missions, il se fera également au travers d'une reconnaissance des limites que présente ce secteur dans la lutte pour une plus grande sécurité alimentaire. Pour le dire autrement, la sécurité alimentaire ne peut pas seulement être l'affaire des organismes d'aide alimentaire.

Quant à la piste des rapprochements de l'aide alimentaire avec les initiatives en alimentation durable, Solenprim a rendu visible que le mouvement alimentaire durable est potentiellement en train de passer à côté de son ambition d'inclusion sociale.

La recherche Solenprim n'a pas résolu l'enjeu de la sécurité alimentaire en Région de Bruxelles-Capitale, mais elle a permis d'indiquer les voies qui paraissent lui offrir un horizon plus probable et vers lequel il s'agit désormais de poursuivre l'engagement de tous les acteurs, des bénéficiaires aux politiques. S'intéresser aux pratiques alimentaires de tous paraît être une étape incontournable pour penser l'accès de tous à une alimentation de qualité. Mais cela demande plus fondamentalement d'examiner les conditions dans lesquelles ces pratiques alimentaires se réalisent. C'est alors sur ces conditions qu'il faut agir politiquement.



Analyse

Durabilité de l'accès à une alimentation de qualité ?
Enseignements d'un projet mené dans le champ de l'aide
alimentaire - Conclusion du Portfolio Solenprim

-
- Carrel M (2013), *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Editions.
 - Cefaï D (2011), « Vers une ethnographie du politique, Décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales », in Berger M, Cefaï D, Gayet-Viaud C (Dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, pp.545-598.
 - Ehrenberg A (2010), *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob.
 - Godrie B (2016), « Vivre n'est pas (toujours) savoir – Richesse et complexité du savoir expérientiel », *Le partenaire*, vol24, n°3, pp. 35-38.
 - Grignon C et Passeron J-C (1989), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil.
 - Lamoureux H, Lavoie J, Mayer R & Panet-Raymond J (2013), *La pratique de l'action communautaire*, Québec, Éditions Presse de l'université du Québec, 3^e édition actualisée.

COORDONNÉES DES PARTENAIRES SOLENPRIM



Fédération des Services Sociaux
(Cellule Recherch'Action et Concertation Aide alimentaire)
Rue Gheude, 47 - 1070 Anderlecht
02/223 37 74 - info@fdss.be - www.fdss.be



Le Centre Social Protestant – CSP
Rue Cans, 12 - 1050 Ixelles
02/512 80 80 - csp.psc@skynet.be
www.csp-psc.be



La Porte Verte/Snijboontje et Snijboontje bis
Boulevard du Jubilé 124 - 1080 Molenbeek-Saint-Jean
02/421 04 80 - porteverte.snijboontje@skynet.be
www.porteverte-snijboontje.be



L'épicerie sociale du CPAS d'Ixelles
Chaussée de Boondael, 92 - 1050 Ixelles
02/641 56 21 - pierremichel.rousseau@cpasxl.irisnet.be
www.cpasixelles.irisnet.be



L'épicerie sociale du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe
Avenue de Selliers de Moranville 91 - 1082 Berchem-Saint-Agathe
02/482 13 55 - svandaele@cpas-ocmwberchem.brussels
www.cpasberchem.be



Soli-Food, plateforme d'achats solidaire pour le secteur de l'aide alimentaire
(Croix-Rouge) Rue de Stalle 96 - 1180 Uccle
02/371 35 39 - g.vanzeebroeck@croix-rouge.be
www.solifood.be

